



Bulletin Officiel
Département du Loiret

Directeur de publication : M. Marc GAUDET

ISSN : 0294-1317

N°05 - Tome 1 - JUILLET 2018 - *Partie 1*

SOMMAIRE

COMMISSION PERMANENTE

Pages

- Séance du vendredi 13 juillet 2018 - *Partie 1* 1 à 289

Commission Permanente du vendredi 13 juillet 2018

Etaient Présents : Mme MARTIN, M. MALBO, Mme LECLERC, M. TOUCHARD, Mme JEHANNET, M. NERAUD, M. BOURILLON, Mme GALZIN, M. GABELLE, Mme QUAIX, Vice-Présidents
Mme CHERADAME, M. GUERIN, Mme GABORIT, M. LECHAUVE, Mme CHAUVIERE, M. GUDIN, M. RIGLET, M. DUPATY Mme DUBOIS, M. SAURY, Mme LORME, M. BREFFY, Mme COURROY, M. SOLER , Membres.

Absents excusés : Mme BELLAIS, M. GRANDPIERRE, Mme KERRIEN, Mme CHANTEREAU.

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS 1

- A 01 - Politique des Infrastructures - Programme sécurité routière - Attribution des enveloppes cantonales 2018 portant le produit des amendes de police et la redevance des mines sur le pétrole, et validation des répartitions des cantons de Courtenay, Malesherbes, Meung-sur-Loire et Pithiviers 1
- A 02 - Politique des infrastructures - Programme Sécurité routière - Convention de maîtrise d'ouvrage unique d'aménagements routiers à proximité de la zone d'activités de Boisseaux en limite des départements de l'Eure-et-Loir et du Loiret et de financement à titre exceptionnel sous forme d'avances remboursables 8
- A 03 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" - Programme pluriannuel des aménagements de sécurité - Convention relative à l'aménagement d'une aire de contrôle des véhicules de transport terrestre sur la RD 2271 à Olivet et aux modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures à intervenir avec l'État 17
- A 04 - Politique des infrastructures - Programme "Aménagement du réseau principal" - RD 2060 / RD 952 - Echangeur de Châteauneuf-sur-Loire - Convention relative à la propriété, la gestion et l'entretien des ouvrages - Demande de subvention au titre de la dotation de décroisement 23
- A 05 - Politique des Infrastructures - Programme Pluriannuel des Aménagements de Sécurité - RD 2020 - RD 954 - RD 5 - Aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune d'Artenay - Convention de partenariat relative au lancement d'une étude de trafic routier 31
- A 06 - Service public de distribution d'électricité - Conventions entre le Département et Enedis relatives aux échanges de données pour la représentation cartographique du patrimoine concédé..... 37
- A 07 - Politique des Infrastructures - Programme Entretien et Exploitation du réseau routier - Mise en place d'une servitude de passage sur une propriété privée pour l'évacuation des eaux pluviales de la RD 963 à Chevillon-sur-Huillard..... 92
- A 08 - Politique des infrastructures - Programme "Favoriser la qualité du patrimoine" - Classement de parcelles dans le domaine public routier départemental - Commune de Bonny-sur-Loire..... 100
- A 09 - Déviation de la RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel 103
- A 10 - Convention de conduite d'opération entre le Département du Loiret et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret 109
- A 11 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Beaugency - Vente de l'ancien centre d'exploitation, sis Clos de la Chapelle..... 128

A 12 - Cession de terrain à Ormes au lieu-dit Champs de Sary.....	128
A 13 - Saran - Portes du Loiret Sud - Cession de terrains	128
A 14 - Politique : adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine : Nogent-sur-Vernisson - Cession de délaissés routiers sur la RD 627	142
A 15 - Saint-Loup-de-Gonnois : cession de délaissé	142
A 16 - Acquisition de parcelles dans le cadre de l'alignement de la rue du Général de Gaulle (RD 14) à Olivet	142
A 17 - Déviation de Lorris RD 44 / 961 - Indemnisation dans le cadre de dommages-travaux	144
A 18 - LOURY - Giratoire RD 2152 - Indemnisation exploitant	144
A 19 - Canal d'Orléans : subvention d'investissement pour l'année 2018 du Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans	144
A 20 - Canal d'Orléans : opérations du curage ponctuelles au déversoir du Limetin (à Pannes) et à la confluence avec le Cens (à Fay-aux-Loges).....	145
A 21 - Développer les mobilités durables : Loire à Vélo - Procédure en cas d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY	145
A 22 - Développer les mobilités durables : Convention de partage des données de comptages localisés de vélos avec le Comité régional du Tourisme Centre-Val de Loire - Projet d'avenant	162
A 23 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : conventions portant désignation d'un maître d'ouvrage unique dans le cadre du projet de construction de deux collèges sur le secteur de Pithiviers.....	165
COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION.....	200
B 01 - Projet d'avenants aux conventions pour la gestion et le financement du F.U.L. et du F.A.J. avec la M.S.A et la Ville d'Orléans au titre de 2018.....	200
B 02 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires	205
COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP	206
C 01 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance	206
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	207
D 01 - Point d'avancement sur les opérations archéologiques du service départemental (avril 2018)	207
D 02 - Financements européens FEADER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit)	207
D 03 - Demande de subvention au titre du FEDER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit).....	208
D 04 - Manifestations agricoles (Politique E01) : 40ème Foire aux Arbres à Sandillon	208
D 05 - Avenant n°1 à la convention "Immobilier d'entreprise - Société EPAC Systèmes"	208
D 06 - Politique de démographie médicale : aide à l'installation d'un médecin généraliste pour l'achat de matériel professionnel	213
D 07 - Appel à projets 2018 - Loiret Coopération - Examen de quatre dossiers présentés lors du jury du 25 avril 2018	219

D 08 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles	219
D 09 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Subventions aux arts plastiques.....	221
D 10 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Prix du Conseil Départemental pour le meilleur devoir sur la résistance	224
D 11 - Le Département, un acteur essentiel de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine - Aide aux musées.....	226
D 12 - Demande de subvention de la compagnie des Minuits pour la restauration du Château des Deux Tours à La Neuville-sur-Essonne, protégé au titre des monuments historiques	226
D 13 - Demande de prorogation d'une subvention départementale.....	226

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT227

E 01 - Demandes de subvention pour l'Office National des Forêts pour la gestion de l'Arboretum des Barres et l'association Jardin Arboretum d'Ilex pour la gestion de l'Arboretum des Ilex	227
E 02 - Le Département, partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide.....	232
E 03 - Le Département anticipe et fait face aux risques majeurs - Signature d'une convention de partenariat avec le CEPRI.....	245
E 04 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne (3CBO) : demande de subvention de la 3CBO - Canton de Courtenay - Environnement.....	259
E 05 - Le Département du Loiret s'engage dans la Politique Jeunesse 2018 : diagnostic jeunesse partagé avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Loiret, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la DRDJSCS Centre-Val de Loire	259
E 06 - Le Département du Loiret s'engage dans la politique Jeunesse 2018.....	264
E 07 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : bilan 2017 sur l'indemnisation versée aux collectivités et EPCI pour l'utilisation des équipements sportifs par les collèges.....	266
E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de dotations aux collèges pour les frais de transports vers les installations sportives	266
E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de subventions pour le paiement des dépenses pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers aux collèges publics concernés.....	269
E 10 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret à la restauration dans les collèges privés.....	271
E 11 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation des Départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher au fonctionnement des collèges du Loiret	273
E 12 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret au fonctionnement des collèges des départements limitrophes (Départements du Loir-et-Cher et d'Eure-et-Loir) et attribution de subventions exceptionnelles aux collèges Le Clos Ferbois à Jargeau et Alain Fournier à Orléans	280

COMMISSION DES FINANCES, DES RESSOURCES HUMAINES ET DES SERVICES SUPPORTS.....285

F 01 - Abrogation de la délibération D16 adoptée le 29 mars 2013	285
F 02 - Partenariat entre le Département et Groupe France Agricole dans le cadre de l'évènement Innov-Agri 2018.....	285
F 03 - Elections professionnelles 2018 à la Maison de l'Enfance - Comité technique d'établissement	290
F 04 - Garanties d'emprunt juillet 2018.....	340
F 05 - Réaménagement Vallogis Juillet 2018	572
F 06 - Fonds social européen : opérations cofinancables au titre de l'année 2018	578
F 07 - Demande de subvention 2018 au titre de Devoir de Mémoire et soutien aux Anciens Combattants.....	613

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS

A 01 - Politique des Infrastructures - Programme sécurité routière - Attribution des enveloppes cantonales 2018 portant le produit des amendes de police et la redevance des mines sur le pétrole, et validation des répartitions des cantons de Courtenay, Malesherbes, Meung-sur-Loire et Pithiviers

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 25 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les enveloppes cantonales 2018 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole aux cantons suivants :

Cantons	Produit des amendes de police	Redevance des mines sur le Pétrole
Beaugency	37 482 €	8 684 €
Châlette-sur-Loing	8 780 €	5 188 €
Châteauneuf-sur-Loire	36 258 €	8 401 €
Courtenay	122 523 €	28 388 €
Fleury-les-Aubrais	10 023 €	2 322 €
La Ferté-Saint-Aubin	23 859 €	5 528 €
Gien	65 538 €	17 457 €
Lorris	99 370 €	23 023 €
Malesherbes	62 497 €	14 480 €
Meung-sur-Loire	54 268 €	12 574 €
Montargis	28 970 €	7 570 €
Olivet	-	-
Orléans seul (1-2-3-4)	-	-
Orléans 3 (Ormes-Saran)	-	-
Pithiviers	41 586 €	9 635 €
Saint-Jean-de-Braye	-	-
Saint-Jean-de-la-Ruelle	-	-
Saint-Jean-le-Blanc	18 543 €	4 297 €
Sully-sur-Loire	63 800 €	14 782 €
Totaux	673 497 €	162 329 €

Article 3 : Il est décidé d'arrêter la 1^{ère} vague de répartitions des cantons de Courtenay, Malesherbes, Meung-sur-Loire et Pithiviers annexée à la présente délibération en décidant :

- d'apporter un correctif sur la répartition du produit des amendes de police pour le canton de Courtenay :

Au vu des dépenses réduites de la commune de Saint-Germain-des-Prés, il est possible de retenir la somme de 35 120 € en lieu et place des 42 143 € au titre de ces crédits. Reste donc à répartir 7 023 € sur le canton.

- d'accorder la somme de 3 512 € à la commune de Chuelles, au titre du produit des amendes de police, pour la construction de trois plateaux rue de Château-Renard et un sur la RD 37 route de Courtenay ;
- d'accorder la somme de 3 511 € à la commune de Foucherolles, au titre du produit des amendes de police, pour les travaux de restructuration et de renforcement de voirie routes de Courtenay, de Bazoches, Les Papillons, Petit Galétat.

PROPOSITION DE REPARTITION DES CREDITS D'ETAT 2018

CANTON DE COURTENAY
Version modifiée

Maitre d'ouvrage du projet	Intitulé du projet	Coût TOTAL (€ HT)	Produit des Amendes de Police			Redevances des Mines de Pétrole		
			Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL	Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL
Bazoches sur le Betz	Installation de radars pédagogiques sur RD - suite à audit	8 184,00 €	8 184,00 €	4 092,00 €	50%			
Chantecoq	Aménagements sécuritaires route d'Ervauxville, rue de l'Abbé Berton et rue de la Croix Ferra par la mise en place de 5 coussins Berinois, l'implantation d'un STOP et de signalisation verticale.	8 817,89 €	8 817,89	4 409,00 €	50%			
Chtuelles	Construction de 3 plateaux rue de Château-Renard et 1 sur la RD 37 route de Courtenay	22 458,00 €	22 458,00 €	3 512,00 €	16%			
Chuelles	Création de trottoirs rue de Château-Renard	20 890,00 €	20 890,00 €	10 445,00 €	50%			
Chuelles	Entretien des chemins des Gonguets, des Logues, accès aux parking des Ecoles	18 763,64 €	18 763,64 €	9 382,00 €	50%	14 502,00 €	1 205,00 €	8%
Dordives	Sécurisation des rues du Grand et du Petit sous les Vignes	41 262,00 €	41 262,00 €	20 631,00 €	50%			
Douchy-Montcorbon	Elargissement et réfection d'un trottoir pour la mise en scurité des piétons le long de la RD34 dans la traversée du bourg	51 515,00 €	51 515,00 €	25 758,00 €	50%			
Foucherolles	Travaux de restructuration et de renforcement de voirie routes de Courtenay, de Bazoches, Les Papillons, Petit Galélat	49 990,00 €	49 990,00 €	3 511,00 €	7%	49 990,00 €	14 997,00 €	30%

CANTON DE COURTENAY (suite)

Maitre d'ouvrage du projet	Intitulé du projet	Coût TOTAL (€ HT)	Produit des Amendes de Police			Redevances des Mines de Pétrole		
			Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL	Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL
Griselles	Réparation de voies communales suite aux inondations de 2016 dans le secteur du hameau de Bois le Roi : routes du halage, du clos Ragée et des Bois	125 260,52 €				40 621,00 €	12 186,00 €	30%
Gy Les Nonains	Création d'un ralentisseur rue des Anciens combattants en entrée de bourg	4 000,00 €	4 000,00 €	2 000,00 €	50%			
Préfontaines	Sécurisation des entrées d'agglomération par l'aménagement des RD 40/31 et 38 par des espaces verts incitant à la vitesse et la réalisation de bandes rugueuses Route de Moucheny et rue de Gasson	3 334,50 €	1 422,00 €	711,00 €	50%			
Saint Germain des Prés	Création d'un parking et d'un escalier dans le centre Bourg (RD943)	70 240,00 €	70 240,00 €	35 120,00 €	50%			
Sceaux du Gâtinais	Fourniture et pose de panneaux et de miroirs sur l'ensemble de la commune	1 241,74 €	1 241,74 €	620,00 €	50%			
Triguères	Acquisition de panneaux de signalisation	1 546,00 €	1 546,00 €	773,00 €	50%			
Villevoques	Installation de radars pédagogiques aux entrées nord et sud de l'agglomération sur la RD 38	3 118,00 €	3 118,00 €	1 559,00 €	50%			
			122 523,00 €	122 523,00 €			28 388,00 €	

CANTON DE MALESHERBES

Maitre d'ouvrage du projet	Intitulé du projet	Coût TOTAL (€ HT)	Produit des Amendes de Police		Redevances des Mines de Pétrole			
			Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL	Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL
Batilly en Gâtinais	Aménagement du centre bourg - Place de la Mairie (Phase 1) - RD 164	277 689,36 €				277 689,36 €	9 664,00 €	3%
Bouilly en Gâtinais	Réalisation d'une poutre de rive chemin de Rougemont et réfection rue de l'Eglise	26 106,00 €				17 199,00 €	4 816,00 €	28%
Boynes	Fourniture et pose d'un radar pédagogique route de Barville (RD950) et d'un panneau d'information Place Louis Veillot	14 444,00 €	2 144,00 €	729,00 €	34%			
Chilleurs aux bois	Aménagement et amélioration du carrefour à feux tricolores RD2152/RD109	85 650,00 €	85 650,00 €	2 569,00 €	3%			
Chilleurs aux bois	Création d'un plateau surélevé au carrefour RD5 rue des Tirelles	69 689,00 €	69 689,00 €	8 363,00 €	12%			
Escrennes	Sécurisation de la circulation piétonne et du carrefour avec la rue des Percherons (18 347,10 €) et organisation du stationnement rue Saint Benoit (16 671,78 €)	35 018,88 €	35 018,88 €	10 331,00 €	30%			
Le Malesherbois	Sécurisation des entrées ouest et est du hameau de Gollainville sur le RD24 à Orveau-Bellesauve	148 220,00 €	134 470,00 €	4 447,00 €	3%			
Le Malesherbois	Sécurisation de la rue du Levant à Manchecourt (RD27)	288 850,00 €	288 850,00 €	36 058,00 €	12%			
				62 497,00 €			14 480,00 €	

CANTON DE MEUNG SUR LOIRE

Maître d'ouvrage du projet	Intitulé du projet	Coût TOTAL (€ HT)	Produit des Amendes de Police			Redevances des Mines de Pétrole		
			Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL	Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL
Le Bardon	Recalibrage de la chaussée, pose de bordures et caniveaux, mise à niveau des tampons, renforcement de l'éclairage public et signalisation réglementaire rue des Ecoles	95 834,00 €	95 834,00 €	29 077 €	30%			
Boulay les Barres	Acquisition de panneaux de signalisation routière, de deux radars pédagogiques et d'un miroir	5275,70 € (-miroir 669€)	4 607,00 €	2 304 €	50%			
Cercottes	Création d'un cheminement piétonnier PMR et sécurité rue de la Retrève section rue des Buttes/aérottrain	25 330,00 €	25 330,00 €	12 665,00 €	50%			
Meung sur Loire	Réaménagement du chemin de la Fontaine	120 000,00 €	13 340,00 €	3 696,00 €	27,7%	89 780,00 €	6 287,00 €	7%
Meung sur Loire	Réaménagement de la rue Maison Neuve	168 000,00 €	30 850,00 €	4 030,00 €	13%	74 150,00 €	6 287,00 €	8%
Saint Péréavy La Colombe	Achat de panneaux de signalisation routière et réfection de passages pour piétons sur l'ensemble de la commune	4 991,18 €	4 991 €	2 496 €	50%			
			54 268,00 €				12 574,00 €	

CANTON DE PITHIVIERS

Maître d'ouvrage du projet	Intitulé du projet	Coût TOTAL (€ HT)	Produit des Amendes de Police			Redevances des Mines de Pétrole		
			Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL	Dépenses éligibles (€ HT)	Subvention fléchée (€)	% sub par rapport au coût TOTAL
Asnières le Marché	Aménagement de sécurité rue du Beaumont comprenant la pose de plateaux surélevés et d'écluses (RD133)	79 880,00 €	79 880,00 €	2 396,00 €	3%			
Erceville	Réfection des trottoirs rue du Moulin (RD 139)	9 711,00 €	9 711,00 €	291,00 €	3%			
Guigneville	Aménagement du parking de l'Eglise	5 825,00 €	5 825,00 €	1 923,00 €	33%			
Neuville aux Bois	Aménagement du carrefour rue de Vendes et aménagement d'un plateau surélevé avant rue des Moines du Vivier sur la rue d'Orléans (RD5)	51 705,00 €	51 705,00 €	1 551,00 €	3%			
Outarville	Réfection complète rue des Archives	7 640,68 €					7 640,68 €	30%
Pithiviers la Vieil	Création d'un cheminement piétons avec la mise en place d'un éclairage public rue André Eve à Morailles	75 677,80 €	75 677,80 €	16 937,00 €	22%		75 677,80 €	10%
Saint Lyé La Forêt	Restructuration et création d'une voie piétonne et cyclable Chemin du grillon	255 088,25 €	255 088,25 €	16 592,00 €	7%			
Sermaises	Aménagement sécuritaire du cheminement piétons le long de des RD 921 et 24, route de Paris et boulevard des Anciens Fossés	63 200,00 €	63 200,00 €	1 896,00 €	3%			
				41 586,00 €			9 635,00 €	

**A 02 - Politique des infrastructures - Programme Sécurité routière -
Convention de maîtrise d'ouvrage unique d'aménagements
routiers à proximité de la zone d'activités de Boisseaux en limite
des départements de l'Eure-et-Loir et du Loiret et de financement
à titre exceptionnel sous forme d'avances remboursables**

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 25 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention à conclure avec le Département d'Eure-et-Loir, la société QUARTUS et la commune de Boisseaux pour financer sous forme d'avances remboursables le giratoire de la desserte de la zone d'activités de Boisseaux sont approuvés.

Article 3 : Le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer au nom du Département, la dite convention annexée à la présente délibération.

**CONVENTION relative au projet
d'aménagements routiers à proximité
de la zone d'activités de Boisseaux en limite
des départements de l'Eure-et-Loir et du Loiret
et portant délégation de maîtrise d'ouvrage au CD28
et avances remboursables
à la Commune de Boisseaux**

Entre

La société QUARTUS Logistique, représenté par M. Jean-Michel FRAMMERY, Directeur général,
et désigné ci-après « la société QUARTUS »

d'une part,

et,

Le Département de l'Eure-et-Loir, représenté par M. Claude TEROUINARD, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du,
et désigné ci-après « le Département de l'Eure-et-Loir »

et,

Le Département du Loiret, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du,
et désigné ci-après « le Département du Loiret »

et,

La Commune de Boisseaux, représenté par Monsieur Patrick CHOFFY, Maire de la commune agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil municipal en date du,
et dénommé « la Commune de Boisseaux ».

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la demande de la société QUARTUS en date 28 février 2018, confirmée en réunion du 20 avril 2018, par laquelle la société sollicite l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD 2020 en Eure-et-Loir pour desservir la zone d'activités de Boisseaux, dans le Loiret et se propose d'apporter au titre de son intérêt pour le site, un préfinancement à hauteur de 50 % du coût de construction de ce carrefour giratoire.

PREAMBULE

Afin de sécuriser l'accès à la zone d'activités de Boisseaux, commune du Département du Loiret, sur laquelle la société QUARTUS souhaite implanter une activité de logistique, il est nécessaire de créer un carrefour giratoire permettant un accès sécurisé à l'intersection de la RD 2020 et de la RD 139 située dans le Loiret et prolongée par la RD 109-7 jusqu'à la RD 2020 dans l'Eure-et Loir. Aussi, ce carrefour est situé sur le territoire du Département d'Eure-et-Loir.

Par ailleurs, le Département d'Eure-et-Loir a pour projet de sécuriser la RD 109-7 à son intersection avec la RD 2020, par la création d'une voie nouvelle prolongeant la RD 109-7 à l'Ouest, à partir du futur giratoire pour se raccorder sur la RD 109-8, qui sera recalibrée et permettra de retrouver la RD 109-7 vers l'Eure-et-Loir.

Considérant d'abord les intérêts économiques stratégiques de l'opération pour la société QUARTUS ; ensuite, les intérêts des conservations des domaines publics routiers et l'intérêt majeur de la sécurité routière pour les deux Départements concernés et enfin la compétence en termes d'urbanisation économique de la Commune de Boisseaux d'autre part, les parties ont décidé de conclure la présente convention.

Cette convention porte donc sur la construction d'aménagements routiers comprenant :

1. Un giratoire à 4 branches sur la RD2020 avec déviation de la RD109-7 Est raccordée à la RD139 vers le Loiret, aménagement lié à la sécurisation de l'accès à la zone d'activités de la commune de Boisseaux.
2. Une voie nouvelle prolongeant la RD109-7 à l'Ouest à partir du giratoire pour se raccorder sur la RD109-8 qui sera recalibrée et permettra de retrouver la RD109-7 vers l'Eure-et-Loir, aménagement lié à la sécurisation des routes départementales relevant du Département d'Eure-et-Loir.

Compte tenu de la proximité et la dépendance fonctionnelle des aménagements routiers, la présente convention porte sur une délégation de maîtrise d'ouvrage unique au département d'Eure-et-Loir, qui deviendra propriétaire des aménagements réalisés et en assurera l'entretien et la gestion ultérieurs.

S'agissant des travaux de création d'une voie nouvelle et du recalibrage de la RD109-8 relevant de ses compétences routières, le Département d'Eure-et-Loir définira seul le programme technique des travaux projetés et n'a pas à rendre compte aux autres partenaires.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'une part de déléguer la maîtrise d'ouvrage des aménagements routiers au Département d'Eure-et-Loir et d'autre part d'attribuer à la commune de Boisseaux des avances remboursables pour financer le giratoire sur la RD2020 nécessaire à la desserte de la zone d'activités.

La présente convention de maîtrise d'ouvrage unique confiée au Département d'Eure-et-Loir vise ainsi à :

- définir les conditions techniques, administratives et financières de réalisation et de gestion de l'aménagement d'un carrefour giratoire dans l'Eure-et-Loir à l'intersection des RD 2020 et de la RD 139 située dans le Loiret et prolongée par la RD 109.7 jusqu'à la RD 2020 dans l'Eure-et-Loir pour sécuriser cet échange et desservir la zone d'activités de Boisseaux,
- répartir les rôles respectifs des Départements d'Eure-et-Loir et du Loiret, de la Commune de Boisseaux et de la société QUARTUS.

ARTICLE 2 : PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX

Sur la base des documents fournis par la société QUARTUS et la commune de Boisseaux, le Département de l'Eure-et-Loir, maître d'ouvrage de l'aménagement de carrefour, élabore le programme technique des travaux projetés et fixe avec précision les objectifs de l'opération envisagée ainsi que les besoins qu'elle doit satisfaire.

Le Département d'Eure-et-Loir suivra les recommandations du guide d'Aménagement des Routes Principales (A.R.P), et du guide d'Aménagement des Carrefours Interurbain (A.C.I), pour une route de catégorie R80, sauf dérogations éventuelles à justifier. Les normes en vigueur devront être respectées. La RD 2020 étant classée en route à grande circulation, l'aménagement devra permettre la circulation des véhicules de transports exceptionnels de catégorie 3 et sera soumis à la validation de l'État.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE FINANCEMENT DES AMÉNAGEMENTS ROUTIERS

3.1 Estimation du coût des aménagements routiers

Le montant estimé de la réalisation des aménagements routiers, giratoire d'une part et voie nouvelle d'autre part, comprenant les études techniques (géotechnique, topographique...), les travaux et le contrôle d'exécution s'élève à un montant total de 1 500 000 € HT, soit 1 800 000 € TTC (valeur mars 2018), conformément à l'estimation sommaire prévisionnelle jointe en annexe 3. Cette estimation comprend les raccordements Est et Ouest de la RD 109-7, mais ne comprend pas les éventuels coûts inhérents à une autorisation administrative identifiée à l'article 7 de la présente convention.

Le plan de financement annoncé reste prévisionnel et devra être réajusté et vérifié à l'issue de l'appel d'offres lancé par le Département d'Eure-et-Loir concernant la réalisation des travaux proprement dits. Le coût final de l'opération sera arrêté au vu des décomptes généraux et définitifs établis par les entreprises réalisant les travaux suivant les prestations réellement exécutées, déduction faite du montant du Fond de Compensation de la Taxe Valeur Ajoutée (FCTVA) perçu par le Département d'Eure-et-Loir.

L'opération s'inscrit à la fois dans un objectif de desserte de la zone d'activités de Boisseaux, en particulier du site d'implantation de la société QUARTUS sur la commune de Boisseaux, et dans un programme de sécurisation de carrefours entre deux routes départementales (RD109-7 et RD109-8) sur le Département de l'Eure-et-Loir permettant de raccorder la RD 139 située à proximité sur le territoire du Département du Loiret.

Toutefois, la voie nouvelle est entièrement financée par le Département d'Eure-et-Loir. Les articles 3.2 à 3.4 ci-après ne concernent donc que le financement du carrefour giratoire sur la RD2020 nécessaire à la desserte de la zone d'activités de Boisseaux.

3.2 Modalités de financement du carrefour giratoire

Considérant la taxe d'aménagement à percevoir par la commune de Boisseaux estimée à hauteur de 3 500 000 € pour l'ensemble du projet de la société QUARTUS, il est convenu que le giratoire est financé par la commune de Boisseaux.

Toutefois, dans l'attente de la perception de cette taxe par la commune de Boisseaux, il est convenu que la société QUARTUS et les deux départements en assurent le préfinancement, sous forme d'avance remboursable.

Aussi, la participation financière propre au préfinancement de l'aménagement de ce carrefour giratoire sur un montant total de 1 000 000 € intégrant la TVA non récupérée sera supportée à hauteur de :

- 50 % par la société QUARTUS, sous forme d'avance remboursable,
- 50 % par les deux Départements répartis à parts égales 25 % pour chacun, sous forme d'avance remboursable.

L'annexe n° 3 relative à l'estimation sommaire prévisionnelle de l'opération détaille le plan de financement en pourcentage et en montant maximum apportés par chaque partenaire sous forme d'avances pour la société QUARTUS, le Département d'Eure-et-Loir et le Département du Loiret, qui seront remboursées en totalité par la commune de Boisseaux.

3.3 Modalités de versement des participations financières au Maître d'ouvrage

Le Département d'Eure-et-Loir étant maître d'ouvrage de la RD 2020, il fera l'avance du financement des études et travaux (aménagement du giratoire uniquement) de la manière suivante :

- le Département de l'Eure-et-Loir assurera l'avance du paiement des prestations d'études techniques (topographiques, géotechniques, SPS) estimées à hauteur de 20 000 € HT ;
- le Département de l'Eure-et-Loir assurera l'avance du paiement des prestations relatives au foncier (acquisitions foncières si il y a lieu, archéologie préventive, frais de géomètre) estimées à hauteur de 150 000€ HT;
- lorsque l'entreprise titulaire du marché de travaux aura été choisie par le maître d'ouvrage unique, le Département du Loiret et la Société QUARTUS verseront au Département d'Eure-et-Loir **un premier acompte** destiné à régler la part de chacun sur les études techniques, les acquisitions foncières et les premiers travaux, soit la somme de :
 - ✓ 200 000€ HT pour la société QUARTUS ;
 - ✓ 180 000€ HT pour le Département du Loiret ;
- le Département d'Eure-et-Loir assurera le paiement des travaux à l'entreprise titulaire jusqu'à la réception de l'ouvrage ;
- le Département de l'Eure-et-Loir assurera l'avance du paiement des prestations du coordonnateur sécurité (CSPS), des frais de presse et des contrôles techniques (topographiques, géotechniques...) estimés à hauteur de 3 600 € HT ;
- à la réception de l'ouvrage, le Département de l'Eure-et-Loir demandera à la société QUARTUS et au Département du Loiret le versement **d'un deuxième acompte** établi sur la base d'une part, des sommes versées HT au titre des travaux réalisés et des dépenses HT de contrôles et d'autre part, en déduisant les avances déjà versées par la société QUARTUS à hauteur de 200 000 € et le Département du Loiret à hauteur de 180 000 € ;
- à la réception du Fond de Compensation de Taxe à valeur ajoutée (FCTVA), le Département de l'Eure-et-Loir demandera à la société QUARTUS et au Département du Loiret **le solde de leur participation** correspondant au versement de la différence entre le montant de la TVA payé et celui du FCTVA remboursé.

Les appels de fond du deuxième acompte et du solde seront donc établis sur la base des dépenses réellement effectuées par le Département d'Eure-et-Loir, maître d'ouvrage unique.

3.4 Modalités de remboursement par la commune des avances consenties

Après l'établissement du décompte définitif du coût d'aménagement du giratoire par le Département d'Eure-et-Loir et des financements apportés par la Société QUARTUS et le Département du Loiret, la commune de Boisseaux s'engage à rembourser aux trois autres partenaires les sommes réellement avancées, dès lors qu'elle aura perçu la taxe d'aménagement.

La commune de Boisseaux remboursera l'avance consentie par les collectivités sur la base d'un titre de recettes émis par chaque collectivité et d'un décompte de sommes versées présenté par la société QUARTUS, correspondant au décompte des sommes avancées précédemment établi par le Département d'Eure-et-Loir.

Compte tenu des délais de perception de la taxe d'aménagement après délivrance du permis de construire tel que décrit au paragraphe 4.1 ci-après, les remboursements d'avances par la commune de Boisseaux ne pourront pas intervenir avant :

- l'automne 2020, pour une première partie ;
- l'automne 2021, pour le solde.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE RÉALISATION ET DE GESTION DE L'AMÉNAGEMENT

4.1 Obligations incombant à la société QUARTUS

La société QUARTUS s'engage à développer un programme intitulé « Les portes de l'Île de France » sur le parc multimodal des Buis de la commune de Boisseaux.

Ce programme basé sur un foncier d'une superficie comprise entre 50 et 60 ha vise au dépôt d'un permis de construire en juillet 2018, dont l'obtention est envisagée en avril 2019, avec deux phases prévisionnelles de réalisation :

- Tranche 1 avec un entrepôt de 72 000 m² démarré en août 2019 et livré en août 2020 ;
- Tranche 2 avec deux entrepôts dont la surface de plancher est comprise entre 65 et 90 000 m² chacun, démarrés en août 2020 et livrés en août 2021.

Conformément aux réglementations en vigueur, la société QUARTUS s'engage à verser la Taxe d'aménagement en 2 fractions égales après la délivrance du permis de construire envisagée pour avril 2019 :

- Vers le 14^{ème} mois pour le premier versement, soit vers juin 2020 ;
- Vers le 26^{ème} mois pour le solde, soit vers juin 2021.

4.2 Obligations incombant au Département de l'Eure-et-Loir

Le Département d'Eure-et-Loir assurera la maîtrise d'ouvrage unique des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire destiné à desservir et à sécuriser les échanges entre les RD 2020 et 109 et l'accès à la zone d'activités de Boisseaux, lieu d'implantation de la société QUARTUS.

Le Département d'Eure-et-Loir assurera sur le domaine public routier départemental la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre complète (AVP, PRO, ACT, DET, AOR) des travaux afférents au dégagement des emprises, aux terrassements, à l'assainissement et à la voirie en tant que telle, ainsi que les équipements de sécurité associés.

L'entretien du carrefour giratoire sera pris en charge par le Département de l'Eure-et-Loir, ledit aménagement étant classé dans le domaine public routier départemental.

À ce titre, le Département d'Eure-et-Loir assurera l'entretien de la chaussée proprement dite et des équipements fonctionnels qui s'y rattachent (hors éclairage public) :

- la signalisation verticale,
- la signalisation horizontale,
- les ouvrages d'assainissement.

Au vu du résultat des appels d'offres de travaux et avant notification des marchés publics, les deux Départements et la société QUARTUS se réservent le droit de résilier à tout moment la présente convention, moyennant accord des quatre parties pour y mettre fin, dans les conditions définies conjointement par elles.

4.3 Obligations incombant au Département du Loiret

Le Département du Loiret s'engage à faciliter les démarches et à réunir au tant que de besoin les différentes parties impliquées dans le développement de cette zone d'activités située sur le territoire de Boisseaux, commune du Loiret.

Le Département du Loiret prévoit d'assurer la desserte par le réseau Très Haut Débit de la zone d'activités de Boisseaux.

4.4 Obligations incombant à la Commune de Boisseaux

La commune de Boisseaux s'engage à viabiliser la zone d'activités et à financer les raccordements publics nécessaires à l'alimentation des bâtiments de la société QUARTUS.

Pour l'alimentation publique en électricité et en gaz, les devis sont en cours d'établissement par la SICAP et GRDF, en fonction des besoins de puissance exprimés par la société QUARTUS, dans la limite des capacités financières de la commune.

ARTICLE 5 : ÉCHÉANCES

Le planning des travaux du carrefour giratoire est décrit ci-après, sous réserve de l'aboutissement des procédures administratives, de la libération des emprises et de la mise à disposition des crédits départementaux alloués à cette opération :

- 2018 : Finalisation des études;
- Début 2019 : Consultation des marchés publics de travaux
- Entre juin et octobre 2019 : Démarrage des travaux.
- Juin 2020 : Mise en service du carrefour giratoire.

ARTICLE 6 : STATUT DE LA VOIE NOUVELLE ET DES VOIES EXISTANTES

Ce nouvel ouvrage routier se situera sur la RD 2020 et, à ce titre, fera partie intégrante de la voirie départementale d'Eure et Loir.

ARTICLE 7 : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Chacune des parties est responsable des autorisations et procédures administratives devant être obtenues ou suivies préalablement à la réalisation des travaux relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

En application du décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011, le projet d'aménagement du carrefour giratoire sera soumis à la procédure au cas par cas pouvant conclure à la nécessité de réaliser une étude d'impact relevant du Code de l'Environnement.

Le cas échéant, cette étude d'impacts sera pilotée par le Département de l'Eure-et-Loir et le coût de ce marché d'étude sera intégré dans le coût total de l'aménagement et supporté par la société QUARTUS et le Département du Loiret dans le cadre de l'avance remboursable et au final par la commune de Boisseaux.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et est conclue pour la durée de réalisation de l'aménagement et de son financement.

Elle prendra fin au solde des comptes entre les différentes parties.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée à tout moment moyennant accord des quatre parties pour y mettre fin, dans les conditions définies conjointement par elles.

Dans l'hypothèse où le Département de l'Eure-et-Loir ne réaliserait pas le carrefour giratoire, objet de la présente convention, celle-ci sera résolue de plein droit, les offres de concours de la société QUARTUS et du Département du Loiret devenant caduques.

Les sommes éventuellement versées par la société QUARTUS ou le Département du Loiret devront leur être restituées.

En dehors des hypothèses susvisées le Département du Loiret et la société QUARTUS sont tenues d'honorer leur offre de concours sous peine d'engager leur responsabilité contractuelle.

ARTICLE 10 : RÉOLUTION DES CONFLITS

Les quatre parties prenantes à la présente convention conviennent de régler à l'amiable les différents éventuels qui pourraient survenir au cours de son exécution.

À défaut, tout litige qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis à l'appréciation de la juridiction compétente.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra s'effectuer par voie d'avenant.

ARTICLE 12 : ANNEXES

Annexe 1 : Plan de principe d'aménagement du giratoire et du rétablissement de la RD107

Annexe 2 : Plan d'aménagement du giratoire desservant la zone d'activités de Boisseaux

Annexe 3 : Estimation sommaire prévisionnelle de l'opération

Établi en quatre exemplaires originaux,

À Orléans, le

Pour le Département de l'Eure-et-Loir,
le Président du Conseil Départemental,

Pour le Département du Loiret,
le Président du Conseil Départemental,

Claude TEROUINARD

Marc GAUDET

Pour la Commune de Boisseaux
le Maire,

Pour la société QUARTUS,
le Directeur Général,

Patrick CHOFFY

Jean-Michel FRAMMERY

**A 03 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" -
Programme pluriannuel des aménagements de sécurité -
Convention relative à l'aménagement d'une aire de contrôle des
véhicules de transport terrestre sur la RD 2271 à Olivet et aux
modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures à intervenir avec
l'État**

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 25 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver le projet de convention avec l'État, représenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Centre-Val de Loire, relative à la réalisation de travaux d'aménagement d'une aire de contrôle des véhicules de transport terrestre sur la RD 2271 à Olivet et aux modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures.

Article 3 : M. Président du Conseil Départemental est autorisé à signer, au nom du Département du Loiret, la convention ci-annexée.

Article 4 : Les dépenses relatives à la participation financière du Département seront imputées sur l'opération père n°2012-04056 et les recettes sur l'opération 2018-00053.

Annexe 1 :



CONVENTION

**relative à l'aménagement d'une aire de contrôle des véhicules de transport terrestre
sur la RD 2271 à Olivet
et aux modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures**

ENTRE,

L'État, représenté par Monsieur Jean-Marc FALCONE, Préfet du Loiret et de la Région Centre-Val de Loire, 181 Rue de Bourgogne, 45000 ORLEANS, désigné ci-après « L'État »,

d'une part,

ET,

Le Département du Loiret, représenté Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, 15 Rue Eugène Vignat, 45000 ORLEANS, dûment habilité par délibération n°... de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du, désigné ci-après « Le Département »,

d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre des missions de contrôles routiers, l'État, représenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Centre-Val de Loire souhaite aménager une aire de stationnement et de contrôle de véhicules le long de la route départementale n°2271 sur la commune d'Olivet, à hauteur du carrefour avec la route départementale n°15 situé à proximité de la gare de péage de l'autoroute A71.

Le Département du Loiret est favorable à cette disposition et assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération située sur le domaine public routier départemental dans les conditions définies ci-après.

Ceci exposé,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, financières et administratives relatives à la construction d'une aire de contrôle le long de la RD 2271, au P.R.0+215 (sens PR croissant – de l'A71 vers Orléans) ainsi que les modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures. L'implantation de l'aire de contrôle figure sur le plan de situation joint en annexe n°1 de la présente convention.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE RÉALISATION ET DE GESTION DE L'AMÉNAGEMENT

2.1 Modalités de réalisation de l'aire de contrôle

2.1.1 Obligations incombant à l'État

Lors de la réalisation des études d'aménagement de l'aire de contrôle, l'État, représenté par la DREAL Centre-Val de Loire, indiquera au Département ses préconisations relatives aux parties d'ouvrage suivantes :

- la structure de chaussée de l'aire de contrôle ;
- le type de glissière GBA ;
- le type de barrières en entrée et sortie d'aire de contrôle ;
- le type d'éclairage autonome de la zone, et notamment le type de candélabres (mâts, gamelles...).

La DREAL Centre-Val de Loire validera les études de l'aire de contrôle réalisées par le Département du Loiret.

A l'issue de la réalisation des travaux, la DREAL Centre-Val de Loire procèdera à une validation des aménagements réalisés par le Département du Loiret, conformément aux dispositions fixées à l'article 4 de la présente convention.

2.1.2 Obligations incombant au Département du Loiret

Le Département du Loiret est maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux objet de la présente convention.

Le Département assurera la maîtrise d'œuvre complète (études de l'aire de contrôle, Assistance pour la passation des Contrats de Travaux, Direction de l'Exécution des contrats de Travaux, Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception) des travaux afférents au dégagement des emprises, aux terrassements, à l'assainissement et à la voirie en tant que telle, ainsi que les équipements associés (GBA, barrières, éclairage autonome).

Le Département du Loiret transmettra les études de l'aire de contrôle à la DREAL Centre-Val de Loire pour validation, avant d'engager les travaux correspondant.

L'ensemble des documents réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'aire de contrôle (plans, Dossier de Consultation des Entreprises, marché de travaux....) porteront comme nom le « Département du Loiret », en tant que maître d'ouvrage de cette opération. Le maître d'ouvrage s'engage à fournir à la DREAL Centre-Val de Loire, les plans de récolement des travaux, au plus tard trois mois après la réception de l'ouvrage. Ces plans seront rattachés au système de coordonnées géographiques Lambert 93, conformément à la réglementation en vigueur.

2.2 Modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures de l'aire de contrôle

Le transfert de gestion et d'entretien de l'aire de contrôle interviendra après la réception de l'ouvrage prévue à l'article 4 de la présente convention.

2.2.1 Obligations incombant à l'État

Les contrôleurs de la DREAL s'engagent à procéder à la fermeture des barrières mises en place dès la fin des contrôles.

S'agissant des modalités d'entretien ultérieur, la DREAL Centre-Val de Loire prend à sa charge l'intégralité des mesures d'entretien et de renouvellement, le cas échéant, des aménagements réalisés comprenant :

- La structure de voirie et l'assainissement de l'aire de contrôle des poids-lourds ;
- Les barrières et glissières GBA de fermeture de l'aire de contrôle ;
- L'éclairage autonome de la zone.

2.2.2 Obligations incombant au Département du Loiret

A compter de la réception des travaux, le Département du Loiret s'engage à laisser libre accès à la zone aux contrôleurs de la DREAL Centre-Val de Loire et aux forces de l'ordre. Pour ce faire, ils disposent d'un jeu de clés ou du code correspondant aux cadenas.

La mise à disposition de l'aire à la DREAL Centre-Val de Loire est conclue selon la durée de la convention définie à l'article 6 de la présente convention.

S'agissant des modalités d'entretien ultérieur, le Département du Loiret procèdera au fauchage conformément à son Plan d'Intervention Fauchage et au nettoyage de l'aire dans le cadre de ses interventions d'entretien sur la RD 2271.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

Compte-tenu de ces missions de contrôles routiers, l'État, représenté par la DREAL Centre-Val de Loire, prend à sa charge la totalité du coût réel de l'opération, dont le plan d'aménagement est joint en annexe n° 2.

Le montant prévisionnel est constitué du montant hors taxes des travaux estimé à 141 500 € HT auquel s'ajoute la différence entre le montant de TVA payé et celui du Fond de compensation de la taxe valeur ajoutée (FCTVA) remboursé (1,0856 % du montant hors taxes), soit un montant plafond de 143 036,12 € pris en charge par l'Etat selon l'estimation annexée en n°3 à la présente convention.

Le montant final des dépenses de l'opération sera calculé au vu des décomptes généraux et définitifs établis par les entreprises réalisant les travaux suivant les prestations réellement exécutées et en tenant compte du retour attendu du Fond de compensation de la taxe valeur ajoutée (FCTVA).

Dans le cas où le montant final serait supérieur au montant plafond, l'augmentation du financement par l'État devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

La DREAL Centre-Val de Loire versera sa participation au Département du Loiret à raison de :

- 50 % du montant plafond hors taxes estimé des travaux à l'ordre de service de commencement des travaux, soit 70 750 € ;
- à la réception de l'ouvrage, le solde au vu de l'état détaillé des dépenses réelles réalisées.

ARTICLE 4 : RÉCEPTION DE L'OUVRAGE

Le Département du Loiret est tenu d'obtenir l'accord préalable de la DREAL Centre-Val de Loire avant de prendre la décision de réception des ouvrages. En conséquence, les réceptions d'ouvrages sont organisées par le Département du Loiret selon les modalités suivantes.

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (approuvé par arrêté du 3 mars 2014), le Département du Loiret organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participe la DREAL Centre-Val de Loire.

Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations et avis présentés par la DREAL Centre-Val de Loire sur les ouvrages la concernant, et qu'elle entend voir régler avant d'accepter la réception.

Le Département du Loiret s'assure ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Il transmet ses propositions à la DREAL Centre-Val de Loire en ce qui concerne la décision de réception. Celle-ci fait connaître son avis au Département du Loiret dans les vingt jours suivants la réception des propositions de celui-ci.

Le Département du Loiret établit ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifie à l'entreprise.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

La présente convention, établie en deux exemplaires originaux, prendra effet à compter de la date de sa signature par chacune des parties.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée de 20 ans, renouvelable par tacite reconduction par périodes de 20 ans successives.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

ARTICLE 9 : ENREGISTREMENT

Conformément au Code général des impôts, la présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement et, s'il y a lieu, les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de la partie qui demanderait à la soumettre à cette formalité.

ARTICLE 10 : ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation de l'implantation d'aire de contrôle

Annexe 2 : Plan d'aménagement de l'aire de contrôle

Annexe 3 : Estimation prévisionnelle de l'opération d'aménagement de l'aire de contrôle

ARTICLE 11 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT

Les sommes affectées à l'opération de la présente convention sont imputées sur le BOP 203 Infrastructures et services transports.

Établi en deux exemplaires originaux,

À Orléans, le

Pour l'État,
Monsieur le Préfet du Loiret et
de la Région Centre-Val de
Loire

Jean-Marc FALCONE

Pour le Département du Loiret,
Pour le Président et par délégation,

Alain TOUCHARD
Président de la Commission des
Bâtiments, des Routes, Canaux et
Déplacements

A 04 - Politique des infrastructures - Programme "Aménagement du réseau principal" - RD 2060 / RD 952 - Echangeur de Châteauneuf-sur-Loire - Convention relative à la propriété, la gestion et l'entretien des ouvrages - Demande de subvention au titre de la dotation de décroisement

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 25 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention telle qu'annexée à la présente délibération, à intervenir entre le Département du Loiret, la commune de Châteauneuf-sur-Loire et la Communauté de communes des Loges relative à la propriété, la gestion et l'entretien des ouvrages réalisés pour le projet d'aménagement de l'échangeur entre les RD 2060 et RD 952.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la dite convention.

Article 4 : Il est décidé de fixer le taux de subvention à 50 % au titre de la demande de dotation de décroisement et de déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Etat à hauteur de 895 000 € pour le projet d'aménagement de l'échangeur entre les RD 2060 et RD 952 sur la commune de Châteauneuf-sur-Loire.



Communauté
de Communes
des **Loges**



CONVENTION
relative à la propriété, la gestion et l'entretien des
ouvrages réalisés dans le cadre de l'aménagement
de l'échangeur entre les routes départementales
n°952 et n°2460, sur le territoire de la commune de
Châteauneuf-sur-Loire.

Entre

Le Département du Loiret, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente en date du 13 juillet 2018
et désigné ci-après « le Département » ;

La Communauté de Communes des Loges, représentée par Monsieur Jean-Pierre GARNIER, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil communautaire en date du **xx/mm/aaaa**,
et dénommé « La Communauté de communes ».

et,

La commune de Châteauneuf-sur-Loire, représentée par Madame Florence GALZIN, Maire agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil municipal en date du **xx/mm/aaaa**,
et dénommé « La Commune ».

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 3213-1, L 3213-3 et L 5217-2,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 3112-1,

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L 555-1 et suivants et L 554-1 et suivants,

Vu le règlement général de voirie départementale adopté par délibération n°B02 du 17 juin 1992,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental du Loiret en date du 13 novembre 2017 conférant délégation de signature et de fonction à Monsieur Alain TOUCHARD,

Vu la délibération de la Communauté de Communes des Loges, en date du approuvant la présente convention,

Vu la délibération de la commune de Châteauneuf-sur-Loire, en date du..... approuvant la présente convention.

PREAMBULE

De conception ancienne, l'échangeur de Châteauneuf-sur-Loire se trouve saturé particulièrement aux heures de pointe du soir. Les remontées de files sur la bretelle de sortie venant d'Orléans perturbent le trafic le soir et dégradent la sécurité des usagers.

Concomitamment, le carrefour suivant entre la RD 952 et la RD 2460, permettant d'accéder à Châteauneuf-sur-Loire, est également saturé aux heures de pointe dans le sens Châteauneuf-sur-Loire vers Orléans provoquant une remontée de file importante.

Par ailleurs, le déplacement de l'aire existante de co-voiturage vers le carrefour giratoire entre la RD 952 et la RD 2460 a été décidé pour permettre son extension et assurer une meilleure visibilité auprès du public. La mise à disposition du foncier de la Communauté de Communes doit être précisée dans la présente convention.

La proximité de cette aire éclairée proche du giratoire induit également son éclairage.

Les modalités de propriété et de gestion ultérieure de cette nouvelle installation d'éclairage public doivent être précisées entre les parties.

Il est également nécessaire de préciser les engagements des parties liées à la gestion et l'entretien des chaussées et des dépendances vertes situées à l'intersection des RD 952/RD 2460 ainsi qu'aux abords de la RD 2460 jusqu'à la limite de l'agglomération de Châteauneuf-sur-Loire.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de transférer la propriété et la maintenance du réseau d'éclairage public ainsi que de préciser les conditions techniques, administratives et financières de gestion ultérieure du giratoire entre les RD 952/RD 2460, de l'aire de co-voiturage et des abords de la RD 2460 jusqu'à la limite de l'agglomération de la Commune. Elle a également pour objet d'autoriser la construction de l'aire de covoiturage par le Département sur du foncier appartenant à la Communauté de communes des Loges.

ARTICLE 2 : PROPRIÉTÉ, GESTION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Article 2.1 : Propriété, gestion et entretien du réseau d'éclairage public

Dans le cadre du projet d'aménagement, le Département s'engage à :

- réaliser sur la base du plan joint en annexe le dispositif d'éclairage public ;
- fournir à la commune un dossier des ouvrages exécutés précisant les caractéristiques techniques du dispositif d'éclairage et le plan de récolement du réseau d'éclairage public ;
- piloter les travaux d'investissement des dispositifs d'éclairage public.

Le Département, en tant que gestionnaire de la voirie départementale et maître d'ouvrage, prend en charge le financement de l'ensemble des études et travaux de réalisation du réseau d'éclairage public.

La gestion du réseau d'éclairage public, nécessitant d'être confiée à une seule et même personne publique compétente, le réseau réalisé par le Département est ensuite cédé à la commune à titre gratuit.

La commune devient propriétaire du dispositif d'éclairage public dès sa mise en service.

A ce titre, elle assure la demande, le paiement de l'abonnement de la consommation électrique, la gestion et l'entretien du dispositif d'éclairage public.

Elle assurera tant financièrement que techniquement la maintenance et le renouvellement éventuel du matériel mis en place (tant en cas de détérioration du dispositif que de vétusté).

Article 2.2 : Gestion et entretien de la RD 952, de la RD 2460, de la RD 2060 et de ses bretelles d'accès

Hors agglomération, les voies réaménagées étant classées dans la voirie départementale, le Département assure la gestion et l'entretien de la chaussée et des équipements qui y sont liés notamment :

- l'ensemble des chaussées désignées et l'anneau du carrefour giratoire ;
- la signalisation verticale (police et directionnelle), hors signalisation d'intérêt local ;
- la signalisation horizontale ;
- les ouvrages d'assainissement pluvial à vocation départementale.

Article 2.3 : Gestion et entretien des voies communales et de ses dépendances vertes

La commune assure techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des chaussées et des dépendances à caractère communal, soit la voie d'accès au centre de travaux départemental, le chemin des Grands Champs et son raccordement au carrefour giratoire (y compris l'îlot directionnel).

Article 2.4 : Gestion et entretien des dépendances vertes sur le domaine public routier du Département

Dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage, le Département assure la création et le financement des dépendances vertes de la totalité de l'emprise des aménagements, y compris les modelés de terrain et délaissés. Il en assure l'engazonnement.

Il prendra également en charge l'investissement de l'aménagement paysager et les plantations de l'îlot central du carrefour giratoire dont le projet lui aura été remis par la commune et validé par ses soins, ainsi qu'une année de garantie de reprise des végétaux implantés.

Le Département assure techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des dépendances vertes le long de la RD 2060 et la RD 952 jusqu'à la pointe de l'îlot d'entrée sur le carrefour giratoire RD 952/RD 2460.

La commune assure techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des dépendances vertes sur la RD 2460 et les accotements paysagers du carrefour giratoire.

Un plan de répartition des charges d'entretien est joint en annexe de la présente convention.

Article 2.5 : Gestion et entretien de l'aire de co-voiturage

La Communauté de Communes :

- met à disposition du Département et ce à titre gratuit les emprises nécessaires à la création d'une aire de covoiturage d'une surface approximative de 575 m² sur sa parcelle n°AE 58 ;
- met à disposition de la Commune et ce, à titre gratuit, les emprises nécessaires au rétablissement du chemin des Grands champs et son raccordement au carrefour giratoire sur ses parcelles AE56, 57 et 58.

Le Département assure techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur de la zone de stationnement et des équipements qui y sont liés notamment :

- l'ensemble de la structure de chaussée sur la zone de stationnement ;
- la signalisation verticale (police et directionnelle) ;
- la signalisation horizontale ;
- les ouvrages d'assainissement pluvial ;
- le portique d'accès.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITÉ

Le Département est responsable des prestations et des éventuels dommages liés à la réalisation du dispositif d'éclairage public.

La Commune est responsable des prestations et des éventuels dommages liés à la gestion ultérieure du dispositif d'éclairage public dès sa mise en service, en particulier des obligations imposées aux propriétaires ou aux exploitants de réseaux sensibles pour la

sécurité par la réglementation relative à la prévention du risque d'endommagement des réseaux à proximité de travaux.

ARTICLE 4 : AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

- Installation de l'éclairage public :

La présente convention emporte autorisation d'occupation temporaire, sur le domaine public départemental, du réseau d'éclairage public, dès son transfert de propriété à la Commune.

Cette autorisation ne donne lieu au versement d'aucune redevance par la Commune, conformément à la dérogation prévue au 1°) de l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La Commune informe le gestionnaire de voirie, avec un préavis d'au moins un mois, de tous travaux qui sont réalisés sur le domaine public routier occupé par le réseau. La présente convention emporte autorisation d'occupation temporaire des aménagements sur le domaine privé de la communauté de Communes des Loges, tel que décrit à l'article 2.5. Cette autorisation ne sera pas assujettie à rétribution financière (redevance, loyer,...).

- Foncier de l'aire de covoiturage :

La présente convention emporte autorisation d'occupation temporaire sur le domaine privé de la Communauté de Communes des Loges de l'aire de covoiturage. Compte tenu de l'investissement réalisé par le Département, cette autorisation ne sera pas assujettie à rétribution financière (redevance ou loyer).

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention doit systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de 20 ans, renouvelable tacitement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effets.

En dehors de tout litige, la présente convention peut être dénoncée à tout moment moyennant accord des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin les parties pourront, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. La partie à l'origine de la résiliation en avise son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention sont portés devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

ARTICLE 9 : ENREGISTREMENT

Conformément au Code général des impôts, la présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement et, s'il y a lieu, les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de la partie qui demanderait à la soumettre à cette formalité.

ARTICLE 10 : ANNEXE

Le plan du réseau d'éclairage public et de répartition des compétences de gestion et d'entretien des dépendances vertes est en annexe à cette convention.

Fait à Orléans, le
en trois exemplaires originaux

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation

Alain TOUCHARD
Vice-Président
Président de la Commission des Bâtiments,
des Routes, des Canaux et des Déplacements

La Communauté de Communes des Loges

Jean-Pierre GARNIER
Président

La Commune

Florence GALZIN
Maire

A 05 - Politique des Infrastructures - Programme Pluriannuel des Aménagements de Sécurité - RD 2020 - RD 954 - RD 5 - Aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune d'Artenay - Convention de partenariat relative au lancement d'une étude de trafic routier

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 24 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat relative au lancement d'une étude de trafic routier dans le cadre du projet d'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection des RD 2020, RD 954 et RD 5 sur la commune d'Artenay, à passer avec la commune d'Artenay et le Syndicat mixte d'Artenay-Poupry.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Les dépenses relatives à cette convention seront imputées sur l'opération fille n°2018-01768.

**Convention de partenariat pour l'étude de trafic routier
relative au projet de réaménagement du carrefour à l'intersection de la RD 954
et de la RD 2020 sur la commune d'Artenay**

ENTRE,

Le Département du Loiret faisant élection de domicile au 15 rue Eugène Vignat - BP 2019 - 45010 Orléans Cedex, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, agissant en vertu de la délibération n° **AXX** du Conseil Départemental en date du xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx et dénommé le « Département » ;

D'UNE PART,

ET,

La Commune d'Artenay, faisant élection de domicile à l'Hôtel de Ville, 20 Place de l'Hôtel de ville, 45410 Artenay, représenté par Monsieur Pascal GUDIN, Maire de la Commune d'Artenay, agissant en vertu de la délibération n° **XX** du Conseil municipal de la Commune d'Artenay en date du xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx et dénommé la « Commune » ;

D'AUTRE PART,

ET,

Le Syndicat mixte d'Artenay-Poupry, faisant élection de domicile au 2 rue de l'Arsenal, 28140 Orgères-en-Beauce, représenté par Monsieur Jean Louis BAUDRON, Président du Syndicat mixte, agissant en vertu de la délibération n° **XX** du Conseil syndical regroupant la commune d'Artenay, la Communauté de communes de la Beauce d'Orgères et les Conseils Départementaux d'Eure-et-Loir et du Loiret, en date du xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx et dénommé le « Syndicat mixte » ;

D'AUTRE PART,

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

En raison du développement de la zone d'activités d'Artenay-Poupry, notamment avec la mise en exploitation de plusieurs entreprises de logistique génératrices de trafic poids-lourds, mais également d'un axe routier fortement circulé qu'est la RD 2020 (13 300 véhicules/jour dont 33 % de poids-lourds), il est envisagé d'étudier l'aménagement du carrefour situé à l'intersection des routes départementales n°2020, n° 954 et n° 5.

Les trois collectivités/groupement de collectivités impliqués dans cette étude d'aménagement de carrefour sont :

- la Commune qui est la collectivité demandeuse,
- Le Syndicat mixte en raison du développement de la zone d'activités d'Artenay-Poupry,
- Le Département en raison de sa compétence routière.

Il est décidé de réaliser en partenariat avec la Commune, le Syndicat mixte et le Département une étude de trafic avec réalisation préalable de comptages routiers.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administrative, technique et financière pour la réalisation de l'étude de trafic routier relative au projet de réaménagement du carrefour à l'intersection de la RD 954 et de la RD 2020 et du carrefour à l'intersection de la RD 954 et de la RD 5 à Artenay, entre la Commune, le Syndicat mixte et le Département.

L'étude de trafic routier consiste en la réalisation de comptages routiers, la réalisation de simulations dynamiques relatives à l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection des RD 2020/RD 954, la prise en compte du fonctionnement du carrefour à l'intersection des RD 954/RD 5 et la fourniture d'un rapport d'étude.

La présente convention ne couvre que l'étude de trafic routier, à l'exclusion de toute autre étude d'approfondissement, pour laquelle la présente convention ne constitue pas un engagement à faire. De même, la présente convention ne préjuge en rien la participation aux futures études opérationnelles.

Article 2 – Maîtrise d'ouvrage

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004, le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'étude désignée à l'article 1 de la présente convention.

Article 3 – Prestataire de l'étude de trafic routier

Après consultation publique conforme aux clauses de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, le maître d'ouvrage désignera un prestataire chargé de réaliser l'étude de trafic routier conformément à l'article 5 de la présente convention.

Article 4 – Pilotage de l'étude de trafic routier

Article 4.1 - Comité de pilotage

Le pilotage de l'étude sera assuré par un comité de pilotage composé :

- pour le Département, du Président du Conseil Départemental ou de son représentant et d'un second représentant,
- Pour la Commune d'Artenay, du Maire ou de son représentant et d'un second représentant,
- Pour le Syndicat mixte, de son Président ou de son représentant et d'un second représentant.

Le comité de pilotage se réunit avant le lancement de la consultation pour l'étude de trafic routier afin de prendre connaissance du cahier des charges techniques.

Il prend acte des rapports d'étape de l'étude dressés par le prestataire lors des différentes phases de l'étude, valide les conclusions partielles et propose au maître d'ouvrage les orientations permettant la poursuite de l'étude.

Il prend acte du rapport final, et propose au maître d'ouvrage la validation des conclusions.

Article 4.2 - Comité technique

Le comité de pilotage est assisté d'un comité technique chargé de la conduite du contrat d'étude, de la préparation technique et de l'exécution des propositions du Comité de Pilotage et des décisions du maître d'ouvrage.

Le comité technique est placé sous la responsabilité du Directeur de l'Ingénierie et des Infrastructures et associe des représentants des services de la Commune et du Syndicat mixte.

Article 5 – Déroulement de l'étude

Article 5.1 - Décomposition en phases

L'étude de trafic routier comprend différentes phases :

- phase 1 : Préparation de l'étude de trafic comprenant :
 - l'analyse des données existantes mises à disposition,
 - la mise au point du programme d'exécution des prestations (y compris PAQ et document SPS),
 - le positionnement des points de comptages routiers.

- phase 2 : La réalisation des comptages routiers,

- phase 3 : Rapport d'analyse des résultats comprenant :
 - le trafic routier au droit du carrefour,
 - projections de trafic,
 - propositions d'aménagement d'un carrefour giratoire RD 2020/RD 954 selon plusieurs valeurs du rayon extérieur, avec prise en compte des scénarios d'aménagement du carrefour RD 954/RD 5 (raccordement direct ou non de la RD 5 sur le carrefour giratoire),
 - simulations dynamiques de fonctionnement des carrefours,
 - interprétation et analyse des résultats,
 - schémas synoptiques explicatifs.

Article 5.2 - Points d'arrêt et validation de chaque phase

Le rendu du rapport d'étude relatif à chaque phase constitue un point d'arrêt de la phase.

Ce rapport et les conclusions qui y sont avancées sont soumis à l'examen du comité technique. Cette validation et les orientations qui en résultent constituent un préalable au lancement de la phase suivante.

Le comité de pilotage sera réuni aux différentes étapes clés de la mission à savoir :

1. Lancement de l'étude avec présentation du déroulement ;
2. Présentation du rapport d'étude.

Article 6 – Tâches à réaliser par les parties

Les trois parties s'engagent à mettre à disposition du prestataire retenu par le maître d'ouvrage les documents existants et nécessaires à chaque phase de l'étude (documents d'urbanisme, documents cartographiques, études techniques déjà conduites, recensement démographique, documents fiscaux administratifs et comptables,...).

Article 7 – Financement

La répartition du financement de l'étude est la suivante :

- 1 tiers à la charge du Département ;
- 1 tiers à la charge de la Commune ;
- 1 tiers à la charge du Syndicat mixte.

Le Département assure le préfinancement de l'étude et sollicitera de ses partenaires le versement de leur participation après établissement du décompte général et définitif du marché de prestations intellectuelles. Dans le cas de prestations complémentaires souhaitées par les partenaires, le coût d'un éventuel avenant serait financé dans les mêmes conditions.

Le montant prévisionnel estimé de l'étude de trafic est de l'ordre de 16 500 € HT, soit 19 800 € TTC. Le montant sur lequel la participation financière de chaque collectivité ou groupement de collectivités (EPCI) sera basée sera le montant du décompte général et définitif du marché de prestations intellectuelles pour la réalisation de l'étude de trafic. Si le montant de l'étude devait s'avérer supérieur au montant prévisionnel, les parties signataires conviennent de se réunir afin de décider de la suite donner à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – Modification du contrat

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de quatre (4) ans. Elle prend effet à compter de la date de signature par les trois parties. Elle peut être reconduite sur demande de l'une des parties.

À la demande de l'une des parties transmise par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront simplement convenir de son renouvellement.

Article 10 – Modalités de résiliation

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise la Commune et le Syndicat mixte par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux (2) mois. En cas d'évènements empêchant la réalisation de leurs objectifs, les parties conviennent de se rencontrer pour arrêter les conditions de résiliation de la présente convention. Dès lors que la résiliation est nécessaire, il sera procédé au reversement des participations au prorata des frais engagés.

Article 11 – Règlement des litiges

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Fait à Orléans, en trois exemplaires originaux, le

**Pour le Président du Conseil
Département du Loiret,**

et par délégation,

Alain TOUCHARD

**Monsieur le Maire de la
Commune d'Artenay**

Pascal GUDIN

**Monsieur le Président du
Syndicat mixte d'Artenay-
Poupry**

Jean Louis BAUDRON

A 06 - Service public de distribution d'électricité - Conventions entre le Département et Enedis relatives aux échanges de données pour la représentation cartographique du patrimoine concédé

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptées avec 25 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention à passer entre le Département du Loiret et Enedis relative à la représentation cartographique à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité concédés par le Département du Loiret à Enedis, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention annexée à passer entre le Département du Loiret et Enedis relative à la représentation cartographique à grande échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité concédés par le Département du Loiret à Enedis, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à la signer.

Article 4 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention annexée à passer entre le Département du Loiret et Enedis relative à l'utilisation du service de consultation des données cartographiques des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité concédés par le Département du Loiret à Enedis, dénommé « *extranet carto* » et mis à la disposition du Département par Enedis, telle qu'annexée à la présente délibération et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à la signer.

Convention relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession du Département du Loiret

Entre d'une part

• Le Département du Loiret, **autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs**, faisant élection de son domicile à son siège social, 15 rue Eugène Vignat - 45945 ORLEANS, représenté(e) par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération n° en date du ... juin 2018,

désigné ci-après « l'Autorité Concédante »,

Et d'autre part

• **Enedis**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles, 92079 Paris-La-Défense , immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Monsieur Eric BEAUJEAN, Directeur Régional, dûment habilité à cet effet et faisant élection de domicile à Enedis – Direction Régionale Centre-Val de Loire – 45 avenue Stendhal – BP 436 – 37204 TOURS cedex 3,

désignée ci-après « le Concessionnaire », pour la mission de développement et d'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité

ou individuellement désignés « la Partie », et ensemble « les Parties ».

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'Autorité Concédante et Enedis souhaitent renouveler la convention relative à la moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution signée le 21 avril 2016 en déclinaison de l'accord conclu entre la FNCCR et Enedis le 23 décembre 2015.

L'Autorité Concédante assure le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et au contrat de concession.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession. En cette qualité, il établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages précités ;
- mettre à la disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession, en application de l'article 32 du cahier des charges de concession.

Par ailleurs, dans le cadre des compétences que l'Autorité Concédante peut être amenée à exercer conformément à ce que prévoit la loi et dans le cadre défini par le contrat de concession, celle-ci transmet au Concessionnaire une cartographie des ouvrages qu'elle a réalisés et remis au Concessionnaire afin d'être incorporés au réseau concédé en vue de leur exploitation.

Par la présente convention (ci-après désignée « la Convention »), les parties signataires fixent d'un commun accord les modalités d'échanges de plans et de données cartographiques à moyenne échelle aux fins de faciliter l'accomplissement de leurs missions respectives.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour but de définir les modalités techniques et financières des échanges de plans et données cartographiques au format numérique à moyenne échelle relatifs aux ouvrages du réseau public de distribution d'électricité, sur le territoire de la concession, entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

ARTICLE 2 – PROCESSUS D'ETABLISSEMENT DES PLANS A MOYENNE ECHELLE

La gestion de la cartographie des réseaux publics de distribution d'électricité étant du ressort du Concessionnaire, celui-ci spécifie les caractéristiques, précisées en annexe, de la représentation des ouvrages du réseau qui lui sont concédés.

Ces caractéristiques constituent la référence pour l'Autorité Concédante et le Concessionnaire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Le Concessionnaire s'engage à informer préalablement l'Autorité Concédante des modifications qui seraient apportées à ces caractéristiques et affecteraient les conditions d'exécution de la Convention.

Les plans des ouvrages du réseau à moyenne échelle sont établis à l'échelle 1/ 1000 ème.

La représentation des ouvrages du réseau comporte, *a minima*, les données des dossiers établis au titre de l'article R. 323-25 du Code de l'énergie.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ou le cas échéant les entreprises qui ont été chargées de réaliser les travaux, établissent des plans définitifs les plus précis possible après travaux.

☞ Le « plan définitif » désigne le plan après travaux : en moyenne échelle, une représentation précise du tracé des ouvrages sur le fond de plan géoréférencé le plus précis disponible (cadastre, plan IGN....).

Afin que le concessionnaire puisse assurer la mise à jour des bases de données technique et comptable dont il assure la gestion, l'Autorité Concédante remet au Concessionnaire la documentation décrite en annexe 1 à :

- Enedis Bureau d'exploitation (BEX)
- Enedis Agence concession

avant la déclaration de conformité préalable à la remise d'ouvrage (avec la PME0 : Possibilité de Mise en Exploitation de l'Ouvrage).

ARTICLE 3 – COMMUNICATION DES PLANS A MOYENNE ECHELLE

Conformément au cahier des charges de concession, le Concessionnaire remet à l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle des réseaux publics de distribution d'électricité présents sur le territoire de la concession, selon les modalités fixées au présent article.

3.1 Nature des données communiquées par le Concessionnaire

Les données communiquées par le Concessionnaire au titre du présent article décrivent l'ensemble des ouvrages concédés en l'état des dernières mises à jour de leur représentation cartographique.

Les données portent sur les types d'ouvrages suivants :

- poste source,
- poste de distribution publique,
- armoire HTA,
- appareil de coupure aérien HTA,
- tronçon aérien HTA,
- tronçon souterrain HTA,
- tronçon aérien BT,
- tronçon souterrain BT.

La nature des données fournies est précisée en annexe 2 de la Convention.

La représentation à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité est rattachée à des plans cadastraux ou à des plans IGN géo-référencés pour lesquels les droits d'usage doivent être respectés.

3.2 Modalités de communication des données cartographiques fournies par le Concessionnaire

Les données sont fournies au format ESRI (SHAPE) et la projection des données cartographiques transmises est le Lambert 93.

Les données sont transmises par CD-ROM, clé USB ou tout autre moyen adapté tel des plateformes de téléchargement (serveurs FTP) dès lors qu'il convient aux Parties.

Le Concessionnaire fournit gracieusement deux mises à disposition des données par an, à des dates convenues d'un commun accord entre les Parties au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Les frais liés à des mises à disposition supplémentaires sont, à la date de signature de la Convention, de : 356,61 euros HT + 1 euro par tranche de 10 km de réseaux (BT et HTA).

Ces montants font l'objet d'une actualisation au premier janvier de chaque année correspondant à l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours des douze derniers mois.

3.3 Démarche d'amélioration : modalités d'échanges entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire

Lorsque l'Autorité Concédante signale au Concessionnaire (cf fiche anomalie jointe en annexe 4) d'éventuels écarts entre les plans qui lui ont été remis par le Concessionnaire et l'implantation réelle des ouvrages concédés, le Concessionnaire examine le bien fondé de ce constat et, le cas échéant, apporte les corrections nécessaires à la représentation cartographique des ouvrages concédés, puis en informe l'Autorité Concédante.

Lorsque les Parties conviennent que les écarts avérés sont significatifs, le Concessionnaire fournit, à titre gratuit, à la demande de l'Autorité Concédante, les données cartographiques mises à jour.

Pour les échanges du présent article, les interlocuteurs de l'Autorité Concédante et du Concessionnaire sont précisés en tant que de besoin en annexe à la Convention ou par échange de courriers entre les Parties.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE L'AUTORITE CONCEDANTE RELATIVES A L'USAGE ET LA DIFFUSION DES DONNEES TRANSMISES PAR LE CONCESSIONNAIRE

La représentation au format numérique des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité est fournie par le Concessionnaire à l'usage exclusif de l'Autorité Concédante, dans le cadre de ses missions d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et des dispositions du cahier des charges de concession. Elle ne peut être ni reproduite, ni communiquée à des tiers, ni utilisée à des fins commerciales.

A titre dérogatoire, l'Autorité Concédante est autorisée à communiquer aux collectivités publiques du périmètre de la concession qui lui en font la demande, pour un usage non commercial, les données suivantes qui lui ont été transmises par le Concessionnaire :

- Le tracé du réseau public de distribution d'électricité avec, par tronçon :
 - le niveau de tension (HTA, BT),
 - le type (fil nu, torsadé, souterrain),
 - la section du conducteur,
 - la nature du conducteur,
 - la date de construction (si disponible).
- L'identification des remontées aéro-souterraines (RAS) ;
- La position des postes source HTB/HTA, avec leur nom, sans indication sur leur puissance ;
- La position des postes de distribution publique HTA-BT, avec leur nom, et le nom de leur commune d'implantation, sans indication sur leur puissance ;
- La position des postes clients (consommateurs ou producteurs) représentés par leurs symboles, sans nom signifiant ni indication sur leur puissance.

La communication de l'Autorité Concédante est accompagnée d'une mention :

- précisant que la représentation des ouvrages est rattachée à des plans cadastraux ou à des plans IGN géoréférencés dont le Concessionnaire a acquis le droit d'usage ;
- rappelant la date de dernière mise à jour de la cartographie communiquée ;
- invitant la collectivité publique à se rapprocher du Concessionnaire pour toute information actualisée sur le tracé ou la position d'un ouvrage.

Le Concessionnaire fait figurer la même mention lorsqu'il communique les données listées ci-dessus à des collectivités publiques du périmètre de la concession.

L'Autorité concédante informe le Concessionnaire de la communication à laquelle elle procède au titre du présent article, en précisant le cadre et les modalités de cette communication. Le Concessionnaire fait de même vis-à-vis de l'Autorité Concédante lorsqu'il est sollicité par une collectivité publique du périmètre de la concession.

En cas de non-respect par l'Autorité Concédante des obligations ci-dessus explicitées relatives à l'usage et la diffusion des données transmises, le Concessionnaire pourra, après une mise en demeure restée infructueuse plus d'un mois, résilier unilatéralement la Convention sous réserve d'en avoir informé au préalable l'Autorité Concédante par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – DROITS DE PROPRIETE, D'USAGE ET DE DIFFUSION DES PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

5.1 UTILISATION DES PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

Chaque Partie autorise l'autre Partie à utiliser, reproduire et communiquer les plans et données cartographiques qu'elle lui transmet, dans le respect des modalités de la présente Convention, et sauf accord exprès et écrit de l'autre Partie, dans le strict cadre suivant :

- pour l'Autorité Concédante : au titre de sa mission de contrôle de la concession et de son activité de maîtrise d'ouvrage de travaux sur les ouvrages concédés énoncées à l'article L.2224-31 du Code général des collectivités territoriales ;
- pour le Concessionnaire : pour l'exercice exclusif de ses missions de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité fixées à l'article L.432-8 du Code de l'énergie.

5.2 PRESTATAIRES

Une Partie peut communiquer tout ou partie des plans et données cartographiques au format numérique à un prestataire auquel elle a recouru à partir du moment où celui-ci :

- respecte les mêmes engagements auxquels elle a souscrit au titre de la Convention, y compris l'engagement de confidentialité prévu à l'annexe 3 de la Convention ;
- intervient au titre des missions visées au point 5.1 du présent article.

ARTICLE 6 – RESPECT DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS COMMERCIALEMENT SENSIBLES

L'Autorité Concédante reconnaît avoir été pleinement informée par le Concessionnaire des obligations applicables aux informations commercialement sensibles (ci-après « ICS »), ainsi que des sanctions encourues en cas de violation desdites obligations, conformément aux dispositions prévues par les articles L.111-73 et L. 111-81 et R 111-22 à R 111-30 du Code de l'énergie.

C'est pourquoi l'Autorité Concédante :

- s'engage à ne pas effectuer de traitement des informations transmises par le Concessionnaire qui aboutirait au non-respect des obligations spécifiques relatives à la confidentialité des ICS ;
- s'engage à faire respecter les mêmes engagements à ses prestataires.

De même, le concessionnaire :

- s'engage à ne pas effectuer de traitement des informations transmises par l'Autorité Concédante qui aboutirait au non-respect des obligations spécifiques relatives à la confidentialité des ICS ;
- s'engage à faire respecter les mêmes engagements à ses prestataires.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

7.1 UTILISATION DES PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

Les Parties engagent leur responsabilité en cas d'utilisation, de reproduction ou de communication, par elles ou leurs prestataires, des plans et données cartographiques en dehors du cadre fixé par la Convention, la loi ou le règlement.

7.2 EXCLUSION DE RESPONSABILITE

Les Parties prennent acte de ce que l'exactitude et l'exhaustivité des plans et données cartographiques ne peuvent être garanties.

De ce fait, une Partie ne peut pas rechercher la responsabilité de l'autre Partie fondée notamment sur le degré de fiabilité des plans et données au format numérique fournis dans le cadre de la Convention, en cas d'erreur, omission ou inexactitude.

ARTICLE 8 – DUREE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à la date de sa signature par les Parties jusqu'au 31 décembre 2020.

Les Parties conviennent de se rencontrer une fois par an afin de réaliser un retour d'expérience sur l'exécution de la Convention. A la demande de l'une des Parties, un compte-rendu de réunion sera rédigé et approuvé conjointement à cette occasion.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation de la Convention, avant l'engagement d'une procédure judiciaire, la Partie la plus diligente saisira la Commission permanente de conciliation visée à l'article 12 de l'annexe 1 du cahier des charges de concession, qui disposera d'un délai de deux (2) mois après saisine pour trouver un moyen d'accord.

En cas d'échec de la conciliation, l'une ou l'autre Partie pourra procéder à la résiliation de la Convention selon les modalités prévues à l'article 10, sans préjudice de leur possibilité d'ester en justice.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

10.1 MODALITES DE RESILIATION

En cas d'échec de la procédure de règlement des litiges visée à l'article 9 ci-dessus, chaque Partie a la faculté de résilier la Convention, sous réserve d'un préavis de quatre mois.

La Partie qui entend résilier la Convention doit adresser à l'autre Partie une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation de la Convention par l'une des Parties, pour quel que motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'autre Partie.

10.2 EFFETS DE LA RESILIATION

L'Autorité Concédante conserve pour son usage exclusif, au titre de ses missions d'autorité organisatrice et de maîtrise d'ouvrage, les plans et données cartographiques communiqués par le Concessionnaire dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 11 – DIVERS

La Convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Les notes de bas de page et l'annexe font partie intégrante de la Convention. Toutefois, celle-ci a valeur prédominante sur ses annexes en cas de contradiction.

Toute modification, tout changement ou amendement apporté à la Convention n'aura de force obligatoire que s'il est contractualisé par avenant écrit, formalisant l'accord des Parties.

En foi de quoi, les partenaires ont signé la Convention en deux exemplaires originaux.

Fait à ORLEANS, le

Pour le Département et par délégation
Le Directeur de l'Ingénierie et des infrastructures

Pour le Concessionnaire

Monsieur Pascal LENOIR

Annexe 1 : Documentation à la remise d'ouvrage

La documentation mentionnée à l'article 2 est composée des pièces ci-après :

- page de garde
- plan(s) de situation
- schéma(s) électrique(s) et repérage des ouvrages
- plan de découpage des folios
- mise à jour du tableau des terres avec les valeurs réelles mesurées après travaux
- mise à jour du tableau des conducteurs, quantités posées et déposées mises à jour en cas de modification du tracé pendant la phase de réalisation des travaux
- mise à jour du tableau de traçabilité des accessoires complété avec les références ; marques des accessoires ainsi que le nom de l'opérateur
- fiche poste avec le matériel constituant le poste construit (fabricant/modèle des cellules HTA/, fabricant/modèle du tableau BT, fabricant/modèle des ILD)
- dans le cas de travaux concernant un ouvrage aérien, le plan validé conforme ou avec mention des modifications suite aux travaux,
- Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits.

Annexe 2 : Cartographie des ouvrages à moyenne échelle

Liste des données cartographiques communiquées par le Concessionnaire en moyenne échelle à l'Autorité Concédante (au format SHAPE)

Poste Source

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Nom	Nom du poste source = codification nationale RTE du poste source
Libellé_Co	Nom de la commune
Code_insee	Code INSEE de la commune
Somme_puis	Puissance installée en MVA

Poste de distribution publique

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Nom_du_pos	Nom du poste = nom dit en clair Le nom des postes clients consommateurs et producteurs n'est pas renseigné
Libellé_Co	Nom de la commune
Code_insee	Code INSEE de la commune
Date_de_co	Date de construction
Fonction_P	Fonctions du poste : <ul style="list-style-type: none"> • Inconnu • Distribution Publique • Client HTA • Distribution Publique - Client HTA • Répartition • Production • Transformation HTA/HTA • DP - Client HTA - Production • Client HTA - Production • DP – Production
Type_de_po	Type du poste : <ul style="list-style-type: none"> • Inconnu • CH - Cabine Haute • CB - Cabine Basse • IM - En Immeuble • EN - En Terre • CC - Cabine De Chantier • UC - Urbain Compact • RC - Rural Compact • UP - Urbain Portable (PAC) • RS - Rural poste socle • DI - Divers • SA - Poste Au Sol Simplifié de Type A • SB - Poste Au Sol Simplifié de Type B • H6 - Poteau H61

	<ul style="list-style-type: none"> • PO - Poteau non H61 • CS - Poste Rural Compact Simplifié • IE - Poste Urbain Intégré à son Environnement
Nb_transfo	Nombre de transformateurs pour les postes HTA/BT Non renseigné pour les postes clients consommateurs et producteurs
Puissance_	Puissance des transformateurs installés (kVA) Non renseigné pour les postes clients consommateurs et producteurs
Télécomman	Présence (oui/non) d'une télécommande des organes de coupure présents à l'intérieur du poste Non renseigné pour les postes clients consommateurs et producteurs
Type_de_pr	Type de production si présence d'un producteur : <ul style="list-style-type: none"> - Biogaz - Biomasse - Cogénération - Dispatchable - Déchets ménagers et assimilés - Eolien - Freinage régénératif - Géothermie - Hydraulique - Inconnu - Photovoltaïque - Pile à combustible - Thermique fossile

Armoire HTA

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Nom_de_l_a	Nom de l'armoire
Libelle_Co	Nom de la commune
Code_insee	Code INSEE de la commune
Date_d_ins	Date d'installation
Type	Type d'armoire : <ul style="list-style-type: none"> • Manuelle • Manuelle à 3 interrupteurs • Manuelle avec dérivation • Télécommandée • Télécommandée à 3 interrupteurs • Manuelle à 4 interrupteurs • Télécommandée à 4 interrupteurs

Appareil de coupure aérien HTA

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Libelle_Co	Nom de la commune
Code_insee	Code INSEE de la commune
date_d_ins	Date d'installation
Automatisme	ouverture en creux de tension indique un IACT
Télécomman	Présence d'une télécommande (oui/non)

Remontée aérosouterraine HTA et BT

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Remontee_a	Oui
Libelle_Co	Nom de la commune
Code_insee	Code INSEE de la commune

Tronçon aérien HTA

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Nom_Depart	Nom du départ
Date_de_co	Date de construction (si disponible)
Type_de_li	Aérien, Torsadé (nota : Aérien = nu)
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Longueur_e	Longueur électrique sur la ou les communes traversées (en mètre)
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

Tronçon souterrain HTA

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Nom_Depart	Nom du départ
Date_de_co	Date de construction (si disponible)
Type_de_li	Souterrain, Sous-marin, En-galerie
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Longueur_e	Longueur électrique sur la ou les communes traversées (en mètre)
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

Tronçon aérien BT

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Date_de_co	Date de construction (si disponible)
Type_de_li	Aérien, Torsadé (nota : Aérien = nu)
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Longueur_e	Longueur électrique sur la ou les communes traversées (en mètre)
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

Tronçon souterrain BT

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Date_de_co	Date de construction (si disponible)
Type_de_li	Souterrain, Sous-marin, En-galerie
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Longueur_e	Longueur électrique sur la ou les communes traversées (en mètre)
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

En complément, les données cartographiques communiquées identifieront à titre indicatif les raccordements réalisés dans le cadre de l'article L.332-15 du code de l'urbanisme, avec les éléments suivants :

Raccordement aérien BT

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Date_de_co	Date de construction
Longueur_s	Longueur électrique (en mètre)
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

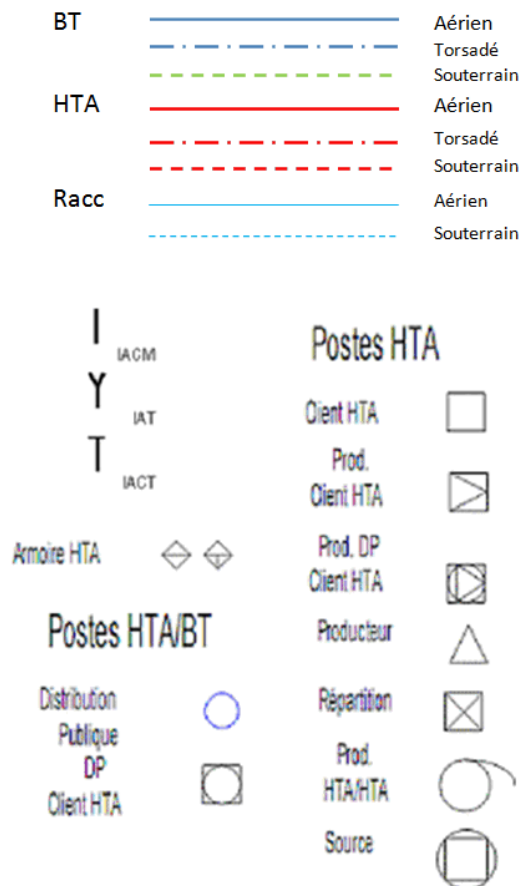
Raccordement souterrain BT

ATTRIBUT	DESCRIPTION
Date_de_co	Date de construction
Longueur_s	Longueur électrique (en mètre)
Nature_de_	AM, AL, CU
Section_f	En mm ²
Nom_Commune	Nom(s) de la (des) commune(s)
Code_insee	Code(s) INSEE de la (des) commune(s)

Représentation des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité à moyenne échelle

A titre indicatif, les symboles utilisés par le Concessionnaire dans son système d'information géographique sont les suivants :

Pour le format SHAPE :



Annexe 3 : Acte d'engagement

CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES NUMERIQUES GEOGRAPHIQUES ISSUES DE LA BASE DE DONNEES DU CONCESSIONNAIRE ENEDIS PAR UN PRESTATAIRE DE SERVICE

Le fichier informatique de données géographiques numériques ci-après défini est issu de la Base de Données d'Enedis _____

Il est mis à la disposition par ... (Nom de l'autorité concédante ou de l'Unité territoriale d'Enedis)
_____ (adresse)

Ci-après désigné : « l'Autorité Concédante » (ou « Enedis »)

à : ... (Nom du prestataire)
_____ (adresse)

Ci-après désigné : « le prestataire »

Les spécifications techniques du fichier ont été communiquées par l'Autorité Concédante (ou Enedis) au prestataire avant la signature du présent acte d'engagement.

Ce fichier est communiqué au prestataire en son état de précision existant.

L'Autorité Concédante (ou Enedis) ne garantit en aucune façon la fiabilité et la précision dudit fichier, le prestataire renonce par conséquent à tout recours fondé sur ce degré de précision ou de fiabilité.

Le prestataire s'engage à ne conserver les données, sous toute forme et sous tout support, pour autant que l'utilisation de ces données soit strictement liée à l'objet du contrat de prestations.

Le prestataire s'interdit tout autre usage des données.

Le prestataire s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de ces données à des tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'Autorité Concédante commanditaire (ou : Enedis).

Le prestataire s'engage à détruire les données qu'il n'aurait pas eu à restituer à l'Autorité Concédante (ou : ENEDIS) pour quelque motif que ce soit, dans le cadre de l'exécution du contrat de prestation.

Fait à _____, le _____

(Qualité du prestataire pour une personne morale)

L'Autorité Concédante tiendra à la disposition d'Enedis une copie de cet acte d'engagement signé avant toute mise à disposition des données numériques au prestataire.

Annexe 4 : Fiche anomalie

ENEDIS Fiche Anomalie ou FCER L'ELECTRICITE EN RESEAU	
Cette fiche est destinée à la remontée des anomalies constatées sur le terrain ou sur les outils cartographiques à transmettre pour correction au Guichet de l'Agence Cartographie Centre.	
<u>Partie à remplir par l'agent avant détecté l'anomalie.</u>	
Page 1 / 2	
UNITE DE L'EXPEDITEUR :	
NOM DE L'EXPEDITEUR :	
DATE D'ENVOI AU G.R.CARTO :	
DESIGNATION DE L'OUVRAGE CONCERNE	
<input type="checkbox"/> Électricité HTA	Commune :
<input type="checkbox"/> Électricité BTA	Adresse :
<input type="checkbox"/> Poste HTA/BTA	Nom du poste HTA/BT :
	Autre référence SIG :
TYPE DE PLAN CONCERNE	<input type="checkbox"/> Grandes Echelles <input type="checkbox"/> Moyennes Echelles
DESCRIPTION DE L'ANOMALIE CONSTATEE PRECISANT BIEN LES CARACTERISTIQUES NECESSAIRE A LA CORRECTION	
JOINDRE LES PLANS NECESSAIRES POUR LA CORRECTION DEMANDEE. CETTE FICHE EST A ENVOYER PAR MAIL SUR LA BOITE GNERIQUE DE L'ACC :	
ERDF-GRDF-SREGACL-CENTRE-CARTO@ERDF-GRDF.FR	

Transmettre en copie la fiche à l'Agence Concessions : egs-loiret-e-moa@enedis-grdf.fr

Convention relative à la cartographie à grande échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession du Département du Loiret

Entre d'une part :

• Le Département du Loiret, **autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs**, faisant élection de son domicile à son siège social, 15 rue Eugène Vignat - 45945 ORLEANS, représenté(e) par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération n° en date du 22 juin 2018,

désignée ci-après « l'Autorité Concedante »,

Et d'autre part

• **Enedis**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles, 92079 Paris-La-Défense , immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Monsieur Eric BEAUJEAN, Directeur Régional, dûment habilité à cet effet et faisant élection de domicile à Enedis – Direction Régionale Centre-Val de Loire – 45 avenue Stendhal – BP 436 – 37204 TOURS cedex 3,

désignée ci-après « le Concessionnaire », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité

Désignés ci-après, individuellement par « la Partie », et ensemble par « les Parties ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE, PUIS CONVENU CE QUI SUIT :

L'Autorité Concédante et Enedis souhaitent renouveler la convention relative à la grande échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution signée le 21 avril 2016, en déclinaison de l'accord conclu entre la FNCCR et Enedis le 23 décembre 2015.

L'Autorité Concédante assure le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et au contrat de concession.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession. En cette qualité, le Concessionnaire établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages du réseau concédé ;
- mettre à disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle des réseaux publics de distribution d'électricité sur le territoire de la concession, en application de l'article 32 du cahier des charges de concession signé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire, le 23 mars 1994.

Pour l'exploitation des canalisations souterraines du réseau public de distribution d'électricité, le Concessionnaire établit une cartographie à grande échelle, soit à partir de fonds de plans réalisés sur la base de levés topographiques qu'il effectue, soit à partir de fonds de plans existants mis à sa disposition par des banques de données urbaines. Les autorités concédantes contribuent à cette cartographie à grande échelle dans les zones où elles disposent d'une compétence de maîtrise d'ouvrage en application du contrat de concession.

Par ailleurs, la réforme « anti-endommagement » (décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011) impose des classes de précision à la représentation cartographique des réseaux construits et existants, et un nombre conséquent de cases à lever pour constituer une bibliothèque de fonds de plan (plusieurs dizaines de milliers de cases). Aussi les Parties s'engagent dans une démarche commune d'établissement, d'échanges et de gestion de fonds de plan cartographiques sur les emprises de leurs chantiers respectifs afin d'en optimiser le développement et les coûts associés. En cible, une simplification des fonds de plan et l'utilisation d'un référentiel externe seront recherchés.

Par la présente convention (ci-après désignée « la Convention »), les Parties conviennent des conditions et modalités d'échanges de plans et de données cartographiques à grande échelle aux fins de faciliter l'exécution de leurs missions respectives dans le cadre de la réalisation de nouveaux ouvrages ou de la modification d'ouvrages existants.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

1.1 OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour but de définir les conditions techniques et financières et les modalités d'échanges de plans et données cartographiques à grande échelle au format numérique relatifs aux ouvrages du réseau public de distribution d'électricité, sur le territoire de la concession, entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

Les présentes stipulations s'appliquent sans préjudice de la réglementation relative à l'information des entreprises réalisant des travaux à proximité des ouvrages concédés, définie aux articles L. 554-1 à L. 554-5 et R554-1 à R554-38 du Code de l'environnement, pour lesquelles chaque Partie est soumise à des obligations par ailleurs.

1.2 DEFINITIONS

Pour une meilleure compréhension de la Convention, les termes suivants ont la signification qui leur est donnée dans le présent article.

« Géoréférencement »

désigne l'action qui consiste à relier un objet et les données qui y sont associées à sa position dans l'espace par rapport à un système de coordonnées géographiques.

« Cartographie grande échelle »

désigne la représentation précise et géoréférencée des ouvrages souterrains sur un fond de plan lui-même géoréférencé, levé spécifiquement à une échelle du 1/200^{ème}.

Cartographie « moyenne échelle »

désigne la représentation des ouvrages hors branchements positionnés géographiquement sur le meilleur fond de plan numérisé disponible (cartothèque IGN, cadastre) à une échelle pouvant varier du 1/1000^{ème} au 1/10000^{ème}.

« Fond de plan »

désigne la représentation de l'ensemble des éléments invariables permettant de repérer et localiser un ouvrage.

« Plan projet »

désigne l'élément d'un dossier projet permettant d'illustrer précisément et à une échelle adaptée les travaux envisagés.

« Dossier de l'ouvrage construit »

désigne le dossier après travaux permettant l'intégration, dans le système d'information géographique du Concessionnaire, des éléments modifiés au cours des travaux. Ce dossier intègre un plan définitif et la description d'éléments contextuels dont : tableau de pose/dépose d'ouvrages, fiche descriptive des postes et transformateurs, fiche « terres ».

« Plan définitif »

désigne le plan après travaux :

- en grande échelle, un plan des ouvrages géoréférencés « classe A » (décret du 5/10/2011) sur un fond de plan lui-même géoréférencé, levé spécifiquement à une échelle du 1/200^{ème},
- en moyenne échelle, une représentation précise du tracé des ouvrages sur le fond de plan géoréférencé le plus précis disponible (cadastre, plan IGN....).

« PGO » ou « Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits »

désigne un élément du dossier de l'ouvrage construit. Il remplace l'élément anciennement appelé « plan minute », et correspond au plan de récolement des ouvrages mentionné dans la norme NF S70-003-3 relative au géoréférencement des ouvrages. Il est partie intégrante du dossier précité. Le PGO correspond au plan du relevé topographique des ouvrages concernés par les travaux pour une mise à jour cartographique. Il doit garantir un positionnement géoréférencé des ouvrages relevés en classe A (au sens de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement).

« Lever topographique »

désigne, en topographie, un lever (ou levé) a pour objectif de récolter des données existantes sur le terrain en vue d'une transcription, à l'échelle, d'un plan ou d'une carte à partir des informations obtenues sur le terrain. L'ensemble des informations obtenues, un semis de points, peut aussi avoir cette dénomination de *lever*. Deux opérations conjointes sont nécessaires : le lever planimétrique et le lever altimétrique pour pouvoir situer chaque point suivant trois axes X, Y (plan) et Z (altitude).

« Ouvrage de réseau »

désigne tout ou partie d'une canalisation, ligne, installation ainsi que leurs branchements, du réseau public de distribution d'électricité.

ARTICLE 2 – PROCESSUS DE MISE A JOUR DE LA CARTOGRAPHIE A GRANDE ECHELLE (RESEAUX SOUTERRAINS)

La Convention a pour but de définir les conditions et modalités techniques et financières des échanges de plans et données cartographiques au format numérique à grande échelle relatifs aux ouvrages du réseau public de distribution d'électricité, sur le territoire de la concession, entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire, sans préjudice de dispositions spécifiques ressortant de conventions préexistantes sous réserve qu'elles respectent la réglementation en vigueur.

Ces plans et données cartographiques à grande échelle concernent exclusivement les ouvrages de réseaux souterrains réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du Concessionnaire ou de l'Autorité Concédante et remis au Concessionnaire pour leur exploitation.

2.1 SPECIFICATIONS DE LA CARTOGRAPHIE DES OUVRAGES

La gestion de la cartographie des réseaux publics de distribution étant de son ressort, le Concessionnaire spécifie les caractéristiques de la représentation des ouvrages de ces réseaux. Ces dernières constituent la référence pour l'Autorité Concédante et le Concessionnaire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Les spécifications relatives à la représentation cartographique à grande échelle des ouvrages du réseau et les spécifications des fonds de plan (établissement d'un canevas de points géoréférencés et de fonds de plan cartographique) sont définies dans les cahiers des charges techniques particulières du Concessionnaire listés en annexe 1 de la Convention.

Ces cahiers des charges techniques particulières sont mis à la disposition de l'Autorité Concédante et de ses sous-traitants par le Concessionnaire. Le Concessionnaire informe dans les meilleurs délais l'Autorité concédante des possibles évolutions de ces spécifications techniques.

Ces éléments doivent garantir une classe de précision en géo-référencement conforme à la circulaire du 16 septembre 2003 et telle que définie dans les spécifications annexées.

2.2 ECHANGES ENTRE L'AUTORITE CONCEDANTE ET LE CONCESSIONNAIRE DES PLANS ET FONDS DE PLANS EXISTANTS SUR L'EMPRISE DES TRAVAUX

Dans le cadre du projet de construction d'un ouvrage de réseau en souterrain sous la maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire fournit gracieusement à l'Autorité Concédante les plans à grande échelle disponibles sur l'emprise du chantier, existants en l'état¹ au format numérique, dans les conditions fixées à l'article 4 ci-dessous.

Les plans sont adressés par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante, par courrier électronique avec demande d'accusé de lecture, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la demande de l'Autorité Concédante, avec le numéro d'affaire du Concessionnaire.

S'il manque des fonds de plans pour couvrir les besoins du chantier de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire précise dans le courrier électronique précité les emprises des fonds de plans à lever et fournit à l'Autorité Concédante les éventuels plans papier ou scans existants. Si les plans communiqués par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante sont non géoréférencés ou insuffisamment géoréférencés², le Concessionnaire le précise dans le courrier électronique et indique les écarts pour mettre à jour ces plans.

Dans le cadre du projet de construction d'un ouvrage souterrain par le Concessionnaire, dont l'Autorité Concédante a été informée, celle-ci met gracieusement à la disposition du Concessionnaire

¹ Plans grande échelle 1/200^{ème} ou 1/500^{ème} répondant aux spécifications V2+ (folios ou casés) ou V3 (casés).

² Classe de précision du fonds de plan autre que D et E (§. Note PRDE B.9.2.1-04 Géoréférencement d'un plan existant citée en annexe 1 à la Convention)

les fonds de plan dont elle dispose au format numérique sur l'emprise du chantier du Concessionnaire, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la demande du Concessionnaire.

2.3 CONFECTION DES PLANS - OBLIGATIONS DE L'AUTORITE CONCEDANTE ET DU CONCESSIONNAIRE

Le lever des fonds de plan

A l'occasion de la construction d'un ouvrage de réseau en souterrain, le Maître d'ouvrage (l'Autorité ou le Concessionnaire) réalise le lever de chaque fond de plan à grande échelle (1/200^{ème}) sur la zone d'emprise du chantier projeté.

Ces levers sont effectués dans le respect des spécifications définies à l'article 2.1 de la Convention en vigueur au moment de la réalisation du lever. Les planches seront géoréférencées.

Etablissement d'un plan « projet »

Il est rappelé qu'à partir des fonds de plans et de la représentation des réseaux existants, le Maître d'ouvrage, ou le cas échéant, l'entreprise travaillant pour son compte, établit le plan « projet » géoréférencé des ouvrages dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) conformément aux prescriptions en vigueur, et notamment du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 et de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement.

En sa qualité d'exploitant des ouvrages, le Concessionnaire est tenu de répondre aux déclarations de projets de travaux envisagés par des responsables de projet à proximité du réseau concédé, et d'indiquer, conformément à l'article R554-22.III du Code de l'environnement, si une modification ou une extension du réseau est envisagée dans un délai inférieur à trois mois. A cet effet, l'Autorité Concédante maître d'ouvrage fournit au Concessionnaire une emprise du projet des ouvrages à construire ou modifier, au format informatique, concomitamment à la transmission de la déclaration de projet de travaux qu'elle adresse au Guichet Unique.

Etablissement du dossier des ouvrages construits après réalisation des travaux.

Après réalisation des travaux, l'Autorité Concédante fournit au Concessionnaire un plan géoréférencé des ouvrages construits ou modifiés (PGOC) conforme aux prescriptions mentionnées en annexe 1 de la Convention, huit (8) jours ouvrables avant la demande de PME0 (Possibilité de Mise en Exploitation de l'Ouvrage) adressée au Concessionnaire.

Il est rappelé que le PGOC est nécessaire à la mise en exploitation de l'ouvrage par le Concessionnaire, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 23 décembre 2010 *relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le télé-service « reseaux-et-canalizations.gouv.fr »*.

De plus, l'Autorité Concédante transmet au Concessionnaire le dossier des ouvrages construits ou modifiés comprenant le plan définitif sous format électronique et conforme aux cahiers des charges techniques particulières listés en annexe 1 de la Convention, intégrant le fond de plan (nouveau ou mis à niveau) et les ouvrages du réseau neufs ou modifiés, géoréférencés avec un niveau de précision conforme aux spécifications en annexe, telles que résultant des prescriptions de l'arrêté du 15 février 2012 susmentionné et de l'arrêté du 11 mars 2016.

Ce dossier est transmis par l'Autorité Concédante au Concessionnaire dans un délai de vingt et un (21) jours après l'établissement de l'AME0 (Avis de Mise en Exploitation de l'Ouvrage).

Format des plans

Le format électronique des plans, défini par le Concessionnaire, est le format DAO respectant les standards cartographiques GE 1/200^{ème} V2+ ou cartographiques GE 1/200^{ème} V3. Toute modification de format est communiquée par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante dès qu'il en a connaissance, afin que l'Autorité Concédante puisse intégrer ce nouveau format dans ses marchés.

Le Concessionnaire assure le contrôle et l'intégration dans sa cartographie à grande échelle des plans définitifs mentionnés ci-dessus. En cas d'échec de l'intégration réalisée par le Concessionnaire, l'Autorité Concedante s'engage à corriger les plans par ses propres moyens et à ses frais, afin de les rendre conformes.

Le Maître d'ouvrage supporte seul les coûts liés à la réalisation ou la mise à niveau des fonds de plan à grande échelle (au 1/200^{ème}) et du dossier de récolement contenant le plan définitif.

2.4 EVOLUTION DANS LA GESTION DES FONDS DE PLANS A GRANDE ECHELLE

Les dispositions objet de l'article 2 pourront être adaptées par voie d'avenant à la Convention dans l'hypothèse d'un partenariat sur le territoire de la concession associant l'Autorité Concedante, le Concessionnaire et d'autres opérateurs et collectivités territoriales, en vue de la constitution d'un fond de plan géoréférencé mutualisé entre les partenaires.

ARTICLE 3 – DROITS DE PROPRIETE, D'USAGE ET DE DIFFUSION DES FONDS DE PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

3.1 RESPECT DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Pour l'exécution de la présente Convention, chaque Partie s'engage à transmettre à l'autre Partie des plans ou données cartographiques pour lesquels elle dispose des droits de propriété intellectuelle.

En conséquence, lorsqu'elle a recours à un prestataire pour créer des plans ou données cartographiques, chaque Partie s'engage à acquérir auprès de celui-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à transmettre ces plans et données cartographiques à des tiers. Chaque Partie s'engage à utiliser les informations qui lui sont communiquées dans le cadre de la Convention dans le respect des mêmes limites fixées par les droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Chaque partie conserve les droits de propriété intellectuelle dont elle dispose sur les plans et données cartographiques lui appartenant qu'elle communique à l'autre Partie ou à son prestataire dans le cadre de l'exécution de la Convention.

3.2 UTILISATION DES PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

Chaque Partie autorise l'autre Partie à utiliser, reproduire et communiquer les plans et données cartographiques qu'elle lui transmet, dans le respect des modalités de la présente Convention, et sauf accord exprès et écrit de l'autre Partie, dans le strict cadre suivant :

- pour l'Autorité Concedante : au titre de sa mission de contrôle de la concession et de son activité de maîtrise d'ouvrage de travaux sur les ouvrages concédés ;
- pour le Concessionnaire : pour l'exercice exclusif de ses missions de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité.

3.3 PRESTATAIRES

Une Partie ne peut recourir à un prestataire auquel elle communique tout ou partie des plans et données cartographiques à grande échelle au format numérique qu'à partir du moment où celui-ci :

- respecte les mêmes engagements auxquels elle a souscrit au titre de la Convention, y compris l'engagement de confidentialité prévu à l'annexe 2 de la Convention ;
- intervient au titre des missions visées à l'article 3.2 de la Convention.

ARTICLE 4 – RESPECT DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS COMMERCIALEMENT SENSIBLES

L’Autorité Concédante reconnaît avoir été pleinement informée par le Concessionnaire des obligations applicables aux informations commercialement sensibles (ci-après « ICS »), ainsi que des sanctions encourues en cas de violation desdites obligations, conformément aux dispositions prévues par les articles L.111-73 et L. 111-81 et R 111-22 à R 111-30 du Code de l’énergie.

C’est pourquoi l’Autorité Concédante :

- s’engage à ne pas effectuer de traitement des informations transmises par le Concessionnaire qui aboutirait au non respect des obligations spécifiques relatives à la confidentialité des ICS ;
- s’engage à faire respecter les mêmes engagements à ses prestataires.

De même, le concessionnaire :

- s’engage à ne pas effectuer de traitement des informations transmises par l’Autorité Concédante qui aboutirait au non-respect des obligations spécifiques relatives à la confidentialité des ICS ;
- s’engage à faire respecter les mêmes engagements à ses prestataires.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE

5.1 UTILISATION DES PLANS ET DONNEES CARTOGRAPHIQUES

Les Parties engagent leur responsabilité en cas d’utilisation, de reproduction ou de communication des plans et données cartographiques en dehors du cadre fixé par la Convention, par elles ou leurs prestataires.

5.2. RESPONSABILITE EN CAS DE PREJUDICE D’UNE PARTIE

Chacune des Parties s’engage à indemniser l’autre Partie de tout préjudice qui résulterait du non respect de l’une quelconque de ses obligations au titre de la Convention.

5.3 EXCLUSION DE RESPONSABILITE

Les Parties prennent acte de ce que l’exactitude et l’exhaustivité des plans et données cartographiques ne peuvent être garanties.

De ce fait, une Partie ne peut pas rechercher la responsabilité de l’autre Partie fondée notamment sur le degré de fiabilité des plans et données au format numérique fournis dans le cadre de la Convention, en cas d’erreur, omission ou inexactitude.

ARTICLE 6 – DUREE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à la date de sa signature par les Parties jusqu’au 31 décembre 2020.

Les Parties conviennent de se rencontrer une fois par an afin de réaliser un retour d’expérience sur l’exécution de la Convention. A la demande de l’une des Parties, un compte-rendu de réunion sera rédigé et approuvé conjointement à cette occasion.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation de la Convention, avant l'engagement d'une procédure judiciaire, la Partie la plus diligente saisira la Commission permanente de conciliation visée à l'article 12 de l'annexe 1 du cahier des charges de concession, qui disposera d'un délai de deux mois après saisine pour trouver un moyen d'accord.

En cas d'échec de la conciliation, l'une ou l'autre Partie pourra procéder à la résiliation de la Convention selon les modalités prévues à l'article 9, sans préjudice des stipulations prévues par l'article 5, et/ou ester en justice.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 MODALITES DE RESILIATION

Chaque Partie a la faculté de résilier à tout moment la Convention, sous réserve d'un préavis de deux mois.

La Partie qui entend résilier la Convention doit adresser à l'autre Partie une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation de la Convention par une Partie, pour quel que motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'autre Partie.

8.2 EFFETS DE LA RESILIATION

L'Autorité Concédante conserve pour son usage exclusif, pour la seule exécution de ses missions d'autorité organisatrice et de maîtrise d'ouvrage, les plans et données cartographiques communiqués par le Concessionnaire dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 9 – DIVERS

La Convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Les notes de bas de page et l'annexe font partie intégrante de la Convention. Toutefois, celle-ci a valeur prédominante sur ses annexes en cas de contradiction.

Toute modification, tout changement ou amendement apporté à la Convention n'aura de force obligatoire que s'il est contractualisé par avenant écrit, formalisant l'accord des Parties.

En foi de quoi, les partenaires ont signé la Convention en deux exemplaires originaux.

Fait à ORLEANS, le

Pour le Département et par délégation
Le Directeur de l'Ingénierie et des infrastructures

Pour le Concessionnaire

Monsieur Pascal LENOIR

Annexe 1 : Cartographie à grande échelle (ouvrages souterrains)

Les spécifications concernant la représentation des ouvrages du réseau et celles des fonds de plan « grande échelle » (GE) sont définies dans les cahiers des charges techniques particulières du Concessionnaire suivants :

N° dans la documentation technique de référence d'ERDF ou Enedis	Titre
B.9.2.1 - 01	Etablissement et mise à jour de fonds de plans GE
B.9.2.1 - 02	Report d'ouvrages électriques sur un plan GE
B.9.2.1 - 03	Lever topographique d'ouvrages électriques après travaux
B.9.2.1 - 04	Géoréférencement d'un plan GE existant
B.9.2.1 - 05	Détection d'ouvrages électriques souterrains
B.9.2.1 - 06	Contrôle des plans Grande Echelle à l'issue de leur mise à jour (en cours réactualisation)
B.9.2.1 - 07	Guide de relevés 3D par cotations des ouvrages électriques
B.9.2.1 - 08	Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (Spécifications applicables pour la constitution du PGO) reproduit ci-dessous
B.9.2.2 - 01	Exigences en matière de levers topographiques
B.9.2.2 - 02	Règles d'assemblage des plans GE
B.9.2.3 - 01	Définition et dénomination des plans GE
B.9.2.3 - 07	Représentation cartographique des objets à la norme V2+
B.9.2.3 - 08	Confection des plans à la norme V2+ au format DGNV8
B.9.2.3 - 09	Représentation cartographique des objets à la norme V3
B.9.2.3 - 10	Confection des plans grande échelle (GE) à la norme V3 au format DGNV8

A la date de signature de la Convention, les spécifications applicables à la constitution du PGO sont spécifiées dans le document Spécifications Cartographie Grande Echelle « Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGO) » ci-joint.

(document à imprimer et à joindre à la convention).



SCGE B 9 2 1-08.pdf

Annexe 2 : Acte d'engagement

CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES NUMERIQUES GEOGRAPHIQUES ISSUES DE LA BASE DE DONNEES DU CONCESSIONNAIRE Enedis PAR UN PRESTATAIRE DE SERVICE

Le fichier informatique de données géographiques numériques ci-après défini est issu de la Base de Données d'Enedis _____

Il est mis à la disposition par ... (Nom de l'autorité concédante ou de l'Unité territoriale d'Enedis)
_____ (adresse)

Ci-après désigné : « l'Autorité Concédante » (ou : « Enedis »)

à : ... (Nom du prestataire)
_____ (adresse)

Ci-après désigné : « le prestataire »

Les spécifications techniques du fichier ont été communiquées par l'Autorité Concédante (ou Enedis) au prestataire avant la signature du présent acte d'engagement.

Ce fichier est communiqué au prestataire en son état de précision existant.

L'Autorité Concédante (ou : Enedis) ne garantit en aucune façon la fiabilité et la précision dudit fichier, le prestataire renonce par conséquent à tout recours fondé sur ce degré de précision ou de fiabilité.

Le prestataire s'engage à ne conserver les données, sous toute forme et sous tout support, pour autant que l'utilisation de ces données soit strictement liée à l'objet du contrat de prestations.

Le prestataire s'interdit tout autre usage des données.

Le prestataire s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de ces données à des tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'Autorité Concédante commanditaire (ou : Enedis).

Le prestataire s'engage à détruire les données qu'il n'aurait pas eu à restituer à l'Autorité Concédante (ou : Enedis) pour quelque motif que ce soit, dans le cadre de l'exécution du contrat de prestation.

Fait à _____, le _____

(Qualité du prestataire pour une personne morale)

L'Autorité Concédante tiendra à la disposition d'Enedis une copie de cet acte d'engagement signé avant toute mise à disposition des données numériques au prestataire.

Spécifications Cartographie Grande Echelle « Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC) »

Identification : SCGE B.9.2.1-08

Version : V2

Nb. de pages : 17

Version	Date d'application	Nature de la modification	Annule et remplace
1	15/11/2013	Création	-
2	24/11/2015	Modification principale : introduction de la méthode de détection fouille fermée	

Document(s) associé(s) et annexe(s) :

SCGE B.9.2.2-05 : Spécification cartographie Grande Echelle « Détection des ouvrages souterrains HTA et BT en classe A »

ERDF-NOI-RES_53E : Prescription de sécurité de l'Exploitant ERDF au donneur d'ordre (PSEDO)

Résumé / Avertissement

Ce document présente les spécifications applicables pour la constitution du Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC). Le PGOC correspond au plan du relevé topographique des ouvrages concernés par les travaux pour une mise à jour cartographique (hors cas des travaux individuels sans extension). Le PGOC sera le résultat d'un levé géoréférencé fouille ouverte ou par détection active fouille fermée des ouvrages construits ou modifiés.

Il doit garantir un positionnement géoréférencé des ouvrages relevés en classe A (classe de précision définie par l'arrêté du 15 février 2012) et est un livrable faisant partie intégrante du Dossier des Ouvrages Construits (DOC).

Le format du livrable pourra être conforme aux spécifications ERDF pour les normes cartographiques V2+ ou V3 si le Prestataire possède l'aptitude Carto V3 ERDF ou s'il fait appel à un sous-traitant possédant cette aptitude pour établir le PGOC, et si l'Entreprise et le Prestataire le conviennent. Sinon, le format décrit dans ce document doit être respecté.

Le PGOC s'inscrit dans une démarche de dématérialisation, portée par l'outil e-Plans, ce qui permet une meilleure utilisation et un suivi de qualité des documents échangés entre les divers interlocuteurs lors des différentes phases d'une affaire. Ce livrable sera remis par la MOA à l'Exploitant au moment de la PME0. Il s'intègre également dans une démarche de contrôle de la qualité des livrables de cartographie mise en place par l'Entreprise.

SOMMAIRE

1. Description générale	3
2. Définitions	3
2.1. Plan de récolement.....	3
2.2. Plan minute.....	3
2.3. Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC)	3
2.4. Dossier des Ouvrages Construits (DOC)	4
3. Pré-requis – Aptitudes	4
4. Règles à respecter concernant le lever topographique d’ouvrages souterrains	4
4.1. Respect des modalités d’acquisition	5
4.2. Respect des exigences en matière de lever topographique.....	5
4.2.1. Projection planimétrique à employer en métropole pour les données livrées	5
4.2.2. Système de référencement altimétrique à utiliser pour les données livrées	7
4.2.3. Classe de précision et gabarit d’erreur souhaités	7
4.2.4. Modalités d’acquisition.....	8
4.2.5. Détection électromagnétique active fouille fermée	9
4.2.6. Cas exceptionnels soumis à accord de l’Entreprise	9
5. Règles à respecter pour la constitution du PGOC	10
5.1. Respect des normes et formats des livrables.....	10
5.2. Respect des délais	10
5.3. Renseignements complémentaires	10
5.4. Règles à respecter pour la constitution de la représentation graphique du tracé des ouvrages construits	11
5.4.1. Le Fond de Plan.....	11
5.4.2. Identification des ouvrages.....	11
5.4.3. Identification des points levés	11
5.4.4. Cotations planimétriques calculées (non levées)	11
5.4.5. Encarts de détails	12
Annexe 1 : Structuration du fichier DGNV7 pour les ouvrages objet des travaux.....	13
Annexe 2 : Structuration du fichier CSV pour les ouvrages objets des travaux	17

1. Description générale

Ce document précise les spécifications applicables pour la constitution du Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC).

Ce document tient compte de la réglementation du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens, ou subaquatiques de transport et de distribution ainsi que de celle des arrêtés, normes et autres textes associés.

Tous les travaux concernant les ouvrages souterrains (réseaux et branchements) feront l'objet d'un PGOC, exception faite des cas des travaux de branchements individuels de puissance inférieure ou égale à 36 kVA sans extension de réseau qui n'entrent pas dans le cadre du présent document.

Le PGOC sera le résultat d'un levé géoréférencé effectué fouille ouverte ou par détection active fouille fermée des ouvrages construits.

Ce livrable s'intègre dans une démarche de contrôle de la qualité des livrables de cartographie mise en place par l'Entreprise.

Le terme « Prestataire » désigne le prestataire qui a reçu la commande.

Le terme « Entreprise » désigne ERDF.

2. Définitions

2.1. Plan de récolement

La définition du plan de récolement suivante est celle donnée par la norme NF S70-003-1. Un plan de récolement est « un document graphique précisant le type et la localisation d'un ouvrage après son achèvement et établi suite à des opérations de réception ; il tient compte des modifications apportées au cours des travaux. ».

L'Entreprise n'utilisera pas cette terminologie du fait des multiples définitions à l'externe.

2.2. Plan minute

Le plan minute était jusqu'à la validité des anciens marchés, un livrable demandé par l'Entreprise. Il était défini comme suit dans la note PRDE G.1.2 - 02 (Cahier des clauses techniques particulières applicables aux marchés de travaux groupés et d'affaires individuelles des réseaux et branchements de distribution électricité - Version du 1^{er} juillet 2007) :

« Le plan-minute donne le relevé précis de la position, à plus ou moins 10 cm, des ouvrages posés (postes, réseaux, branchements, accessoires) avec leurs cotations par rapport à des points fixes et durables. Il précise la technique de pose des ouvrages réalisés en fonçage ou forage dirigé, ainsi que la pose des canalisations.

Il doit être établi conformément au « Guide de confection des plans-minutes papier ».

Le plan-minute est remis par le Titulaire, au représentant de l'Entreprise avec l'Attestation d'Achèvement de Travaux, en trois exemplaires.

La qualité du plan-minute est évaluée par l'Entreprise. La réception technique des ouvrages ne peut avoir lieu que si sa qualité est validée par l'Entreprise.»

Il est à noter que ce document ne fait plus partie des livrables de l'Entreprise. Il sera remplacé par d'autres livrables définis ci-après.

2.3. Plan Géoréférencé des Ouvrages Construits (PGOC)

Le PGOC est un élément du Dossier des Ouvrages Construits (DOC). Il remplace l'élément anciennement appelé « plan minute ». Il est partie intégrante du dossier de fin d'ouvrage et des obligations contractuelles. Le PGOC correspond au plan du relevé topographique des ouvrages concernés par les travaux pour une mise à jour cartographique. Il doit garantir un positionnement géoréférencé des ouvrages relevés en classe A¹.

2.4. Dossier des Ouvrages Construits (DOC)

Le dossier des ouvrages construits correspond à l'ensemble des documents livrés à la fin des travaux. Il est composé a minima des éléments suivants et fera l'objet d'un prescrit spécifique :

- page de garde ;
- plan(s) de situation ;
- schéma(s) électrique(s) et repérage des ouvrages ;
- plan de découpage des folios ;
- mise à jour du tableau des terres avec les valeurs réelles mesurées après travaux ;
- mise à jour du tableau des conducteurs, quantités mises à jour en cas de modification du tracé pendant la phase de réalisation des travaux ;
- mise à jour du tableau de traçabilité des accessoires complété avec les références ; marques des accessoires ;
- dans le cas de travaux concernant un ouvrage aérien, le plan validé conforme ou avec mention des modifications suite aux travaux ;
- PGOC.

3. Pré-requis – Aptitudes

Afin d'établir le PGOC, certains pré-requis concernant les aptitudes à posséder doivent être validés. Ainsi, pour prétendre à l'établissement du PGOC, le Prestataire doit se trouver dans l'une des situations suivantes :

- le Prestataire possède l'aptitude Carto V3 ERDF en cours de validité ;
- le Prestataire fait appel à un sous-traitant possédant l'aptitude Carto V3 ERDF en cours de validité pour l'établissement du PGOC ;
- à défaut, le Prestataire passe avec succès le Programme de Qualification des Fournisseurs (PQF PGOC) spécifique mis en œuvre avec l'Entreprise ;
- à défaut, le Prestataire fait appel à un sous-traitant qui passe avec succès le Programme de Qualification des Fournisseurs (PQF PGOC) spécifique mis en œuvre avec l'Entreprise pour l'établissement du PGOC ;
- A partir du 1^{er} janvier 2017, le Prestataire qui effectue les relevés géoréférencés doit avoir la certification mentionnée dans l'arrêté du 15 février 2012.

4. Règles à respecter concernant le lever topographique d'ouvrages souterrains

¹ « Classe A : Un ouvrage ou un tronçon d'ouvrage est rangé dans la classe A si l'incertitude maximale de localisation indiquée par son exploitant est inférieure ou égale à 40 cm s'il est rigide, ou à 50 cm s'il est flexible ; l'incertitude maximale est portée à 80 cm pour les ouvrages souterrains de génie civil attachés aux installations destinées à la circulation de véhicules de transport ferroviaire ou guidé lorsque ces ouvrages ont été construits antérieurement au 1^{er} janvier 2011 » (définition issue de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.)

Nota : Les ouvrages électriques sont considérés comme des ouvrages sensibles flexibles.

4.1. Respect des modalités d'acquisition

Afin de permettre le report cartographique de tous les ouvrages électriques sous concession ERDF (réseaux, branchements, fourreaux, émergences et accessoires et éventuellement d'autres réseaux particuliers), le Prestataire devra lever tous les éléments constitutifs permettant de construire leur tracé. Les éléments levés doivent permettre une restitution géoréférencée du positionnement dans les trois axes (X, Y, Z) en classe A de la totalité de l'ouvrage (linéaires et ponctuels) construit ou modifié. L'acquisition 3D des points sur le terrain doit permettre la reconstitution cartographique de l'ouvrage conforme à la réalité du terrain. Ainsi, une acquisition topographique des ouvrages lorsque ces derniers sont visibles (fouille ouverte) est préférable. Le lever géoréférencé par détection électromagnétique en mode galvanique sans transformateur d'isolement effectué hors tension et avant remise d'ouvrage à ERDF est accepté.

Les points topographiques levés et géoréférencés permettant la construction de l'ouvrage lors du report cartographique seront représentés par un « PTRL » (Point de Réseau Levé). Le nombre de PTRL doit être suffisant pour décrire la réalité du positionnement de l'ouvrage, notamment aux points singuliers (changement de direction et changement de pente). Une attention particulière doit être portée aux portions de l'ouvrage décrivant une courbe.

Pour les câbles et les fourreaux, les informations levées doivent correspondre au positionnement de la génératrice supérieure. Pour les affleurants, les points levés doivent correspondre à l'emprise de l'affleurant au sol au niveau le plus bas. Par exemple un poste devra être levé par les 4 points définissant son emprise au sol.

Il est demandé aussi au Prestataire d'indiquer les profondeurs de câbles ou fourreaux lorsque la hauteur de couverture est « atypique » par rapport à la réglementation en vigueur (UTE C 11-001). La hauteur de couverture est à mesurer à compter de la génératrice supérieure du câble, fourreau, branchement, ou le haut de l'accessoire après pose.

Dans certains cas, le dernier accessoire pour le raccordement ne peut être posé qu'après la mise en exploitation de l'ouvrage. Ainsi, les éléments de positionnement de ce dernier accessoire pourront être exceptionnellement livrés séparément du PGOC.

Le Prestataire s'assurera de la conformité du calage entre le fond de plan et la position des ouvrages géoréférencés vectorisés lorsque le fond de plan existe au moment de l'acquisition topographique du positionnement des ouvrages. En cas d'incohérence, il doit prévenir le chargé de projet et mener les opérations nécessaires permettant d'obtenir un livrable juste et cohérent si le Prestataire est à l'origine du fond de plan. Dans le cas contraire, le Prestataire signalera au chargé de projet un point d'arrêt. Le chargé de projet mènera les actions nécessaires pour une mise à niveau du fond de plan.

4.2. Respect des exigences en matière de lever topographique

4.2.1. Projection planimétrique à employer en métropole pour les données livrées

Le Prestataire livrera, en accord avec l'Entreprise, les données dans la projection demandée par cette dernière, c'est-à-dire soit une projection du système NTF (Lambert Zone), soit une projection du système RGF93 (Conique Conforme). Cependant, le lever doit se faire dans le système RGF93.

➤ **Livraison en projection Lambert Zone (Système NTF)**

Le Prestataire livrera des données (levés topographiques, géoréférencement de plan,...) dans une projection Lambert Zone (I, II, III et IV) associée au système géodésique NTF. Les noms codifiés sont respectivement : LZ1, LZ2, LZ3, LZ4.

De ce fait, le Prestataire devra effectuer une conversion des données de son levé de terrain du système géodésique RGF93 au système NTF.

Pour ce faire, il devra impérativement utiliser un logiciel de conversion ayant été labellisé par l'IGN (<http://lambert93.ign.fr/>), ou à défaut, un logiciel utilisant la grille **GR3DF97A**.

Les coordonnées planimétriques seront fournies avec deux décimales (centimètre).

La projection réglementaire en France est une conique conforme de Lambert. Dans le but de minimiser les déformations (**altérations linéaires**), la France a été découpée en 4 zones. Une projection appelée "Lambert II étendu" couvre la France entière pour des besoins d'amplitude nationale.

Valeurs pour le calcul des coordonnées en projection Lambert de l'**ellipsoïde de Clarke 1880** IGN.

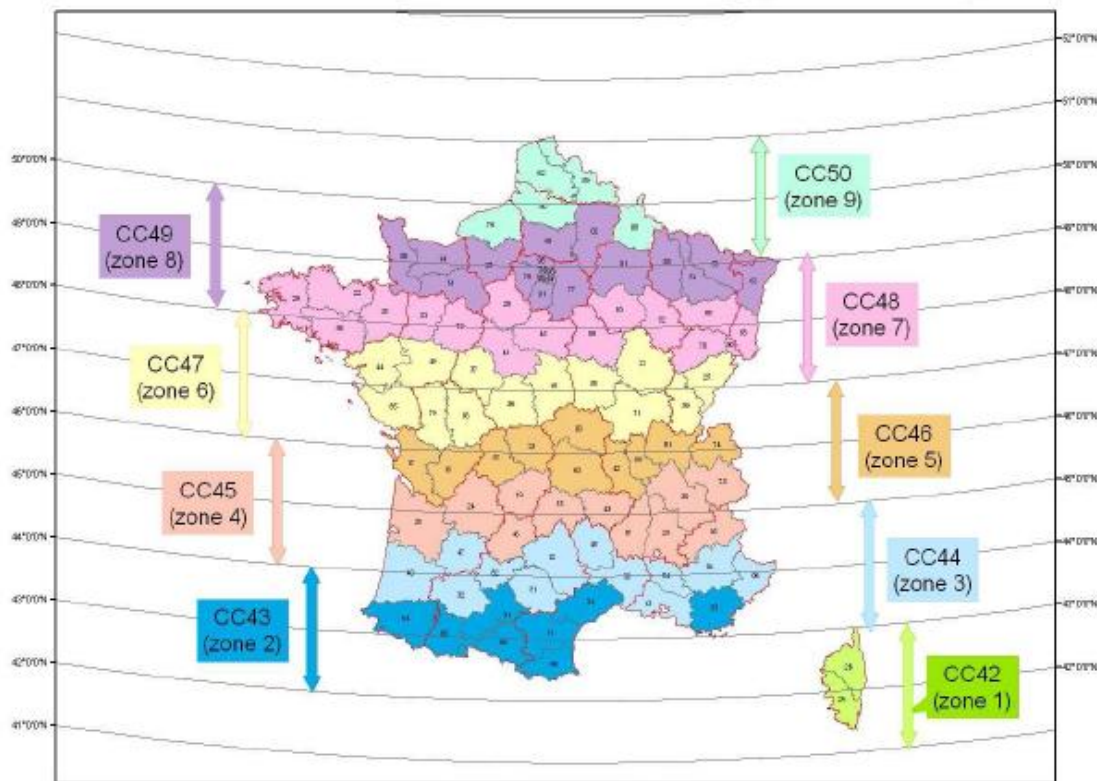
Zone lambert	I	II	III	IV	II étendue
Zone application	53,5gr - 57gr	50,5gr - 53,5gr	47gr - 50,5gr	Corse	France entière
Latitude origine	55gr = 49° 30'	52gr = 46° 48'	49gr = 44° 06'	46,85gr = 42° 09'54"	52gr = 46° 48'
Longitude origine	0gr Paris	0gr Paris	0gr Paris	0gr Paris	0gr Paris
Parallèles automécoiques	48° 35°54,682" 50° 23°45,282"	45° 53°56,108" 47° 41°45,652"	43° 11°57,449" 44° 59°45,938"	41°33'37,396" 42°46'03,588"	45° 53°56,108" 47° 41°45,652"
X0 : False Easting	600 000 m	600 000 m	600 000 m	234,358 m	600 000 m
Y0 : False Northing	200 000 m	200 000 m	200 000 m	185 861,369 m	2 200 000 m

➤ **Livraison en projection Conique Conforme (système RGF93)**

Lorsque la mise à jour cartographique sera possible dans le système RGF93, le Prestataire livrera des données (levés topographiques, géoréférencement de plan,...) uniquement dans une des 9 projections Conique Conforme du système en fonction du département concerné par le levé.

	Nom complet	Nom abrégé	Nom Codifié	Code Projection (LL) à utiliser pour la dénomination des casés	Amplitude latitudinale (DMS)	X0 (m)	Y0 (m)
Coniques Conformes 9 Zones	Lambert 93 - Conique Conforme zone 42	Lambert CC42	CC42	42	41°00'00" - 43°00'00"	1700000	1200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 43	Lambert CC43	CC43	43	42°00'00" - 44°00'00"	1700000	2200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 44	Lambert CC44	CC44	44	43°00'00" - 45°00'00"	1700000	3200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 45	Lambert CC45	CC45	45	44°00'00" - 46°00'00"	1700000	4200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 46	Lambert CC46	CC46	46	45°00'00" - 47°00'00"	1700000	5200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 47	Lambert CC47	CC47	47	46°00'00" - 48°00'00"	1700000	6200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 48	Lambert CC48	CC48	48	47°00'00" - 49°00'00"	1700000	7200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 49	Lambert CC49	CC49	49	48°00'00" - 50°00'00"	1700000	8200000
	Lambert 93 - Conique Conforme zone 50	Lambert CC50	CC50	50	49°00'00" - 51°00'00"	1700000	9200000

PROJECTIONS CONIQUES CONFORMES 9 ZONES (DEPARTEMENT)



4.2.2. Système de référencement altimétrique à utiliser pour les données livrées

Conformément aux textes législatifs en vigueur, le Prestataire utilisera systématiquement les systèmes de référence de rattachement altimétrique suivants :

- France métropolitaine à l'exclusion de la Corse (continent) : système IGN 1969 ;
- Corse : système IGN 1978.

Pour ce faire, il devra impérativement utiliser un logiciel de conversion ayant été labellisé par l'IGN (<http://lambert93.ign.fr/>), ou à défaut, un logiciel utilisant la grille **RAF09** pour le continent, et **RAC09** pour la Corse.

Les coordonnées altimétriques seront fournies avec deux décimales (centimètre).

4.2.3. Classe de précision et gabarit d'erreur souhaités

L'arrêté du 16 septembre 2003 sur les classes de précision distingue la précision totale, qui se réfère au positionnement d'un objet dans le système géodésique national, de la précision interne, qui se réfère à l'ensemble des autres points de la zone concernée par le lever.

En application de cet arrêté, il est demandé au Prestataire de respecter les prescriptions définies ci-après.

L'Entreprise privilégie la précision totale et effectuera donc les contrôles en ce sens. Les exigences sont identiques quelle que soit la zone d'implantation de la zone de travaux.

L'Entreprise souhaite une classe de précision exprimée selon un modèle personnalisé.

Les seuils sont définis comme suit :

Type de mesure	Classe de précision totale spécifiée	Ecart moyen max	Valeur du 1 ^{er} seuil	Valeur du 2 ^{ème} seuil
Planimétrie (X, Y)	11 cm	13 cm	25 cm	40 cm
Altimétrie (Z)	15 cm	20 cm	30 cm	40 cm

Rappel : les 2 valeurs seuils sont définies de la manière suivante :

- valeur du 1^{er} seuil : seuil de vigilance au-delà duquel on ne tolère qu'un nombre limité de mesures ;
- valeur du 2^{ème} seuil : seuil au-delà duquel on ne tolère aucune mesure.

Le gabarit définissant le nombre de mesures toléré est personnalisé puisqu'il dépend du type de contrôle appliqué selon les objets contrôlés.

Si le contexte légal national en matière de précision applicable aux travaux topographiques venait à évoluer, l'Entreprise se réserve le droit de mettre en application les nouvelles dispositions.

Le respect de ces classes de précision répond aux exigences classe A du décret « anti-endommagement ».

4.2.4. Modalités d'acquisition

En application de l'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte, il appartient au Prestataire de définir la méthode de rattachement à mettre en œuvre, sous réserve que le géoréférencement réalisé soit conforme aux classes de précision et gabarits d'erreurs définis ci-dessus.

L'Entreprise n'impose ni ne recommande aucune méthode particulière pour le relevé topographique. L'acquisition des données de positionnement du câble peut se faire fouille ouverte (lever topographique classique avec station totale, photogrammétrie, ou autres techniques futures soumises à accord de l'Entreprise qui permettent une restitution des données 3D tout en respectant les classes de précisions exigées). L'acquisition des données de positionnement du câble peut également se faire fouille fermée via détection active décrite au chapitre 4.

Toutefois l'Entreprise rappelle que :

- plusieurs méthodes directes ou par canevas existent pour le rattachement, par exemple :
 - relevé avec système GNSS (Global Navigation Satellite System appelé communément GPS) temps réel (RTK) de tout ou partie de la zone concernée par le lever ;
 - le GNSS post traité (sous réserve de durée d'occupation) ;
 - détermination de points de canevas répartis sur la zone de travaux ou l'encadrant ;
 - cheminement polygonal depuis des points connus, par système GNSS ou avec un tachéomètre ;
 - cheminement en nivellement direct depuis des bornes altimétriques IGN ;
- ces méthodes peuvent être utilisées de plusieurs façons, par exemple :
 - en utilisant sa propre station GPS de référence, tant pour du post traitement que pour du temps réel ;
 - en s'abonnant à un réseau ;
 - en calculant depuis des bornes proches en système RGF 93 (RRF et RBF) ou des stations GPS permanentes éloignées ;
 - ...

Il est possible et parfois nécessaire de mixer les méthodes :

- des évolutions de ces méthodes peuvent apparaître dans le futur ;
- d'autres techniques, non connues actuellement, peuvent se développer.

Chacune de ces techniques a ses limites en termes de précision et peut s'avérer imprécise si elle est utilisée à mauvais escient. Il appartient au titulaire :

- d'avoir à sa disposition les matériels et logiciels nécessaires au géoréférencement sur l'ensemble du territoire du marché auquel il aura soumissionné, quelles que soient les situations particulières qu'il rencontrera ;
- de savoir utiliser ces matériels ou ces logiciels selon les règles de l'art et d'en connaître les limites ;
- de s'assurer de la précision des éléments d'un canevas qu'il déciderait d'utiliser.

Le Prestataire ne pourra se retrancher derrière les indications ou la documentation commerciale d'un de ses fournisseurs pour justifier d'un mauvais résultat.

Enfin, l'Entreprise précise qu'il existe aussi des techniques adaptées au type de chantier selon la taille, la durée d'ouverture de fouille, le type de techniques de travaux. Certaines techniques comme la photogrammétrie ou la détection nécessitent une formation spécifique.

4.2.5. Détection électromagnétique active fouille fermée

Le lever géoréférencé par détection active est acceptée (cf. chapitre 2.4 (Méthode 3) du SCGE B.9.2.2-05) considérant que les ouvrages nouvellement posés ne sont pas encore remis à ERDF.

Ainsi, ces ouvrages n'étant pas encore en exploitation, aucune consignation n'est nécessaire pour la pose du générateur. L'émetteur est branché sur l'ouvrage sans transformateur d'isolement. Ceci permet l'utilisation d'un signal basse fréquence induisant peu d'interférences avec les ouvrages voisins. Cette technique nécessite des connexions à des terres annexes et indépendantes de tout réseau. Il faut noter que l'injection directe nécessitera l'accès à la partie conductrice du câble et donc le retrait du capuchon isolant. Après la détection, de nouveaux capuchons isolants doivent être posés dans les règles de l'art aux extrémités du câble.

En conclusion, lorsque les techniques et/ou les délais de pose ne permettent pas d'effectuer un lever fouille ouverte, la détection géoréférencée fouille fermée, lorsqu'elle est possible, sera un moyen de lever autorisé.

4.2.6. Cas exceptionnels soumis à accord de l'Entreprise

Dans des cas exceptionnels soumis à l'accord préalable de l'Entreprise, il est admis que pour lever des accessoires et/ou des tronçons rectilignes de réseaux de faible longueur, d'autres moyens d'acquisition peuvent être utilisés, tels que la cotation en planimétrie et altimétrie (cf. PRDE B.9.2.1-07 : « Guide de relevés 3D par cotations des ouvrages électriques ») ainsi que l'utilisation de boules marqueurs (fourniture, pose et détection géoréférencée à la charge du Prestataire).

Dans ces cas exceptionnels, il est demandé au Prestataire de respecter :

- les obligations de résultat quant à la garantie d'un tracé géoréférencé respectant les classes de précisions précitées ;
- le format des livrables.

5. Règles à respecter pour la constitution du PGOC

5.1. Respect des normes et formats des livrables

Le PGOC se composera des éléments suivants :

- le plan géoréférencé des ouvrages objets des travaux au format MicroStation DGN V7 qui correspond à la représentation DAO du levé topographique géoréférencé des ouvrages selon la norme décrite en Annexe 1. Il est à noter que cette norme de confection des plans est compatible avec l'outil e-Plans. La spécificité de cette norme relève, entre autres, de la structuration en niveaux du fichier au format DGN V7 qui permettra de simplifier et clarifier le processus de mise à jour de la cartographie. Si l'Entreprise le demande, le Prestataire fournira un plan géoréférencé des ouvrages au format MicroStation DGNV8 (cf. spécifications Annexe 1).
Cependant, si le Prestataire possède l'aptitude Carto V3 ERDF ou s'il fait appel à un sous-traitant possédant cette aptitude pour établir le PGOC, et si l'Entreprise et le Prestataire le conviennent, le fichier DAO pourra être conforme aux spécifications ERDF pour les normes cartographiques V2+ ou V3 afin d'établir un plan définitif ;
- un fichier au format CSV décrivant la position des ouvrages objets des travaux ainsi que leurs caractéristiques (cf. Annexe 2) ;
- le plan des ouvrages objets des travaux au format PDF A3. Pour des questions de lisibilité, l'échelle de représentation demandée sera du 1/200e, le PDF pourra être composé de plusieurs pages. Chaque page devra être imprimable au format A3.

5.2. Respect des délais

Le PGOC est un livrable exigé à la PMEO. La livraison doit respecter les modalités contractuelles. Ce document étant un élément contractuel de livraison, une prestation ne saurait être réceptionnée sans ce livrable.

5.3. Renseignements complémentaires

Dans un document annexe lié à la prestation, le Prestataire devra indiquer les éléments suivants :

- le nom du responsable de projet relatif au chantier concerné ;
- le nom de l'entreprise ayant fourni le relevé final géoréférencé ;
- le nom du Prestataire certifié qui est intervenu pour le géoréférencement ;
- le nom du Prestataire ayant procédé à un relevé indirect par détection de l'ouvrage ;
- la date du lever géoréférencé ;
- le numéro de la déclaration de projet de travaux et celui de la déclaration d'intention de commencement de travaux ;
- la nature de l'ouvrage objet du relevé ;
- la marque et le numéro de série de l'appareil de mesure ;
- l'incertitude maximale de la mesure (en différenciant, le cas échéant, les trois directions) ;
- dans le cas de détection d'ouvrage sur un parcours sans ouverture, la technologie de mesure employée ;
- le code de projection correspondant au géoréférencement des points (LZ1, LZ2, LZ3, LZ4, CC42, CC43, CC44, CC45, CC46, CC47, CC48, CC49, CC50).

5.4. Règles à respecter pour la constitution de la représentation graphique du tracé des ouvrages construits

Quels que soient le format et la norme de la représentation graphique du tracé des ouvrages (DGN, PDF du plan informatisé géoréférencé, croquis au format PDF...), le contenu de cette représentation graphique doit respecter certaines règles de constitution.

5.4.1. Le Fond de Plan

Le tracé des ouvrages aura pour support un fond de plan géoréférencé si ce dernier est disponible au moment des travaux. Dans le cas contraire, quelques éléments intelligibles et sans équivoque de l'environnement de l'emprise des travaux devront être relevés (bâties, trottoir (fil d'eau), ...) et représentés sur le plan afin de permettre une lecture et exploitation du plan par l'Entreprise.

5.4.2. Identification des ouvrages

Outre la justesse du positionnement géoréférencé des ouvrages, le tracé des réseaux et branchements doit être clair et sans équivoque. Le tracé doit mentionner le type d'énergie des réseaux (HTA, BT), l'identification des branchements et des protections mécaniques (tels que les fourreaux ou les plaques de protection). Les branchements doivent être rattachés au réseau principal bien identifié.

Concernant les éléments ponctuels (accessoires, affleurants...), ils seront eux aussi représentés de façon claire et sans équivoque. Les symboles de représentation pourront s'inspirer des normes de confection des plans V2+ et V3 de l'Entreprise.

5.4.3. Identification des points levés

Les points topographiques levés devront être symbolisés par un « PTRL » (cf. Annexe 1). Ces PTRL devront obligatoirement se situer sur le tracé de l'ouvrage levé correspondant (linéaire et éléments ponctuels). Le report des ouvrages objets des travaux ne devra être source d'aucune ambiguïté de lecture. La position de chaque PTRL doit permettre une identification claire de l'élément de l'ouvrage qu'il représente : le centre du symbole doit être sur la ligne du réseau qu'il représente, idéalement être accroché au linéaire, ou sur l'objet (accessoire, affleurant) qu'il représente, à l'endroit de la prise du point. Toute ambiguïté de lecture du report des ouvrages sera considérée comme une non-conformité.

Les PTRL seront accompagnés de l'information textuelle de l'altimétrie exprimée en mètre avec deux décimales « Z=numérique ». Les profondeurs atypiques à reporter s'écrivent entre parenthèses, en mètres avec 2 décimales et sont assimilées à des textes du réseau auquel elles se rapportent. Le numéro d'identifiant du PTRL sera aussi une information à reporter sur le plan.

5.4.4. Cotations planimétriques calculées (non levées)

Aux quelques PTRL cités ci-après, devront être associées des cotations planimétriques par rapport à un élément du fond de plan, obtenues par calcul informatique sur les coordonnées. Les PTRL concernés sont ceux permettant de positionner les accessoires des ouvrages, les émergences d'ouvrages ainsi que le début du tracé des ouvrages enterrés à proximité de ces émergences et sur les changements de direction et pente importants. Dans le cas où le fond de plan n'est pas disponible dans sa totalité, les cotations auront pour support les éléments du fond de plan relevés décrits dans le chapitre 5.4.1.

5.4.5. Encarts de détails

Dans le cas de représentation d'ouvrages complexes telles que les nappes de câbles ou de fourreaux, le plan devra comporter des encarts de détails afin de rendre exploitable et compréhensible la représentation des ouvrages levés. Ces encarts détails peuvent être de trois types :

- coupe de tranchée (**obligatoire dans le cas de création et/ou de modification des nappes de câbles**) : la coupe de tranchée permet d'expliciter la représentation des nappes de câbles empilées. La confection de la coupe doit être représentée comme l'image ci-après;

Explication de l'image :

NS : Nappe Supérieure

NI : Nappe Inférieure. Il peut y avoir plusieurs couches de nappes inférieures. La distinction se fera grâce à l'information de profondeur d'enfouissement qui traduit la notion de couches.

La coupe de tranchée doit expliciter les notions de rangées et de couches.

Les rangées seront numérotées de 1 à n en partant de la gauche vers la droite, dans le sens des flèches de lectures.

Par exemple, l'ouvrage désigné par NI2 est identifié comme un ouvrage situé dans la nappe inférieure sur la rangée n°2 en partant de la gauche dans le sens de lecture.

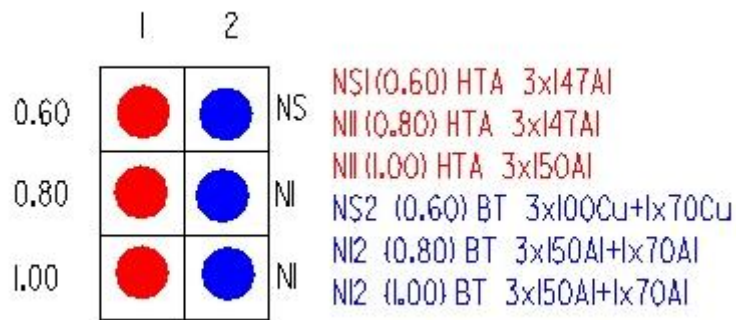


Illustration d'une coupe de tranchée représentant une nappe de câbles

- loupes : aucun encart de détail ne doit être utilisé pour compléter la planimétrie du réseau : les loupes sont des agrandissements de parties existantes du plan qui peuvent être complétées de textes ;
- toute autre représentation de détail non planimétrique permettant la compréhension du plan.





Cas d'un plan dans un contexte de nappes de câbles (création et/ou modification)




Lorsqu'un PGO est concerné par une représentation de nappes de câbles, il est demandé de préciser l'appartenance ou non à la nappe représentée. (Exemple de texte : « Hors nappe de câbles »).


Annexe 1 : Structuration du fichier DGNV7 pour les ouvrages objet des travaux

Les niveaux cités dans le tableau ci-après (niveaux 40 à 50) sont strictement réservés aux ouvrages souterrains objets des travaux. Les autres niveaux restent libres pour la représentation des ouvrages existants ou toute autre information. Les notions décrites ci-après sont des notions MicroStation. La symbologie utilisée pour la représentation des ouvrages construits ou abandonnés est spécifiée ci-après. Les spécifications pour le format DGNV8 sont écrites en *italique*.

Niveau MicroStation V7 à respecter	Symbologie particulière	Description	Contenu	Intitulé du niveau à respecter en cas d'utilisation du DGN V8
40		Informations descriptives et administratives du PGOC	<p>Les renseignements complémentaires décrits au chapitre 5.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom du responsable de projet relatif au chantier concerné ; • Le nom de l'entreprise ayant fourni le relevé final géoréférencé ; • Le nom du Prestataire certifié qui est intervenu pour le géoréférencement ; • Le cas échéant, le nom du Prestataire ayant procédé à un relevé indirect par détection de l'ouvrage dans le cas d'un parcours sans ouverture ; • La date du lever géoréférencé ; • Le numéro de la déclaration de projet de travaux et celui de la déclaration d'intention de commencement de travaux ; • La nature de l'ouvrage objet du relevé ; • La marque et le numéro de série de l'appareil de mesure ; • L'incertitude maximale de la mesure (en différenciant, le cas échéant, les trois directions) ; • Dans le cas de détection d'ouvrage sur un parcours sans ouverture, la technologie de mesure employée ; • Le code de projection correspondant au géoréférencement des points (LZ1, LZ2, LZ3, LZ4, CC42, CC43, CC44, CC45, CC46, CC47, CC48, CC49, CC50). 	PGOC_HABILLAGE_PGOC

Niveau MicroStation V7 à respecter	Symbologie particulière	Description	Contenu	Intitulé du niveau à respecter en cas d'utilisation du DGN V8
41		Informations relatives à l'habillage du plan	Cotes non levées Encarts détails (Coupes de tranchées, Loupes...) Emprises d'occupation des nappes de câbles Tout texte complémentaire favorisant la compréhension du réseau Éléments succincts du fond de plan (bâti, trottoir,...)	PGOC_HABILLAGE_RESEAU
42	 Symbole du PTRL (cf. précision page 17)	Niveau regroupant les points géoréférencés, qui doivent nécessairement être associés à des ouvrages décrits dans le fichier	Le symbole PTRL (orienté au nord positionné sur un ouvrage obligatoirement) L'altitude de l'ouvrage en mètre (Z=nnn.nn) La profondeur atypique en mètre (n.nn) Un commentaire éventuel 	PGOC_PTRL
43	 Linéaire HTA construit	Niveau regroupant les ouvrages HTA construits (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Poteau Armoire Poste	PGOC_HTA_CONSTRUIT
44	 Linéaire HTA abandonné	Niveau regroupant les ouvrages HTA abandonnés (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Poteau Armoire Poste	PGOC_HTA_ABANDONNE

Niveau MicroStation V7 à respecter	Symbologie particulière	Description	Contenu	Intitulé du niveau à respecter en cas d'utilisation du DGN V8
45	 <p>Linéaire BT construit</p>	Niveau regroupant les ouvrages BT construits (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	<p>Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Boîte sous trottoir Coffret Coffret Rem BT Poteau Armoire</p>	PGOC_BT_CONSTRUIT
46	 <p>Linéaire BT abandonné</p>	Niveau regroupant les ouvrages BT abandonnés (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	<p>Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Boîte sous trottoir Coffret Coffret Rem BT Poteau Armoire</p>	PGOC_BT_ABANDONNE
47	 <p>Linéaire Branchement construit</p>	Niveau regroupant les ouvrages branchements construits (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	<p>Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Boîte sous trottoir Coffret Coffret Rem BT Poteau Armoire</p>	PGOC_BRCHT_CONSTRUIT

Niveau MicroStation V7 à respecter	Symbologie particulière	Description	Contenu	Intitulé du niveau à respecter en cas d'utilisation du DGN V8
48		Niveau regroupant les ouvrages abandonnés (câbles, accessoires, affleurant, etc.) et textes associés	Câble Remontée aéro-souterraine Boîte de jonction Boîte de dérivation Bout perdu Boîte sous trottoir Coffret Coffret Rem BT Poteau Armoire	PGOC_BRCHT_ABANDONNE
49	 Fourreau	Niveau regroupant toutes les ouvrages de protections mécaniques et textes associés	Fourreaux Mise à la terre Accessoires de protection enterrés Affleurants	PGOC_PROTECTION_MECANI QUE
50		Niveau regroupant tous les ouvrages des réseaux (EP, TLC, TLR, VDC,...) et textes associés	Câbles Accessoires de protection enterrés Affleurants	PGOC_AUTRE_RESEAU

Précision sur le PTRL :

Outre les précisions apportées par la description du niveau PGOC_PTRL, ci-après des éléments complémentaires pour décrire exactement le symbole :

Type	Numéro de la couleur	Dimensions	Nom de la cellule finale (6 caractères)	Spécificité des textes
Réseau Ele	0	2*1	E R PTRL	Les textes d'altimétrie et de profondeur atypique doivent être associés au PTRL par lien groupe graphique positionné sur le même niveau que le PTRL (niveau 42)

Annexe 2 : Structuration du fichier CSV pour les ouvrages objets des travaux

Le fichier au format CSV correspond au fichier des points de levés « PTRL ».

Le séparateur de champ sera le point-virgule « ; ». Le symbole « # » introduit une ligne de commentaire. Les décimales sont séparées par un point « . ». Les coordonnées des points et la profondeur atypique seront exprimées en mètre, à deux décimales, exprimées au centimètre près.

Pour chaque point levé, on distingue **8 champs de données décrits exactement** dans cet ordre :

- l'identifiant du point ou matricule correspondant au numéro / nom du point (obligatoire) ;
- coordonnée X de l'ouvrage levé (obligatoire) ;
- coordonnée Y de l'ouvrage levé (obligatoire) ;
- altitude Z de l'ouvrage levé (obligatoire) ;
- profondeur atypique si existante ;
- codification permettant d'identifier le type d'ouvrage correspondant (cf. table de correspondance alphanumérique ci-après) (obligatoire) ;
- code de projection (LZ1, LZ2, LZ3, LZ4, CC42, CC43, CC44, CC45, CC46, CC47, CC48, CC49, CC50) (obligatoire) ;
- commentaires (toute information supplémentaire jugée nécessaire, notamment des informations aidant à l'identification sans ambiguïté du point et/ou de l'ensemble de points définissant l'ouvrage auquel il appartient).

Table de correspondance alphanumérique pour les caractéristiques :

Type d'ouvrage	Codification alphanumérique
Câble HTA construit	C_HTA
Câble HTA abandonné	AB_HTA
Câble BT construit	C_BT
Câble BT abandonné	AB_BT
Câble branchement construit	C_BRCHT
Câble branchement abandonné	AB_BRCHT
Remontée aéro-souterraine	C_RAS
Fourreau	PM_FOUR
Protection mécanique (hors fourreau)	PM_DIV
Autres réseaux (EP, VDC, TLR, TLC)	AR_EP
	AR_VDC
	AR_TLR
	AR_TLC
Boîte sous trottoir	AFF_BST
Poteau	AFF_POT
Poste	AFF_POS
Coffret électrique	AFF_CE
Coffret RemBT	AFF_CRBT
Armoire	AFF_ARM
Boîte de jonction	ACC_BJ
Boîte de dérivation gauche	ACC_BDG
Boîte de dérivation droite	ACC_BDD
Bout perdu	ACC_BP

**Convention relative à l'utilisation du service « Extranet Carto » d'Enedis
de consultation de la cartographie des réseaux concédés**

Entre

• Le Département du Loiret, **autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs**, faisant élection de son domicile à son siège social, 15 rue Eugène Vignat - 45945 ORLEANS, représenté(e) par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération n° en date du

Désigné ci-après « l'Autorité Concédante »,

D'une part,

Et

• **Enedis**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles, 92079 Paris-La-Défense , immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Monsieur Eric BEAUJEAN, Directeur Régional, dûment habilité à cet effet et faisant élection de domicile à Enedis – Direction Régionale Centre-Val de Loire – 45 avenue Stendhal – BP 436 – 37204 TOURS cedex 3,

Désignée ci-après « Enedis »,

D'autre part,

Désignés ci-après, individuellement par « la Partie », et ensemble par « les Parties ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

L'Autorité Concédante et Enedis souhaitent renouveler la convention relative à l'utilisation de « Extranet Carto » signée le 21 avril 2016 en déclinaison de l'accord conclu entre la FNCCR et Enedis le 23 décembre 2015.

L'accord précité prévoit à son article 4 qu'Enedis proposera à l'Autorité Concédante l'accès gratuit à un service de consultation à distance de la cartographie à grande échelle gérée par Enedis, sur le périmètre de la concession, au seul usage de l'Autorité Concédante, avec une mise à jour semestrielle des informations consultables.

Les Parties souhaitent, par la présente convention, définir les conditions d'utilisation et les modalités d'accès de l'Autorité Concédante à ce service.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention (ci-après désignée « la Convention ») a pour but de définir les conditions d'utilisation et les modalités d'accès au service d'Enedis par lequel l'Autorité Concédante peut consulter une cartographie à moyenne et grande échelle des réseaux concédés présents sur le territoire de ladite concession (ci-après désigné « **le Service Extranet Carto** »).

Il est précisé que le **Service Extranet Carto** est étendu par Enedis à la cartographie des réseaux à moyenne échelle afin de faciliter le confort de la consultation pour l'utilisateur du service.

Le **Service Extranet Carto** ne se substitue pas aux échanges cartographiques organisés par ailleurs entre Enedis et l'Autorité Concédante dans le cadre du cahier des charges de concessions et les conventions cartographiques grande échelle et moyenne échelle associées.

Enfin, les dispositions de la Convention s'appliquent sans préjudice de la réglementation relative à l'information des entreprises réalisant des travaux à proximité des ouvrages concédés, définie par les articles L.554-1 à L.554-5 et R554-1 à R554-38 du Code de l'environnement, pour laquelle chaque Partie est soumise à des obligations par ailleurs. En particulier, le **Service Extranet Carto** n'exonère pas les Parties du respect des obligations fixées par la réglementation en matière de déclaration de projet de travaux.

ARTICLE 2 – INFORMATIONS CONSULTABLES ET PRINCIPALES FONCTIONNALITES

2.1 Informations consultables

Dans le cadre du **Service Extranet Carto**, Enedis rend consultables les informations suivantes relatives au réseau public de distribution d'électricité sur le périmètre de la concession :

- tracés et position en moyenne échelle (1/1000^{ème} au 1/10000^{ème}) du réseau aérien et souterrain, selon la description figurant en annexe 1,
- tracés et position en grande échelle (inférieure au 1/1000^{ème}) du réseau souterrain, selon la description figurant en annexe 1.

La représentation à moyenne échelle du réseau est rattachée à des plans cadastraux ou à des plans IGN géo-référencés auxquels sont attachés des droits de représentation électronique qui doivent être respectés.

Ces droits permettent la consultation de données et prévoient les seules fonctionnalités de représentation électronique suivantes :

- affichage de la carte centrée sur un élément choisi par l'utilisateur (coordonnées géographiques, adresse, élément remarquable),

- déplacement de l'image sur l'écran,
- zoom avant et arrière,
- affichage d'une information pré-calculée ou affichage par thèmes prédéfinis.

La représentation à grande échelle est rattachée à des plans topographiques de précision 1/200^{ème} (ou « Plan Corps de Rue ») qui constituent une création intellectuelle originale, ce que reconnaissent les Parties ; ils sont de ce fait protégés par la loi du 1^{er} juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle.

Les informations consultables ne comportent aucune donnée à caractère personnel au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, ni aucune Information Commercialement Sensible (ICS) au sens des articles L.111-73 et R111-22 à R111-30 du code de l'énergie.

Les informations consultables feront l'objet d'une mise à jour semestrielle par Enedis qui interviendra au cours du mois de mars et au cours du mois de septembre de chaque année. Les utilisateurs de l'Autorité Concédante seront informés de ces mises à jour via le **Service Extranet Carto**.

2.2 Principales fonctionnalités

Le **Service Extranet Carto** offrira a minima les principales fonctionnalités suivantes, sauf régression fonctionnelle liée à des raisons techniques indépendantes de la volonté d'Enedis :

- une emprise de fenêtre graphique affichant les différentes données cartographiques (fond de plans et réseaux)
- recherche par Adresse : saisir une adresse, affiche la zone recherchée
- recherche par Coordonnées classiques : saisir des coordonnées géographiques (X;Y), affiche la zone recherchée
- fond d'écran : Sélection du fond de carte blanc ou noir
- mesure : effectuer des calculs de distance entre deux points ou plus
- dessin : effectuer une personnalisation (texte, flèches, traits...) sur les impressions, capture d'écran
- gestion du remplissage : affichage du remplissage ou non des formes graphiques "pleines"
- chargement automatique des dalles : charger automatiquement les dalles (i.e. : éléments de fonds de plan et réseaux)
- liens inter-échelles et liens de continuité entre les plans Grande Echelle : afficher automatiquement les différentes échelles de représentation du réseau, ou les liens entre les plans Grande Echelle.
- système de projection : choisir le système de projection du plan
- zoom : changer l'échelle d'affichage des données
- plan d'ensemble : emprise de fenêtre graphique affichant une vue globale "petite échelle" de la localisation
- affichage des données attributaires (telles que listées en annexe 5)
- impression / Copier - Coller / Export

ARTICLE 3 – MODALITES D’UTILISATION DU SERVICE

3.1 Installation et formation

Enedis met à disposition de l’Autorité Concédante au plus 7 (sept) comptes nominatifs d’accès au **Service Extranet Carto**.

Le **Service Extranet Carto** est réservé aux seuls agents de l’Autorité Concédante opérant dans le cadre d’une activité relevant des missions de l’autorité organisatrice de la distribution publique d’électricité telles que visées à l’article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales. Tout usage privé ou commercial du **Service Extranet Carto par l’Autorité Concédante** n’est pas autorisé.

Les postes informatiques des utilisateurs du **Service Extranet Carto** devront à minima présenter les caractéristiques techniques figurant en annexe 2 de la Convention.

3.2 Ouverture (habilitation, activation) des comptes utilisateurs

Le compte de l’utilisateur est activé dans le mois qui suit l’envoi d’une demande d’ouverture de compte via la page d’accueil du **Service Extranet Carto**. Les informations demandées pour l’ouverture d’un compte figurent en annexe 3 de la Convention. La demande est accompagnée d’une acceptation par l’utilisateur des conditions générales d’utilisation du **Service** figurant en annexe 4.

L’Autorité Concédante s’engage à communiquer à Enedis tout changement d’informations relatives aux utilisateurs nécessaires à l’ouverture d’un compte du **Service Extranet Carto**.

Au cours de la période couverte par la Convention, dans le respect des conditions ci-dessus, l’Autorité Concédante pourra demander la résiliation d’un ou plusieurs comptes utilisateurs et l’ouverture de nouveaux comptes. Cette ouverture de nouveaux comptes ne donnera pas droit à une démonstration d’utilisation par Enedis ou son prestataire.

3.3 Résiliation

Enedis se réserve le droit de mettre fin à l’accès du **Service Extranet Carto**, ou, de supprimer le compte de l’utilisateur, en raison de l’absence d’utilisation du **Service Extranet Carto** pendant une durée d’au moins 6 (six) mois.

Enedis se réserve également le droit de suspendre ou de restreindre, à tout moment, l’accès et l’utilisation du **Service Extranet Carto** pour une durée limitée pour des raisons internes et/ou techniques, notamment pour permettre la mise à jour des données, la maintenance des matériels et des serveurs, et en cas de non respect des dispositions de la Convention.

Toute résiliation d’inscription, suspension ou restriction d’accès, pour quelque motif que ce soit, n’ouvrira droit au versement d’aucune indemnité ou dommages-intérêts au profit de l’Autorité Concédante.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITES

Enedis s’efforce dans la mesure du possible de maintenir accessible le **Service Extranet Carto** 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, mais peut interrompre ou restreindre l’accès, notamment pour des raisons de mise à jour des données, de maintenance, de mise à niveau ou pour toute autre raison technique. Les utilisateurs du **Service Extranet Carto** seront informés du ou des motifs de cette interruption.

L’Autorité Concédante accepte et prend acte de ce que Enedis ne garantit pas l’exactitude et l’exhaustivité des plans et données cartographiques consultables dans le cadre du **Service Extranet Carto**.

Dans tous les cas, l'Autorité Concédante ne peut pas rechercher la responsabilité d'Enedis fondée notamment sur une interruption ou altération du fonctionnement du **Service Extranet Carto** ou sur le degré de fiabilité des plans et données consultables dans le cadre du **Service Extranet Carto**, notamment en cas d'erreur, omission ou inexactitude.

L'Autorité Concédante s'engage à faire figurer les mentions suivantes lors de toute utilisation des informations issues du **Service Extranet Carto** :

« *Propriété d'Enedis. Edition graphique issue d'un plan informatisé. Elle ne peut être ni reproduite ni communiquée au-delà du contrôle de la concession de la maîtrise d'ouvrage de travaux sur les ouvrages concédés, ni utilisée à des fins commerciales sans autorisation spécifique de la part d'Enedis. Les informations figurant sur ce plan sont données à titre indicatif.*

- *Date de dernière mise à jour des données*
- *Date d'édition du plan* »

L'Autorité Concédante s'engage à porter les dispositions de la Convention à la connaissance des utilisateurs du **Service Extranet Carto**.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DU SERVICE

Le **Service Extranet Carto** est susceptible d'être complété ou modifié par Enedis au-delà des interventions de tierce maintenance applicative.

L'Autorité Concédante en est informée avec un délai de prévenance de trois mois.

ARTICLE 6 – CONDITIONS TARIFAIRES

Le **Service Extranet Carto** n'est pas facturé à l'Autorité Concédante dans le cadre des conditions d'utilisation fixées par la présente Convention.

ARTICLE 7 – PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à la date de sa signature par les Parties jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation de la Convention devra faire l'objet d'une recherche de conciliation à l'initiative de la Partie la plus diligente.

En cas d'échec de la conciliation, l'une ou l'autre Partie pourra procéder à la résiliation de la Convention selon les modalités prévues à l'article 9.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque Partie a la faculté de résilier à tout moment la Convention, sous réserve d'un préavis de deux mois.

La Partie qui entend résilier la Convention doit adresser à l'autre Partie une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation de la Convention par Enedis, pour quel que motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'Autorité Concédante.

ARTICLE 10 – FORMALITES

La Convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Les notes de bas de page et l'annexe font partie intégrante de la Convention. Toutefois, celle-ci a valeur prédominante sur ses annexes en cas de contradiction.

Toute modification, tout changement ou amendement apporté à la Convention n'aura de force obligatoire que s'il est contractualisé par avenant écrit, formalisant l'accord des Parties.

Fait en deux exemplaires originaux.

A ORLEANS, le

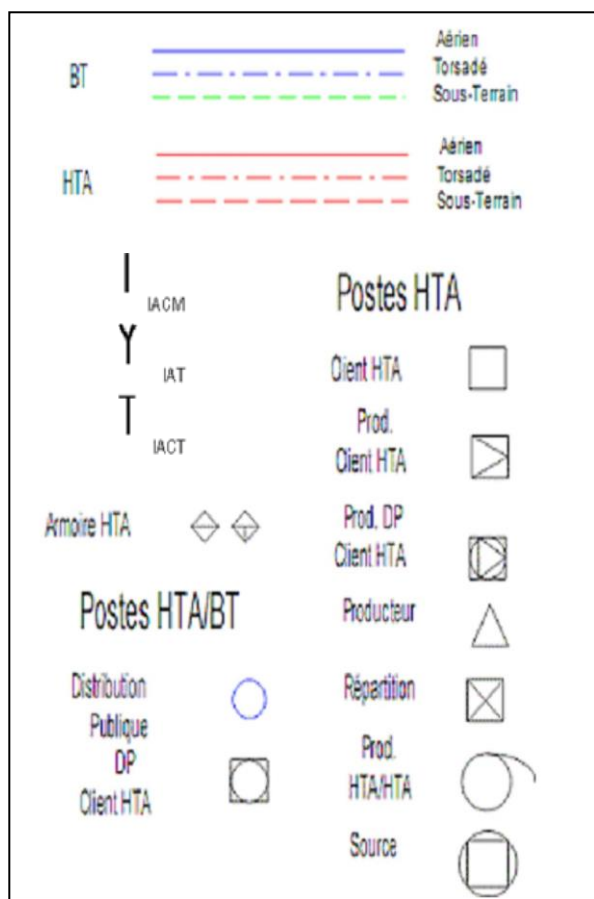
Pour le Département et par délégation
Le Directeur de l'Ingénierie et des infrastructures

Pour le Concessionnaire

Monsieur Pascal LENOIR

Annexe 1 : description des informations consultables sur le Service Extranet Carto

Moyenne Echelle :



Grande Echelle :

BT	HTA
<u>Réseau et branchement</u>	<u>Réseau nappe niveau supérieur</u>
<u>Réseau nappe niveau supérieur</u>	<u>Réseau nappe niveau inférieur</u>
<u>Réseau nappe niveau inférieur</u>	<u>Réseau abandonné</u>
<u>Réseau abandonné</u>	
<u>Branchement</u>	
<u>Branchement abandonné</u>	

Fourreau	
----------	--

Accessoires	Symboles et description	
Coffret électrique		Coffret réseau et branchement
		Coffret type REMBT
Armoire électrique		Armoire de comptage BT
		Armoire HTA
Boîte BT sous trottoir		Réseau
		Branchement
Jonction		BT
		HTA
Dérivation		BT
		HTA
Bout perdu		BT
		HTA
Remontée aérienne		RAS BT
		RAS HTA
Noeud topologique		BT pénétrant dans un bâtiment
		HTA pénétrant dans un bâtiment
Mise à la terre		

Annexe 2 : pré-requis matériel et logiciel à l'installation du Service Extranet Carto

PRE-REQUIS DU POSTE DE TRAVAIL			
Nom ou identifiant du poste de travail :		<input type="text"/>	
→ Droits d'accès suffisant pour l'installation et la configuration du poste.			
→ Connexion internet.			
→ 1 Go de mémoire vive minimum.			
→ Os :	Windows 8.1 <input type="checkbox"/>	Windows 8.0 <input type="checkbox"/>	Windows 7 <input type="checkbox"/>
	Windows Vista Service pack 2 <input type="checkbox"/>	Windows XP Service pack 3 <input type="checkbox"/>	MAC <input type="checkbox"/>
	32 bits <input type="checkbox"/>		64 bits <input type="checkbox"/>
→ Java :	OUI <input type="checkbox"/>	Version : <input type="text"/>	NON <input type="checkbox"/>
→ Package redistribuable Microsoft Visual C++ 2010 :	OUI <input type="checkbox"/>		NON <input type="checkbox"/>
→ Outil de connexion à distance :	OUI <input type="checkbox"/>	Lequel : <input type="text"/>	NON <input type="checkbox"/>

Annexe 3 : formulaire de suivi à la prise de contact

Formulaire de suivi à la prise de contact avec l'AODE

Ce formulaire a pour objectif de répertorier les différents interlocuteurs opérationnels pour l'accès au service « Extranet Carto » de l'AODE. Ce document sera transmis au prestataire en charge d'installer, informer et habilitier l'AODE.

Les Directions Territoriales souhaitant être présentes lors de la formation du prestataire à l'AODE doivent l'indiquer ici.

Convention* :

AODE

Prénom

Nom

Email

Fonction de l'utilisateur

ENEDIS – Direction Territoriale

Prénom

Nom

Email

Fonction de l'utilisateur (ex: technicien d'étude)

Souhaitez-vous participer à la formation de l'AODE ?

ENEDIS – Référent régional cartographie

Prénom

Nom

Email

Fonction de l'utilisateur (ex: technicien d'étude)

(* Convention entre la collectivité et ENEDIS relative à l'utilisation du service « Extranet Carto » d'ENEDIS de consultation de la cartographie des réseaux concédés.

Annexe 4 : Conditions Générales d'Utilisation

L'Utilisateur ne dispose sur les Informations consultables par le Service que d'un droit d'usage strictement professionnel dans le cadre des missions de l'Autorité Organisatrice de la Distribution Publique d'Electricité (AODE).

Est ainsi prohibé tout usage des Informations sans lien direct avec les missions de l'AODE et notamment tout usage privé ou commercial.

L'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser le Service et/ou les Informations pour :

- manipuler de quelque manière que ce soit les Informations de manière à dissimuler la source et l'origine des informations transmises sur le Service ;
- télécharger, afficher, transmettre par e-mail ou de quelque autre manière, tout contenu comportant des virus informatiques ou tout code, dossier ou programme conçus pour interrompre, détruire ou limiter les fonctionnalités de tout logiciel, ordinateur ou outil de télécommunication sans que cette énumération ne soit limitative ;
- commettre toute action ayant un effet perturbateur et/ou entravant les capacités de communication du Service en temps réel ;
- entraver ou perturber le Service, les serveurs, les réseaux connectés au Service, ou refuser de se conformer aux conditions requises, aux procédures, aux règles générales et/ou aux dispositions réglementaires applicables au réseau connecté au Service ;
- utiliser les données de l'IGN ou du cadastre au-delà des droits de représentation électronique mentionnés dans la Convention

L'Utilisateur déclare et reconnaît accepter les caractéristiques et les limites de l'internet et, en particulier, il reconnaît :

- que les données circulant sur l'internet ne sont pas nécessairement protégées, notamment contre les détournements éventuels,
- que la communication par l'Utilisateur à des tiers de ses identifiants et, d'une manière générale, de toute information jugée par l'Utilisateur comme confidentielle, relève de son entière responsabilité,
- qu'il appartient à l'Utilisateur de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des virus, le cas échéant, sur le réseau Internet,
- que les données et/ou informations circulant sur l'Internet peuvent être réglementées en termes d'usage ou être protégées par un droit de propriété.

D'une manière générale, l'Utilisateur est seul responsable de l'ensemble des données, du contenu rédactionnel et/ou des informations qu'il diffuse et transfère sur l'Internet et de l'usage du Service proposé par Enedis.

Enfin, l'Utilisateur est informé que l'Internet est un réseau qui véhicule un certain nombre de données susceptibles d'être protégées et d'enfreindre des dispositions légales en vigueur.

Annexe 5 : Données attributaires affichées sur le réseau Moyenne Echelle

Poste source	Nom du poste
Postes HTA	Nom du poste
	Commune d'appartenance du poste
	Fonction du poste
	Type de poste
Tronçons HTA	Date de construction
	Désignation normalisée
	Type de ligne
	Longueur électrique
Organes de coupure Aérien	Commune d'appartenance de l'interrupteur
	Télécommandé
Tronçons BT	Désignation normalisée
	Type de ligne
	Longueur électrique

A 07 - Politique des Infrastructures - Programme Entretien et Exploitation du réseau routier - Mise en place d'une servitude de passage sur une propriété privée pour l'évacuation des eaux pluviales de la RD 963 à Chevillon-sur-Huillard

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention de servitude de passage au bénéfice du Département du Loiret, sur la propriété privée de M. ENGUIX permettant l'évacuation des eaux pluviales issues de la RD 963 à Chevillon-sur-Huillard, sont adoptés.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la dite convention telle qu'annexée à la présente délibération.

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE

Autorisant le passage des services départementaux en terrain privé en vue de l'entretien d'un dispositif permettant l'adduction d'eaux pluviales de la chaussée de la RD 963, à Chevillon-sur-Huillard

Entre

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, ci-après désigné « le Département »,

D'une part,

et

Monsieur Mario ENGUIX, demeurant 350 route de Chailly, à Chevillon-sur-Huillard, ci-après désigné « le Propriétaire »,

D'autre part,

Préambule

Monsieur Mario ENGUIX est l'unique propriétaire de la parcelle figurant au plan cadastral sous le numéro 92, section ZT, d'une superficie de 34 350 m², sur la commune de Chevillon-sur-Huillard au niveau de la route de Chailly (RD 963).

Actuellement, la collecte des eaux pluviales venant de cette route, s'effectue sur un point bas grâce à un dispositif départemental implanté au droit de la propriété de Monsieur ENGUIX, au numéro 350 de la route de Chailly (PR 8+830).

Ce recueil des eaux est canalisé au moyen de deux piquetages de part et d'autre de l'accès non busé à la propriété, pour aboutir dans la mare située sur la propriété privée ; la surverse de la mare transite via une canalisation et un regard, vers un fossé pour aboutir au Canal d'Orléans en passant sous un chemin de halage.

Lors des inondations de mai 2016, ce système de vases communicants n'a pas pu encaisser la pression des eaux du canal et celle du bassin versant, ce qui a conduit à l'explosion des canalisations qui se raccordaient au fossé. Ces désordres ont fortement dégradé le chemin d'accès à la maison de Monsieur ENGUIX.

Considérant que la connexion primaire avec le fossé routier existait avant l'acquisition de la propriété par Monsieur ENGUIX, dans le but d'alimenter l'étang et de collecter les eaux pluviales de la route, dès lors, ce dispositif constitue une dépendance de la voirie départementale aux termes de l'article L. 2111-14 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 131-2 du Code de la voirie routière : « *Les dépenses relatives à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des routes départementales sont à la charge du Département* ». Il faut donc en déduire que l'entretien d'une route départementale **et de ses dépendances** (ouvrages liés directement à la route et qui lui sont nécessaire) incombe au Département ;

Considérant qu'aux termes des articles L. 152-1 et R. 152-1 du Code rural et de la pêche maritime, la recherche d'une solution technique a été convenue à l'amiable entre le Département et Monsieur ENGUIX pour l'aménagement d'un dispositif d'évacuation sur sa propriété et la remise en l'état de l'accès à sa maison, en écartant l'indemnité et la procédure d'enquête publique ;

Il convient, dès lors, de préciser par voie de convention cet accord amiable et les dispositions en matière de gestion et d'entretien des nouveaux aménagements de canalisations d'eaux pluviales de la RD 963, par le Département, dans et sur le terrain privé de Monsieur ENGUIX.

ARTICLE 1 : Objet de la convention droit du Département

Cette convention a pour objet la mise en place d'une servitude de passage au profit du Département du Loiret, sur la parcelle (annexe 1) dont Monsieur ENGUIX est propriétaire, dans la cadre de la mise en place d'un dispositif d'évacuation des eaux de pluies issues de la RD 963 :

Section	N°	Localisation	Nature	Superficie
ZT	92	350 route de Chailly (RD 963) à Chevillon-sur-Huillard (45700)	bâtie	34 350 m ²

ARTICLE 2 : Termes de l'accord amiable

Le propriétaire après avoir pris connaissance des travaux entrepris par le Département, tel qu'indiqué sur les plans actuel et projet en annexe, concède au Département une servitude de passage sur cette parcelle, à titre gratuit, en tout temps, afin d'exécuter tous les travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de l'ouvrage dédiée à la canalisation des eaux de pluies issues de la chaussée de la RD 963.

Dans ce cadre et durant la phase préparatoire, le propriétaire autorise le Département à réaliser toutes les études nécessaires au bon déroulement du chantier (exemple : sondage pour les études de sol, levé topographique).

ARTICLE 3 : Description des aménagements départementaux sur et dans le terrain privé

La servitude de passage donnera droit au Département et à toute personne mandatée par lui pour les aménagements suivants :

- la suppression des deux piquages actuels ;
- la reprise de l'accès à la propriété en installant une buse (90 m³ de grave calcaire 0/20 ou 0/32) ;
- la suppression des deux aqueducs sous la RD 963 ;
- la modification de la pente des fossés de part et d'autre de la RD pour recréer un point bas à la limite de la propriété de Monsieur ENGUIX ;
- l'installation d'un aqueduc sous chaussée au niveau du nouveau point bas ;
- la création d'un fossé busé jusqu'au regard existant de la surverse de la mare ;
- le changement de ce regard et de la canalisation existante jusqu'au fossé ;
- le reprofilage de celui-ci avant le rejet dans le canal.

ARTICLE 4 : Droit du propriétaire

Monsieur ENGUIX conserve la pleine propriété du terrain grevé de la servitude, dans les conditions qui précèdent.

Il s'engage cependant :

- a) à ne procéder à aucune construction, aucun soutènement ni dépôts, ni remblais, à aucune plantation d'arbres dans une bande de terrain d'une largeur d'environ 2 m soit maintenu libre en permanence ;
- b) à préserver une bande de 2 m de terrain de tout défonçage excédant 0,2 m de profondeur qui pourrait être fait au pied de l'ouvrage et d'une façon générale à s'abstenir de tout acte de nature à nuire à l'équilibre, au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage ;
- c) en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle considérée, à dénoncer au nouvel ayant-droit la servitude dont elle est grevée par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant-droit à la respecter en ses lieu et place ;
- d) au cas où l'exploitant de la parcelle susvisée viendrait à changer avant le commencement des travaux, à dénoncer la servitude spécifiée ci-dessus au nouvel exploitant en l'obligeant à la respecter.

ARTICLE 5 : Engagement du Département

Le Département s'engage :

- a) à remettre en état les terrains à la suite des travaux détaillés à l'article 2, et des travaux éventuels de réparation sur ces mêmes ouvrages, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le Propriétaire aura la libre disposition de la bande de terrain susvisée sur laquelle la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus ;

b) à prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas gêner l'exploitation de la parcelle traversée, à exécuter les travaux conformément aux lois en vigueur, et de telle sorte que les dommages à la propriété et aux cultures soient réduits au minimum ;

c) à indemniser l'ayant droit (propriétaire) des dommages qui pourraient être causés au terrain, aux plantations, aux cultures, ainsi qu'aux haies, taillis, bois, arbres isolés, en raison de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de réfection ou de suppression des ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain, et d'une façon générale de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux.

ARTICLE 6 : Authentification de la servitude de passage et publicité

La présente convention donnera lieu à l'établissement d'un acte authentique notarié soumis aux formalités de publicité foncière, et aux frais du Département.

ARTICLE 7 : Transparence sur la situation du terrain

Le Propriétaire déclare qu'à sa connaissance :

- il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition du droit présentement cédé ;
- la parcelle sur laquelle est concédée la servitude de passage est libre de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque ;
- la parcelle n'est pas grevée de servitudes conventionnelles.

Le Propriétaire s'oblige expressément par les présentes à garantir le Département contre tous les recours dont celui-ci pourrait être éventuellement l'objet, soit de créanciers privilégiés ou hypothécaires, soit de titulaires, connus de lui, de tous droits réels susceptibles de grever la parcelle sur laquelle est concédée la servitude de passage.

ARTICLE 8 : Durée de la servitude de passage et de la convention

Le Propriétaire autorise expressément le Département à avoir la pleine et entière jouissance des droits cédés à partir de la signature de la présente convention.

La présente convention portant création de servitude sera valable pendant toute la durée d'exploitation de l'ouvrage ou jusqu'à sa relève par le Département. Le Propriétaire et ses ayants-cause étant informés de l'arrivée du terme. Cette convention pourra d'ailleurs être dénoncée à toute époque par le Département.

Fait en 2 exemplaires, _____, le XXXX 2018

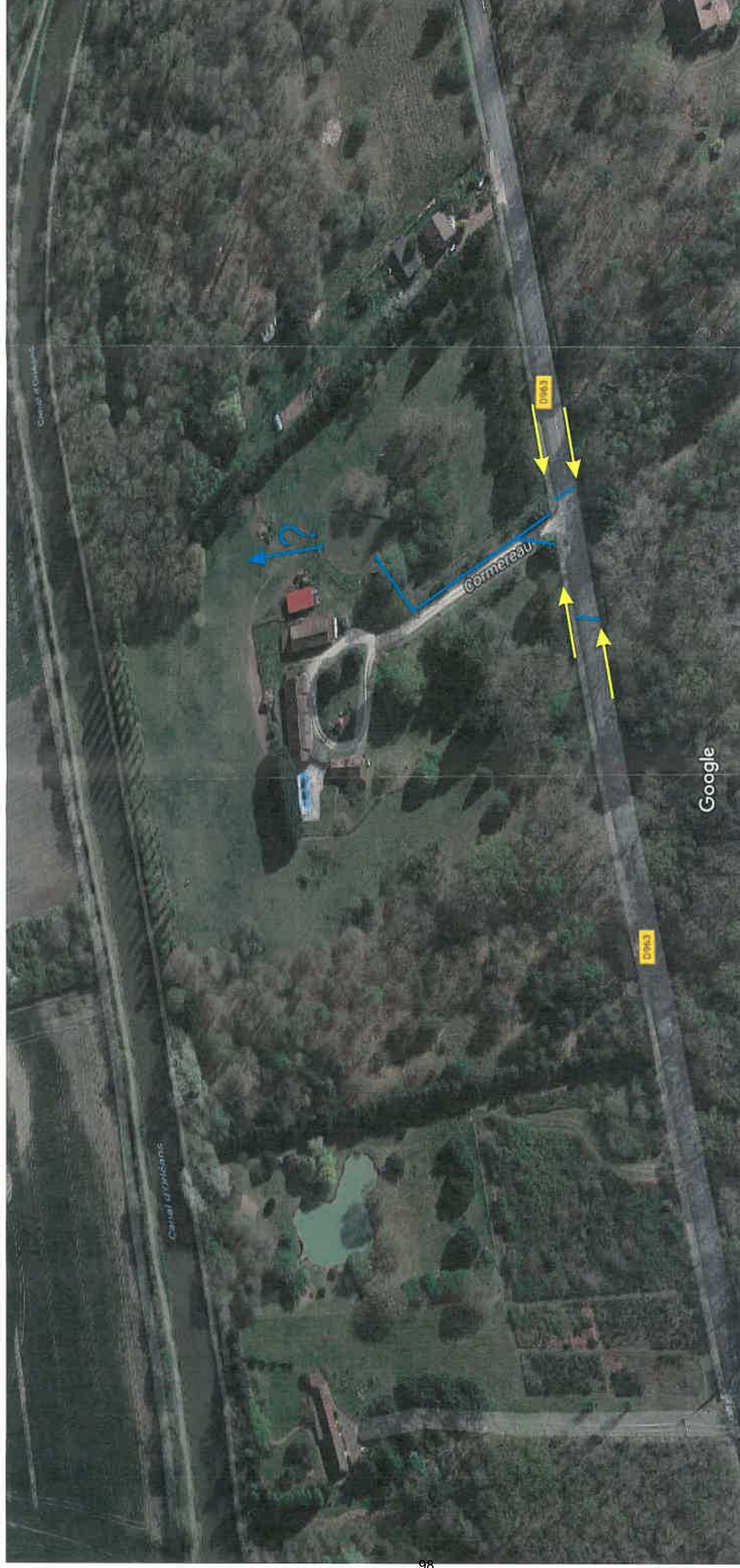
Monsieur Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental

Monsieur Mario ENGUIX



Situation actuelle

Google Maps Chevillon sur Huillard - propriété Enguix



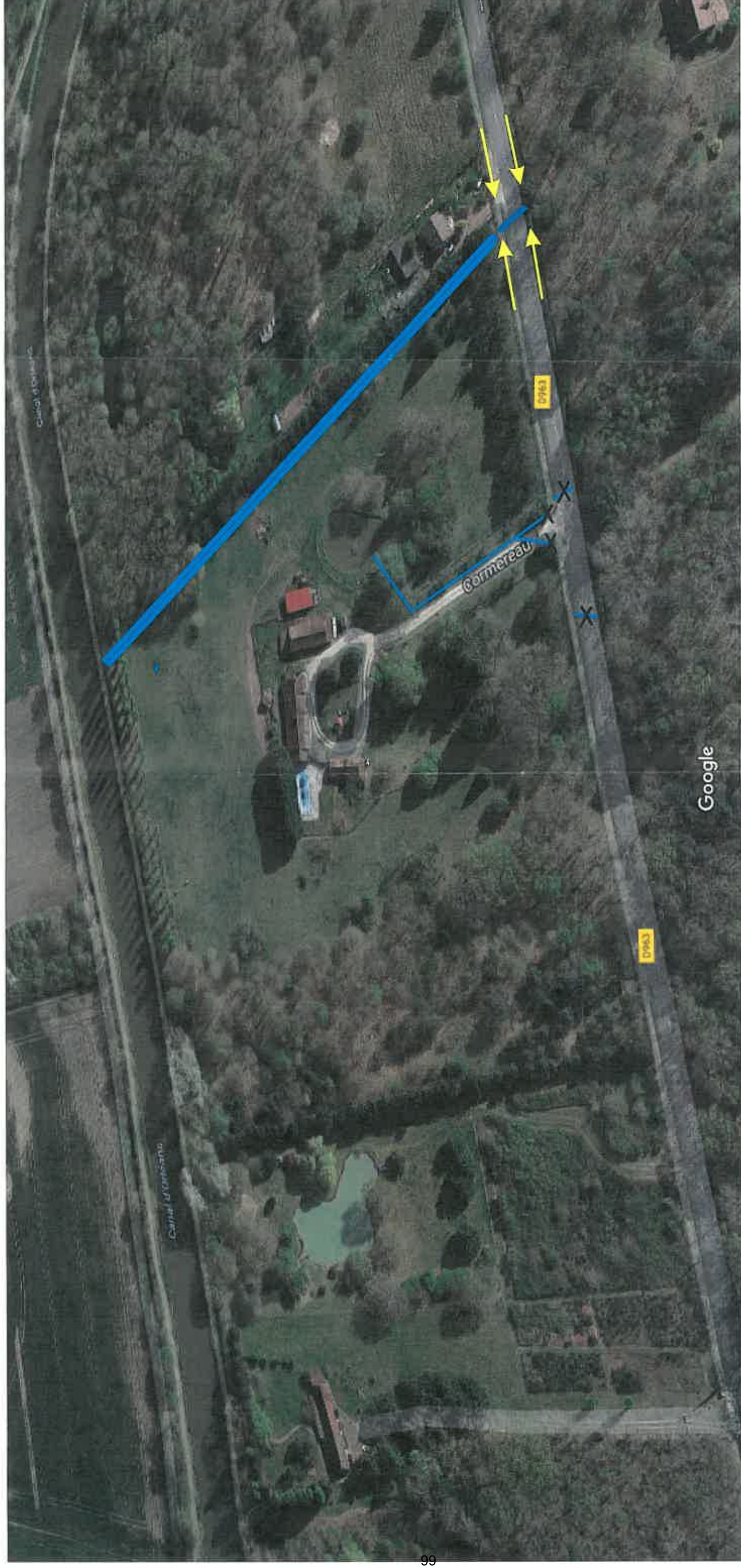
Images ©2017 Google, Données cartographiques ©2017 Google 20 m

Actuellement l'accès à la propriété de M. ENGUIX est situé sur un point bas de la Rd963. L'environnement est très boisé avec comprend de nombreux étangs. Il y a longtemps, avant l'acquisition de la propriété par M. ENGUIX, une connexion avec le fossé routier a été faite pour alimenter l'étang de la propriété et/ou collecter les eaux pluviales de la route.

En mai 2016, lors des inondations, la pression conjuguée des eaux du canal et celles du bassin versant ont fait exploser les canalisations qui se raccordaient au fossé générant des dégradations au chemin d'accès de la maison. Depuis ces inondations, M. Enguix rend le Département responsable de ces dégradations.

Projet

Google Maps Chevillon sur Huillard - propriété Enguix



Images ©2017 Google, Données cartographiques ©2017 Google 20 m

Le Conseil départemental pourrait prendre à sa charge:

- la reprise de l'accès à la propriété,
- la création d'un fossé ouvert de 200 m en propriété privée,
- la fourniture au propriétaire de 90 m³ de grave calcaire 0/20 ou 0/32 environ 1 100 € ht pour la réfection du chemin d'accès,
- la rédaction d'une convention bi-parite,
- la suppression de deux acqueducs,

- le reprofilage des fossés routiers,
- la création d'un acqueduc
- le raccordement au canal d'Orléans (sous réserve de la topographie).

A 08 - Politique des infrastructures - Programme "Favoriser la qualité du patrimoine" - Classement de parcelles dans le domaine public routier départemental - Commune de Bonny-sur-Loire

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé le classement des parcelles ci-après détaillées dans le domaine public routier départemental à la suite des travaux de création du giratoire réalisé par le Département sur la commune de Bonny-sur-Loire et situé sur la RD 2007 (PR 70+340) :

Numéros de parcelle	Surface concernée
ZP 425	158 m ²
ZP 427	210 m ²
ZP 429	297 m ²
ZP 431	402 m ²
ZP 433	621 m ²
ZP 435	626 m ²
ZP 437	367 m ²
ZP 439	138 m ²
ZP 441	53 m ²
ZP 443	1 m ²
Total : 2 873 m ²	

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tout document afférent au classement desdites parcelles.

géOMÈTRE-EXPERT
Cabinet RAGEY
 69 chemin de la Fontaine
 CS 60006
 45504 GIEN CEDEX
 02 38 27 07 07

Commune de
BONNY-SUR-LOIRE
 Lieu-dit : "Les Evais"
 Cadastre : ZP n° 424 à 443

Plan dressé le 18/09/2016
 Modifié le
 Réf. : 2016.091-16120

Propriété de
 Commune de **BONNY-SUR-LOIRE**

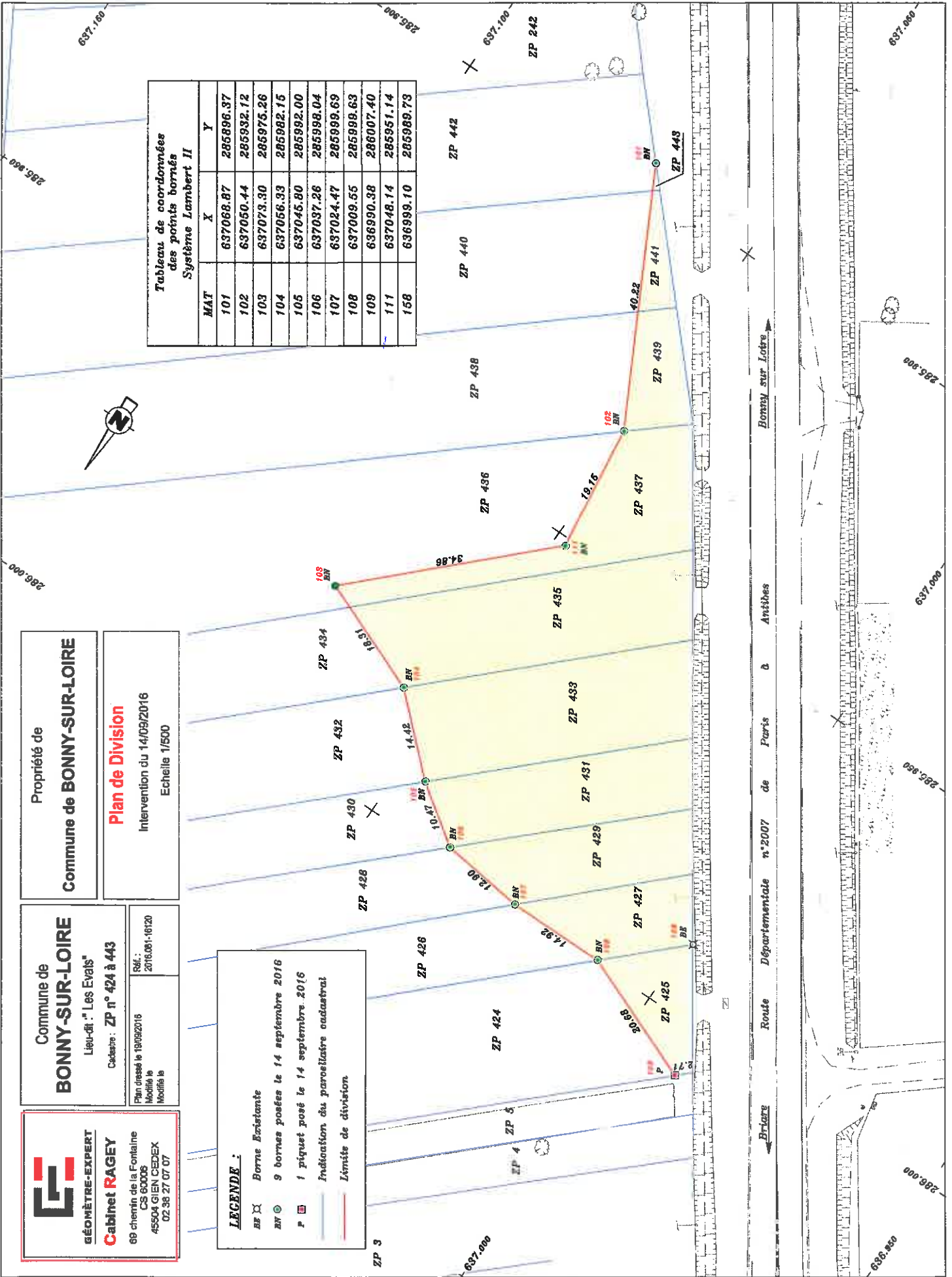
Plan de Division
 Intervention du 14/09/2016
 Echelle 1/500

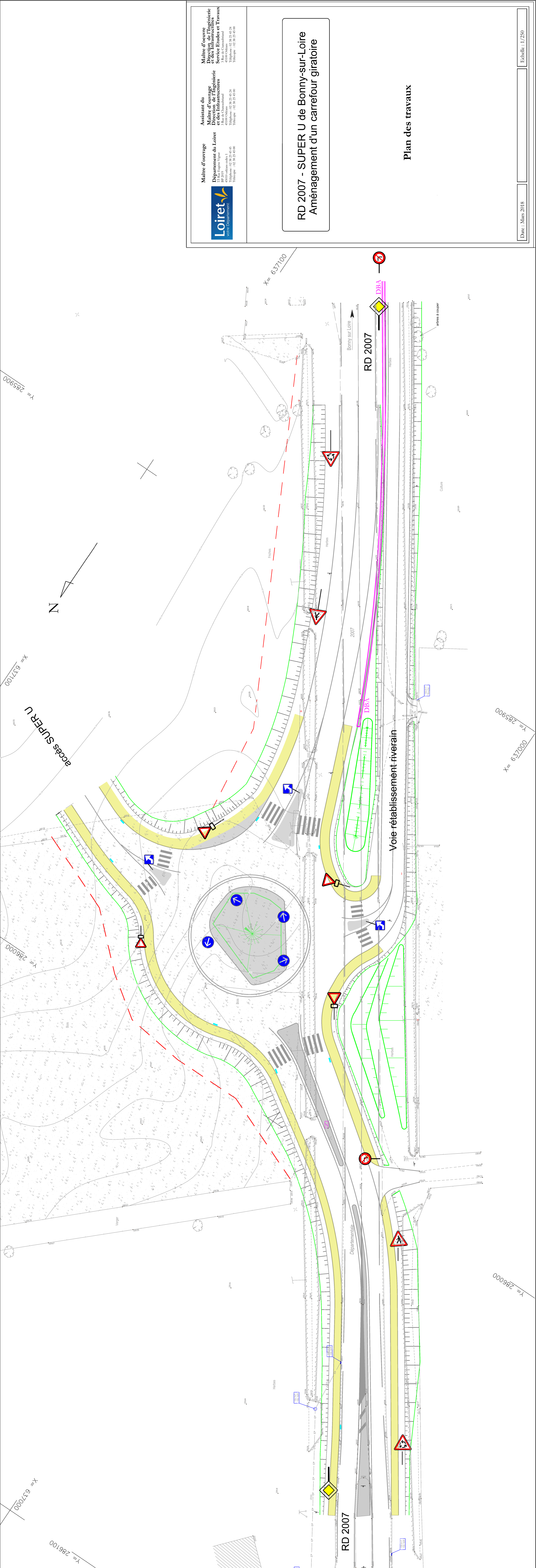
LEGENDE :

- BE X Bornes Existantes
- BE O 9 bornes posées le 14 septembre 2016
- P I piquet posé le 14 septembre 2016
- Indication du parcellaire cadastral
- Lignée de division

Tableau de coordonnées des points bornés Système Lambert II

MAT	X	Y
101	637068.87	285996.37
102	637050.44	285932.12
103	637073.30	285975.26
104	637056.33	285982.15
105	637045.80	285992.00
106	637037.26	285998.04
107	637024.47	285999.69
108	637009.55	285999.63
109	636990.38	286007.40
111	637048.14	285951.14
158	636999.10	285989.73





RD 2007 - SUPER U de Bonny-sur-Loire
Aménagement d'un carrefour giratoire

Plan des travaux

Loiret
 45000
 Loiret Département

Maître d'ouvrage
 Département du Loiret
 3 Rue de Chambrault
 45000 Blois
 Téléphone : (02) 38 21 45 45
 Télécopie : (02) 38 21 45 46

Assistant du Maître d'ouvrage
 Maître d'ouvrage
 Direction de l'Ingénierie
 et des Infrastructures
 Service Études et Travaux
 3 Rue de Chambrault
 45000 Blois
 Téléphone : (02) 38 21 45 24
 Télécopie : (02) 38 21 45 10

Date : Mars 2018

Échelle : 1/250

A 09 - Déviation de la RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 25 voix pour et 1 voix contre.

Article 2 : Il est décidé d'indemniser les membres de l'indivision DE MAISONNEUVE sur la base du bulletin ci-annexé d'une valeur de 17 046 € pour la perte des arbres sous l'emprise de la déviation sur les parcelles AD 400 et 402 à Saint-Denis-de-l'Hôtel.

Article 3 : L'acquisition auprès du CCAS de Saint-Denis-de-l'Hôtel, de 110 m² à prélever sur la parcelle ZE 105 à Saint-Denis-de-l'Hôtel au prix de 347 € net vendeur est décidée.

Article 4 : L'acquisition auprès de l'indivision MIRAMONT, de 515 m² à prélever sur la parcelle ZI 84 à Saint-Denis-de-l'Hôtel, au prix de 1 854 € net vendeur est décidée.

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

Article 6 : Toutes les dépenses liées à la présente délibération seront imputées sur l'opération DEV Jargeau (père : 1999-00561 fille : 2003-0009).

*Aménagement de la déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU
Autorisation d'occupation temporaire de terrains pour déboisements /défrichements, diagnostics
et fouilles archéologiques et dévoiements de réseaux*

Commune : SAINT DENIS DE L'HOTEL

Terrier : 078

BULLETIN DE REGLEMENT D'INDEMNITES

Aux Propriétaires

Par les présentes, les soussignés :

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Alban Marie Maurice, Retraité

né le 17/10/1930 à PARIS (75)

époux de Madame BREZUN Geneviève

marié le 22/02/1963 à MARSEILLE (13) : Régime de la séparation de biens

demeurant Villa Marietta CD n°2 dit Route d'Aubagne GEMENOS (13420)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Benoit Marie Pierre Bertrand, Directeur
administratif/financier

né le 11/10/1957 à PARIS (75)

époux de Madame DE FOUCAULD Anne

marié le 13/07/1984 à PARIS 16ème (75) : Régime de la séparation de biens

demeurant 1 Villa Guibert PARIS (75016)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Laetitia Marie Béatrice, Puéricultrice

née le 09/02/1960 à BOULOGNE BILLANCOURT (75)

épouse de Monsieur GERARD Damien

mariée le 21/05/1995 à VARESNES (60) : Régime de la séparation de biens

demeurant 101 Rue St Dominique PARIS (75007)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Ghislaine Marie Delphine, Magistrat
née le 20/02/1962 à BOULOGNE BILLANCOURT (75)

épouse de Monsieur DES-CHAMPS-DE-BOISHEBERT Henry

mariée le à PARIS 15ème (75)

demeurant 19 Avenue Sainte Foy NEUILLY SUR SEINE (92200)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Anne-Françoise Marie Chantal, Directrice de
communication

née le 26/08/1968 à ALBERTVILLE (73)

épouse de Monsieur BRIAND Vincent

mariée le 04/09/1992 à : Régime de la séparation de biens.

demeurant 9 Rue Pinguet Guindon TOURS (37100)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Monsieur JEVARDAT DE FOMBELLE Marc-Antoine Marie Régis
né le 05/04/1970 à ALBERTVILLE (73)
époux de Madame DURET Florence
demeurant 1 Boulevard de la République VERSAILLES (78000)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Diane Marie Madeleine
née le 21/11/1971 à LANNEMEZAN (65)
épouse de Monsieur BAZIN Arnaud
mariée le 25/08/2006 à CHATEAUNEUF SUR LOIRE (45) : Régime de la participation aux acquêts
demeurant 52 Rue Duplex NANTES (44100)

PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Véronique Marie Béatrice
née le 14/11/1974 à TARBES (65)
épouse de Monsieur TANNEUR Vincent
mariée le 12/09/1998 à CHATEAUNEUF SUR LOIRE (45) : Régime de la séparation de biens
demeurant 16 Avenue Vion Whitcomb PARIS (75016)

USUFRUITIERE

- Madame PATEY Béatrice Micheline Henriette Mary
née le 10/04/1940 à LA CELLE DUNOISE (23)
épouse de Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE Hugues (DCD)
mariée le 15/06/1965 à PARIS (75)
demeurant 13 rue des Maronniers RUEIL MALMAISON (92500)

NU-PROPRIETAIRE INDIVIS

- Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE Gaël Régis Marie
né le 16/02/1967 à PARIS (14ème arrondissement) (75)
époux de Madame MACDONALD Caroline
marié le 29/02/1992 à SINGAPOUR (SINGAPOUR) : Régime de la participation aux acquêts
demeurant SHIS QL 28-4-4, LAGO JUL BRASILIA (BRESIL)

NUE-PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Cécile Annick Marie
née le 28/11/1968 à PARIS (14ème arrondissement) (75)
épouse de Monsieur MARTIN Jacques-Olivier Claude
mariée le 17/06/1994 à CHATEAUNEUF SUR LOIRE (45) : Régime de la séparation de biens
demeurant 46 rue Lecourbe PARIS (75015)

NU-PROPRIETAIRE INDIVIS

- Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Damien Bruno Marie
né le 05/03/1972 à PARIS (14ème arrondissement) (75)
époux de Madame CHMIELOWSKA Malgorzata
marié le 21/10/2006 à VARSOVIE (POLOGNE) : Régime légal polonais de la communauté
d'acquêts
demeurant Ulica Karwinska 16 02-639 KARSZAWA (POLOGNE)

NUE-PROPRIETAIRE INDIVIS

- Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Alix Geneviève Marie

née le 21/08/1973 à PARIS (14ème arrondissement) (75)

épouse de Monsieur LABEAU Bruno Nathalie

mariée le 07/07/2007 à CHATEAUNEUF SUR LOIRE (45) : Régime de la séparation de biens
demeurant 100 avenue de Franklin VILLEMOMBLE (93250)

Agissant en qualité de propriétaire, des parcelles désignées au tableau ci-dessous :

Commune de Saint Denis de l'Hôtel

Référence cadastrale					Numéro du plan	Acquisition sous DUP		Non acquis		Acquisition du reliquat hors DUP	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		N°	Empr.m²	N°	Surf. m²	N°	Surf. m²
AD	400	TAIL	Chenaille	83250	36	dv	31555	dx	12413	dx	12413
AD	402	TAIL	Chenaille	59175				dw	39282	dw	39282
					43	dy	18580	ea	9844	ea	9844
								dz	30751	dz	30751
Total en m²							50 135			92 290	

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre du projet de déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU, le DEPARTEMENT DU LOIRET a pour mission de réparer les préjudices occasionnés par les déboisements / défrichements, les diagnostics et fouilles archéologiques et les dévoiements des réseaux.

Ce projet de déviation a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016.

Le présent bulletin a pour but de fixer les indemnités à verser aux ayants droit au titre de ces préjudices.

ARTICLE 2 : CALCUL DE L'INDEMNITE

NATURE DES DEGATS	P.U.	Quantité	MONTANTS
<i>Exemple : Indemnité pour perte de récoltes-dégâts aux cultures</i>			
<i>Indemnité pour perte d'arbres, sous DUP</i>	0,34 €/m²	50 135 m²	17 046 €
TOTAL EN EUROS			17 046 €

ARTICLE 3 : INDEMNITÉS

Le(s) bénéficiaire(s) de l'indemnité déclare(nt) accepter, pour solde de tout compte, sans recours ultérieur pour ce qui concerne les parcelles objet du présent bulletin de règlement d'indemnités, la somme de

17 046 € - Dix-sept mille quarante-six euros

ARTICLE 4 : INDEMNISATION

L'indemnisation, objet des présentes établies en réparation de dommages subis par le bénéficiaire dans le cadre du projet de déviation de la RD 921 entre les communes de Jargeau et Saint Denis de l'Hôtel, sera versée dans un délai de deux mois à compter de la délibération des instances départementales et au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature du représentant du DEPARTEMENT DU LOIRET, cette indemnité couvrant l'ensemble des préjudices subis et détaillés.

A cet effet, en vue du paiement de ladite indemnité, un RIB est remis ce jour.

ARTICLE 5 : RENONCIATION - LITIGES

Les bénéficiaires de l'indemnité déclarent renoncer à tous recours ultérieurs à l'encontre du Département du Loiret suite aux accords convenus lors des présentes.

Le bénéficiaire donne bonne et valable quittance au DEPARTEMENT DU LOIRET pour ce qui concerne la réparation intégrale des dommages précités et fera son affaire de toute déclaration fiscale ou autre, des sommes perçues.

Pour servir et valoir ce que de droit

Fait en 2 exemplaires

A Paris

Le... 31 mai 2018

Le Département du Loiret
Représenté par : Monsieur Claude CLAVIER
Directeur-Général-Adjoint
Responsable du Pôle Aménagement Durable

A *Dain*

Le... *31 mars 2018*

le Propriétaire

Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Alban <i>Seuor de Maisonneuve</i>	Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Véronique, épouse TANNEUR
Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Benoit <i>Seuor de Maisonneuve</i>	Madame PATEY Béatrice Micheline, épouse MAGNIER DE MAISONNEUVE
Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Laetitia, épouse GERARD <i>Seuor de Maisonneuve</i>	Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE Gaël
Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Ghislaine, épouse DES-CHAMPS-DE-BOISHEBERT <i>Seuor de Maisonneuve</i>	Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Cécile, épouse MARTIN
Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Anne-Françoise, épouse BRIAND	Monsieur MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Damien <i>Seuor de Maisonneuve</i>
Monsieur JEVARDAT DE FOMBELLE Marc-Antoine <i>Seuor de Maisonneuve</i>	Madame MAGNIER DE MAISONNEUVE-GROBON Alix, épouse LABEAU <i>Seuor de Maisonneuve</i>
Madame JEVARDAT DE FOMBELLE Diane, épouse BAZIN	

A 10 - Convention de conduite d'opération entre le Département du Loiret et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention telle qu'annexée à la présente délibération sont approuvés.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention de conduite d'opération entre le Département du Loiret et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret.

Convention de conduite d'opération

ENTRE

Le **Département du Loiret** sis à l'Hôtel du Département, 15 rue Eugène Vignat à Orléans (45010) représenté par le M. le Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente n°

ci-après dénommé « le Département »,

ET

Le **Service départemental d'incendie et de secours du Loiret** sis 195 rue de la Gourdonnerie, Semoy, à Fleury-les-Aubrais (45400) représenté par M. le Président du Conseil d'administration, dûment habilité par décision du Bureau du Conseil d'administration n°

ci-après dénommé « le SDIS ».

PREAMBULE

Dans le cadre du partenariat entre le SDIS du Loiret et le Département du Loiret, qui prévoit la mutualisation de la gestion du patrimoine bâti, les partenaires ont souhaité clarifier leurs relations en formalisant l'appui technique des services départementaux par une convention de conduite d'opération.

Cette convention permet au Département d'apporter une assistance technique globale au SDIS pour toutes ses opérations bâtementaires.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet conformément à l'article 6 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier au Département, CONDUCTEUR D'OPERATION, l'assistance technique pour toutes les opérations nécessaires à la gestion des sites du SDIS, MAITRE d'OUVRAGE.

ARTICLE 2 : Incidence financière

Cette convention est consentie à titre gratuit.

Article 3 : Missions et obligations des parties à la convention

3.1 Contenu des missions

Le contenu détaillé de la mission du conducteur d'opération ainsi que les obligations du maître d'ouvrage sont définis en annexe.

3.2 Obligations particulières du Département

3.2.1 Pour l'exécution des missions confiées au conducteur d'opération, celui-ci sera représenté par la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine.

Dans tous les actes et contrats passés par le Département dans le cadre de l'exécution de la présente convention, celui-ci indiquera sa qualité de conducteur d'opération, la maîtrise d'ouvrage appartenant au SDIS.

3.2.2 Le conducteur d'opération s'engage à veiller au respect des programmes fonctionnels et des enveloppes financières prévisionnelles. Il assure une mission de conseil auprès du maître d'ouvrage et propose à ce dernier toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes, soit techniquement, soit financièrement au cours du déroulement de chaque opération.

Le conducteur d'opération, s'il l'estime nécessaire, peut faire appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage pour des besoins en matière d'études de programmation architecturale et fonctionnelle ainsi qu'en économie de la construction. Ces prestations restent à sa charge.

Le conducteur d'opération n'est tenu envers le maître d'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a été chargé par la présente convention. Il s'engage néanmoins à mettre tout en œuvre pour favoriser le respect des calendriers d'exécution validés d'un commun accord. Il reste par ailleurs responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage des missions confiées à des tiers en application du paragraphe précédent.

3.2.3 Après réception des travaux, le conducteur d'opération remet au maître d'ouvrage les dossiers complets relatifs à l'opération considérée. Sur la demande du maître d'ouvrage, il établit un bilan général de l'opération au plus tard dans les six mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement.

3.2.4 Le maître de l'ouvrage reste propriétaire de tous les documents établis à l'occasion des opérations conduites en exécution de la présente convention. Il peut les utiliser comme bon lui semble. Le conducteur d'opération s'engage à ne pas diffuser auprès des tiers les documents que le maître de l'ouvrage pourrait lui fournir à l'occasion de sa mission, ni les documents élaborés dans ce cadre.

3.2.5 Le Département veille à souscrire une assurance professionnelle couvrant les responsabilités et dommages éventuels résultant de l'application de la présente convention.

3.3 Obligations particulières du SDIS

3.3.1 Le SDIS s'engage à assurer le financement de l'ensemble des opérations susceptibles d'être menées dans le cadre de la présente convention, à l'exception des missions de programmation ou d'économie de la construction confiées à des tiers par le conducteur d'opération.

Le choix des titulaires des contrats de toute nature, l'approbation des différentes phases de projets dont les avant-projets (APS et APD), les projets et la décision de réception des travaux relèvent de sa compétence exclusive, sur proposition du conducteur d'opération.

3.3.2 Le SDIS renonce à tout recours contre le conducteur d'opération en raison des modifications du programme dûment validées par ses soins ou en cas de non respect de l'enveloppe financière prévisionnelle.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de cinq ans.

Article 5 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant.

Article 6 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de six mois. Le conducteur d'opération fournira alors au maître d'ouvrage un relevé de l'ensemble des opérations en cours comportant, pour chaque opération :

- un calendrier et un bilan financier prévisionnels actualisés ;
- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement de l'opération, les événements marquants intervenus ou à prévoir.

Article 7 : Règlement des litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les litiges seront portés dans le ressort du tribunal administratif d'Orléans.

Fait à Semoy, le

Pour le Département du Loiret

Pour le Service départemental
d'incendie et de secours

Pièce jointe :

Annexe : Missions et obligations des parties

ANNEXE

Conduite d'opération

Phase de définition de l'opération

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
I. <u>Définition des conditions administratives, techniques et financières selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé.</u>		
- traduction des besoins fonctionnels		X
- définition technique des besoins	X	
- proposition d'études complémentaires le cas échéant	X	
- chiffrage prévisionnel, estimation de l'enveloppe financière et du planning de l'opération	X	
- rédaction du document programme, en concertation avec le maître d'ouvrage	X	
- validation du programme, de l'enveloppe financière et du calendrier prévisionnel		X
- aide éventuelle pour les acquisitions foncières	X	

ANNEXE
Conduite d'opération
Avec maîtrise d'œuvre externe

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
II. Assistance en phase élaboration du projet : conception		
1. Montage du processus de réalisation des études		
- définition des différents intervenants (maitre d'œuvre, contrôleur technique, coordinateur sécurité et protection de la santé) et proposition des modalités de leur mise en concurrence	X	
- mise à jour du planning prévisionnel	X	
- mise à jour du bilan financier	X	
- validation ou modification du planning prévisionnel et du bilan financier actualisés		X
2. Préparation, signature et gestion du marché de maîtrise d'œuvre		
- proposition au maître de l'ouvrage de la procédure de consultation et de son calendrier pour validation	X	
- Validation de la procédure et du calendrier de consultation des concepteurs		X
- établissement du dossier de consultation des concepteurs	X	X
- validation du dossier de consultation des concepteurs	Pièces techniques	Pièces administratives
- lancement de la consultation et suivi des questions / réponses		X
		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- organisation matérielle des opérations de réception et de sélection des plis ; organisation des CAO		X
- analyse des candidatures et des offres, rédaction du rapport d'analyse des offres, aide à la négociation et présentation en CAO le cas échéant	X	
- choix du maître d'œuvre		X
- assistance éventuelle à la rédaction des courriers aux soumissionnaires non retenus	X	
- aide à la mise au point du marché avec le maître d'œuvre retenu	X	
- information des candidats, signature et notification du marché de maîtrise d'œuvre		X
- préparation et rédaction des ordres de service	X	
- signature et délivrance des ordres de service éventuels		X
- animation et suivi du travail du maître d'œuvre en ce qui concerne l'établissement des documents prévus au marché, en veillant au respect du programme, des délais et des coûts d'objectifs	X	X
- analyse avec le maître d'ouvrage des documents prévus au marché (A.P.S, A.P.D, Projet) remis par le maître d'œuvre	X	
- validation des documents prévus au marché (APS, APD, Projet)		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- vérification des décomptes	X	
- liquidation et paiement des situations		X
- proposition des actes modificatifs	X	
- rédaction des actes modificatifs		X
- validation et signature des actes modificatifs		X
3. Préparation, signature et gestion des autres marchés d'études ou de prestations intellectuelles (SPS, contrôleur technique...)		
- définition de la mission du prestataire	X	
- établissement du dossier de consultation	X	
- validation du dossier de consultation par le maître d'ouvrage		X
- lancement de la consultation et suivi des questions / réponses		X
-organisation matérielle des opérations de réception et de sélection des plis ; organisation des CAO		X
- analyse des candidatures et des offres, rédaction du rapport d'analyse des offres, aide à la négociation et présentation en CAO le cas échéant.	X	
- choix du titulaire		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- assistance éventuelle à la rédaction des courriers aux soumissionnaires non retenus	X	
- aide à la mise au point du marché avec le titulaire	X	
- information des candidats, signature et notification des marchés		X
- préparation et rédaction des ordres de service éventuels	X	
- signature et délivrance des ordres de service éventuels		X
- vérification des décomptes	X	
- liquidation et paiement des situations		X
- proposition des actes modificatifs	X	
- rédaction des actes modificatifs		X
- validation et signature des actes modificatifs		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
III. <u>Assistance en phase travaux et réception des travaux</u>		
1. Le cas échéant assistance pour la souscription du contrat d'assurance dommage ouvrage	X	
2. Assistance pour le choix des entrepreneurs		
- examen des propositions du maître d'œuvre concernant les modalités de consultation des entreprises et la planification de la procédure de consultation.	X	
- validation des propositions du maître d'œuvre		X
- transmission au maître d'œuvre de toute directive en vue de l'élaboration du DCE	X	
- contrôle de l'établissement et du contenu du DCE	X	
- lancement de la consultation et suivi des questions / réponses		X
- organisation matérielle des opérations de réception et de sélection des plis ; organisation des CAO		X
- si CAO, participation aux travaux à titre de conseil du maître d'ouvrage lors de la présentation du rapport d'analyse des offres par le maître d'œuvre	X	
- assistance éventuelle à la rédaction des courriers aux soumissionnaires non retenus	X	
- notification de la décision aux candidats retenus et non retenus		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- aide à la négociation le cas échéant	X	
- éventuelle mise au point des marchés conduite par le maître d'œuvre	X	
- vérification et soumission des projets de marché remis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage	X	
- signature et notifications des marchés		X
3. Assistance pour la conduite des travaux et le règlement des entrepreneurs		
- vérification et transmission au maître d'ouvrage pour acceptation des sous-traitants	X	
- agrément des sous-traitants		X
- préparation et rédaction des ordres de service au maître d'œuvre	X	
- signature et délivrance des ordres de service au maître d'œuvre		X
- participation aux réunions de chantier et diffusion des comptes rendus	X	
- validation des points ayant une incidence financière		X

- suivi des ordres de service notifiés aux entrepreneurs par le maître d'œuvre	X	
Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- éventuellement, proposition au maître d'ouvrage des décisions de poursuivre lorsque la masse des travaux atteint la masse initiale	X	
- assistance au maître d'ouvrage pour la réception des ouvrages	X	
- envoi au maître d'ouvrage du PV de la réception des propositions du maître d'œuvre de prononcer ou non la réception, prononcer la réception avec réserves, sur la date à retenir pour l'achèvement des travaux.	X	
- décision de réception des prestations		X
- vérification de la constitution, par le maître d'œuvre, en fin d'exécution du D.O.E	X	
4. Suivi du règlement des marchés		
- vérification des situations transmises par le maître d'œuvre	X	
- vérification et proposition à la signature du maître d'ouvrage des décomptes généraux dressés par le maître d'œuvre	X	
- liquidation et paiement des situations et décomptes		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
IV. <u>Assistance pendant la période de garantie</u>		
- en cas de réception avec réserves, suivi des délais de réserves	X	
- proposition au maître de l'ouvrage s'il y a lieu, du prolongement du délai de garantie	X	
- assistance au maître d'ouvrage pour le règlement des litiges	X	
- conseil et assistance au maître d'ouvrage pour la mise en jeu des garanties des assurances	X	
- mis en jeu des garanties et gestion des déclarations de sinistre		X

ANNEXE

Conduite d'opération

Sans maîtrise d'œuvre externe

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
<u>I. Assistance en phase élaboration du projet : conception</u>		
1. Montage du processus de réalisation des études		
- définition des différents intervenants et proposition des modalités de leur mise en concurrence	X	
- mise à jour du planning prévisionnel	X	
- mise à jour du bilan financier	X	
- validation du planning prévisionnel et du bilan financier actualisés		X
2. Préparation, signature et gestion des éventuels marchés d'études ou de prestations intellectuelles (SPS, contrôleur technique...)		
- définition de la mission du prestataire	X	

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- établissement du dossier de consultation	X pièces techniques	X pièces administratives
- validation du dossier de consultation par le maître d'ouvrage		X
- lancement de la consultation et suivi des questions / réponses		X
-organisation matérielle des opérations de réception et de sélection des plis; organisation des CAO		X
- analyse des candidatures et des offres, rédaction du rapport d'analyse des offres, aide à la négociation et présentation en CAO le cas échéant.	X	
- choix du titulaire		X
- assistance éventuelle à la rédaction des courriers aux soumissionnaires non retenus	X	
- aide à la mise au point du marché avec le titulaire	X	
- information des candidats, signature et notification du marché		X
- proposition et rédaction des ordres de service éventuels	X	
- signature et délivrance des ordres de services éventuels		X
- vérification des décomptes	X	

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- liquidation et paiement des situations		X
- proposition des actes modificatifs	X	
- rédaction des actes modificatifs		X
- validation et signature des actes modificatifs		X
II. Assistance en phase travaux et réception des travaux		
1. Le cas échéant assistance pour la souscription du contrat d'assurance dommage ouvrage	X	
2. Assistance pour le choix des entrepreneurs		
- proposition au maître de l'ouvrage des procédures et calendriers de consultation	X	
- établissement du dossier de consultation des entreprises	X pièces techniques	X pièces administratives
- impression des plans et diffusion au maître d'ouvrage	X	
- lancement de la consultation et suivi des questions / réponses		X
- organisation matérielle des opérations de réception et de sélection des plis ; organisation des CAO		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- analyse des candidatures et des offres, rédaction du rapport d'analyse des offres, aide à la négociation et présentation en CAO le cas échéant.	X	
- choix du titulaire		X
- assistance éventuelle à la rédaction des courriers aux soumissionnaires non retenus	X	
- mise au point des marchés avec les entrepreneurs et fournisseurs retenus	X	
- information des candidats, signature et notification des marchés		X
3. Conduite des travaux et règlement des entrepreneurs		
- vérification et transmission au maître d'ouvrage pour acceptation des sous-traitants	X	
- agrément des sous-traitants		X
- proposition et rédaction des ordres de service éventuels	X	
- signature et délivrance des ordres de services éventuels		X
- animation des réunions de chantier et établissement de leurs comptes rendus	X	
- validation des points ayant une incidence financière		X
- coordination entre les différents interlocuteurs	X	

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
- vérification de la conformité des travaux réalisés aux stipulations des marchés	X	
- éventuellement, proposition au maître d'ouvrage des décisions de poursuivre lorsque la masse des travaux atteint la masse initiale	X	
- assistance au maître d'ouvrage pour la réception des ouvrages	X	
- envoi au maître d'ouvrage du PV de la réception des propositions de prononcer ou non la réception, prononcer la réception avec réserves, sur la date à retenir pour l'achèvement des travaux.	X	
- décision de réception des prestations		X
- vérification du D.O.E	X	
4. Suivi du règlement des marchés		
- vérification des situations transmises	X	
- vérification des décomptes finaux transmis par les prestataires au maître d'ouvrage	X	
- liquidation et paiement des situations et décomptes		X

Description de la mission	Missions du Département	Missions du SDIS
III. <u>Assistance pendant la période de garantie</u>		
- en cas de réception avec réserves, suivi de la suite donnée par l'entrepreneur aux dites réserves	X	
- proposition au maître de l'ouvrage s'il y a lieu, du prolongement du délai de garantie	X	
- assistance au maître d'ouvrage pour le règlement des litiges	X	
- conseil et assistance au maître d'ouvrage pour la mise en jeu des garanties des assurances	X	
- mise en jeu des garanties et gestion des déclarations de sinistre		X

A 11 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Beaugency - Vente de l'ancien centre d'exploitation, sis Clos de la Chapelle

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de vendre au prix de 130 000 € net vendeur l'immeuble situé à Beaugency, Clos la Chapelle, parcelle cadastrée F 2941 d'une surface de 2 843 m², au profit de la commune de Beaugency tous frais à la charge de l'acquéreur.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer la promesse de vente et l'acte notarié qui constatera la vente dudit bien.

Article 4 : Il est décidé d'imputer la recette sur le chapitre 77, nature 775, action G0701102 du budget départemental 2018.

A 12 - Cession de terrain à Ormes au lieu-dit Champs de Sary

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de céder le lot n°10, d'une superficie de **2 037 m²** à prélever sur deux terrains cadastré section ZE n°1004 (137 m²) et B n°1028 (1 900 m²), au profit de la **Société CIS ENERGIE ILE DE FRANCE**, société par actions simplifiées, au capital de 100 000 €, dont le siège social est situé à Ingré (45140) 14 rue Lavoisier, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Tribunal de Commerce d'Orléans, sous le numéro de SIREN 803 846 815, *ou à toute autre société qui s'y substituerait*, au prix de 35 € le m², soit un prix de vente total d'un montant de 71 295 € HT, soit **85 554 € TTC net vendeur**.

Le prix sera à parfaire en fonction de la surface réelle après document de modification du parcellaire cadastral (DMPC), et ce sur la base de 35 € le mètre carré.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer tous actes et pièces liés à cette vente.

Article 4 : La dépense pour l'établissement d'un document modificatif du parcellaire cadastral (DMPC) par un géomètre-expert d'un montant de 150 € TTC sera engagée sur l'opération de travaux 2014-01584 - action E0202201.

Article 5 : La recette liée à la cession du lot n°10 d'un montant de 71 295 € HT, soit **85 554 € TTC** sera versée sur l'opération de travaux 2014-01584 - chapitre 77 - nature 775 - action E0202201.

A 13 - Saran - Portes du Loiret Sud - Cession de terrains

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de **céder les lots 1 à 3** sur une parcelle d'une plus grande contenance cadastrée section BE n°85 située sur la commune de Saran « ZAC Portes du Loiret » pour une superficie totale de 28 110 m².

Article 3 : Il est décidé de **vendre ces 3 lots à la société à responsabilité limitée dénommée CONSTRUCTIF**, au capital de 400 000 €, dont le siège social est situé à Orléans (45100) 2 rue de l'Industrie, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Tribunal de Commerce d'Orléans, sous le numéro de SIREN 451 617 534, *ou à toute autre société qui s'y substituerait*, au prix de vente de 96 € le m² pour le foncier constructible, d'une superficie de 16 130 m², soit un prix de vente de 1 548 480 € HT, et 1 858 176 € TTC net vendeur ; et au prix de vente de 20 € le m² pour le foncier non aedificandi, d'une superficie de de 11 980 m², soit un prix de vente de 239 600 € HT, et 287 520 € TTC net vendeur . Le prix de vente total des 3 lots est de **1 788 080 € HT, soit 2 145 696 € TTC**.

Le prix sera à parfaire en fonction de la surface réelle après document de modification du parcellaire cadastral (DMPC), et ce sur la base de 96 € le mètre carré (foncier constructible) et/ou 20 € le mètre carré (foncier non constructible).

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à demander à M. le Préfet d'approuver le cahier des charges de cession des lots, objet des présentes, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 5 : Il est décidé d'autoriser la SARL CONSTRUCTIF à occuper le terrain avant la signature de l'acte authentique de vente à ses risques et périls.

Article 6 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous actes et pièces liés à cette vente.

Article 7 : La dépense pour l'établissement de documents et la réalisation du bornage par un géomètre-expert d'un montant de 5 046 € environ sera engagée sur le budget annexe n°10 (ZAC Portes du Loiret) - opération de travaux 2010-06656 – action E0202201 – nature 6041.

Article 8 : La recette liée à la cession des lots d'un montant de **1 788 080 € HT, soit 2 145 696 € TTC** sera versée sur l'opération de travaux 2010-06665 - action E0202201 – nature 701.

ZAC Portes du Loiret / SARAN

CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN



PREAMBULE

ARTICLE 1 - Dispositions générales

Conformément à l'article L 311-6 du code de l'urbanisme chaque cession ou concession d'usage de terrains à l'intérieur de la ZAC doit faire l'objet d'un cahier des charges de cession de terrain (CCCT).

1.1 Le présent cahier des charges est divisé en quatre titres :

- le titre I comprend des dispositions d'ordre général déterminant les prescriptions imposées aux constructeurs et aux utilisateurs des terrains ; elles précisent notamment : le but de la cession, les conditions générales dans lesquelles la cession est consentie et résiliée en cas d'inexécution des obligations.

NB : les terrains faisant l'objet de la présente cession n'ayant pas été acquis par voie d'expropriation, les clauses types approuvées par décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application des dispositions de l'article L.411-1 à 411-6 du code de l'expropriation ne seront pas intégralement reprises dans le présent CCCT.

- Le titre II définit les droits et obligations du Département du Loiret et du constructeur pendant la durée des travaux d'aménagement de la ZAC et de construction des bâtiments. Il fixe notamment les prescriptions techniques et architecturales imposées aux constructeurs.

- Le titre III fixe les règles et servitudes de droit privé imposées aux constructeurs, à leurs ayants-cause à quel que titre que ce soit, ainsi qu'aux propriétaires antérieurs, qui auraient déclaré adhérer au présent cahier des charges par voie de convention avec le Département du Loiret. Il détermine notamment les modalités de la gestion des ouvrages d'intérêt collectif.

- Le titre IV fixe les caractéristiques du projet : programme et surface.

1.2 Les deux premiers titres contiennent des dispositions purement bilatérales entre le Département du Loiret et chaque constructeur. Elles ne comportent aucune stipulation pour autrui et ne pourront, en conséquence, ni être opposées aux autres constructeurs ou à tous tiers en général, ni être invoquées par ceux-ci à l'encontre des constructeurs, conformément aux dispositions de l'article 1165 du Code civil.

Le titre III s'impose à tous les constructeurs et plus généralement à tous les utilisateurs de terrains ou de bâtiments, ainsi qu'à leurs ayants-cause à quel que titre que ce soit. Il s'impose également aux propriétaires antérieurs qui auraient déclaré adhérer au cahier des charges par voie de convention avec le Département du Loiret.

Sauf dispositions contraires prévues dans l'acte de cession ou de location, les dispositions du CCCT seront caduques à la suppression de la ZAC.

1.3 Le présent cahier des charges sera inséré intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions, qu'il s'agisse soit d'une première cession ou location, soit de cessions ou de locations successives.

1.4 Par mesure de simplification et pour la clarté du texte :

- d'une part, on désignera sous le vocable de "constructeur" tout assujetti au présent CCCT, qu'il soit propriétaire, acquéreur, cessionnaire, bénéficiaire d'apport, copartageant, constructeur, locataire, concessionnaire d'usage, ... etc.

- d'autre part, on désignera sous le vocable général "acte de cession" tout acte transférant la propriété d'un terrain ou bâtiment situé dans le périmètre d'application du présent CCCT, que ce soit une vente, un apport, un partage, une donation, ... etc., et par "location" ou "bail" tout acte conférant la jouissance temporaire de l'un des dits biens, que ce soit un bail à construction, un bail emphytéotique, ... etc.

1.5 Par ailleurs, il est rappelé que le prix de cession du terrain est fixé par la collectivité publique cocontractante soit le Département du Loiret.

Cela exposé, le Département du Loiret entend diviser et céder les terrains de la ZAC Portes du Loiret, dans les conditions prévues ci-dessous :

ARTICLE 2 - Division des terrains par la collectivité

Les terrains de la ZAC des Portes du Loiret feront l'objet d'une division entre, d'une part, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces libres publics, et d'autre part, ceux destinés à être cédés aux constructeurs publics ou privés, désignés ci-après par le terme "constructeur".

TITRE I

ARTICLE 3 - Objet de la cession

La cession porte sur un ensemble foncier composé de trois lots pouvant faire l'objet de division ultérieure à la charge de l'acquéreur.

La cession est consentie en vue de la réalisation d'un programme de bâtiments défini dans le titre IV.

Ces bâtiments devront être édifiés conformément aux dispositions des documents d'urbanisme en vigueur, et au présent cahier des charges notamment au regard du titre II ci-après.

Le nombre de mètres carrés de surface de plancher (SDP) dont la construction est autorisée sur l'ensemble foncier cédé est précisé dans le titre IV. Cette surface est portée à l'acte de cession.

ARTICLE 4 - Délais d'exécution

4.1 Le constructeur s'engage à avoir déposé au moins un dossier de demande de permis de construire pour chacun des lots fonciers cédés dans un délai de 24 mois, après la signature de l'acte de vente.

4.2 Le constructeur s'engage à avoir réalisé les constructions correspondantes dans un délai de 3 ans après l'obtention desdits permis de construire.

L'exécution de ces obligations sera considérée comme remplie par la présentation au Département du Loiret des déclarations d'achèvement et de conformité délivrées par l'architecte du constructeur sous réserve de sa vérification par l'architecte du Département du Loiret ou de la fourniture par le service instructeur de l'attestation de non-contestation de conformité.

Le Département du Loiret pourra accorder des dérogations dans des cas exceptionnels et justifiés.

ARTICLE 5 - Prolongation éventuelle des délais

5.1 Les délais fixés à l'article 4 ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle le constructeur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations.

La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge du constructeur.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, seront considérées comme des causes légitimes de suspension du délai fixé à l'article 4, la survenance de l'un quelconque des événements ci-après, savoir :

- les jours d'intempéries au sens de l'article L 5424-8 et L 5424-9 du Code du travail pendant lesquels le travail aura été effectivement arrêté,
- les jours de retard occasionnés par la mise en œuvre de normes nouvelles apparues en cours de chantier et dont l'exécution serait rendue obligatoire par la loi ou la réglementation avant la constatation de l'achèvement,
- les jours de retard liés à l'intervention tardive des concessionnaires de service public, de réseaux, des fournisseurs d'énergie, dans les prestations qui leur incombent,
- la grève qu'elle soit générale ou particulière, susceptible d'avoir des répercussions sur l'industrie du bâtiment,
- les troubles résultant d'actes d'hostilité, révolutions, cataclysmes, incendies, inondations, de telle ampleur que les travaux ne puissent être poursuivis,
- les jours de retard consécutifs à la réalisation de fouilles archéologiques résultant de la découverte des vestiges archéologiques,
- les jours de retard consécutifs à la présence et au traitement d'une pollution dans le sol ou le sous-sol,
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux,
- un événement de force majeure imprévisible, irrésistible et extérieur, non listé ci-dessus.

Pour l'appréciation des événements ci-dessus évoqués, l'aménageur s'en rapportera à un certificat établi par le maître d'œuvre d'exécution du constructeur. Le constructeur aura l'obligation de notifier à l'aménageur, la survenance de tels événements dans les trente (30) jours calendaires de la date à laquelle alternativement interviendra l'événement considéré ou lui aura été communiqué le justificatif du nombre de jours de retard comptabilisés par le maître d'œuvre d'exécution.

5.2 Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

ARTICLE 6 - Sanctions à l'égard du constructeur

En cas d'inobservation des obligations mises à la charge du constructeur par le présent cahier des charges, l'acte de vente et leurs annexes, le Département du Loiret pourra obtenir une indemnité pour l'inexécution constatée et, le cas échéant prononcer la résiliation de l'acte, dans les conditions suivantes :

- En cas de non-respect des délais et modalités prévus aux articles 4, le Département du Loiret mettra en demeure le constructeur de satisfaire à ses obligations.

- Si, passé ce délai, le constructeur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, le Département du Loiret pourra résilier la vente dans les conditions fixées ci-après à moins qu'il ne préfère recevoir une indemnité dont le montant est fixé à 1/1 000 du prix de cession hors taxes par jour de retard avec maximum de 10/100 (10 %). Si le montant de l'indemnité due pour le retard est supérieur à 10 % du prix de la cession, le Département du Loiret pourra prononcer la résiliation du contrat dans les conditions prévues ci-après.

1. Si la résiliation intervient avant le commencement de tous travaux, le Département remboursera les sommes effectivement versées par le constructeur déduction, éventuelle, faite du montant du préjudice subi par le Département, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 10 % du prix de cession hors taxes. En contrepartie le constructeur procédera à la rétrocession des terrains au Département.

2. Si la résiliation intervient après le commencement des travaux, le Département remboursera les sommes effectivement versées par le constructeur ainsi qu'une somme égale au montant de la plus-value apportée aux terrains par les travaux régulièrement réalisés, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le coût de la main-d'œuvre utilisée. Le cas échéant, cette somme sera diminuée de la moins-value due aux travaux irrégulièrement exécutés.

La plus-value, ou la moins-value, pourra être fixée par voie d'expertise contradictoire et le cas échéant sur mandatement judiciaire en cas de désaccord persistant.

En cas de réalisation des constructions par tranches, ou en vue de la construction de bâtiments distincts, la résiliation de la vente pourra ne porter, au choix du Département du Loiret, que sur les parties de terrain non utilisées dans les délais fixés.

ARTICLE 7 - Vente ; location ; morcellement des terrains cédés

Les terrains ne pourront en principe être cédés par le constructeur qu'après réalisation des travaux d'aménagement et constructions prévus au programme visé au titre IV.

Toutefois, si une partie des constructions a déjà été effectuée, le constructeur pourra procéder à la vente globale de la partie des terrains non encore utilisés, à charge pour le bénéficiaire de la cession de réaliser ou d'achever les travaux d'aménagement et de construction. Avant toute cession, le constructeur devra aviser le Département du Loiret, au moins 3 mois à l'avance, de ses intentions.

Le Département du Loiret pourra, jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les mêmes conditions que celles prévues en cas de résiliation telles que figurant à l'article 6. En cas de vente, à un acquéreur désigné ou agréé par le Département du Loiret, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement construite, le Département du Loiret pourra exiger que le prix de vente soit fixé dans les mêmes conditions.

Le constructeur est cependant autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur lui-même.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie tant qu'ils n'auront pas reçu l'affectation prévue. Toutefois, le constructeur aura la possibilité de consentir des contrats de crédit-bail immobilier à la condition que les crédit-preneurs aient reçu l'agrément préalable du Département du Loiret.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs seront tenus par les dispositions du présent article.

Tout morcellement ultérieur sera soumis à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 - Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage ... etc., qui seraient consentis par le constructeur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions, restrictions, ou obligations stipulées dans le titre I du présent cahier des charges seraient nuls et de nul effet.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte par le Département du Loiret ou à défaut par le préfet du département, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

TITRE II

CHAPITRE I

TERRAINS DESTINES A ETRE INCORPORES A LA VOIRIE OU AUX ESPACES LIBRES PUBLICS

ARTICLE 9 - Obligations du Département du Loiret

Le Département du Loiret exécutera, conformément aux documents d'urbanisme en vigueur et au dossier de réalisation, au programme des équipements publics et à leurs éventuelles modifications, tous les ouvrages de voirie, d'aménagement des espaces libres et de réseaux destinés soit à être incorporés au domaine des collectivités, soit à être remis aux organismes concessionnaires.

Sous réserve que d'autres délais ne soient pas fixés dans l'acte de cession ou dans ses annexes, le Département du Loiret s'engage à exécuter :

- Tous les autres travaux de réseaux à sa charge dans les délais nécessaires pour assurer la viabilisation du foncier.
- La voirie définitive dans un délai de 18 mois après la date où tous les bâtiments prévus sur la zone seront terminés. Cependant, lorsque l'aménagement de la zone fera l'objet d'un programme échelonné de réalisation par tranches, ce délai s'appliquera au périmètre concerné par la tranche considérée.

Toutefois, les délais prévus ci-dessus ne sauraient être opposés au Département du Loiret si les travaux étaient rendus irréalisables du fait de la saison ou des intempéries.

ARTICLE 10 - Voies, places et espaces libres publics

10.1 Utilisation : dès leur ouverture au public, la police y sera assurée par la personne publique compétente conformément à la loi.

10.2 Entretien : Le Département du Loiret en assurera l'entretien jusqu'à la transmission des espaces publics à la collectivité compétente, actuellement Orléans Métropole.

CHAPITRE II

TERRAINS DESTINES A ETRE VENDUS

ARTICLE 11 - Urbanisme et architecture

11.1 Document d'urbanisme

Le constructeur et le Département du Loiret s'engagent à respecter les dispositions du document d'urbanisme en vigueur et toutes les modifications qui seraient apportées à celui-ci par l'autorité compétente.

Il est rappelé à ce sujet que le document d'urbanisme en vigueur (PLU) est un document réglementaire et que tant les prescriptions et orientations du projet d'aménagement et de développement durable, que le règlement et les documents graphiques sont opposables à toute demande d'autorisation d'urbanisme.

En aucun cas la responsabilité du Département du Loiret ne pourra être engagée en raison des dispositions, des modifications, des révisions que l'autorité compétente apporterait à ces documents, quelle que soit leur date.

11.2 Prescriptions architecturales, urbanistiques, paysagères et environnementales

Les constructeurs devront se conformer aux dispositions décrites dans le cahier des prescriptions architecturales, urbanistiques, paysagères formant l'annexe 1 du présent cahier des charges de cession de terrain.

Les éventuelles adaptations de ces prescriptions devront recevoir l'accord du Département du Loiret. Elles ne pourront en aucun cas être contraires aux dispositions réglementaires des documents d'urbanisme de la ville de Saran.

11.3 - communication - concertation

Le futur acquéreur s'engage à la demande du Département du Loiret, à participer à toutes réunions de concertation avec les riverains ou de présentation aux élus et services de la Ville de Saran, quel que soit le stade d'avancement de l'opération.

ARTICLE 12 - Etat des terrains

12.1 Pollution des sols : Le Département du Loiret a confié à GINGER BURGEAP en juin 2018 une étude intitulée « synthèse des données environnementales, définition de l'état de pollution des sols et des mesures de gestion ». Le Département du Loiret remettra à l'acquéreur les résultats de cette dernière, dès sa réception. Le Département réalisera les travaux de dépollution préconisés pour rendre conforme le terrain à la destination qu'entend lui donner l'acquéreur tel qu'exposé au titre IV du présent cahier des charges de cession de terrain. En conséquence, le Département du Loiret n'est engagé à réaliser des travaux de dépollution que sous réserve de la mise en évidence de la présence d'une pollution incompatible avec la destination que lui confèrera l'acquéreur.

12.2 Pollution pyrotechnique : Le Département du Loiret a confié à GINGER BURGEAP en juin 2018 une étude intitulée « étude historique de pollution pyrotechnique ». Le Département du Loiret remettra à l'acquéreur les résultats de cette dernière, dès sa réception. Le Département réalisera les travaux de dépollution pyrotechnique préconisés pour rendre conforme le terrain à la destination qu'entend lui donner l'acquéreur tel qu'exposé au titre IV du présent cahier des charges de cession de terrain. En conséquence, le Département du Loiret n'est engagé à réaliser des travaux de dépollution pyrotechnique que sous réserve de la mise en évidence de la présence d'une pollution pyrotechnique incompatible avec la destination que lui confèrera l'acquéreur.

12.3 Etat des terrains lors de la prise de possession : en dehors du traitement des éventuelles situations de pollution des sols ou de pollution pyrotechnique, le Département du Loiret remettra à l'acquéreur les terrains cédés après débroussaillage et retrait des dalles béton ou enrobé (y compris génie civil affleurant et/ou visible).

ARTICLE 13 - Bornage ; clôtures

12.1 Le Département du Loiret déclare procéder au bornage du terrain selon les conditions fixées dans la promesse de vente et conformément aux dispositions de l'article L. 115-4 du Code de l'urbanisme.

12.2 Tout cessionnaire d'une parcelle contiguë à des lots non encore cédés par le Département du Loiret ne peut, en aucun cas, réclamer à celui-ci la moitié du coût d'établissement de la clôture.

ARTICLE 14 - Desserte des terrains cédés

Les ouvrages à la charge du Département du Loiret seront réalisés par celui-ci, conformément aux prescriptions des documents d'urbanisme en vigueur et au dossier de ZAC, dans les délais fixés à l'article 9 ci-dessus.

Tant que les travaux de desserte des lots ne sont pas finalisés par le Département, le Département veillera à assurer à l'acquéreur et aux entreprises mandatées par ce dernier l'accès à ses terrains pour permettre la bonne exécution du chantier.

ARTICLE 15 - Sanctions à l'égard du Département du Loiret

En cas d'inexécution par le Département du Loiret des travaux qui lui incombent, dans les délais prévus, et sauf dispositions particulières de l'acte de cession, le constructeur est en droit, après mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois, de réclamer au Département du Loiret une indemnité pour le préjudice direct, matériel et certain qui aura pu lui être causé du fait de la défaillance du Département du Loiret.

ARTICLE 16 - Branchements et canalisations

L'acquéreur prendra à sa charge tous les branchements utiles en limite de propriété.

Les points de raccordement sont fixés par les concessionnaires ou fermiers de réseaux. Les raccordements à l'intérieur des parcelles privées seront réalisés en sous-terrain. Le constructeur devra se brancher à ses frais sur les canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, d'assainissement, ... etc.

Le constructeur aura le droit d'ouvrir des tranchées pour l'exécution de ces branchements. Ceux-ci, ainsi que les installations intérieures correspondantes, devront respecter les lois et règlements qui leur sont applicables et que le constructeur est réputé connaître.

Il fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements à passer avec les services publics et sociétés concessionnaires.

Le constructeur fera son affaire de la remise en état des sols et revêtements à l'identique après l'exécution des travaux, ainsi que, éventuellement, du versement des taxes et des indemnités de branchement à l'égout susceptibles de lui être réclamées par la collectivité ou le service public.

ARTICLE 16.1 - Branchements aux collecteurs d'eaux usées et eaux pluviales

Pour chaque construction, la séparation devra être assurée entre les eaux pluviales (ruissellement des toitures, des cours, drainages, ... etc.) et les eaux usées.

ARTICLE 16.2 - Branchements au réseau d'eau potable

Les branchements au réseau public et les coffrets de comptage sont réalisés en limite de parcelle privée par le concessionnaire à la charge du constructeur. Chaque constructeur doit réaliser son raccordement jusqu'au coffret de comptage dans le respect du service de l'eau et du règlement sanitaire Départemental.

ARTICLE 16.3 - Branchements au réseau électrique

L'acquéreur aura à sa charge les frais de branchement sur les câbles MT ou BT, frais comprenant notamment la fourniture et la pose des boîtes de dérivation, des câbles de bouclage du raccordement, et, si besoin est, la construction, l'installation et l'entretien du poste privé de livraison à édifier en bordure des voies et dessertes.

Un poste privé d'abonné pourra être éventuellement jumelé avec un poste de distribution publique ou d'alimentation de l'éclairage public ou avec un poste d'un autre abonné.

Lorsque des postes de transformation et de distribution publique d'électricité seront prévus sur leur terrain ou dans leurs bâtiments, les constructeurs devront mettre à la disposition du service public distributeur d'énergie électrique les terrains ou les locaux nécessaires. L'implantation et les caractéristiques de ceux-ci devront être établies en accord avec ce service.

Cette mise à disposition, qui se fera dans le cadre des textes réglementaires, fera l'objet de conventions particulières entre le service distributeur et le constructeur.

Le constructeur s'engage, en outre, à consentir à l'exploitant du service public, tous les droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ces postes privés de transformation, notamment celui d'établir et d'entretenir, en amont et en aval de ces ouvrages, toutes canalisations de raccordement aux réseaux, le libre accès, à tout moment, de son personnel et celui de ses entreprises, aux canalisations et aux locaux en cause, et les dégagements permanents permettant le passage du matériel.

ARTICLE 16.4 - Branchement au réseau de gaz

15.4.a. Les installations intérieures de distribution de gaz devront être réalisées suivant les règles de l'art, conformément aux prescriptions réglementaires et, en outre, à celles des DTU (documents techniques unifiés) en vigueur à la date de dépôt de la demande de permis de construire. Le constructeur aura à sa charge les frais de branchement au réseau principal gaz.

15.4.b. En temps opportun, et au plus tard avant exécution des travaux, le constructeur soumettra au service public distributeur de gaz, pour accord, le projet des installations qu'il se propose de réaliser.

Le constructeur s'engage à mettre gratuitement à disposition du service distributeur, les sols, terrains, locaux ad-hoc, nécessaires à l'établissement des ouvrages d'alimentation et de distribution de gaz, la pose des canalisations, l'implantation de postes de détente, de comptage ... etc. Le constructeur s'engage, en outre, à consentir à l'exploitant du service public, tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ses obligations de concessionnaire de service public, c'est-à-dire la possibilité de :

- pouvoir faire accéder à tout moment son personnel et celui de ses entreprises aux canalisations et locaux en cause,
- disposer en permanence des dégagements permettant le passage du matériel.

ARTICLE 16.5 - Branchement à la fibre

Le branchement à la fibre sera à la charge du constructeur sur les fourreaux réalisés et mis en attente en limite de parcelle par le Département du Loiret.

ARTICLE 17 - Etablissement des projets du constructeur ; coordination des travaux

17.1 Etablissement des projets du constructeur.

Le constructeur devra établir ses projets en concertation étroite avec le Département du Loiret et lui communiquera le projet définitif pour accord préalable, dans le délai fixé à l'article 4-1 ci-dessus.

Le constructeur devra communiquer au Département du Loiret une copie du dossier complet de demande du permis de construire déposé dans le délai prévu à l'article 4.1 ci-dessus, pour que le Département du Loiret puisse s'assurer que les travaux projetés sont compatibles avec les ouvrages à sa charge, qu'ils permettent une circulation normale et non dangereuse, une bonne desserte et d'assurer aisément la sécurité publique. Le Département du Loiret pourra vérifier que l'architecture du projet est compatible avec l'environnement général et la destination des bâtiments et pourra subordonner son accord aux modifications qui s'avèreraient nécessaires de ce chef.

L'examen du dossier par le Département du Loiret ne saurait engager sa responsabilité, l'acquéreur restant seul responsable de ses études et de ses choix comme du respect de ses obligations.

17.2 Coordination des travaux

Le raccordement aux voies et réseaux pourra être refusé si les ouvrages ne sont pas compatibles ou si les règlements n'ont pas été observés.

En aucun cas, le Département du Loiret ne pourra être tenu d'apporter des modifications aux ouvrages qui lui incombent ou d'en modifier les plans.

ARTICLE 18 - Exécution des travaux par les entrepreneurs du constructeur

Préalablement au démarrage des travaux, un procès-verbal d'état des lieux sera établi par huissier contradictoirement entre le Département-aménageur et l'acquéreur.

En cas de manquement d'un acquéreur ou d'un intervenant à la construction à l'une des obligations stipulée au présent cahier des charges de cession de terrain, une mise en demeure de remplir ses obligations lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, le Département du Loiret pourra faire exécuter lui-même ces obligations aux frais du contrevenant.

L'acquéreur et les entreprises qu'il a mandatées ne devront occasionner aucune détérioration aux voies d'accès desservant le chantier. Toutes dispositions préventives devront en conséquence être prises à cet effet.

Lorsque les accès du chantier (entrée, sortie) déboucheront sur des voies de circulation importantes, des prescriptions particulières pour sécuriser la circulation à l'entrée et à la sortie des véhicules de chantier pourront être édictées par le Département.

Les entrepreneurs mandatés par le constructeur auront la charge des réparations des dégâts de toute nature causés par eux aux ouvrages réalisés par le Département du Loiret (voirie, réseaux divers, aménagements ...), ainsi qu'à l'ensemble des ouvrages publics existants sur le site de l'opération.

Le constructeur s'assurera que les entrepreneurs et leurs sous-traitants éventuels, intervenant pour son compte, aient souscrit une assurance professionnelle, couvrant leur responsabilité civile en produisant toute attestation utile de la compagnie en charge des risques, mentionnant en particulier le cas échéant le niveau de franchise contractuel qu'ils conservent à leur charge, et comportant l'engagement de prise en charge directe, par l'entreprise à l'origine du dommage, de la franchise ainsi supportée, de sorte que le Département ne puisse rester impayé de tout ou partie d'un éventuel sinistre.

Les entreprises et leurs sous-traitants éventuels qui pourraient être à l'origine de dégâts sont mis en cause contradictoirement par le constructeur et/ou le Département, en premier lieu sous forme amiable, étant invités à déclarer le sinistre éventuel à leur compagnie aux fins de désignation le cas échéant d'un expert.

Le constructeur devra s'assurer que les entrepreneurs et leurs sous-traitants éventuels, intervenant pour son compte, aient souscrit une assurance de responsabilité civile d'une garantie suffisante. Cette garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

Les entrepreneurs et leurs sous-traitants éventuels devront remettre au constructeur les attestations relatives aux polices dès notification du marché et en tout état de cause avant tout commencement d'exécution des travaux.

Ces attestations doivent émaner soit de mutuelles, soit de compagnies, soit d'agents généraux. Elles devront préciser les montants garantis, les franchises éventuelles et les échéances de versement des primes.

Il est rappelé que toute occupation du domaine public (installation de containers, dépôt de matériaux, pose de palissades...) doit faire l'objet d'une autorisation des services de police et de voirie municipale.

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque des travaux seront exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, les constructeurs et leurs entrepreneurs devront prendre à leurs frais et risques toutes dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes occasionnées aux usagers et aux voisins (difficultés d'accès et de circulation, bruit des engins, vibrations, fumées, poussières...).

L'acquéreur et les entreprises qu'il a mandatées veilleront à la bonne gestion des eaux pluviales et des eaux usées durant l'exécution des travaux.

TITRE III

REGLES ET SERVITUDES D'INTERET GENERAL

ARTICLE 19 - Entretien des espaces libres autres que ceux faisant l'objet de l'article 10

Chaque constructeur devra réaliser l'aménagement des espaces extérieurs, selon le cahier des prescriptions architecturales ci-annexé (document dénommé CG45 / ZAC Portes du Loiret SUD du 10/06/2010) et entretenir ses espaces libres en bon état, de façon permanente et à ses frais, de manière à conserver le site dans un état satisfaisant et à ne pas nuire à la bonne tenue des terrains voisins. Il aura la charge de faire remplacer les arbres morts ou détruits.

ARTICLE 20 - Usage des espaces libres ; servitudes

20.1 Les parties non construites des terrains qui font l'objet du chapitre II du titre II du présent cahier des charges de cession de terrain, sauf les parties dites "espaces privatifs" expressément désignées dans l'acte de cession ou de location, sont affectées à usage de parc, de passage et groupées en un ensemble dont chaque partie servira à l'utilité de tous les autres fonds indistinctement.

Les constructeurs ou leurs ayants-cause auront droit d'usage à titre de parc et de passage sur toutes les parties non construites de tous les terrains concernés, sous réserve des exclusions précisées à l'alinéa ci-dessus.

20.2 Les affectations ci-dessus ont lieu à titre de servitude réciproque et sans indemnité de part ni d'autre.

En conséquence, chacun des propriétaires de l'un des terrains ci-dessus définis sera réputé, par le seul fait de son acquisition, consentir et accepter la constitution de toute servitude active et passive aux effets ci-dessus.

20.3 Le constructeur sera tenu de subir, sans indemnité, toutes les servitudes nécessitées par le passage sur son terrain, et éventuellement dans les immeubles bâtis, des canalisations publiques d'eau, gaz, électricité, réseaux de télécommunication, éclairage public, chauffage urbain, égouts, câbles ... etc., telles qu'elles seront réalisées par le Département du Loiret, la commune, les concessionnaires ou toute autre personne publique ou privée, ou pour leur compte.

ARTICLE 21 - Tenue générale

Il ne pourra être établi, sur les façades des bâtiments ni sur les terrains, rien qui puisse nuire à la propreté, au bon aspect, à la tranquillité et à la sécurité des habitants. Il ne pourra, notamment, être exécuté aucun travail sur les constructions ou sur les terrains qui en modifierait l'aspect ou la fonction, tels qu'ils ont été prévus dans le permis de construire.

ARTICLE 22 - Assurances

Tout constructeur devra faire assurer les constructions élevées sur son terrain à une compagnie notoirement solvable et pour leur valeur réelle. La police devra contenir une clause d'assurance contre le recours des voisins.

Le présent article n'est pas applicable aux personnes morales de droit public.

ARTICLE 23 - Litiges ; subrogation

Les dispositions contenues dans le présent cahier des charges de cession de terrain feront loi tant entre le Département du Loiret et chaque constructeur qu'entre les différents autres constructeurs.

Le Département du Loiret subroge, en tant que de besoin, chaque constructeur dans tous ses droits et actions, de façon que tout constructeur puisse exiger des autres l'exécution des dispositions en cause.

Les litiges éventuels seront soumis à la juridiction compétente, à défaut d'accord amiable intervenu entre les parties.

TITRE IV

DROIT DE CONSTRUIRE - COMPOSITION DU PROGRAMME

1/Désignation de l'acquéreur et du terrain

Nom de l'acquéreur : la société CONSTRUCTIF

Désignation du terrain : 3 terrains d'une surface globale de 28 110 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section BE numéro 85 d'une plus grande contenance décrit au tableau ci-dessous :

SARAN BE n° 85		Foncier constructible AUI	Foncier non aedificandi AUI	Surface totale
		Superficie	Superficie	
lot n° 1		2 500 m ²	610 m ²	3 110 m ²
lot n° 2		2 270 m ²	1 620 m ²	3 890 m ²
1 macro-lot n° 3	Parcelle n° 3	3 400 m ²	2 900 m ²	6 300 m ²
	Parcelle n° 4	3 160 m ²	3 480 m ²	6 640 m ²
	Parcelle n° 5	4 800 m ²	3 370 m ²	8 170 m ²
total		16 130 m ²	11 980 m ²	28 110 m ²

Secteur au PLU : AUI

2/Droits de construire attachés au terrain

Le constructeur disposera du droit de réaliser sur l'assiette foncière cédée une surface de plancher totale de 18 000 m², dans le respect des dispositions d'urbanisme en vigueur. Il est affecté 1 700 m² au lot 1, 1 500 m² au lot 2 et 14 800 m² au macro-lot n° 3.

3/Composition du programme

Lot n° 1 : Bureaux, activités, commerces

Lot n° 2 : Bureaux, activités

Macro-lot n° 3 : Bureaux, activités, commerces, hôtellerie, restaurants

Fait en 2 exemplaires originaux

A Orléans le

Pour la société CONSTRUCTIF
(*) *ajouter la mention manuscrite avant signature*

Pour le DEPARTEMENT DU LOIRET
Le Président

(*) Lu et approuvé

Marc GAUDET

Annexe 1 : Cahier des prescriptions architecturales, paysagères et urbaines

A 14 - Politique : adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine : Nogent-sur-Vernisson - Cession de délaissés routiers sur la RD 627

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la mise en vente des parcelles A 424 de 14 m², A 427 de 738 m², A 430 de 62 m², A 582 de 15 m² et A 584 de 141 m², A 586 de 138 m², A587 de 226 m² et A 588 de 25 m² situées sur la commune de Nogent-sur-Vernisson et appartenant au Département.

Article 3 : Il est décidé d'approuver la vente de ces parcelles au prix de 0,49 € (quarante-neuf centimes) le m² net vendeur.

Article 4 : La dépense pour les travaux de géomètre de 1 961,40 € TTC a été imputée sur le chapitre 11, nature 611, action G0701102 du budget départemental 2018.

Article 5 : La recette d'un montant d'environ de 666 € sera imputée sur le chapitre 77, nature 775, action G0701102 du budget départemental 2018.

A 15 - Saint-Loup-de-Gonnois : cession de délaissé

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de vendre le délaissé routier situé à Saint-Loup-de-Gonnois au lieu-dit « Les Louches » et « La Recette » aux 3 propriétaires riverains, au droit de leurs terrains, au prix fixé par la Direction de l'Immobilier de l'Etat :

- 1 200 € net vendeur pour 4 800 m² environ situés en zone N ;
- 4 000 € net vendeur pour 800 m² environ situés en zone UBb.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer tous actes et pièces liés à ces cessions de terrain.

Article 4 : La dépense pour les travaux de géomètre de 2 000 € environ a été imputée sur le chapitre 011, nature 611 action G0701102 du budget départemental 2018.

Article 5 : La recette d'un montant de 5 200 € sera imputée sur le chapitre 77, nature 775, action G0701102 du budget départemental 2018.

A 16 - Acquisition de parcelles dans le cadre de l'alignement de la rue du Général de Gaulle (RD 14) à Olivet

Article 1 : Le rapport est adopté avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver l'acquisition des 25 parcelles en tout ou partie auprès des propriétaires listés ci-dessous pour un montant d'indemnisation de 15 € du m² net vendeur :

Propriétaire	Code Parcelle	Surface en m ²	Surface à acquérir en m ² *	Montant
Parcelles à acquérir en totalité				
M. Jacques BOITARD	AB0359	5	5	420 €
	AB0360	8	8	
	AB0364	15	15	
M. Guy DURAND	AB0368	20	20	300 €
M. Stéphane BOUSSANGE et Mme Khadija BOUSSANGE née DKICH	AC0333	42	42	735 €
	AC0336	7	7	
M. Hervé DE MARIN DE MONTMARIN	AC0334	18	18	270 €
Indivision Guy DE MARIN DE MONTMARIN	AC0338	10	10	165 €
	AC0344	1	1	
M. Christian DESBOIS	AC0343	4	4	60 €
Parcelles à diviser				
M. Oudone SOUKSOMBOUNE et Mme Murielle INGELAERE	AB0123	582	3	150 €
	AB0124	478	7	
Mme Liliane CHATELAIN	AB0125	274	4	165 €
	AB0262	466	7	
Indivision NOUBLANCHE	AB0126	440	7	105 €
Mme Jeanne RIFFAULT	AB0213	626	41	615 €
SCI Florianne – Siège à Neuilly sur Seine (92)	AB0252	2414	19	285 €
Mme Andrée CHEYRON veuve Montagu et MM. Philippe MONTAGU et Christian MONTAGU	AB0253	1444	77	1 155 €
SCI BEL AIR – Siège social à Villefranche (89)	AC0029	400	16	240 €
M. Joël DUFOUR et Mme Liliane DUFOUR née EMONET	AC0056	395	28	525 €
	AC0243	542	7	
M. Davy DECORPS et Mme Clara SIMONELLI	AC0261	1055	2	30 €
M. Michel DARCO	AC0411	1825	6	90 €
Mme Martine DESVAUX-LABLEE	CS0062	921	21	315 €
M. Edouard NIOCHE	CS0063	900	28	420 €

* Surfaces vendues déterminées par le passage du géomètre ou surfaces parcellaires

Article 3 : Il est décidé d'habiliter M. le Président du Conseil Départemental du Loiret à signer tous documents et pièces à cet effet.

Article 4 : Il est proposé d'affecter la dépense correspondante, soit 21 245 €, sur l'opération 2009-01473 autorisation de programme 09-A0204402-APDOPPM (frais de géomètre d'environ 1 700 €, les frais d'actes estimés à 13 500 € et les frais d'acquisition de l'ordre de 6 045 €).

A 17 - Déviation de Lorris RD 44 / 961 - Indemnisation dans le cadre de dommages-travaux

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de régler à l'EARL DE LA GRANGE DES CHAMPS en réparation des dommages de travaux publics liés aux travaux de la déviation de Lorris un montant de 23 700,50 € HT, soit 28 440,60 € TTC.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer tous actes, conventions, pièces liés à cette opération.

Article 4 : Il est décidé de régler les dépenses sur l'opération père 2000-00249 - opération fille 2003 – 00016 – action A0201201.

A 18 - LOURY - Giratoire RD 2152 - Indemnisation exploitant

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'indemniser la société dénommée EARL d'AMBERT représentée par M. Frédéric BERTHEAU, d'un montant de 367 €, en réparation de l'éviction d'une superficie de 883 m² qu'il exploite sur les parcelles cadastrées section ZS n°47, 49, 51 et 53, appartenant à l'indivision HUMMEL.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer toutes conventions et pièces et liés à cette opération.

Article 4 : Les dépenses d'un montant de 367 € sont engagées sur l'opération 2017-00020.

A 19 - Canal d'Orléans : subvention d'investissement pour l'année 2018 du Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention d'investissement pour l'année 2018, pour un montant de 50 000 € sur une dépense maximale de 62 500 € HT, au Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans (SMGCO), afin de lui permettre de réaliser les travaux de réhabilitation de la maison éclusière du Gué Girault à Vitry-aux-Loges.

Article 3 : La dépense sera imputée sur l'AP 18-D0303103-APDPRAS - opération n°2018-02005.

A 20 - Canal d'Orléans : opérations du curage ponctuelles au déversoir du Limetin (à Pannes) et à la confluence avec le Cens (à Fay-aux-Loges)

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec.

Article 2 : Il est décidé d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à saisir M. le Préfet pour mettre en œuvre la procédure d'autorisation au titre des articles L. 214.1 à L. 214.3 du Code de l'environnement (rubrique 3.2.1.0) relativement à la réalisation de travaux de curages ponctuels du Canal d'Orléans (confluence avec le Cens à Fay-aux-Loges).

A 21 - Développer les mobilités durables : Loire à Vélo - Procédure en cas d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la procédure de fermeture de l'itinéraire de la Loire à Vélo en cas d'incident à la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly, telle que décrite au document annexé à la présente délibération.

Article 3 : Il est décidé d'approuver le projet d'avenant à la convention de gestion et d'entretien avec les communes concernées, décrivant cette procédure, tel qu'annexé à la présente délibération, et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à le signer.

Sécurisation des tronçons de l'itinéraire Loire à Vélo en cas d'incident nucléaire à la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

**Sections entre TAVERS et MAREAU-AUX-PRES
et entre SANDILLON et BEAULIEU-SUR-LOIRE**

PROCEDURES A SUIVRE



Version 29 mars 2018

PRINCIPES GENERAUX

La procédure de fermeture partielle ou totale de l'itinéraire Loire à Vélo dans le Loiret en cas d'incident nucléaire à la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY est intégrée dans le Plan de Continuité d'Activité du Conseil Départemental.

Les missions sont à distinguer :

1. **Alerter les communes** qui poseront les panneaux de fermeture sur les tronçons Loire à Vélo sous police communale et départementale ; par convention les panneaux relatifs à des tronçons sous responsabilité départementale seront posés par les communes concernées.

Les panneaux de fermeture partielle indiquent que l'itinéraire est fermé à en raison d'un incident à la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY nécessitant de fermer un périmètre de 5 km autour de celle-ci. Ils peuvent se situer au-delà de ce périmètre pour signaler aux usagers le danger à proximité d'une commune disposant d'hébergements, de restauration et d'accès aux moyens de transport. ***Ces panneaux viennent compléter les dispositifs de bouclage mis en place par la gendarmerie.***

Les panneaux de fermeture totale de l'itinéraire indiquent que l'ensemble de l'itinéraire est fermé entre TAVERS et MAREAU-AUX-PRES et entre SANDILLON et BEAULIEU-SUR-LOIRE, en raison d'un incident à la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY nécessitant de fermer un périmètre supérieur à 5 km autour de celle-ci.

2. **Informers les organismes de promotion touristique** de la fermeture partielle ou totale de la Loire à Vélo.

3. **Rendre compte de l'effectivité de l'action.**

Pour l'ensemble des panneaux à placer, l'information sur le positionnement effectif devra remonter au Conseil Départemental à la Direction pilote et à la Cellule de crise Départementale si celle-ci est déclenchée.

SCHEMA DE PROCEDURE

N° d'ordre	Action	Qui	Comment
1	Recevoir l'alerte d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY	MiPRES – cellule de crise	Appel ou mail de la préfecture ou de l'exploitant
2	Prévenir les mairies concernées et leur demander de poser les panneaux	DAP ou cadre d'astreinte	Utiliser : <ul style="list-style-type: none"> ▪ cartographie des panneaux à mettre en place ; ▪ messages types ; ▪ mailing List des mairies.
3	Prévenir les organismes de promotion touristique et leur demander de diffuser l'information	DAP ou cadre d'astreinte	Utiliser : <ul style="list-style-type: none"> ▪ messages types ; ▪ mailing List des organismes de promotion touristique.
4	Rendre compte des panneaux posés (n°, heure et jour + remarques éventuelles)	DAP ou cadre d'astreinte	Synthétiser infos issues des communes + information de terrain et envoi par mail à la cellule de crise CD 45 et DAP

SOMMAIRE DES PROCEDURES

1. Procédure en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre de 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY p. 5
2. Procédure en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY p. 8
3. ANNEXES CARTOGRAPHIQUES p. 13

1. Procédure en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre de 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY

1.1. Information aux communes, en charge de la pose des panneaux

Dés l'annonce de l'incident, la Mission Prévention Risques et Sécurité informe la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine qui alerte elle-même par mail les communes concernées par la fermeture du périmètre de 5 km.

En cas de fermeture, cette mission est assurée par le cadre d'astreinte.

Cette alerte s'effectue par l'envoi d'un mail groupé aux communes concernées par la mise en place d'un panneau de fermeture partielle de l'itinéraire.

Le mail type comprend :

- un message informant de l'incident et de la fermeture du périmètre de 5 km ;
- la fiche réflexe de la commune contenant une carte de localisation des panneaux à positionner en pièce jointe du mail ;
- une demande de suivi de l'action pour informer le Conseil départemental de la mise en place effective des panneaux par la commune afin que le Conseil départemental puisse connaître l'état général d'ouverture de l'itinéraire Loire à Vélo dans le département et en informer les usagers.

Message type pour le mail en cas fermeture d'un périmètre de 5 km autour de la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

Le mail doit être transmis en activant la fonction « confirmation de lecture » sous Outlook pour s'assurer que les correspondants ont bien reçu le mail.

Outlook→Options→Demander une confirmation de lecture pour ce message

Objet : Incident à la centrale de DAMPIERRE – FERMETURE PARTIELLE DE LA LOIRE A VELO

Bonjour,

Un incident nécessitant la fermeture d'un périmètre de 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY s'est produit.

Afin d'informer les usagers en transit sur l'itinéraire Loire à Vélo, le Département vous invite à procéder à la mise en place des panneaux de fermeture partielle de l'itinéraire, ainsi que des dispositifs de barrage. La localisation des panneaux et des dispositifs figure dans la fiche réflexe jointe au présent mail.

Je vous remercie d'informer le Département dès que les panneaux seront installés en répondant à ce mail.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

PJ : fiche réflexe

L'ensemble des documents (mails types et PJ) sont disponibles sur : [Alfresco/Documents/2.Organisation du Département/7.Risque nucléaire/Loire à Vélo](#)

Le tableau ci-après liste les communes à prévenir

Commune	Référence panneaux à poser	Mail
POILLY-LEZ-GIEN	N-FP-1	mairie-de-poilly-lez-gien@orange.fr
SAINT-GONDON	N-FP-2	mairie-st.gondon@wanadoo.fr
SULLY-SUR-LOIRE	N-FP-3	c.planchet.cab@sullysurloire.org

1.2 Information aux usagers de la Loire à Vélo via les relais de communication

Dès l'annonce de l'incident, la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine alerte par mail les organismes de promotion touristique.

Ces organismes agissent comme relais d'information auprès des usagers et définissent eux-mêmes les modalités à mettre en œuvre pour relayer l'information.

Ces modalités peuvent être :

- information mise en ligne sur le site Internet ;
- relais de l'information par mail et/ou téléphone auprès des activités économiques liées au tourisme Loire à Vélo (gîtes, hôtels, loueurs...etc.).

Message type pour le mail en cas fermeture d'un périmètre de 5 km autour de la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

Le mail doit être transmis en activant la fonction « confirmation de lecture » sous Outlook pour s'assurer que les correspondants ont bien reçu le mail.

Outlook → Options → Demander une confirmation de lecture pour ce message

Objet : Incident à la centrale de DAMPIERRE – FERMETURE PARTIELLE DE LA LOIRE A VELO

Bonjour,

Un incident nécessitant la fermeture d'un périmètre de 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY s'est produit.

Le Département vous remercie d'informer les usagers de la Loire à Vélo par tous les moyens à votre disposition, que l'itinéraire est partiellement fermé entre GIEN et SULLY-SUR-LOIRE.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

L'ensemble des documents (mails types et PJ) sont disponibles sur : [Alfresco/Documents/2.Organisation du Département/7.Risque nucléaire/Loire à Vélo](#)

Le tableau ci-après liste les organismes de promotion touristique à prévenir.

Organismes	Tél
Comité Régional du Tourisme Centre - Val de Loire	m.fremont@centre-valdeloire.org tourisme.centre@centre-valdeloire.org
Agence de Développement et de Réservation Touristique du Loiret	randonnee@tourismeloiret.com
Office du Tourisme de Beaugency	tourisme.beaugency@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Meung/Loire	contact@tourisme-valdesmauves.fr
Office du Tourisme de Cléry-St-André	o-tourismedeclery@wanadoo.fr
Office du Tourisme d'Orléans	infos@tourisme-orleans.com
Office du Tourisme de Jargeau	otsi.jargeau@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Châteauneuf/Loire	tourisme.chateauneufsurloire@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Saint-Benoît sur Loire	oti@cc-valdoretforet.com
Office du Tourisme de Sully-sur-Loire	tourisme@sully-loire-sologne.fr
Office du Tourisme de Gien	ot.gien@wanadoo.fr
Office de Tourisme "Terres de Loire et	contact.ottlc@gmail.com

Si la procédure a été mise en œuvre par le cadre d'astreinte, il devra informer la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine (Service Constructions publiques et aménagement) du déclenchement de la procédure

En outre, la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devra informer la cellule de crise départementale si celle-ci a été déclenchée par le DGSD.

2. Procédure en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY

2.1. Information aux communes, en charge de la pose des panneaux

Dès l'annonce de l'incident, la Mission Prévention Risques et Sécurité informe la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine qui alerte elle-même par mail les communes concernées par la pose des panneaux.

En cas de fermeture, cette mission est assurée par le cadre d'astreinte.

Cette alerte s'effectue par l'envoi d'un mail groupé aux communes concernées par la mise en place d'un panneau de fermeture totale de l'itinéraire.

Le mail type comprend :

- un message informant de l'incident et de la fermeture d'un périmètre supérieur à 5 km ;
- la fiche réflexe de la commune contenant une carte de localisation des panneaux à positionner en pièce jointe du mail ;
- une demande de suivi de l'action pour informer le Conseil départemental de la mise en place effective des panneaux par la commune afin que le Conseil départemental puisse connaître l'état général d'ouverture de l'itinéraire Loire à Vélo dans le département et en informer les usagers.

Message type pour le mail en cas fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

Le mail doit être transmis en activant la fonction « confirmation de lecture » sous Outlook pour s'assurer que les correspondants ont bien reçu le mail.

Outlook→Options→Demander une confirmation de lecture pour ce message

Objet : Incident à la centrale de DAMPIERRE – FERMETURE DE LA LOIRE A VELO

Bonjour,

Un incident nécessitant la fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY s'est produit.

En conséquence, l'itinéraire « Loire à Vélo » est totalement interrompu, entre TAVERS et MAREAU-AUX-PRES, et entre SANDILLON et BEAULIEU-SUR-LOIRE, jusqu'à la clôture de l'incident.

Afin d'informer les usagers en transit sur l'itinéraire, le Département vous invite à procéder à la mise en place des panneaux informant de la fermeture totale de l'itinéraire. La localisation des panneaux figure dans la fiche réflexe jointe au présent mail.

Je vous remercie d'informer le Département dès que les panneaux seront installés en répondant à ce mail.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

PJ : fiche réflexe

L'ensemble des documents (mails types et PJ) sont disponibles sur : [Alfresco/Documents/2.Organisation du Département/7.Risque nucléaire/Loire à Vélo](#)

Le tableau ci-après liste les communes à prévenir

Commune	Référence panneaux à poser	Mail
CHATILLON-SUR-LOIRE	N-FT-1	mairie-de-chatillon-sur-loire@wanadoo.fr
BRIARE	N-FT-2	mairie-de-briare@wanadoo.fr
GIEN	N-FT-3	mairie@gien.info
SULLY-SUR-LOIRE	N-FT-4	c.planchet.cab@sullysurloire.org
CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	N-FT-5	mairie@chateauneufsurloire.fr
JARGEAU	N-FT-6	jargeau.mairie@fr.oleane.com
MEUNG-SUR-LOIRE	N-FT-7	mairie@meung-sur-loire.com
BEAUGENCY	N-FT-8	accueil@ville-beaugency.fr

2.2. Information aux communes non concernées par la mise en place des panneaux d'information

Dès l'annonce de l'incident, la Mission Prévention Risques et Sécurité informe la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine qui alerte elle-même par mail les communes

Message type pour le mail en cas fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

Le mail doit être transmis en activant la fonction « confirmation de lecture » sous Outlook pour s'assurer que les correspondants ont bien reçu le mail.

Outlook → Options → Demander une confirmation de lecture pour ce message

Objet : Incident à la centrale de DAMPIERRE – FERMETURE DE LA LOIRE A VELO

Bonjour,

Un incident nécessitant la fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY s'est produit.

Le Département vous remercie de prendre note que l'ensemble de l'itinéraire « Loire à Vélo » est totalement interrompu, entre TAVERS et MAREAU-AUX-PRES, et entre SANDILLON et BEAULIEU-SUR-LOIRE, jusqu'à la clôture de l'incident.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

L'ensemble des documents (mails types et PJ) sont disponibles sur :
[Alfresco/Documents/2.Organisation du Département/7.Risque nucléaire/Loire à Vélo](#)

Le tableau ci-après liste les Communes et groupements de communes à prévenir.

Communes	Mail
TAVERS	tavers.mairie@wanadoo.fr
BAULE	mairie.baule@wanadoo.fr
MAREAU-AUX-PRES	mairie@mareauauxpres.com
CLERY-SAINT-ANDRE	accueil@clery-saint-andre.com
SANDILLON	mairiesandillon@wanadoo.fr
DARVOY	mairie-darvoy@wanadoo.fr
OUVROUER-LES-CHAMPS	mairie-ouvrouer.les.champs@wanadoo.fr
SIGLOY	mairie.sigloy@wanadoo.fr
GERMIGNY-DES-PRES	mairie-germigny@wanadoo.fr
SAINT-BENOIT-SUR-LOIRE	accueil@mairie-st-benoit.fr
SAINT-PERE-SUR-LOIRE	saintperesurloire@wanadoo.fr
SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD	mairie.st.aignanlejaillard@orange.fr
LION-EN-SULLIAS	lionensullias.mairie@aliceadsl.fr
SAINT-FLORENT	mairie.st.florentlejeune@wanadoo.fr
SAINT-GONDON	mairie-st.gondon@wanadoo.fr
POILLY-LEZ-GIEN	mairie-de-poilly-lez-gien@orange.fr
SAINT-MARTIN-SUR-OCRE	mairiestmartinsurocre@wanadoo.fr
SAINT-BRISSON-SUR-LOIRE	mairie.st.brisson@wanadoo.fr
SAINT-FIRMIN-SUR-LOIRE	mairiestfirminsurloire@orange.fr
OUSSON-SUR-LOIRE	mairie.ousson@wanadoo.fr
BONNY-SUR-LOIRE	mairie@bonnysurloire.fr police@bonnysurloire.fr
BEAULIEU-SUR-LOIRE	beaulieu-sur-loire@wanadoo.fr
ORLEANS METROPOLE	cso@ville-orleans.fr ; depr@orleans-metropole.fr

2.3. Information des usagers de la Loire à Vélo via les relais de communication

Dès l'annonce de l'incident, la Mission Prévention Risques et Sécurité informe la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine qui alerte elle-même par mail les organismes de promotion touristique.

Ces organismes agissent comme relais d'information auprès des usagers et définissent eux-mêmes les modalités à mettre en œuvre pour relayer l'information.

Ces modalités peuvent être :

- information mise en ligne sur le site Internet ;
- relais de l'information par mail et/ou téléphone auprès des activités économiques liées au tourisme Loire à Vélo (gîtes, hôtels, loueurs...etc.).

Message type pour le mail en cas fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale de DAMPIERRE-EN-BURLY

Le mail doit être transmis en activant la fonction « confirmation de lecture » sous Outlook pour s'assurer que les correspondants ont bien reçu le mail.

Outlook→Options→Demander une confirmation de lecture pour ce message

Objet : Incident à la centrale de DAMPIERRE – FERMETURE DE LA LOIRE A VELO

Bonjour,

Un incident nécessitant la fermeture d'un périmètre SUPERIEUR à 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY s'est produit.

Le Département vous remercie d'informer les usagers de la Loire à Vélo par tous les moyens à votre disposition, que l'ensemble de l'itinéraire Loire à Vélo est interrompu entre TAVERS et MAREAU-AUX-PRES et entre SANDILLON et BEAULIEU-SUR-LOIRE, et de les inviter à différer leur voyage jusqu'à la clôture de l'incident.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes respectueuses salutations.

L'ensemble des documents (mails types et PJ) sont disponibles sur : [Alfresco/Documents/2.Organisation du Département/7.Risque nucléaire/Loire à Vélo](#)

Le tableau ci-après liste les organismes de promotion touristique à prévenir.

Organismes	Tél
Comité Régional du Tourisme Centre - Val de Loire	m.fremont@centre-valde Loire.org tourisme.centre@centre-valde Loire.org
Agence de Développement et de Réservation Touristique du Loiret	randonnee@tourismeloiret.com
Office du Tourisme de Beaugency	tourisme.beaugency@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Meung/Loire	contact@tourisme-valdesmauves.fr
Office du Tourisme de Cléry-St-André	o-tourismedeclery@wanadoo.fr
Office du Tourisme d'Orléans	infos@tourisme-orleans.com
Office du Tourisme de Jargeau	otsi.jargeau@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Châteauneuf/Loire	tourisme.chateauneufsurloire@wanadoo.fr
Office du Tourisme de Saint-Benoît sur Loire	oti@cc-valdoretforet.com
Office du Tourisme de Sully-sur-Loire	tourisme@sully-loire-sologne.fr
Office du Tourisme de Gien	ot.gien@wanadoo.fr
Office de Tourisme "Terres de Loire et Canaux" (Briare, Châtillon/L., Bonny/L. et Beaulieu/L.)	contact.ottlc@gmail.com

Si la procédure a été mise en œuvre par le cadre d'astreinte, il devra informer la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine (Service Constructions publiques et aménagement) du déclenchement de la procédure.

En outre, la Direction de l'Aménagement et du Patrimoine devra informer la cellule de crise départementale si celle-ci a été déclenchée par le DGSD.

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES :

- 1) Cartographie des panneaux à mettre en place en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre de 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY
- 2) Cartographie des panneaux à mettre en place en cas d'incident nécessitant de fermer un périmètre SUPERIEUR 5 km autour de la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY

Annexe 2 :



AVENANT N°3 A LA CONVENTION CADRE

RELATIVE À L'ENTRETIEN DE L'ITINERAIRE « LOIRE A VELO »
DANS LE DEPARTEMENT DU LOIRET

ENTRE TAVERS ET MAREAU-AUX-PRES ET ENTRE SANDILLON ET BEAULIEU-SUR-
LOIRE

COMMUNE DE

Entre :

Le Département du Loiret représenté par, Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental et dûment habilité par délibération n° en date du, ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

Et :

La commune de, représentée par Monsieur / Madame, Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du.....ci-après dénommée « la Commune »,

d'autre part.

Vu la convention relative à l'entretien de l'itinéraire « la Loire à Vélo » dans le Département du Loiret, signée entre les deux parties le 19 décembre 2008 ;

Vu l'avenant n°1 à la convention relative à l'entretien de l'itinéraire « la Loire à Vélo » dans le Département du Loiret, signée entre les deux parties le 6 mars 2013 ;

Vu l'avenant n°2 à la convention relative à l'entretien de l'itinéraire « la Loire à Vélo » dans le Département du Loiret, signée entre les deux parties le

PREAMBULE :

Par convention signée le 19 décembre 2008, le Département et la Commune ont défini les principes de l'entretien de « la Loire à Vélo », une fois les travaux achevés.

Ces principes sont les suivants :

- le Département assure l'entretien de l'itinéraire principal pour les nouveaux aménagements créés quelle qu'en soit la domanialité et des antennes sans solliciter financièrement la commune,
- la Commune assure l'entretien de(s) l'aire(s) de repos sans solliciter financièrement le Département.

L'avenant n°1 signé le 6 mars 2013 entre les deux parties précisait les équipements concernés par ladite convention.

L'avenant n°2 signé le entre les deux parties précisait notamment la procédure en cas d'inondation sur l'itinéraire.

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de prendre en compte la procédure à mettre en œuvre sur l'itinéraire « Loire à Vélo » dans le Loiret en cas d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY.

ARTICLE 2 : PLAN DE SECURISATION EN CAS D'INCIDENT A LA CENTRALE NUCLEAIRE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

2.1 Descriptif

Face au risque d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY, le Département a élaboré une procédure de sécurisation de l'itinéraire Loire à Vélo. Celle-ci figure en annexe du présent avenant.

L'objectif est d'assurer la bonne information des usagers lors de la survenue d'un tel incident par la mise en œuvre :

- d'une signalisation adaptée sur le terrain,
- d'une information via les relais de communication.

2.2 Engagements des parties et mise en œuvre

Le Département et la Commune s'engagent mutuellement à respecter le plan en annexe en cas d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY.

Ainsi, dès que le Département aura connaissance de la survenance d'un tel incident, il en informera la Commune, qui s'engage à mettre en place le(s) panneau(x) informant les usagers aux points identifiés et selon les modalités indiquées dans la procédure annexée au présent avenant.

2.3 Fourniture des panneaux

Le Département fournira, à titre gracieux, à la Commune, **X** panneau(x) **et un dispositif de barrage (filet et piquets K5)** afin de mettre en œuvre sur le terrain le plan de sécurisation, et d'assurer la bonne information des usagers.

La Commune s'engage à les remplacer, si cela s'avère nécessaire, en respectant le modèle initial, et sans solliciter financièrement le Département.

ARTICLE 3 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres articles de la convention, signée le 19 décembre 2008, entre le Département et la Commune demeurent inchangés.

Fait à ORLEANS, le

en deux exemplaires originaux

Pour le Président et par délégation,

Le Maire de,

Marc GAUDET
Président du Conseil Départemental

.....

A 22 - Développer les mobilités durables : Convention de partage des données de comptages localisés de vélos avec le Comité régional du Tourisme Centre-Val de Loire - Projet d'avenant

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver le projet d'avenant à la convention relative au partage des données de comptages localisés de vélos avec le Comité régional du Tourisme Centre-Val de Loire, telle qu'annexée à la présente délibération, et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à le signer.



AVENANT
A LA CONVENTION DE PARTAGE DE DONNÉES
DE COMPTAGES LOCALISÉES DE VELOS

Conclue entre :

le Comité Régional du Tourisme Centre-Val de Loire
37 avenue de Paris 45000 ORLEANS
représenté par son Président Monsieur Pierre-Alain ROIRON
ci-après dénommé CRT

d'une part

ET

Le Département du Loiret
représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental,
dûment habilité par délibération n° du,
ci-après dénommé « le Département »,

d'autre part

L'article suivant est modifié comme suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition et d'utilisation des données issues des compteurs du Département positionnés sur la Loire à Vélo (à Beaugency, Ouvrouer-les-Champs, Saint-Benoît-sur-Loire, Saint-Aignan-le-Jaillard) et le long des canaux du Loing, de Briare et d'Orléans. La convention définit également les conditions d'exploitations de ces données par le CRT.

La convention porte sur les compteurs installés à la date de signature de la présente convention et qui le seront par la suite sur les itinéraires mentionnés supra.

Les autres articles de la convention conclue le 09/11/2017 demeurent inchangés.

Fait le,

Le Président
Conseil Départemental
du Loiret,

Le Président
Comité Régional du Tourisme
Centre-Val de Loire,

Marc GAUDET

Pierre-Alain ROIRON

A 23 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : conventions portant désignation d'un maître d'ouvrage unique dans le cadre du projet de construction de deux collèges sur le secteur de Pithiviers

Article 1 : Le rapport, son amendement et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Les termes des conventions entre le Département du Loiret, la Communauté de communes du Pithiverais et la Commune de Dadonville d'une part, et entre le Département du Loiret et la Commune de Pithiviers d'autre part sont approuvés.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions annexées à la présente délibération.

**Convention portant désignation d'un maître
d'ouvrage unique pour l'opération de construction
d'un ensemble d'équipements comprenant le collège
de Pithiviers, et ses abords, fixant les modalités et
conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage
unique**

Entre

le Département du Loiret, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du....., et désigné ci-après « le Département »

d'une part,

et,

La Commune de Pithiviers, représenté par Monsieur NOLLAND, Maire de la Commune de Pithiviers agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil municipal en date du....., et dénommée «la Commune» ;

d'autre part,

PREAMBULE

Dans un contexte d'augmentation des effectifs, le Département poursuit et achève le Programme d'Investissement des collèges afin d'adapter les besoins sur l'ensemble du territoire.

L'édification de deux collèges d'une capacité de 600 élèves et de 64 élèves SEGPA sur le secteur de PITHIVIERS, se substituant au collège actuel Denis POISSON à PITHIVIERS, en constitue un projet phare.

Ce collège construit en 1962, qui accueille le plus d'élèves dans toute l'Académie (**1028 élèves**, dont 12 en Ulis et 100 en SEGPA à la rentrée de 2017) nécessitait d'être restructuré depuis plusieurs années.

Compte tenu de la capacité d'accueil du collège et des contraintes techniques et fonctionnelles du site de l'actuel collège Denis Poisson à Pithiviers, le Département, en lien avec les acteurs du territoire, a décidé la construction d'un nouveau collège à Pithiviers sur le site foncier de l'actuel collège et la construction d'un second collège à Dadonville sur une emprise de 3,5 ha (parcelles n°140, 390, 744).

Sur le site de Pithiviers, la réussite du projet repose sur l'édification de plusieurs ouvrages complémentaires relevant simultanément de la compétence de deux maîtres d'ouvrages : le Département du Loiret, la Commune de Pithiviers.

Chacune des parties à la présente convention est maître d'ouvrage de travaux portant sur des biens dont elle a la charge.

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, par le Code de l'éducation, notamment son article L. 213-1, le Département du Loiret est maître d'ouvrage des travaux de construction du collège de Pithiviers inscrit au Programme Prévisionnel d'Investissement des collèges.

Outre la construction du collège en lui-même, le site nécessite l'aménagement d'un parvis du collège, rue de Segray.

D'autres abords, relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Commune de Pithiviers doivent par ailleurs être aménagés afin de répondre à un fort enjeu de sécurisation des accès des élèves dont une majorité est transportée en cars :

- l'aménagement de la gare routière,
- la réfection du trottoir, rue de Segray,

La complémentarité des équipements compris dans cette opération de construction et leur proximité immédiate justifient de la réalisation d'une opération unique de construction.

Conscient que ces projets parallèles revêtent un intérêt pour chacune d'entre elles, mêlent leurs compétences respectives, les parties se sont rapprochées afin de réfléchir et d'aboutir à une mutualisation optimale de leur achat, et de cohérence d'ensemble des projets.

Considérant que les opérations respectives envisagées par les deux maîtres d'ouvrage sont complémentaires et sont susceptibles d'être réalisées de concert, les parties sont convenues de désigner un maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération intitulée «la construction du Collège de Pithiviers, et de ses abords» conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, notamment au II de son article 2, selon lequel :« Lorsque la réalisation, la

réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. ».

Cette maîtrise d'ouvrage unique est ainsi gage d'efficacité en termes de coordination, de cohérence d'ensemble de l'opération, ainsi qu'en termes d'efficience.

Considérant les travaux à réaliser par le Département

- La création d'un nouveau collège d'une capacité de 600 élèves et de 64 élèves SEGPA
- L'aménagement du parvis du collège rue de Segray

Considérant les travaux à réaliser par la commune

- L'aménagement de la gare routière
- La réfection du trottoir, rue de Segray

Considérant que chacune des parties à la présente convention est maître d'ouvrage des travaux portant sur des biens et des compétences dont elles ont la charge.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de désigner le Département maître d'ouvrage unique chargé de la réalisation de l'opération commune aux parties, intitulée «la construction du Collège de Pithiviers, et de ses abords » sur le fondement des dispositions de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique susvisée.

Article 2. Personne habilitée à engager le maître d'ouvrage unique

Pour l'exécution des missions confiées au maître d'ouvrage unique, celui-ci est représenté par Monsieur Marc GAUDET , Président du Conseil départemental du Loiret, ou son représentant, qui est seul habilité à engager la responsabilité du maître d'ouvrage unique pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le maître d'ouvrage unique, celui-ci doit systématiquement indiquer qu'il agit également au nom et pour le compte de la Commune.

Article 3. Engagements respectifs des parties

Article 3.1 : Les engagements du Département

Le Département du Loiret est le maître d'ouvrage de l'opération unique présentée à l'article 1 pour les travaux concernant le Département, et la Commune.

Les missions incombant au Département dans le cadre de cette opération sont notamment les suivantes :

- l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises ;

Pour l'entretien ultérieur des ouvrages, il est rappelé qu'une fois les ouvrages réalisés et mis en service, le Département assumera techniquement et financièrement la gestion, l'entretien des ouvrages qui relèvent de son domaine de compétence : le collège, les aménagements réalisés sur le domaine public routier départemental.

Article 3.2 : Les engagements de la commune

Pour la réalisation de leurs ouvrages respectifs, la commune communiquera au Département l'ensemble de ses définis avec précision dans l'optique de la rédaction du programme.

La commune donnera un avis technique sur les dossiers remis par le maître d'ouvrage unique, à savoir :

- L'aménagement de la gare routière
- La réfection du trottoir, rue de Segray

Un directeur de projet de la commune de Pithiviers sera identifié pendant toute la durée du projet.

Pour l'entretien ultérieur des ouvrages, il est rappelé qu'une fois les ouvrages réalisés et mis en service, la commune assumera techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des ouvrages relevant de sa compétence, soit les espaces à l'extérieur du domaine public routier départemental et de la clôture du collège : gare routière bus et ses équipements, parvis du collège, dépose minute...

Article 3.3 Les engagements réciproques

Le Département, la Commune s'engagent à mobiliser tous les moyens nécessaires à la réalisation des travaux exposés en préambule pour une mise en service des ouvrages **pour septembre 2021.**

Article 3.4 Usage partagé des ouvrages

Suite à la restructuration du gymnase dans le cadre du projet, hors temps scolaire et sous réserve de leur identification précise par les Conseils d'administration du collège d'une part, du lycée d'autre part, des créneaux d'utilisation seront affectés aux associations sportives de la Commune de Pithiviers. La ville de Pithiviers fera son affaire de l'attribution, de la gestion des créneaux aux associations ainsi que du respect des conditions d'hygiène et de sécurité du site par les utilisateurs

du gymnase pendant ces créneaux. Une convention particulière sera passée entre le Département et la Commune pour préciser les conditions d'utilisation du gymnase.

Article 4. Contenu de la mission du maître d'ouvrage unique :

Outre les missions de coordonnateur des différents programmes de travaux, de pilotage de l'enveloppe financière et du plan de financement, la mission du maître d'ouvrage unique porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Pilotage des éventuelles études préalables complémentaires, de la maîtrise d'œuvre de conception et d'exécution des travaux ;
- Consultation, préparation du choix du titulaire du marché global de performances
- Choix, signature et gestion des marchés de prestations intellectuelles ;
- Choix, signature et gestion du marché global de performances
 - versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs,
 - réception des travaux ;
- Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage,
- Choix, signature et gestion des marchés de contrôle technique d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage le cas échéant ;
- Gestion financière et comptable de l'opération ;
- Gestion administrative,

et, d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

Article 5. Modes de gouvernance

Les parties conviennent de la mise en place d'un Comité de pilotage de l'opération, chargé du pilotage, de la coordination et du suivi technique de celle-ci, composé des directeurs de projet de chaque maître d'ouvrage, accompagnés des personnes de leurs choix.

Ce Comité se réunit à l'initiative du Département aussi souvent que nécessaire ou sur demande expresse de la commune adressée en courrier recommandé avec accusé de réception.

Ce Comité n'intervient qu'au titre de l'information et de la concertation des différents maîtres d'ouvrage ; il n'est pas doté de pouvoir de décision et n'empiètent pas sur les prérogatives du maître d'ouvrage unique.

Article 6. Définition de l'enveloppe financière et du plan de financement

L'enveloppe financière et le plan de financement prévisionnels sont exposés à l'annexe 1 de la présente convention.

La prestation de maîtrise d'ouvrage unique est réalisée gratuitement par le Département.

Les éventuelles prestations d'études préalables complémentaires, de maîtrise d'œuvre externalisées et autres prestations d'études externalisées (Coordination Sécurité et Protection de la Santé, contrôles techniques...) sont remboursées conformément aux dépenses figurant en annexe 1.

Les frais de publicité, de mise en concurrence, d'organisation de jurys ou de réunions de CAO sont remboursés au prorata du montant des travaux relevant de la maîtrise d'ouvrage de chacune des parties.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect de l'enveloppe financière, définie à l'annexe 1 à la présente convention. Dans l'hypothèse où le plan de financement ne permettrait pas la réalisation des travaux, le Département recueillera l'accord de la commune afin de réévaluer le plan de financement. Les éventuelles évolutions d'enveloppe et la répartition de la charge financière des dépassements d'enveloppe entre les parties seront systématiquement arrêtées par avenant à la présente convention.

La participation financière de la Commune de Pithiviers est ferme et forfaitaire, fixée à 213 875 € T.T.C.

En toute hypothèse, le plan de financement sera actualisé, le cas échéant, au vu des prix résultant du marché global de performances, par voie d'avenant.

La participation définitive du Département sera arrêtée dans les conditions de l'article 8 conformément à la répartition des travaux présentés en préambule.

Article 6.01 Comptabilisation de l'opération

La séparation des compétences implique une comptabilisation particulière de l'opération, tant dans la comptabilité du Département, maître d'ouvrage unique, que dans celles de la commune.

Article 6.02 Le Département

Conformément à l'instruction comptable M52, le Département comptabilise :

- les dépenses et recettes relatives aux travaux réalisés pour le compte de la Commune aux subdivisions du compte « 458 : Opérations d'investissement sous mandat » ;
- les dépenses et recettes relatives aux travaux réalisés pour son compte au compte « 2315 : Installations, matériel et outillage technique » ;
- les dépenses relatives à la construction au compte 2313 « Constructions »
- les dépenses relatives aux études préalables complémentaires au compte 2031 « Etudes préalables complémentaires »

- les dépenses relatives aux frais d'insertion au compte 2033 « Frais d'insertion »

Après achèvement des travaux, les comptes 4581 en dépenses et 4582 en recettes, complétés par le numéro apporté à l'opération de mandat pris dans une série allant de 01 à 99 doivent présenter un montant TTC strictement égal.

Article 6.03 La Commune

Les travaux réalisés par le Département pour le compte de la commune doivent intégrer son patrimoine comptable.

La Commune enregistre, soit en section d'investissement les travaux facturés par le maître d'ouvrage unique, soit au compte « 2315 : Installations, matériel et outillage techniques » soit directement à la subdivision appropriée du compte 21 si les travaux refacturés sont terminés.

Compte tenu de la récupération de la TVA par le FCTVA par la Commune, celle-ci rembourse au Département le montant forfaitaire et ferme TTC fixé à l'article 6 des travaux réalisés, sur la base d'un état visé par le payeur départemental.

Article 7. Préparation et passation du contrat global de performances :

Le Département est chargé d'élaborer le dossier de consultation des entreprises, de mettre à contribution sa commission d'appel d'offres le cas échéant, ou jury, d'approuver et de signer les contrats et marchés ainsi que d'assurer leur transmission au contrôle de légalité.

Un jury sera constitué pour choisir le titulaire du marché global de performances.

Pour assurer la représentativité des maîtres d'ouvrage de l'ensemble du projet portant sur la construction de deux collèges sur le secteur de Pithiviers, figureront notamment un conseiller départemental du canton concerné, le Président de la Communauté de communes du Pithivirais ou son représentant, le Maire de la Commune de Dadonville ou son représentant, le Maire de la commune de Pithiviers ou son représentant parmi les membres du Jury ayant voix délibérative.

Une commission de dialogue sera chargée de mener le dialogue avec les candidats. Elle associera les services des maîtres d'ouvrage.

Article 7.01 Règles de passation des contrats :

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le Département est tenu d'appliquer les règles de la commande publique.

La personne habilitée visée à l'article 2 de la présente convention est la seule autorité compétente pour signer les marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, en vertu de la délégation de compétence qui lui a été donnée par le Conseil départemental du Loiret par délibération n°XII du 2 avril 2015.

Article 7.02

Appr

obation des avenants – projets :

Le Département, maître d'ouvrage unique, est tenu d'obtenir l'avis de la Commune sur la passation d'avenants relatifs aux travaux objet de la présente convention exécutés pour le compte de cette dernière.

Le Département transmet ses propositions sur la passation d'avenant à la Commune.

Celle-ci fait connaître son avis dans un délai de 15 jours suivant la réception de celui-ci. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable sur les propositions du Département.

Le Département délivre une copie de l'avenant signé à la Commune.

Le jury, la commission d'appel d'offres le cas échéant et le Président du Conseil départemental, sur délégation de compétences de l'assemblée délibérante du Département sont exclusivement compétents.

Article 8. Contrôle financier et comptable :

La Commune peut demander à tout moment au Département la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

A la fin des travaux, le Département transmet à la Commune un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

En fin de mission, le Département établit et remet à la Commune un bilan général de l'opération qui comporte le détail de toutes les dépenses réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général devient définitif après accord de la Commune et donne lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties.

Article 9. Contrôle administratif et technique:

La commune se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elles estiment nécessaires sur les ouvrages relevant de sa compétence.

Le Département doit donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération, ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, la Commune ne peut faire leurs observations qu'au Département et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Article 10. Autorisation de construire et propriété des ouvrages

La commune autorise expressément le Département à construire sur son domaine les ouvrages relevant de ses compétences.

Article 11. Réception et remise des ouvrages :

Article 11.01 Réception des ouvrages :

Le maître d'ouvrage unique est tenu d'obtenir l'accord préalable de la Commune avant de prendre la décision de réception des ouvrages les concernant. En conséquence, les réceptions d'ouvrages sont organisées par le maître d'ouvrage unique selon les modalités suivantes :

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le maître d'ouvrage unique organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participe la commune, le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier et lui-même. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par chacune des parties sur les ouvrages les concernant, et qu'elles entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

Le maître d'ouvrage unique s'assure ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Il transmet ses propositions à la Commune en ce qui concerne la décision de réception. Celle-ci fait connaître sa décision au Département dans les vingt jours suivant la réception des propositions de celui-ci. Le défaut de décision dans ce délai vaut accord tacite sur les propositions du maître d'ouvrage unique.

Le Département établit ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifie à l'entreprise. Copie en est notifiée au maître d'ouvrage concerné.

La réception emporte transfert au maître d'ouvrage unique de la garde des ouvrages. Il en est libéré dans les conditions fixées à l'article suivant.

Article 11.02 Remise (livraison) des ouvrages :

La remise des dossiers complets relatifs à l'opération ainsi que du bilan général établi par le maître d'ouvrage unique, devra s'effectuer dans un délai franc de six mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages. En cas de non respect de ce délai et après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa réception par le maître d'ouvrage unique, les autres parties feront établir ces dossiers aux frais de celui-ci.

Les ouvrages relevant de droit de la compétence de la Commune lui sont remis après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le maître d'ouvrage unique ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des ouvrages.

Si la Commune demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La remise de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant.

La remise intervient à la demande du maître d'ouvrage unique. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai franc de quinze jours maximum à compter de la réception de la demande par l'autre partie.

La remise prend effet 15 jours après la date du constat contradictoire.

Toutefois si, du fait du maître d'ouvrage unique, la remise de l'ouvrage ne peut intervenir dans le délai fixé supra, la Commune se réserve le droit d'occuper l'ouvrage. Elle devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe. Dans ce cas, il appartient au maître d'ouvrage unique de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des travaux. Le maître d'ouvrage unique reste tenu à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute remise ou occupation anticipée d'ouvrage doit également faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consignés dans un procès-verbal signé des parties. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

Entrent dans la mission du maître d'ouvrage unique la levée des réserves de réception et la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles jusqu'à la délivrance du quitus. La Commune doit lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations.

Toutefois toute action contentieuse relative à la mise en jeu des garanties annuelles et biennales reste de la seule compétence des maîtres d'ouvrage. Le maître d'ouvrage unique ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Article 12. Achèvement de la mission :

La mission du Département, maître d'ouvrage unique, prend fin par le quitus délivré par la Commune ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées par celle-ci.

Le quitus est délivré à la demande du Département après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;

- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comportant notamment le dossier de récolement ;
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par la Commune.

La Commune doit notifier sa décision au Département dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.

A l'issue du délai susvisé, l'absence de décision vaut acceptation de l'ouvrage.

Si, à cette date du quitus, il subsiste des litiges entre le maître d'ouvrage unique et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le Département est tenu de remettre à la Commune tous les éléments en sa possession pour que celle-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Article 13. Contrôle de l'exécution

Le Département sollicitera les services de la Commune pour le visa des plans d'exécution des travaux relatifs aux ouvrages destinés à revenir dans son domaine de compétence.

Article 14. Modalités financières

Article 14.01 Remboursement

Le Département, maître d'ouvrage unique, est remboursé des dépenses qu'il a engagées au titre de sa mission pour le compte de la Commune.

A cet effet, il fournit à la commune une demande de remboursement comportant le récapitulatif des dépenses qu'il a supportées.

Ce remboursement fera l'objet de trois demandes au cours de la réalisation de l'opération, la première septembre 2019, la seconde septembre 2020, et la troisième à la réception de l'opération complète.

Ces demandes de remboursement doivent être accompagnées des pièces justificatives suivantes : un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des sommes dues, celles-ci mandatent les sommes qu'elles ont admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, le mandatement du solde de l'opération intervient au plus tard dans les deux mois suivant le quitus par le maître d'ouvrage au maître d'ouvrage unique dans les conditions fixées à l'article 11. Ce quitus est délivré à l'issue de la période de parfait achèvement.

A l'achèvement des travaux, un bilan financier exact et certifié sera établi et présenté aux représentants des trois collectivités concernées. Les économies éventuelles réalisées par rapport au budget prévisionnel seront réparties entre les trois collectivités selon une clé de répartition à définir

Article 15. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effets.

Chacune des parties peut, pour des motifs d'intérêt général, décider unilatéralement, par délibération de l'organe compétent, de la résiliation anticipée de la présente convention et en avise les autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois.

La lettre de notification invite les parties à établir, dans un délai d'un mois, un constat contradictoire des travaux effectués, précisant les modalités financières, techniques et administratives de la résiliation.

Article 16. Dispositions diverses

Article 16.01 Duré e de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties. Elle prend fin par l'achèvement de sa mission par le maître d'ouvrage unique, conformément à l'article 11 de la présente convention.

Article 16.02 Assur ances

La Commune dispense le Département de lui fournir la justification d'assurances.

Article 16.03 Capa cité d'ester en justice

Le Département, maître d'ouvrage unique, peut agir en justice pour le compte de la Commune jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Il doit, avant toute action, demander l'accord de la Commune.

Toutefois, toute action en matière de garantie ultérieure à la garantie de parfait achèvement n'est pas du ressort du maître d'ouvrage unique.

Article 17. Modification de la convention

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 18. Règlement des litiges

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à Orléans, le.....
en deux exemplaires originaux.

PROJET

Pour le Département du Loiret

Marc GAUDET
Président

Pour la Commune de PITHIVIERS

Philippe NOLLAND
Maire

PROJET

Annexe 1 – répartition des dépenses

	Dépenses liées aux ouvrages de la Commune du Pithiviers € TTC	Dépenses liées aux ouvrages du Département du Loiret € TTC
Travaux - gare bus Pontournois	180 000 €	
Travaux - revêtement en enrobés du trottoir de la rue de Segray	5000 €	
Maîtrise d'œuvre	7000 €	
Etudes préalables	5000 €	
Contrôle chantier SPS	3000 €	
Frais administratifs et techniques de mises en concurrence Primes concours Insertion presse Organisation de jurys et de CAO	13 875 €	
Total € TTC	213 875 €	

Convention portant désignation d'un maître d'ouvrage unique pour l'opération de construction d'un ensemble d'équipements comprenant le collège de Dadonville, ses abords, un gymnase fixant les modalités et conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique

Entre

le Département du Loiret, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du....., et désigné ci-après « le Département »

d'une part,

et,

La Communauté de Communes du Pithiverais, représenté par Monsieur Jean Claude BOUVARD, Président de la Communauté de Communes agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil de communauté en date du....., et dénommée «la Communauté de Communes» ;

d'autre part,

La Commune de Dadonville, représenté par Monsieur PETETIN, Maire de la Commune de Dadonville agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil municipal en date du....., et dénommée «la Commune» ;

PREAMBULE

Dans un contexte d'augmentation des effectifs, le Département poursuit et achève le Programme d'Investissement des collèges afin d'adapter les besoins sur l'ensemble du territoire.

L'édification de deux collèges d'une capacité de 600 élèves et de 64 élèves SEGPA sur le secteur de PITHIVIERS, se substituant au collège actuel Denis POISSON à PITHIVIERS, en constitue un projet phare.

Ce collège construit en 1962, qui accueille le plus d'élèves dans toute l'Académie (**1028 élèves**, dont 12 en Ulis et 100 en SEGPA à la rentrée de 2017) nécessitait d'être restructuré depuis plusieurs années.

Compte tenu de la capacité d'accueil du collège et des contraintes techniques et fonctionnelles du site de l'actuel collège Denis Poisson à Pithiviers, le Département, en lien avec les acteurs du territoire, a décidé la construction d'un nouveau collège à Pithiviers sur le site foncier de l'actuel collège et la construction d'un second collège à Dadonville sur une emprise de 3,5 ha (parcelles n°140, 390, 744).

Sur le site de Dadonville, la réussite du projet repose sur l'édification de plusieurs ouvrages complémentaires relevant simultanément de la compétence de trois maîtres d'ouvrages: le Département du Loiret, la Communauté de Communes du Pithiverais, la Commune de Dadonville.

Chacune des parties à la présente convention est maître d'ouvrage de travaux portant sur des biens dont elle a la charge.

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues, par le Code de l'éducation, notamment son article L. 213-1, le Département du Loiret est maître d'ouvrage des travaux de construction du collège de Dadonville inscrit au Programme Prévisionnel d'Investissement des collèges.

Outre la construction du collège en lui-même, le site retenu pour l'implantation du nouveau collège à Dadonville nécessite la réalisation des abords immédiats et rapprochés, à savoir les accès et aménagements de sécurité assurant la desserte.

D'autres abords, relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Commune de Dadonville doivent par ailleurs être aménagés : les réseaux nécessaires à la viabilisation du site, la sécurisation du carrefour (RD623 et RD 123), et de l'entrée de ville (RD123) afin de faciliter notamment la circulation des transports scolaires.

Parallèlement à cette action du Département du Loiret, la Communauté de Communes souhaite édifier un gymnase situé à proximité immédiate du futur collège.

La communauté de communes est maître d'ouvrage de ces travaux.

La complémentarité des équipements compris dans cette opération de construction et leur proximité immédiate justifient de la réalisation d'une opération unique de construction.

Outre la volonté d'inscrire ces équipements dans le cadre d'un projet architectural cohérent et harmonieux, l'utilisation qui en sera faite et la jouissance partagée de certains d'entre eux démontrent la nécessité d'inscrire la réalisation de ces équipements dans le cadre d'une opération unique.

Le gymnase et la salle polyvalente ont par exemple vocation à accueillir selon des modalités qui seront définies ultérieurement les collégiens du collège de Dadonville, respectivement pour la pratique d'activités sportives, et d'activités éducatives dans une dynamique d'ouverture du collège à son environnement conformément à la loi sur la refondation de l'école.

Conscient que ces projets parallèles revêtent un intérêt pour chacune d'entre elles, mêlent leurs compétences respectives, les parties se sont rapprochées afin de réfléchir et d'aboutir à une mutualisation optimale de leur achat, et de cohérence d'ensemble des projets.

Considérant que les opérations respectives envisagées par les trois maîtres d'ouvrage sont complémentaires et sont susceptibles d'être réalisées de concert, les parties sont convenues de désigner un maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération intitulée «la construction du Collège de Dadonville, de ses abords et d'un gymnase communautaire» conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, notamment au II de son article 2, selon lequel :« *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.* ».

Cette maîtrise d'ouvrage unique est ainsi gage d'efficacité en termes de coordination, de cohérence d'ensemble de l'opération, ainsi qu'en termes d'efficience.

Sur le site de Dadonville

Considérant les travaux à réaliser par le Département

- La création d'un nouveau collège d'une capacité de 600 élèves et de 64 élèves SEGPA
- L'aménagement des abords et immédiats du collège : les parvis, les aires de dépose-minute, les aires d'arrêt des cars scolaires.
- L'aménagement d'un giratoire sur la RD 623

Considérant les travaux à réaliser par la communauté de communes

- L'aménagement d'un gymnase de type 44x24, avec 250 places de gradins fixes disposés sur toute la longueur du terrain, pour accueillir différents sports (volley-ball, handball, basket-ball, tennis, badminton...) comprenant des locaux d'accompagnement dédiés : bureau arbitre, sanitaires/vestiaires/douches arbitres, sanitaires, vestiaires, espaces de rangement,
- L'aménagement d'une salle polyvalente de 250 m², avec revêtement plastique pour tout type d'activités (tennis de table, yoga, danse, etc...) comprenant des locaux d'accompagnement dédiés : sanitaires, vestiaires, espaces de rangement,
- La réalisation de locaux divers : infirmerie, espace de convivialité (salle de réunion) et espace-bar proches de l'entrée principale du bâtiment, sanitaires publics,
- La réalisation de locaux techniques : local entretien, local déchets, locaux techniques (TGBT, chaufferie...),
- Les espaces extérieurs comprendront 10 garages à vélos, 20 places de stationnement jouxtant le gymnase,

Considérant les travaux à réaliser par la commune

- Les réseaux nécessaires à la viabilisation du site (parcelles n°140, 390, 744)
- La sécurisation du carrefour (RD623 et RD 123),
- La sécurisation de l'entrée de ville (RD123)

Considérant que chacune des parties à la présente convention est maître d'ouvrage des travaux portant sur des biens et des compétences dont elles ont la charge.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 19. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de désigner le Département maître d'ouvrage unique chargé de la réalisation de l'opération commune aux parties, intitulée «la construction du Collège de Dadonville, de ses abords, et d'un gymnase communautaire» sur le fondement des dispositions de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique susvisée.

Article 20. Personne habilitée à engager le maître d'ouvrage unique

Pour l'exécution des missions confiées au maître d'ouvrage unique, celui-ci est représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil départemental du Loiret, ou son représentant, qui est seul habilité à engager la responsabilité du maître d'ouvrage unique pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le maître d'ouvrage unique, celui-ci doit systématiquement indiquer qu'il agit également au nom et pour le compte de la Communauté de communes ou de la Commune.

Article 21. Engagements respectifs des parties

Article 3.1 : Les engagements du Département

Le Département du Loiret est le maître d'ouvrage de l'opération unique précisée à l'article 1 pour les travaux concernant le Département, la communauté de Communes et la Commune.

Les missions incombant au Département dans le cadre de cette opération sont notamment les suivantes :

- l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises ;

Pour l'entretien ultérieur des ouvrages, il est rappelé qu'une fois les ouvrages réalisés et mis en service, le Département assumera techniquement et financièrement la gestion, l'entretien des

ouvrages qui relèvent de son domaine de compétence : les collèges, les aménagements réalisés sur le domaine public routier départemental.

Article 3.2 : Les engagements de la Communauté de Communes et de la Commune

Pour la réalisation de leurs ouvrages respectifs, la Communauté de communes et la commune communiqueront au Département l'ensemble de leurs besoins définis avec précision dans l'optique de la rédaction du programme.

La Communauté de Communes et la commune donneront un avis technique sur les dossiers remis par le maître d'ouvrage unique, à savoir :

Pour la communauté de communes

- La création d'un gymnase de type 44x24, avec 250 places de gradins fixes disposés sur toute la longueur du terrain, pour accueillir différents sports (volley-ball, handball, basket-ball, tennis, badminton...)
- L'aménagement d'une salle polyvalente annexe de 250 m², avec revêtement plastique pour tout type d'activités (tennis de table, yoga, danse, etc...) comprenant divers locaux d'accompagnement
- L'aménagement d'espaces extérieurs : 10 garages à vélos, 20 places de stationnement jouxtant le gymnase.

Pour la commune de Dadonville

- Les réseaux nécessaires à la viabilisation du site (parcelles n°140, 390, 744)
- La sécurisation du carrefour (RD623 et RD 123),
- La sécurisation de l'entrée de ville (RD123)

Un directeur de projet de la Communauté de communes, de la Commune seront identifiés pendant toute la durée du projet.

Pour l'entretien ultérieur des ouvrages, il est rappelé qu'une fois les ouvrages réalisés et mis en service, la communauté de Communes et la Commune assumeront techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des ouvrages relevant de leurs compétences, soit les espaces à l'extérieur du domaine public routier départemental et de la clôture du collège : gare routière bus et ses équipements, parvis du collège, dépose minute, le gymnase et les espaces extérieurs du gymnase...

Les aménagements réalisés sur les emprises des routes départementales (RD623 et RD123) seront intégrés au domaine public routier départemental à l'issue des travaux et seront entretenus selon les règles conventionnelles sur les routes départementales à l'intérieur des agglomérations : un entretien des chaussées (routes/ giratoires, chicanes) par le Département ; des trottoirs et de ses équipements (éclairage, piste cyclable, banc, écluses, etc), d'éventuels aménagements paysagers qualitatifs sur l'îlot du giratoire RD623 ou sur celui de la chicane de la RD 123 par la Commune. Une convention ultérieure sera conclue dans ce domaine.

Article 3.4 : Les engagements réciproques

Le Département, la Communauté de communes et la Commune s'engagent à mobiliser tous les moyens nécessaires à la réalisation des travaux exposés en préambule pour une mise en service des ouvrages pour septembre 2021.

Article 22. Contenu de la mission du maître d'ouvrage unique :

Outre les missions de coordonnateur des différents programmes de travaux, de pilotage de l'enveloppe financière et du plan de financement, la mission du maître d'ouvrage unique porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Pilotage des éventuelles études préalables complémentaires, de la maîtrise d'œuvre de conception et d'exécution des travaux ;
- Consultation, préparation du choix du titulaire du marché global de performances
- Choix, signature et gestion des marchés de prestations intellectuelles ;
- Choix, signature et gestion du marché global de performances
 - versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs,
 - réception des travaux ;
- Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage,
- Choix, signature et gestion des marchés de contrôle technique d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage le cas échéant ;
- Gestion financière et comptable de l'opération ;
- Gestion administrative,

et, d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

Article 23. Modes de gouvernance

Les parties conviennent de la mise en place d'un Comité de pilotage de l'opération, chargé du pilotage, de la coordination et du suivi technique de celle-ci, composé des directeurs de projet de chaque maître d'ouvrage, accompagnés des personnes de leurs choix.

Ce Comité se réunit à l'initiative du Département aussi souvent que nécessaire ou sur demande expresse de la Communauté de Communes ou de la commune adressée en courrier recommandé avec accusé de réception.

Ce Comité n'intervient qu'au titre de l'information et de la concertation des différents maîtres d'ouvrage ; il n'est pas doté de pouvoir de décision et n'empiètent pas sur les prérogatives du maître d'ouvrage unique.

Article 24. Définition de l'enveloppe financière et du plan de financement

L'enveloppe financière et le plan de financement prévisionnels sont exposés à l'annexe 1 de la présente convention.

La prestation de maîtrise d'ouvrage unique est réalisée gratuitement par le Département.

Les éventuelles prestations d'études préalables complémentaires, de maîtrise d'œuvre externalisées et autres prestations d'études externalisées (Coordination Sécurité et Protection de la Santé, contrôles techniques...) sont remboursées conformément aux dépenses figurant en annexe 1.

Les frais de publicité, de mise en concurrence, d'organisation de jurys ou de réunions de CAO sont remboursés au prorata du montant des travaux relevant de la maîtrise d'ouvrage de chacune des parties.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect de l'enveloppe financière, définie à l'annexe 1 à la présente convention. Dans l'hypothèse où le plan de financement ne permettrait pas la réalisation des travaux, le Département recueillera l'accord de la Communauté de communes et de la commune afin de réévaluer le plan de financement.

Les éventuelles évolutions d'enveloppe et la répartition de la charge financière des dépassements d'enveloppe entre les parties seront systématiquement arrêtées par avenant à la présente convention.

La participation financière de la Communauté de Communes est ferme et forfaitaire, fixée à **4 498 770 € TTC.**

La participation financière de la Commune de Dadonville est ferme et forfaitaire, fixée à **409 689 € T.T.C.**

En toute hypothèse, le plan de financement sera actualisé, le cas échéant, au vu des prix résultant du marché global de performances, par voie d'avenant.

La participation définitive du Département sera arrêtée dans les conditions de l'article 8 conformément à la répartition des travaux présentés en préambule.

Article 24.01 Comptabilisation de l'opération

La séparation des compétences implique une comptabilisation particulière de l'opération, tant dans la comptabilité du Département, maître d'ouvrage unique, que dans celles de la Communauté de Communes et de la Commune.

Article 24.02 Le Département

Conformément à l'instruction comptable M52, le Département comptabilise :

- les dépenses et recettes relatives aux travaux réalisés pour le compte de la Commune aux subdivisions du compte « 458 : Opérations d'investissement sous mandat » ;
- les dépenses et recettes relatives aux travaux réalisés pour son compte au compte « 2315 : Installations, matériel et outillage technique » ;
- les dépenses relatives à la construction au compte 2313 « Constructions »
- les dépenses relatives aux études préalables complémentaires au compte 2031 « Etudes préalables complémentaires »
- les dépenses relatives aux frais d'insertion au compte 2033 « Frais d'insertion »

Après achèvement des travaux, les comptes 4581 en dépenses et 4582 en recettes, complétés par le numéro apporté à l'opération de mandat pris dans une série allant de 01 à 99 doivent présenter un montant TTC strictement égal.

Article 24.03 La Communauté de Communes et la Commune

Les travaux réalisés par le Département pour le compte de la Communauté de Communes et de la commune doivent intégrer son patrimoine comptable.

La Communauté de communes et la Commune enregistrent, soit en section d'investissement les travaux facturés par le maître d'ouvrage unique, soit au compte « 2315 : Installations, matériel et outillage techniques » soit directement à la subdivision appropriée du compte 21 si les travaux refacturés sont terminés.

Compte tenu de la récupération de la TVA par le FCTVA par la Communauté de Communes et la Commune, celles-ci remboursent au Département le montant forfaitaire et ferme TTC fixé à l'article 6 des travaux réalisés, sur la base d'un état visé par le payeur départemental.

Article 25. Préparation et passation du contrat global de performances :

Le Département est chargé d'élaborer le dossier de consultation des entreprises, de mettre à contribution sa commission d'appel d'offres le cas échéant, ou jury, d'approuver et de signer les contrats et marchés ainsi que d'assurer leur transmission au contrôle de légalité.

Un jury sera constitué pour choisir le titulaire du marché global de performances.

Pour assurer la représentativité des maîtres d'ouvrage de l'ensemble du projet portant sur la construction de deux collèges sur le secteur de Pithiviers, figureront notamment un conseiller départemental du canton concerné, le Président de la Communauté de communes du Pithivirais ou son représentant, le Maire de la Commune de Dadonville ou son représentant, le Maire de la commune de Pithiviers ou son représentant parmi les membres du Jury ayant voix délibérative.

Une commission de dialogue sera chargée de mener le dialogue avec les candidats. Elle associera les services des maîtres d'ouvrage.

Le Département est également chargé de la passation des avenants.

Article 25.01 Règles de passation des contrats :

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le Département est tenu d'appliquer les règles de la commande publique.

La personne habilitée visée à l'article 2 de la présente convention est la seule autorité compétente pour signer les marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, en vertu de la délégation de compétence qui lui a été donnée par le Conseil départemental du Loiret par délibération n°XII du 2 avril 2015.

Article 25.02 Passation des avenants – projets :

Appr

Le Département, maître d'ouvrage unique, est tenu d'obtenir l'avis de la Communauté de Communes et de la commune sur la passation d'avenants relatifs aux travaux objet de la présente convention exécutés pour le compte de ces dernières.

Le Département transmet ses propositions sur la passation d'avenant à la Communauté de Communes et à la commune.

Celles-ci font connaître leur avis dans un délai de 15 jours suivant la réception de celui-ci. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable sur les propositions du Département.

Le Département délivre une copie de l'avenant signé à la Communauté de Communes et à la commune.

Le jury, la commission d'appel d'offres le cas échéant et le Président du Conseil départemental, sur délégation de compétences de l'assemblée délibérante du Département sont exclusivement compétents.

Article 26. Contrôle financier et comptable :

La Communauté de Communes et la Commune peuvent demander à tout moment au Département la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

A la fin des travaux, le Département transmet à la Communauté de Communes et à la Commune un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

En fin de mission, le Département établit et remet à la Communauté de Communes et à la Commune un bilan général de l'opération qui comporte le détail de toutes les dépenses réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général devient définitif après accord de la Communauté de Communes et de la commune et donne lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties.

Article 27. Contrôle administratif et technique:

La Communauté de Communes et la Commune se réservent le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elles estiment nécessaires sur les ouvrages relevant de leurs compétences.

Le Département doit donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération, ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, la Communauté de Communes et la Commune ne peuvent faire leurs observations qu'au Département et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Article 28. Autorisation de construire et propriété des ouvrages

Le Département autorise expressément la Communauté de Communes et la Commune de Dadonville à construire sur son domaine les ouvrages relevant de leurs compétences.

Article 29. Réception et remise des ouvrages :

Article 29.01 Réception des ouvrages :

Le maître d'ouvrage unique est tenu d'obtenir l'accord préalable de la Communauté de Communes et de la Commune avant de prendre la décision de réception des ouvrages les concernant. En conséquence, les réceptions d'ouvrages sont organisées par le maître d'ouvrage unique selon les modalités suivantes :

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le maître d'ouvrage unique organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent à la Communauté de Communes et la Commune, le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier et lui-même. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par chacune des parties sur les ouvrages les concernant, et qu'elles entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

Le maître d'ouvrage unique s'assure ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Il transmet ses propositions à la Communauté de Communes et à la Commune en ce qui concerne la décision de réception. Celles-ci font connaître leur décision au Département dans les vingt jours suivant la réception des propositions de celui-ci. Le défaut de décision dans ce délai vaut accord tacite sur les propositions du maître d'ouvrage unique.

Le Département établit ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifie à l'entreprise. Copie en est notifiée au maître d'ouvrage concerné.

La réception emporte transfert au maître d'ouvrage unique de la garde des ouvrages. Il en est libéré dans les conditions fixées à l'article suivant.

Article 29.02 Remise (livraison) des ouvrages :

La remise des dossiers complets relatifs à l'opération ainsi que du bilan général établi par le maître d'ouvrage unique, devra s'effectuer dans un délai franc de six mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages. En cas de non-respect de ce délai et après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa réception par le maître d'ouvrage unique, les autres parties feront établir ces dossiers aux frais de celui-ci.

Les ouvrages relevant de droit de la compétence de la Communauté de Communes et de la commune leur sont remis après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le maître d'ouvrage unique ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des ouvrages.

Si la Communauté de Communes ou la Commune demandent une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La remise de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant.

La remise intervient à la demande du maître d'ouvrage unique. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai franc de quinze jours maximum à compter de la réception de la demande par l'autre partie.

La remise prend effet 15 jours après la date du constat contradictoire.

Toutefois si, du fait du maître d'ouvrage unique, la remise de l'ouvrage ne peut intervenir dans le délai fixé supra, la Communauté de Communes et la Commune se réservent le droit d'occuper l'ouvrage. Elles deviennent alors responsables de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe. Dans ce cas, il appartient au maître d'ouvrage unique de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des travaux. Le maître d'ouvrage unique reste tenu à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute remise ou occupation anticipée d'ouvrage doit également faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consignés dans un procès-verbal signé des parties. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

Entrent dans la mission du maître d'ouvrage unique la levée des réserves de réception et la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles jusqu'à la délivrance du quitus.

La Communauté de Communes et la Commune doivent lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations.

Le maître d'ouvrage unique ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Article 29.03 Cession des terrains d'assiette des ouvrages lors de la livraison des ouvrages

Le Département procédera, avant le début d'exécution des travaux à l'acquisition des terrains d'assiette sur lesquels le collège de Dadonville, ses abords et le gymnase communautaire seront réalisés.

Il est convenu entre les Parties que le Département cède la propriété des terrains d'assiette des ouvrages concernés lors de la livraison des ouvrages.

Les terrains d'assiette feront ainsi l'objet de divisions foncières afin d'individualiser et de rattacher les espaces correspondant à chacun des Ouvrages réalisés dans le cadre de la présente convention.

Les emprises foncières ainsi définies, ainsi que les Ouvrages que les parties supporteront, reviendront, à la livraison des ouvrages, en pleine propriété aux Parties selon la répartition indiquée ci-après :

Ouvrages et Equipements	Département du Loiret	Communauté de Communes du Pithiverais	Commune de Dadonville
Collège	X		
Equipements et sous équipements à l'intérieur de la clôture d'enceinte du collège	X		
Gymnase et ses espaces extérieurs		X	
Espaces en dehors du domaine public routier départemental et à l'extérieur de la clôture du collège		X	X
Réseaux			X
Gymnase – salle polyvalente annexe – parc de stationnement		X	

Cette cession de propriété des terrains d'assiette se fera sur la base d'un prix au m² de terrain nu identique à celui supporté par le département lors de l'acquisition desdits terrains, résultant de l'ordonnance d'expropriation, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1 du CGCT, les Services fiscaux – France Domaine ont été saisis en vue d'une évaluation de la valeur vénale des terrains d'assiette à céder.

La remise des ouvrages revenant à la Communauté de communes et la Commune de Dadonville, même partielle, ne pourra intervenir avant la signature de l'acte de cession des terrains d'assiette correspondants.

La date effective du transfert de propriété du sol devra correspondre à la date de remise des ouvrages. Le Département s'engage à faire préparer l'acte notarié après définition de l'emprise foncière, dans un délai de quinze jours à compter de la réception des ouvrages par le maître d'ouvrage unique, étant rappelé que la Communauté de Communes et la Commune de Dadonville auront donné leur accord sur la division foncière dans le contexte des opérations préalables à la réception.

Si l'acte ne pouvait être signé dans les délais, le département s'oblige par convention à autoriser une prise de possession anticipée des ouvrages par les maîtres d'ouvrage, à charge pour ces derniers

d'assumer techniquement et financièrement la gestion et l'entretien ultérieur des ouvrages relevant de leurs compétences.

Article 30. Achèvement de la mission :

La mission du Département, maître d'ouvrage unique, prend fin par le quitus délivré par la Communauté de Communes et la commune ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées par celle-ci.

Le quitus est délivré à la demande du Département après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comportant notamment le dossier de récolement ;
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par la Communauté de Communes et les Communes

La Communauté de Communes et la Commune doivent notifier leur décision au Département dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.

A l'issue du délai susvisé, l'absence de décision vaut acceptation de l'ouvrage.

Si, à cette date du quitus, il subsiste des litiges entre le maître d'ouvrage unique et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le Département est tenu de remettre à la Communauté de Communes et à la Commune tous les éléments en sa possession pour que celle-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Article 31. Contrôle de l'exécution

Le Département sollicitera les services de la Communauté de Communes et de la Commune pour le visa des plans d'exécution des travaux relatifs aux ouvrages destinés à revenir dans leur domaine de compétence.

Article 32. Modalités financières

Article 32.01 Remboursement

Le Département, maître d'ouvrage unique, est remboursé des dépenses qu'il a engagées au titre de sa mission pour le compte de la communauté de communes et de la Commune.

A cet effet, il fournit à la communauté de communes et à la commune une demande de remboursement comportant le récapitulatif des dépenses qu'il a supportées.

Ce remboursement fera l'objet de trois demandes au cours de la réalisation de l'opération, la première en septembre 2019, la seconde en septembre 2020, et la troisième à la réception de l'opération complète.

Ces demandes de remboursement doivent être accompagnées des pièces justificatives suivantes : un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des sommes dues, celles-ci mandatent les sommes qu'elles ont admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, le mandatement du solde de l'opération intervient au plus tard dans les deux mois suivant le quitus par le maître d'ouvrage au maître d'ouvrage unique dans les conditions fixées à l'article 11. Ce quitus est délivré à l'issue de la période de parfait achèvement.

A l'achèvement des travaux, un bilan financier exact et certifié sera établi et présenté aux représentants des trois collectivités concernées. Les économies éventuelles réalisées par rapport au budget prévisionnel seront réparties entre les trois collectivités selon une clé de répartition à définir

Article 33. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effets.

Chacune des parties peut, pour des motifs d'intérêt général, décider unilatéralement, par délibération de l'organe compétent, de la résiliation anticipée de la présente convention et en avise les autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois.

La lettre de notification invite les parties à établir, dans un délai d'un mois, un constat contradictoire des travaux effectués, précisant les modalités financières, techniques et administratives de la résiliation.

Article 34. Dispositions diverses

Article 34.01 Duré e de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties. Elle prend fin par l'achèvement de sa mission par le maître d'ouvrage unique, conformément à l'article 11 de la présente convention.

Article 34.02 Assurances

La Communauté de Communes et la Commune dispensent le Département de lui fournir la justification d'assurances.

Article 34.03 Capacité d'ester en justice

Le Département, maître d'ouvrage unique, peut agir en justice pour le compte de la Communauté de Communes et de la Commune jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Il doit, avant toute action, demander l'accord de la Communauté de Communes et de la commune.

Toutefois, toute action en matière de garantie ultérieure à la garantie de parfait achèvement n'est pas du ressort du maître d'ouvrage unique.

Article 35. Modification de la convention

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 36. Règlement des litiges

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à Orléans, le.....
en trois exemplaires originaux.

Pour le Département du Loiret

Marc GAUDET
Président

Pour la Communauté de Communes du Pithiverais

Jean Claude BOUVARD
Président

Pour la Commune de Dadonville

Marc PETETIN
Maire

Annexe 1 – Répartition globale des dépenses

	Dépenses liées aux ouvrages de la Communauté de Communes du Pithiverais € TTC	Dépenses liées aux ouvrages de la Commune de Dadonville € TTC	Dépenses liées aux ouvrages du Département du Loiret € TTC
Travaux	3 606 096 €	Sécurisation rue Yèvre : 210 000 € Assainissement : 119 178 €	
Maîtrise d'œuvre – prestations intellectuelles Dont assurances DO	622 216, 8 52 941, 24 €	55 822 €	
Acquisitions foncières (inclus acquisitions, frais annexes, toutes indemnités)	A déterminer en fonction des prix résultant de l'ordonnance d'expropriation et de l'emprise définitive		
Frais administratifs et techniques de mises en concurrence Primes concours Insertion presse Organisation de jurys et de CAO	270 457, 2 €	24 689 €	

	Dépenses liées aux ouvrages de la Communauté de Communes du Pithiverais € TTC	Dépenses liées aux ouvrages de la Commune de Dadonville € TTC	Dépenses liées aux ouvrages du Département du Loiret € TTC
Total € TTC	4 498 770 €	409 689 €	
<i>Total opération</i> € TTC			

PROJET

COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION

B 01 - Projet d'avenants aux conventions pour la gestion et le financement du F.U.L. et du F.A.J. avec la M.S.A et la Ville d'Orléans au titre de 2018

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Les termes des avenants aux conventions pluriannuelles sont approuvés. M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer lesdits documents tels que présentés en annexe.

Article 3 : Les recettes du F.U.L. d'un montant de 116 475 € seront recouvrées sur le chapitre 75, la nature 7511, l'action B0301403 du budget départemental 2018.
Les recettes du F.A.J. d'un montant de 15 534 € seront recouvrées sur le chapitre 75, la nature 7511, l'action B0302203 du budget départemental 2018.

Avenant n°2
Convention de partenariat pluriannuelle (2016-2018) financière
dans le cadre du Fonds Unifié Logement (F.U.L.) et du Fonds d'Aide aux Jeunes
(F.A.J.)

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi n°88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L),

Vu la circulaire DGUHC/DGAS du 4 novembre 2004 relative aux dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement contenues dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération n°C15 de la Commission permanente du Conseil Général du Loiret en date du 17 décembre 2004, adoptant le nouveau règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes,

Vu la convention de partenariat pluriannuelle (2016-2018) financière dans le cadre du Fonds Unifié Logement (F.U.L.) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (F.A.J.) entre la Ville d'Orléans et le Conseil Départemental signée le 23 novembre 2016,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret n°B02 en date du 10 février 2017, adoptant le Règlement Intérieur du Fonds Unifié Logement du Département du Loiret,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Orléans du 9 juillet 2018 par laquelle il est décidé d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention départementale de partenariat pour le financement du dispositif du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes au titre de l'année 2018,

Vu la délibération n°XXX de la Commission permanente du Département du XXX par laquelle il est décidé d'approuver les termes de l'avenant à la convention départementale de partenariat pour le financement du dispositif du Fonds Unifié Logement (F.U.L.) et du Fonds d'Aide aux Jeunes au titre de l'année 2018.

Vu les orientations du Plan Solidarité Logement et Hébergement 45 (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées),

Compte tenu de l'implication du Département et de la Ville d'Orléans en matière d'action sociale et d'habitat,

Entre d'une part

- **le Département du Loiret**, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommé « le Département »

Et d'autre part,

- **la Ville d'Orléans**, représentée par Madame Alexandrine LECLERC, Adjoint au Maire de la Ville d'Orléans, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 9 juillet 2018, dont Monsieur le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, a accusé réception le

ci-après dénommé « la ville d'Orléans »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : L'article 4 « Dispositions financières pour 2018 » de la convention susvisée du 23 novembre 2016 est modifié de la façon suivante :

Article 4 « Dispositions financières pour 2018 » :

Ainsi, pour l'année 2018, la contribution financière de la Ville d'Orléans au dispositif du F.U.L. est de 56 521 € au titre du F.S.L. et de 24 224 € au titre des dispositifs eau, énergie et téléphone, soit un total de 80 745 €.

La contribution financière de la Ville d'Orléans au dispositif du F.A.J. est de 11 534 €.

Article 2 : Les autres articles de la convention susvisée du 23 novembre 2016 sont inchangés.

Fait en quatre exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour le Président et par délégation,

Pour la Ville d'Orléans,

Viviane JEHANNET
Vice-Présidente,
Présidente de la Commission
du Logement et de l'Insertion

Alexandrine LECLERC,
Adjointe déléguée

Avenant n°2
Convention de partenariat pluriannuelle 2016-2018 technique et financière dans le
cadre de la gestion du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes

Caisse de Mutualité Sociale Agricole Beauce Cœur de Loire

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi no 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le décret n°2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L),

Vu la circulaire DGUHC/DGAS du 4 novembre 2004 relative aux dispositions concernant les fonds de solidarité pour le logement, contenues dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la délibération n°C15 de la Commission permanente du Conseil Général du Loiret en date du 17 décembre 2004, adoptant le nouveau règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Département n°B02 en date du 10 février 2017, adoptant le Règlement Intérieur du Fonds Unifié Logement du département du Loiret,

Vu la convention de partenariat pluriannuelle 2016-2018 technique et financière dans le cadre de la gestion du Fonds Unifié Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes signée entre la MSA et le Conseil Départemental signée le 23 novembre 2016,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département n°XXX en date du XXX par laquelle il est décidé d'approuver les termes de l'avenant à la convention départementale de partenariat pour la gestion et le financement du dispositif énergie au titre du Fonds Unifié Logement (F.U.L.).

Vu les orientations du Plan Solidarité Logement et Hébergement 45 (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées),

Considérant l'implication prépondérante et primordiale du Département en matière d'action sociale et d'habitat,

Considérant l'implication de la C.M.S.A dans le domaine du logement et de l'habitat en faveur de ses ressortissants, déterminée dans le cadre des orientations de son plan d'action sanitaire et social,

Entre d'une part

- **le Département du Loiret**, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, dûment habilité à signer le présent avenant,
ci-après dénommé « le Département »

Et d'autre part,

- **La Caisse de Mutualité Sociale Agricole Beauce Cœur de Loire**, représentée par Monsieur Marc DEBACQ, Directeur général, dûment habilité à signer le présent avenant,
ci-après dénommé « la C.M.S.A »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : L'article 4 « Dispositions financières pour 2018 » de la convention susvisée du 23 novembre 2016 est modifié de la façon suivante :

Le montant de cette participation est fixé au cours du premier semestre après étude du bilan d'activité et s'élève en 2018 à :

- 36 000 € au titre du F.U.L.,
- 4 000 € au titre du F.A.J.

Article 2 : Les autres articles de la convention susvisée du 23 novembre 2016 sont inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour le Président et par délégation,

Pour la M.S.A Beauce Cœur de Loire,

Viviane JEHANNET
Vice-Présidente,
Présidente de la Commission
du Logement et de l'Insertion

Marc DEBACQ
Directeur général

B 02 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits de subventions RSA pour l'année 2018, les subventions suivantes :

Thème / sous-thème	Structure	Intitulé de l'action	Objectifs 2018 retenus	Subvention 2018 décidée
RSA	Orléans Insertion Emploi (OIE)	Entretien des espaces verts (Orléans – Orléanais)	Avis favorable pour l'accueil et le suivi de bénéficiaires du RSA sur 1 poste, du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2018, comprenant la réalisation de 753 heures travaillées (soit 0,5 ETP), 96 heures d'accompagnement individuel et 144 heures d'accompagnement collectif.	2 250 € (sur 6 mois)
RSA	Pass services Emploi	Formation « Prépa'Emploi »	Avis favorable pour l'accueil et le suivi de parents isolés bénéficiaires du RSA comprenant la réalisation de 399 heures d'accompagnement individuel et 95 heures d'accompagnement collectif.	5 000 € (sur 4 mois)

Article 3 : Les dépenses liées seront imputées sur le budget départemental 2018, de la manière suivante :

Thème de la demande de subvention	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
RSA	017	6574	B0301401	7 250 €

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes à la décision prise dans le cadre de la présente délibération, sur la base des modèles de conventions types adoptées par le Conseil général lors de sa Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération n°C02).

COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP

C 01 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits de subventions à caractère social et médico-social, pour l'année 2018, les subventions suivantes :

Dénomination	Subvention décidée
Domaine Enfance - Famille	
A.F.A.L.P.E.	2 375 €
A.M.A.	2 100 €
A.J.L.A.	12 000 €
Résidences Jeunes Acacias Colombier	175 000 €
Jonathan Pierres Vivantes	500 €
L'Envolée ADEPAPE	8 400 €
M.O.M.E.	5 000 €
E.P.E. 45	900 €
PARENTELE	50 000 €
TOTAL	256 275 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental, à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tél 02 38 25 43 25 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : Les dépenses liées seront imputées de la manière suivante sur le budget départemental 2018 :

Domaine	Thème de demande de subvention (dispositif)	Intitulé de l'action	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
Enfance/Famille	Subvention A.S.E / F.J.T.	Financer des actions sur la parentalité, de prévention, de médiation familiale	65	6574	B0402101	256 275 €

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes sur la base des modèles de conventions types adoptés lors de la Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération CO2).

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

D 01 - Point d'avancement sur les opérations archéologiques du service départemental (avril 2018)

Article unique : Il est pris acte du rapport d'information sur l'avancement des opérations archéologiques du service départemental.

D 02 - Financements européens FEADER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit)

Article 1 : Le rapport est adopté avec 27 voix pour.

Article 2 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à déposer une demande de subvention auprès de la Région Centre-Val de Loire pour un montant maximum de FEADER estimé à 1 475 000 €, et à signer la ou les conventions afférentes.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées à l'action A0301201 « Aménagement numérique », article 13178 « FEADER ».

D 03 - Demande de subvention au titre du FEDER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit)

Article 1 : Le rapport est adopté avec 27 voix pour.

Article 2 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à déposer une demande de subvention auprès de la Région Centre-Val de Loire pour un montant maximum de FEDER estimé à 4 046 301 €, et à signer la ou les conventions afférentes.

Article 3 : Les recettes seront encaissées sur plusieurs exercices budgétaires selon l'avancement des travaux, et imputées à l'action A0301201 « Aménagement numérique », article 13172 « FEDER ».

D 04 - Manifestations agricoles (Politique E01) : 40^{ème} Foire aux Arbres à Sandillon

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention au profit du Comité des fêtes de Sandillon d'un montant de 1 000 € pour l'organisation de la 40^{ème} Foire aux Arbres à Sandillon les 1^{er} et 2 novembre 2018.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2018-02253) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2018.

D 05 - Avenant n°1 à la convention "Immobilier d'entreprise - Société EPAC Systèmes"

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention immobilier d'entreprise – Société EPAC Systèmes liant ladite société, le Département du Loiret et la Communauté de communes Pithiverais Gâtinais tel qu'annexé à la présente délibération et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à le signer.

Avenant n°1
A la Convention Immobilier d'entreprise – société EPAC Systèmes

ENTRE :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret dûment habilité par délibération du

Ci-après désigné « LE DEPARTEMENT ».

ET :

La Communauté de Communes Pithiverais Gâtinais, représentée par Madame Delmira DAUVILLIERS, Présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du

Ci-après désignée « LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ».

ET :

La société EPAC Systèmes, représentée par Mme Anne-Sophie GOMBART, SAS au capital de 20 000 €, dont le siège social est situé 49, Avenue du Général Patton, 45330 MALESHERBES, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 813 878 741.

Ci-après désignée « L'ENTREPRISE ».

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, publié au JOUE le 24 décembre 2013,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu l'arrêté préfectoral portant création de la Commune Nouvelle Le Malesherbois en date du 01 janvier 2016 et portant disparition de la Communauté de Communes du Malesherbois,

Vu l'arrêté préfectoral portant création de la Communauté de Communes du Pithiverais Gâtinais au 1er janvier 2017, fruit de la fusion des Communautés de Communes du Beaunois et des Terres Puiseautines et de l'extension à la Commune Nouvelle Le Malesherbois,

Vu la convention entre la Région Centre Val de Loire et le Département du Loiret du 9 janvier 2007,

Vu le règlement départemental d'intervention en faveur des entreprises,

Vu l'arrêté relatif aux délégations de signature,

Vu le dossier de demande d'aide de l'entreprise,

Vu la convention « Immobilier d'entreprise – Société EPAC SYSTEMES » du 14 décembre 2015, intervenue entre le Département du Loiret, la Communauté de Communes du Malesherbois et la Société EPAC Systèmes,

Vu la délibération n°2017/229-a en date du 9 novembre 2017 portant aide économique à l'entreprise EPAC systèmes : « Acceptant de reprendre les engagements antérieurs pris par la Communauté de Communes du Malesherbois vis-à-vis de la société EPAC Systèmes, à savoir le versement d'une subvention de 50 000€ à la société EPAC Systèmes pour la rénovation d'un bâtiment à Malesherbes, et de prolonger le délai de réalisation des travaux jusqu'en décembre 2018 ; Disant que cette subvention sera versée en plusieurs fois et calculée au prorata des dépenses effectuées, en fonction de l'atteinte des engagements de l'entreprise mentionnés dans la convention afférente (travaux et embauches) ...»

PREAMBULE

Créée en 2001, la société nord-américaine EPAC, basée à San Leandro en Californie, a décidé d'acquérir, en octobre 2015, un bâtiment industriel de 3 500 m² à Malesherbes pour y implanter la société EPAC Systèmes aux fins d'aborder les marchés français et européen. Imprimeur et gestionnaire de documents à sa création, elle a développé un système de gestion de toute la chaîne du livre, de l'impression jusqu'à l'expédition qui permet de gérer les ordres d'impression sur la base des commandes des lecteurs. Grâce à une gestion automatique des réglages des machines d'impression offset, leur technologie permet d'imprimer un livre différent toutes les 3 secondes. Ainsi, toute commande de livre peut être imprimée et expédiée en 24 heures.

EPAC Systèmes réalisera des travaux de rénovation et d'aménagement sur le site représentant un investissement immobilier de 1 800 000 € HT.

Ce projet engendrera la création de 40 emplois en Contrat à Durée Indéterminée Equivalent Temps Plein (CDI – ETP) sur 3 ans.

Le Département a soutenu le projet de l'entreprise en lui accordant une subvention de 50 000 €, versée à l'issue de la signature de la convention par les parties. La Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais, par délibération du 9 novembre 2017, a repris les engagements de la Communauté de communes du Malesherbois, à hauteur de 50 000 € pour le financement de ce projet.

Du fait d'imprévus dans les travaux de réhabilitation, non encore achevés, et dans les démarches administratives, l'activité a démarré avec 1 an de retard. L'entreprise EPAC Systèmes sollicite les collectivités pour des délais supplémentaires pour :

- finaliser son projet immobilier au plus tard le 31 décembre 2018 (initialement le 31 mars 2017).

- réaliser son programme de création d'emplois au 31 décembre 2019 (initialement le 31 décembre 2018).

La Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais, devant verser sa subvention sur présentation des factures acquittées, souhaite désormais verser en deux phases :

- un acompte de 25 000 € sur présentation des justificatifs d'investissement
- le solde de 25 000 € sur présentation des justificatifs de créations d'emplois.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : L'article 1-3 de la convention susvisée est modifié comme suit :

« 1-3 *Durée de l'opération*

Le projet immobilier sera réalisé entre le 1^{er} novembre 2015 et le 31 décembre 2018 (initialement le 31 mars 2017).

Dans un délai de 6 mois suivant la date de fin de l'opération et au plus tard 30 juin 2019, l'entreprise devra adresser l'ensemble des documents justificatifs prévus à l'article 2-3. Passé ce délai, le projet pourra être considéré comme abandonné et faire l'objet d'un remboursement. »

Article 2 : L'article 2-3 de la convention susvisée est modifié comme suit :

« 2-3 *Modalités de versement*

2-3-1 : Au plus tard le 31 décembre 2019 (initialement le 31 décembre 2018), l'entreprise adressera au Département, une copie de la Déclaration Annuelle de Données Sociales (DADS) ou de tout document externe, visé et attesté par l'entreprise et d'un professionnel inscrit à l'ordre des experts comptables, ou d'un commissaire aux comptes justifiant des 40 créations d'emplois en CDI équivalent temps plein à Malesherbes. »

2-3-2 : ... «Le paiement de la subvention de la Communauté de Communes s'effectuera selon les modalités suivantes :

- un premier versement, correspondant à un montant de 25 000 €, sera versé, à l'entreprise, à la signature du présent avenant, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses HT d'investissement immobilier réalisées et acquittées, précisant le coût des travaux d'aménagement, visé par le bénéficiaire et attesté par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes,

- le solde de la subvention (soit 25 000 €), sur présentation des justificatifs des créations d'emplois en CDI équivalent temps plein (ETP), certifiés par un professionnel inscrit à l'ordre des experts comptables ou par un commissaire aux comptes.

Préalablement à chaque versement, l'entreprise fournira à la Communauté de communes une attestation, datant de moins de 12 mois, émanant des services fiscaux et de l'URSSAF, ou d'un professionnel inscrit à l'ordre des experts comptables, ou d'un commissaire aux comptes, certifiant que cette dernière est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Article 3 : Les autres dispositions de la convention susvisée du 14 décembre 2015 demeurent inchangées.

Fait à Orléans, en 3 exemplaires originaux,
Le

Pour la Communauté de Communes
du Pithiverais Gâtinais

La Présidente,
Delmira DAUVILLIERS

Pour l'entreprise EPAC Systèmes,
Anne-Sophie GOMBART

Pour le Département du Loiret,
Pour le Président du Conseil
départemental et par délégation,

Laurence BELLAIS
Vice-Présidente du Conseil
départemental
Présidente de la Commission du
Développement des Territoires, de la
Culture et du Patrimoine

D 06 - Politique de démographie médicale : aide à l'installation d'un médecin généraliste pour l'achat de matériel professionnel

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'accorder une subvention au bénéfice de Madame Christelle CHAMANT pour un montant de 15 000 € et d'affecter l'opération n°2018-03015 sur l'autorisation d'engagement 17- A0603103-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention à intervenir entre Madame Christelle CHAMANT et le Département du Loiret telle qu'annexée au présent rapport et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à la signer.

**CONVENTION D'ENGAGEMENT ET DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENTRE
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL ET LE DOCTEUR CHRISTELLE CHAMANT**

ENTRE

Le Département du Loiret représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret dûment habilité par délibération n°XX, en date du XX 2018 de l'Assemblée départementale ;

ci-après dénommé « LE DEPARTEMENT »

D'une part,

ET

Madame Christelle CHAMANT, médecin généraliste, domiciliée 37 rue Paul Gauguin, 45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle;

ci-après dénommé « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

Le Président du Conseil Départemental du Loiret ;

Vu l'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales portant codification de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, modifié par l'article 80 de la Loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la Sécurité sociale pour 2007,

Vu l'article L. 162-47 du Code de la Sécurité sociale,

Vu l'article 108 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5)

Vu les articles R. 1511-44 et suivant du Code général des collectivités territoriales (portant codification du décret n°2005-1724 du 30 décembre 2005),

Vu l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L1434-4 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016,

Vu la délibération n°IV donnant délégation de compétence à la Commission permanente du 13 avril 2015,

Vu la délibération du Conseil Départemental n°D02 en date du 4 au 6 octobre 2017, relative à la révision de la politique départementale en faveur de la lutte contre la désertification médicale,

Vu l'arrêté en vigueur relatif aux délégations de signature,

Vu la demande de subvention Madame Christelle CHAMANT du 25 avril 2018,

Vu la délibération du Conseil Départemental n°DXX, en date du XX 2018,

Sur la proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

Préambule

Le nombre de médecins en France reste élevé, pourtant les disparités régionales en termes de densité médicale sont importantes et vont s'aggraver dans les prochaines années.

L'égalité d'accès à la prévention et aux soins est un des principes fondamentaux de notre système de soins et contribue à l'amélioration de l'état de santé de la population, il est donc nécessaire, dès à présent, d'apporter des réponses concrètes au défi de la démographie médicale.

La loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance Maladie et la loi du 23 février 2005 sur le développement des territoires ruraux instaurent diverses aides à l'installation et au maintien à destination des médecins généralistes et mettent en place une série de mesures visant à renforcer l'attractivité de la médecine générale.

L'article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales (modifié par ordonnance n°2018-21 du 17 janvier 2018, art 5) autorise les collectivités territoriales et leurs groupements à attribuer des aides destinées à favoriser l'installation ou le maintien des professionnels de santé dans les zones définies en application du 1° de l'article L. 1434-4 (modifié par la LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016-art 158v) du Code de la santé publique, dans lesquelles est constaté un déficit en matière d'offre de soins.

Enfin, cet article autorise les collectivités et leurs groupements à accorder une indemnité d'étude et de projet à tout étudiant, titulaire du concours de médecine, inscrit en faculté de médecine ou de chirurgie dentaire, s'il s'engage à exercer en tant que médecin généraliste, spécialiste ou chirurgien-dentiste au moins cinq années dans l'une des zones mentionnées à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique et définies par l'Agence Régionale de Santé. Pour bénéficier de cette aide, l'étudiant signe un contrat avec la collectivité qui attribue l'aide.

Le Département du Loiret a fait le choix d'accorder des aides aux étudiants de troisième cycle de médecine, notamment une indemnité allouée dans le cadre d'un contrat conclu entre la collectivité territoriale et l'étudiant en contrepartie de l'engagement à exercer au moins 5 ans sur l'ensemble du territoire. Ce contrat précise les sanctions encourues par les parties contractantes en cas de non-respect des engagements (Délibération n°C04 - Session du 18 au 21 décembre 2012). Une copie du contrat sera délivrée aux services de l'ARS Centre-Val de Loire conformément à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet et montant de la subvention

Article 1.1 : Objet de la subvention

En exécution de la délibération susvisée en date du _____, il est attribué une subvention à **Madame Christelle CHAMANT** pour son installation en tant que médecin généraliste pour une durée minimale de 5 ans au sein de la MSP de Saint-Jean-de-Braye. **Madame Christelle CHAMANT s'engage à exercer au minimum cinq ans sur ce site situé en zone d'action complémentaire** au regard de l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique.

Article 1.2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention attribuée à Madame Christelle CHAMANT pour son installation à Saint-Jean-de-Braye, s'élève à 15 000 €.

Article 2 : Versement de la subvention allouée

Le versement de cette subvention interviendra comme suit :

- 50 % à la signature de la convention,
- 30 % à compter de N+1, sur présentation d'une attestation d'exercice dans la structure identifiée dans la convention,
- 20 % à compter de N+2, sur présentation d'une attestation d'exercice dans la structure identifiée dans la convention.

Article 3 : Imputation budgétaire de la dépense pour le Département du Loiret

Cette subvention sera imputée sur les crédits de paiement ouverts sur l'autorisation d'engagement l'autorisation d'engagement 17-A0603103-APDPRAS, Part démographie médicale.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

Madame Christelle CHAMANT s'engage à exercer au minimum cinq ans au sein de la MSP de Saint-Jean-de-Braye située en zone d'action complémentaire de l'ARS Centre-Val de Loire au regard de l'arrêté N° 2017-OS-0084 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins concernant la profession de médecin, conformément à l'article L. 1434-4 du Code de la santé publique.

Au surplus, **Madame Christelle CHAMANT** s'engage notamment, à :

- participer, dans la zone considérée, au dispositif de permanence des soins dans les conditions définies par le cahier des charges départemental fixé par arrêté préfectoral,

- coordonner son activité avec celle de l'ensemble des composantes de l'offre de soins sur la zone considérée : autres professionnels de santé libéraux, réseaux de soins, structures hospitalières et médico-sociales,
- respecter les règles conventionnelles (tarifs conventionnels, parcours de soins coordonnés, mise en œuvre de la télétransmission),
- Réaliser des consultations en visites à domicile,
- mener des consultations et des actions en santé publique, notamment en tant que médecin traitant, conformément aux dispositions de la convention médicale nationale,
- favoriser l'accueil de stagiaires,

A défaut, la subvention allouée dans le cadre du présent arrêté sera réputée caduque.

Madame Christelle CHAMANT s'engage à communiquer au Département toute pièce utile à l'évaluation et au contrôle de l'utilisation de l'indemnité allouée.

Article 5 : Sanctions en cas de non-respect des engagements

Le remboursement de la subvention perçue est dû en totalité en cas de non installation dans la zone visée dans la présente convention ou du non-respect des engagements précisés dans l'article 4.

Elle est remboursée au prorata de la durée d'installation, si celle-ci est inférieure à 5 ans :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente convention et de ses avenants,
- en cas de non-respect des dispositions conventionnelles, du code de déontologie ou des textes législatifs et réglementaires, concernant la pratique professionnelle,
- en cas de condamnation pénale ou ordinaire.

Dans ces hypothèses, le Département émettra le titre de recettes correspondant.

Article 6 : Durée

Madame Christelle CHAMANT doit s'installer en juillet 2018. Compte tenu des engagements décrits à l'article 4 ci-dessus, la présente convention est conclue pour une durée de **cinq ans** à compter de la date de signature de cette dernière. Elle continue à produire ses effets jusqu'à son terme, y compris lorsque la commune dans laquelle est installé le professionnel devient zone déficitaire au sens de l'article L. 162-47 du Code de la sécurité sociale.

Article 7 : Communication

Madame Christelle CHAMANT, dans le cadre des actions de communication ou des relations avec les différents médias, devra citer le partenariat financier du Département du Loiret dans tous les supports utilisés.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel. 02.38.25.43.25 - communication@loiret.fr.

Fait en 2 exemplaires originaux
à Orléans, le

Madame Christelle CHAMANT
Loiret

Pour le Président du Conseil Départemental du

Et par délégation

Laurence BELLAIS,
Vice-président du Conseil départemental du
Loiret
Président de la Commission du Développement
des Territoires, de la Culture et du Patrimoine

D 07 - Appel à projets 2018 - Loiret Coopération - Examen de quatre dossiers présentés lors du jury du 25 avril 2018

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les subventions suivantes :

- 2 000 € à l'association Agir pour la Palestine au titre de l'année 2018 pour le projet « Sussyia Eau de pluie pour exister » en Cisjordanie ;
- 3 000 € à l'association Solidarité Développement – ASD au titre de l'année 2018, pour le projet « La boutique scolaire - Création d'un point de vente solidaire de fournitures scolaires » au Sénégal ;
- 3 000 € à l'association Jeunes Abraysiens Solidaires au titre de l'année 2018 pour le projet « Rugby pour Tous » au Bénin ;
- 2 500 € à l'association Pirogue 2000 au titre de l'année 2018 pour le projet « Centre médical Damouré Zika » - médecine de brousse au Niger.

Article 3 : Les opérations seront affectées sur l'autorisation d'engagement 18-C0401201-AEDPRAS– SUB PORTEUR PROJET COOP DEVELOP DURABLE.

D 08 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer au titre du programme C-01-03 « Valoriser le patrimoine et les pratiques culturelles » des subventions d'un montant total de 45 500 €, aux bénéficiaires ci-après :

Association d'Orléans

Dénomination	30727 – ASSOCIATION L'ANTIROUILLE - Commune d'ORLEANS – Canton d'ORLEANS 1	
Objet de la demande	2018-00241 - subvention de fonctionnement pour l'année 2018	Décision
		9 000 €

Théâtre

Dénomination	877 - COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES - Canton de CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	
Objet de la demande	2018-02737 - subvention pour l'organisation d'un festival de théâtre « Fay'stival » du 16 au 20 mai 2018	Décision
		2 500 €

Manifestations musicales

Dénomination	1406 - OFFICE DE TOURISME DE FERRIERES ET DES QUATRE VALLEES – Commune de FERRIERES-EN-GATINAIS Canton de COURTENAY	
Objet de la demande	2018-02043 - subvention pour l'organisation d'un concert le 30 juin 2018 en l'église abbatiale Saint Pierre Saint-Paul de Ferrières-en-Gâtinais	Décision
		2 000 €

Dénomination	28839 - ASSOCIATION MUSIK AIR - Commune de MONTARGIS - Canton de MONTARGIS	
Objet de la demande	2018-00393 - subvention pour l'organisation du Festival Musikair au Vélodrome de Montargis les 6 et 7 juillet 2018	Décision
		3 000 €

Dénomination	50327 - COMMUNE DE SANDILLON - Canton de SAINT-JEAN-LE-BLANC	
Objet de la demande	2018-02617 - subvention pour l'organisation du festival "Sandinotes" du 15 au 18 juin 2018	Décision
		1 000 €

Dénomination	776 - COMMUNE DE BOISCOMMUN - Canton de MALESHERBES	
Objet de la demande	2018-02056 - subvention pour l'organisation d'un concert le 1er juillet 2018 en l'Eglise de Boiscommun	Décision
		4 000 €

Animations diverses

Dénomination	50028 - COMMUNE D'AMILLY - Canton de CHALETTE-SUR-LOING	
Objet de la demande	2018-02386 - subvention pour la programmation artistique et culturelle du Centre d'Art Contemporain les Tanneries	Décision
		20 000 €

Dénomination	73535 - L'ABREUVOIR - Commune de CHEVRY-SOUS-LE-BIGNON - Canton de COURTENAY	
Objet de la demande	2018-02734 – subvention pour l'organisation d'un festival « Terre de Cultures » du 8 au 10 juin 2018	Décision
		3 000 €

Dénomination	808 - COMMUNE DE CHALETTE-SUR-LOING - Canton de CHALETTE-SUR-LOING	
Objet de la demande	2018-02763 - subvention pour l'organisation de la manifestation « Printemps de la Jeunesse » le 1 ^{er} juin 2018	Décision
		1 000 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 4 : Les subventions attribuées sont réparties et imputées en fonction de leur nature ainsi :

Au titre de l'action C-01-03-303 :

- sur le chapitre 65, nature 6574 de l'action C01-03-303 « Subventions accompagnement structures culturelles » - Aides aux associations : 17 000 € ;
- sur le chapitre 65, nature 65734 de l'action C01-03-303 « Subventions accompagnement structures culturelles » - Aides aux communes : 28 500 €.

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

D 09 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Subventions aux arts plastiques

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer au titre de l'aide aux salons et expositions artistiques, les subventions suivantes, d'un montant global de **9 528 €** :

AIDE AUX SALONS ET EXPOSITIONS D'ARTS PLASTIQUES

Commune :

Dénomination	50644 - SEMOY Canton de Saint-Jean-de-Braye	
Objet de la demande	2018-02791 Subvention pour l'organisation d'une exposition d'art « les Automnales de Semoy » les 17 et 18 novembre 2018, au centre culturel des Hautes Bordes.	Décision
		600 €

Associations :

Dénomination	20501 - ASSOCIATION ARTS ET LOISIRS BELLOCEENS – BEAULIEU-SUR-LOIRE Canton de Gien	
Objet de la demande	2018-00861 Subvention pour l'organisation du 32 ^{ème} salon d'art du 24 novembre au 2 décembre 2018, à la salle des fêtes de Beaulieu-sur-Loire.	Décision
		2 000 €

Dénomination	18749 - ASSOCIATION GALERIE PRYVEE – SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN Canton d'Olivet	
Objet de la demande	2018-01566 Subvention pour l'organisation du Printemps des Arts du 19 au 27 mai 2018, au Domaine de la Trésorerie à Saint-Pryvé-Saint-Mesmin.	Décision
		2 000 €

Dénomination	11642 - ASSOCIATION ART PATRIMOINE ET SOCIETE DE SAINT BRISSON Canton de Sully-sur-Loire	
Objet de la demande	2018-00814 Subvention pour l'organisation de la 32 ^{ème} édition du Salon Européen d'Art contemporain du 26 octobre au 18 novembre 2018 à l'espace Séguier de Saint-Brisson-sur-Loire.	Décision
		4 000 €

Dénomination	78659 - ASSOCIATION CULTURELLE DU GIENNOIS DE GIEN Canton de Gien	
Objet de la demande	2018-00763 Subvention pour l'organisation de l'exposition « Charlette Meunier » du 3 au 18 mars 2018 à l'espace culturel de Gien.	Décision
		168 €

Dénomination	75656 - ASSOCIATION DES ARTISTES FLEURYSSOIS DE FLEURY-LES-AUBRAIS Canton de Fleury-les-Aubrais	
Objet de la demande	2018-01690	Décision
	Subvention pour l'organisation d'une exposition annuelle du 17 au 25 mars 2018, à la Passerelle du Centre Culturel de Fleury-les-Aubrais.	200 €

Dénomination	22163 - ACADÉMIE D'ARTS PLASTIQUES D'AUXY Canton de Malesherbes	
Objet de la demande	2018-02609	Décision
	Subvention pour l'organisation d'un Salon d'Arts Plastiques du 21 juin au 2 juillet 2018, à la salle des fêtes d'Auxy.	560 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 4 : Les subventions attribuées au titre de la politique culturelle C01-03 seront réparties et imputées en fonction de leur nature ainsi :

Ces dépenses seront imputées ainsi qu'il suit sur le budget départemental 2018 :

- sur le chapitre 65, la nature 65734, l'action C-01-03-309 « Fonds de Soutien aux Arts Plastiques - Communes » pour un montant de **600 €**,
- sur le chapitre 65, la nature 6574, l'action C-01-03-309 « Fonds de Soutien aux Arts Plastiques - Associations » pour un montant de **8 928 €**.

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

D 10 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Prix du Conseil Départemental pour le meilleur devoir sur la résistance

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, aux lauréats ci-après désignés, le « Prix du Conseil Départemental pour le meilleur devoir sur la résistance » dans le cadre du Plan Jeunesse, pour un montant total de 1 470 €, selon la répartition suivante :

Liste des Lauréats par catégorie

Epreuves individuelles

3^{ème} catégorie : devoir collèges (élèves de 3^{ème})

Classement	Elèves/établissement	Coordonnées personnelles de l'élève	Dotation proposée
1 ^{er}	Melle Nina CLOCHARD-MICALETTI Collège Privé la Providence Olivet	Non Communiquées	120 €
2 ^{ème}	Melle Mila ROULEAU Collège Privé la Providence Olivet	Non Communiquées	100 €
3 ^{ème}	M. Louis LE GOLVAN Collège Ernest Bildstein Gien	Non Communiquées	100 €
4 ^{ème}	Melle Clotilde PIERRON Collège Guillaume de Lorris	Non Communiquées	80 €

1^{ère} catégorie : devoir Lycées

Classement	Elèves/établissement	Coordonnées personnelles de l'élève	Dotation proposée
1 ^{er}	Mlle Lauréna STRENTZ Lycée Saint-François de Sales Gien	Non Communiquées	120 €
2 ^{ème}	Mlle Chiara SPERONI Lycée Saint-François de Sales Gien	Non Communiquées	100 €
3 ^{ème}	Mlle Arave THEVARAJAH Lycée Saint-François de Sales Gien	Non Communiquées	100 €

Epreuves collectives

4^{ème} catégorie (devoir Collèges) : épreuve collective réalisée en classe de 3^{ème}

Classement	Elèves/établissement	Coordonnées	Dotation proposée
1 ^{er}	Elèves de la classe 3^{ème} du collège Les Clorisseaux à Poilly-lez-Gien	CDI	300 €
2 ^{ème}	Elèves de la classe 3^{ème} du collège Privé la Providence Olivet	CDI	150 €
3 ^{ème} ex aequo	Elèves de la classe 3^{ème} A du collège Aristide Bruant Courtenay	CDI	150 €
3 ^{ème} ex aequo	Elèves de la classe 3^{ème} C du collège Aristide Bruant Courtenay	CDI	150 €

Article 3 : Cette dépense est affectée sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 67 – nature 6713 - action C0103305 du budget départemental 2018.

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux prix accordés à l'article 2 de la présente délibération.

D 11 - Le Département, un acteur essentiel de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine - Aide aux musées

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé, au titre de l'aide aux musées, d'attribuer la subvention suivante :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Canton</i>	<i>Musée et nature de l'opération</i>	<i>Montant HT de l'opération</i>	<i>Subvention allouée</i>	<i>N° d'opération</i>
ASSOCIATION LES AMIS DU VIEUX MONTARGIS	MONTARGIS	Etude en vue de la réalisation d'une nouvelle scénographie pour le musée des tanneurs à Montargis	6 000 €	1 800 €	2018-02822

Cette subvention est affectée sur l'autorisation de programme 17-C0103105-APDPRAS.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous les documents relatifs à la subvention allouée par la présente délibération.

D 12 - Demande de subvention de la compagnie des Minuits pour la restauration du Château des Deux Tours à La Neuville-sur-Essonne, protégé au titre des monuments historiques

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre de l'aide aux associations et aux fondations pour la restauration des monuments historiques, une subvention de 12 148 € à la Compagnie des Minuits, pour l'organisation d'un chantier de restauration du Château des Deux Tours à La Neuville-sur-Essonne (protégé au titre des monuments historiques), dont le coût est estimé à 65 742 €.

Article 3 : Cette subvention est affectée sur l'autorisation de programme 17-C0103103-APDPRAS pour un montant de 12 148 € (n°2018-03013).

D 13 - Demande de prorogation d'une subvention départementale

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de proroger d'un an la durée de validité de la subvention allouée à la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard pour la réalisation de son opération intitulée : « *Deuxième phase de restauration de l'église Saint-Maurice (tranches 3 et 4)* » (2015-00968) par délibération n°D09 de la Commission permanente du 29 avril 2016 et par arrêté du Président du Conseil Départemental du 20 mai 2016, pris pour son exécution. En conséquence, la commune de Saint-Maurice-sur-Fessard conserve le bénéfice de la subvention d'investissement accordée par le Département jusqu'au 20 mai 2019.

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

E 01 - Demandes de subvention pour l'Office National des Forêts pour la gestion de l'Arboretum des Barres et l'association Jardin Arboretum d'Ilex pour la gestion de l'Arboretum des Ilex

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer à l'Office National des Forêts une subvention de 25 000 € pour le soutien aux actions d'animation et de valorisation du site touristique et culturel de l'Arboretum National des Barres à Nogent-sur-Vernisson et d'affecter l'opération n°2018-02824 sur l'AE 15-D0304103-AEDPRPS du budget départemental.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention relative au versement d'une subvention de fonctionnement 2018 de 25 000 € à l'Office National des Forêts pour le soutien aux actions d'animation et de valorisation du site touristique et culturel de l'Arboretum National des Barres à Nogent-sur-Vernisson et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer à l'association Jardin Arboretum d'Ilex une subvention de 3 537 € pour la gestion 2018 de l'Arboretum des Ilex à Meung-sur-Loire et d'affecter l'opération n°2018-02825 sur l'AE 15-D0304103-AEDPRPS du budget départemental 2018.

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager toutes les procédures et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre des présentes décisions.

CONVENTION RELATIVE AU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE L'ARBORETUM NATIONAL DES BARRES A NOGENT-SUR-VERNISSON

Entre,

Le Département du LOIRET, représenté par M. le Président du Conseil Départemental, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental n°xx en date du 13 juillet 2018,

ci-après désigné, « le Département »,

Et,

L'Office National des Forêts, Établissement Public National, à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 Paris RCS, dont le siège est 2, Avenue de Saint Mandé, 75570 Paris cedex 12, représenté par Madame DE VILLEBONNE Dominique, Directrice de l'Agence Centre Val de Loire de l'ONF,

ci après désigné, « l'ONF »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Arboretum National des Barres, plus grand arboretum d'Europe, se veut un pôle touristique et scientifique de grande importance. Riche de quelques 2 700 espèces, il s'étend sur 49 hectares.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la gestion de l'Arboretum est confiée à l'Office National des Forêts qui propose le développement touristique de ce site, pour l'accueil de scolaires et du grand public, autour de la découverte du monde de l'arbre et des arbres du monde, l'éducation à l'environnement.

Considérant l'intérêt patrimonial de l'Arboretum National des Barres et les objectifs poursuivis par l'ONF dans le développement de ce pôle touristique dans l'Est du département du Loiret, l'intérêt pour le développement local, le Département du Loiret apporte son soutien financier à l'exploitation de ce site touristique.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les engagements réciproques de chacune des parties permettant de participer au développement touristique de l'Arboretum National des Barres et à l'accueil du public sur ce site.

Article 2 : Engagement du Département du Loiret

Le Département du Loiret s'engage à participer financièrement au programme d'exploitation de l'Arboretum National des Barres pour l'année 2018 à hauteur de 25 000 €.

Article 2-1 : Dispositions financières et modalités de versement

La subvention sera versée à l'ONF dans les conditions suivantes :

- 50 %, soit 12 500 €, après la signature de la présente convention et sur présentation d'un titre de recette à l'ordre du Département du Loiret,
- le solde de 50 %, soit 12 500 €, sur présentation d'un titre de recette à l'ordre du Département du Loiret accompagné du bilan prévu à l'article 4.

Article 3 : Engagement du bénéficiaire (Office National des Forêts)

L'Office National des Forêts s'engage à développer un ensemble d'actions s'inscrivant dans les objectifs suivants :

- renforcer l'attractivité de l'Arboretum National des Barres pour le tourisme et les loisirs nature,
- faire découvrir à un large public « le monde de l'arbre et les arbres du monde »,
- sensibiliser le grand public et le public scolaire aux enjeux environnementaux et à la gestion durable, notamment ceux liés à l'arbre et à la forêt.

Pour atteindre ces objectifs, l'ONF met en place sur ce site les moyens humains et matériels adaptés, permettant l'organisation d'animations et d'événementiels de qualité.

L'ONF s'engage à informer régulièrement le Département des programmes d'action mis en place pour le développement touristique de l'Arboretum National des Barres.

L'ONF s'engage à présenter au Département, à l'issue de la saison touristique un bilan financier ainsi qu'un bilan détaillé de l'activité d'accueil des publics développée sur l'Arboretum National des Barres, et notamment le nombre de visiteurs accueillis sur le site.

Article 3.1 - Engagements en matière de publicité et communication institutionnelle

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par la taxe d'aménagement des espaces naturels sensibles (TA-ENS) perçue au bénéfice du Département du Loiret. »

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental – tel 02.38.25.43.25 - communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : contrôle et obligations du bénéficiaire

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

L'ONF s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non-conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

Article 5 : Modification du contrat

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 6 : Durée et date d'effet

La présente convention est consentie pour une durée d'un an. Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Article 7 : Modalités de résiliation

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'ONF par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

Article 8 : Règlement des litiges

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à Orléans, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,

Marc GAUDET

En deux exemplaires originaux

Pour l'ONF,
La Directrice de l'Agence Centre-Val
de Loire

Dominique de VILLEBONNE

E 02 - Le Département, partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux 2 collectivités porteuses des dossiers, figurant au tableau ci-dessous, au titre de la politique départementale « Préserver la ressource en eau et en garantir la qualité », volet « Rivières » - section de fonctionnement :

Dossier	Bénéficiaire	Description	Montant du projet €	Montant de subvention calculée
2018-02352	Syndicat de la Vallée du Loing (SIVLO)	Mise en place d'indicateurs de suivi - Année 2018	16 869,20 €	3 373,84 €
2018-01457	Syndicat Mixte d'Etudes, de Travaux et d'Aménagement du Bassin de l'Ardoux (SMETABA)	Suivi et communication 2018	3 515 €	703 €
		2 dossiers	20 384,20 €	4 076,84 €

Article 3 : Il est décidé d'affecter ces opérations n°2018-02352 et 2018-01457 sur l'autorisation d'engagement 18-D0101101-AEDPRAS, aide financière aux acteurs locaux, pour un montant de 4 076,84 €.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention à la collectivité porteuse du dossier, figurant au tableau ci-dessous, au titre de la politique départementale « Préserver la ressource en eau et en garantir la qualité », volet « Rivières » - section d'investissement :

Dossier	Bénéficiaire	Description	Montant du projet €	Montant de subvention calculée
2018-01459	Syndicat Mixte d'Etudes, de Travaux et d'Aménagement du Bassin de l'Ardoux (SMETABA)	Travaux de restauration 2018	98 442 €	9 844,20 €
		1 dossier	98 442 €	9 844,20 €

Article 5 : Il est décidé d'affecter cette opération n°2018-01459 sur l'autorisation de programme 18-D0101101-APDPRAS, aide financière aux acteurs locaux, pour un montant de 9 844,20 €.

Article 6 : Les termes des conventions à intervenir avec ces collectivités sont approuvés, telles qu'annexées à la présente délibération et M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à les signer.

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
SYNDICAT DE LA VALLEE DU LOING

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 13 juillet 2018, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le SYNDICAT DE LA VALLEE DU LOING représenté par Monsieur le Président, MONSIEUR BENOIT DIGEON, domicilié 158 RUE PAUL DOUMER – 45200 MONTARGIS, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 11 décembre 2017.

d'autre part.

Vu la demande du SYNDICAT DE LA VALLEE DU LOING en date du 5 mars 2018.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 13 juillet 2018, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 3 373,84 € au SYNDICAT DE LA VALLEE DU LOING pour la mise en place d'indicateurs de suivi – Année 2018.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour la mise en place d'indicateurs de suivi – Année 2018, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Etude de la qualité écologique sur 4 sites :
 - o L'Aveyron à La Chapelle-sur-Aveyron ;
 - o L'Aveyron à Montbouy ;
 - o Le Ru de Bougis à Courtenay ;
 - o Le Vernisson à Nogent-sur-Vernisson ;

- Indicateurs poissons rivières (IPR) sur 4 sites :
 - o La Bezonde à Saint-Maurice-sur-Fessard ;
 - o L'Aveyron à La Chapelle-sur-Aveyron ;
 - o La Bezonde à Nesploy ;
 - o Le Vernisson à Nogent-sur-Vernisson.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- associer le Département au suivi de l'étude,
- lui remettre un exemplaire du cahier des charges ainsi que de la proposition du prestataire retenu,
- lui remettre un exemplaire de tous les documents se rapportant à l'étude, les rapports définitifs devant faire apparaître le logotype du Conseil Départemental,
- avertir le Département des dates de début et de fin de l'opération.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 3 373,84 € (soit 20 % du montant global de 16 869,20 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le syndicat de la Vallée du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du syndicat
de la Vallée du Loing

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Benoît DIGEON

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT
DU BASSIN DE L'ARDOUX

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 13 juillet 2018, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX représenté par Monsieur le Président, MONSIEUR ROLAND LEBRAULT, domicilié 94 RUE DU MARECHAL FOCH – 45370 CLERY SAINT ANDRE, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 21 décembre 2017.

d'autre part.

Vu la demande du SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX en date du 26 février 2018.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 13 juillet 2018, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 703 € au SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX pour le suivi et la communication 2018.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour le suivi et la communication 2018, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Réalisation de 2 Indices poissons rivières (IPR) :
 - o Etat de référence en aval de l'étang du pré des gains ;
 - o Etat de référence du ru de Vézenne au moulin de Vézenne à Lailly-en-Val ;
- Réalisation de diverses actions de communication (représentation au sein d'événementiels territoriaux comme la « semaine des rivières », les « journées du patrimoine », création d'évènements dans les communes du bassin versant avec utilisation des supports réalisés en 2017, sorties nature, enlèvements déchets, etc...).

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- associer le Département au suivi de l'étude,
- lui remettre un exemplaire du cahier des charges ainsi que de la proposition du prestataire retenu,
- lui remettre un exemplaire de tous les documents se rapportant à l'étude, les rapports définitifs devant faire apparaître le logotype du Conseil Départemental,
- avertir le Département des dates de début et de fin de l'opération.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 703 € (soit 20 % du montant global de 3 515 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser ce montant en un seul versement, après la signature de la présente convention et à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du syndicat
mixte d'études, de travaux et
d'aménagement du bassin
de l'Ardoux

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Roland LEBRAULT

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT
DU BASSIN DE L'ARDOUX

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 13 juillet 2018, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX représenté par Monsieur le Président, MONSIEUR ROLAND LEBRAULT, domicilié 94 RUE DU MARECHAL FOCH – 45370 CLERY SAINT ANDRE, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 21 décembre 2017.

d'autre part.

Vu la demande du SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX en date du 26 février 2018.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 13 juillet 2018, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 9 844,20 € au SYNDICAT MIXTE D'ETUDES, DE TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE L'ARDOUX pour les travaux de restauration 2018 sur le bassin de l'Ardoux dans le cadre du CT 2017-2021.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux de restauration 2018 sur le bassin de l'Ardoux dans le cadre du CT 2017-2021, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- restauration du lit mineur 400 ml à Cléry-Saint-André et Mézières-lez-Cléry ;
- aménagement du radier de 5 ouvrages (Pont de la Planchette, Pont de la RD 951, La Hellière, Villerouge et aval Montour) ;
- restauration de berges (ripisylve sur l'ensemble des communes du BV situées sur le département du Loiret, abreuvoirs et clôtures 1 km, gestion renouvelée 80 m²).

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les cours d'eau mentionnés ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration ou d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux.

2.2 Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 9 844,20 € (soit 10 % du montant global de 98 442 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise le syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat
Mixte d'Etudes, de Travaux et
d'Aménagement du bassin
de l'Ardoux

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Roland LEBRAULT

E 03 - Le Département anticipe et fait face aux risques majeurs - Signature d'une convention de partenariat avec le CEPRI

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer au CEPRI une subvention de 50 000 € pour son fonctionnement en 2018.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre 65 – nature 6574 – action A0501403, conformément aux crédits inscrits au budget primitif 2018.

Article 4 : Les termes de la convention avec le CEPRI pour l'année 2018, telle qu'annexée à la présente délibération, sont approuvés.

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention.

CEPRI

Centre Européen de
Prévention du Risque d'Inondation

Les collectivités en Europe pour la prévention du risque d'inondation
Communities and local authorities in Europe preventing flood risk

Convention de subvention entre
le Département du Loiret
&
Le Centre Européen de Prévention du
Risque d'Inondation
2018

CONVENTION 2018

ENTRE

Le Département du Loiret, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Loiret en vertu d'une délibération du,

ET

Le Centre Européen de Prévention du Risque d'Inondation (CEPRI), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est domicilié 15 Rue Eugène Vignat - BP 2019 - 45010 ORLÉANS CEDEX 1, représenté par sa présidente, Madame Marie-France BEAUFILS, ci-après dénommé « le CEPRI », No SIRET 49322382000017 code APE 9499Z.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le CEPRI constitue un pôle de compétences sur la prévention du risque d'inondation, à vocation nationale et européenne. Le CEPRI a pour objet la conception et la conduite de toute activité d'ordre scientifique, technique et documentaire dans ce domaine au service de ses membres ; il assure en outre un rôle de veille et de relais d'opinion à l'échelle nationale.

A ce titre, il participe à l'élaboration de démarches et de pratiques innovantes pour améliorer la prévention des inondations.

Telles que présentées en annexe 1, les actions à l'initiative du CEPRI rejoignent les objectifs des politiques publiques du Département en terme de prévention des risques naturels et hydrauliques. Elles s'inscrivent dans le contexte de mise en œuvre de la Directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, dite Directive inondation, et de la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, le CEPRI s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publiques mentionnées au préambule, les projets décrits dans son programme d'activité de l'année concernée, conformes à son objet statutaire.

Dans ce cadre, il apportera un appui au Département dans les actions qu'il conduit et les thématiques de travail suivantes :

- Aide à la compréhension des textes et des méthodes pour contribuer à une plus grande implication des représentants des collectivités territoriales dans l'ensemble des processus liés à la gestion du risque inondation, en particulier dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et son impact dans la gestion des digues départementales,
- Aide à la construction d'une méthodologie sur la planification des évacuations massives du Val d'Orléans en tant que site pilote, en s'appuyant notamment sur l'exercice inondation programmé par la Préfecture du Loiret en novembre 2018,
- Elaboration de fiches réflexes à destination des maires sur la gestion de crise et le retour à la normale, ces fiches pouvant servir à alimenter le portail départemental de gestion des risques majeurs.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme.

Par ailleurs, le Département met également des moyens à disposition du CEPRI pour ses besoins de fonctionnement.

Il est ainsi mis à disposition du CEPRI les moyens matériels suivants :

- matériels et consommables de bureautique et de téléphonie,
- consommables d'entretien et d'hygiène des locaux.

Le Département réalise également les prestations suivantes pour le compte du CEPRI :

- entretien des locaux privatifs et communs,
- entretien des outils bureautiques et de téléphonie,
- impressions,
- affranchissement et acheminement du courrier.

A titre indicatif, ces moyens et prestations ont été estimés en 2017 à environ 17 000 € TTC sur le site occupé par le CEPRI au 10 rue Théophile Chollet à ORLEANS. Le remboursement du montant de ces prestations et de la mise à disposition de ces moyens ne sera pas appelé par le Département auprès du CEPRI pour l'année 2018.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention est établie au titre de l'année 2018.

ARTICLE 3 - Conditions de détermination du coût de l'action

Le coût total estimé des projets pour 2018 est évalué à environ 643 500 Euros.

Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés au programme d'activité.

Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'activité, notamment :

Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du programme d'activité qui :

- Sont liés à l'objet de l'action et présentés en annexe ;
- Sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
- Sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- Sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
- Sont dépensés par le CEPRI ;
- Sont identifiables et contrôlables.

Et le cas échéant, les coûts indirects éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs, comprenant :

- Les coûts variables, communs à l'ensemble des activités du CEPRI ;
- Les coûts liés aux investissements ou aux infrastructures, nécessaires au fonctionnement du service d'intérêt économique général.

Lors de la mise en œuvre de son programme d'activité, le CEPRI peut procéder à :

- Une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles ne doit pas affecter la réalisation de son programme d'activité de manière substantielle ;
- Une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation de son programme d'activité de manière substantielle au regard du coût total estimé éligible.

ARTICLE 4 - Montant de la subvention

Pour l'année 2018, le Département contribue financièrement à la réalisation du programme du CEPRI pour un montant de 50 000 €.

ARTICLE 5 - Modalités de versement de la contribution financière

Le paiement se fait en deux versements : un premier versement de 30 000 € est déclenché à la signature de la présente convention (60% du montant global de la convention). Le solde de 20 000 € est versé sur présentation d'un état d'avancement des travaux arrêté au 31/12/2018 et présenté au Département avant le 31/03/2019.

Le montant de cette subvention sera versé par ordonnance de paiement au compte du CEPRI :

Banque : Société générale - Orléans

Code : banque : 30003 Code guichet : 01540

N° compte : 00050771563 Clé RIB : 78

ARTICLE 6 - Obligations du CEPRI

Le CEPRI s'engage à :

Sur le plan comptable :

1. Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 ;
2. Transmettre au Département dans les délais utiles, tout rapport établi par le commissaire aux comptes qu'elle a désigné¹ ;
3. Ne pas employer tout ou partie de la participation financière versée par le Département en subventions à d'autres associations, sociétés, collectivités privés ou œuvres ;
4. Faire apparaître dans son bilan comptable un état détaillé de la valorisation financière correspondant aux moyens mis à disposition du CEPRI par le Département, tels que décrits à l'article 1. Cet état de frais est fourni annuellement au CEPRI par le Département.

¹ « Toute association ayant reçu annuellement des autorités administratives, au sens de l'article 1er de la loi du 12 avril 2000, ou des établissements publics à caractère industriel et commercial une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse un seuil fixé par décret, doit établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe dont les modalités d'établissement sont fixées par décret. Ces associations doivent assurer, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes »

Sur le plan de la gestion :

Le CEPRI veille à ce que les plans de financement de ses projets en permettent la réalisation effective dans les conditions prévues par la convention et le programme d'actions, tant pour le calendrier de réalisation que le niveau de qualité.

Il signale par écrit au Département tout retard ou dégradation significatifs constatés dans le déroulement des actions. Il précise le nouveau terme envisagé pour l'action ou portion annuelle d'action.

Dans le cas où un projet ou action prévu par la présente convention ne pourrait être mis en œuvre ou mené à terme dans les conditions prévues, il en avise le Département dans les meilleurs délais.

Tout manquement à ces obligations, expose le CEPRI aux sanctions prévues à l'article 8.

ARTICLE 7 - Suivi et contrôle

Le bénéficiaire est soumis aux obligations de compte rendu et de facilitation des contrôles prévus par les textes en vigueur (Décret-loi du 2 mai 1938, articles 14 et 15, loi 2000-321 du 12 avril 2000, article 10) et doit notamment fournir pour chaque année :

1. Un rapport d'activité, ainsi que le bilan, le compte de résultat et l'annexe établis dans les conditions prévues par l'article L 612-4 du code du commerce dans le mois suivant l'assemblée générale qui les a adoptés, et au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'attribution de la subvention.
2. Pour chacune des actions spécifiques subventionnées, le compte-rendu financier annuel de l'action et un compte-rendu de leur mise en œuvre, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ces documents sont présentés au Département dès qu'ils sont disponibles et au plus tard le 30 juin, le cachet de la poste faisant foi. Ce compte rendu doit être conforme aux règles prévues par les textes en vigueur.

En outre, le CEPRI s'engage à présenter au Département les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Ces pièces doivent permettre au Département de s'assurer que l'utilisation des sommes est conforme aux buts pour lesquels elles ont été versées. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention.

ARTICLE 8 - Clause de nullité et de reversement

Le non-respect par le bénéficiaire de l'une des obligations figurant aux articles 6 et 7 est une cause d'annulation de la convention.

Le Département peut mettre fin à la présente convention, après avoir adressé un avertissement écrit au bénéficiaire, et au plus tôt un mois après l'envoi de cet avertissement.

Il peut également exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants :

- Le non-respect des clauses de la convention et notamment l'absence de mise en œuvre totale ou partielle d'une ou plusieurs actions programmées ;
- Le changement de l'objet de tout ou partie de la subvention et notamment la modification d'une ou plusieurs actions et de l'affectation des fonds versés par le Département sans autorisation expresse de celui-ci ;
- L'utilisation des fonds versés pour une destination non conforme à la convention.

ARTICLE 9 - Logo et mentions du soutien

L'attribution d'une subvention par le Département n'ouvre pas droit à l'utilisation par le bénéficiaire du logo du Département ni de la mention « avec le soutien du Département du Loiret » ou de toute autre indication mentionnant le soutien à une activité ou projet du CEPRI.

L'autorisation d'apposer le logo ou la mention précitée sur les supports, documents, affiches, imprimés divers et dans les fichiers électroniques qu'il diffuse ou publie dans le cadre de son activité générale ou de la réalisation des actions ou projets subventionnés dans le cadre de la présente convention, est expresse.

Elle peut être obtenue sur demande pour chaque utilisation ou série d'utilisations. La demande spécifique est faite dans des délais compatibles avec son instruction, qui ne peuvent être inférieurs à un mois avant la date prévue d'utilisation. Elle précise les circonstances d'utilisation et présente les textes, documents et pièces utiles à l'appréciation de la demande par le Département.

L'apposition du logo du Département ou la mention du soutien sans autorisation expresse notifiée donne lieu aux poursuites prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 10 - Règlement des conflits

Les litiges éventuels entre les deux parties à la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 11 - Article d'exécution

Le Président du Conseil départemental du Loiret et la Présidente du CEPRI sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Pour le Conseil départemental du Loiret,

A Orléans, le

Le Président,

Marc GAUDET

Pour le CEPRI,

A Orléans, le

La Présidente,

Marie-France BEAUFILS

Annexe 1

Programme d'activités 2018 du CEPRI

Programme d'activités 2018

au service des politiques publiques de prévention du risque d'inondation
adopté lors de l'assemblée générale du CEPRI du 4 juillet 2017

2018, année de la mise en œuvre de la nouvelle compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations), obligatoire au 1^{er} janvier.

Le programme d'activité reposera en 2018, sur cinq axes :

- **Représenter** nationalement les collectivités territoriales, aux côtés des autres associations ;
- **Innover et développer** de nouveaux outils aux services des collectivités territoriales ;
- **Accompagner** les collectivités dans leurs projets sur la mise en œuvre des politiques locales ;
- **Structurer un réseau européen,**
- **Proposer un catalogue de formation sur la gestion du risque inondation**

tout en s'appuyant sur les compétences d'un réseau d'experts pour asseoir les orientations scientifiques et techniques du CEPRI et sur la structuration d'un réseau de collaborations européennes de plus en plus dense.

Représenter nationalement les collectivités

✓ Prendre part aux échanges nationaux sur l'évolution des politiques publiques

Participer activement aux groupes de travail mis en place par les représentants de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation, et à **l'ensemble des consultations** concernant le risque inondation

Suivre aux côtés du Ministère de la transition écologique et solidaire, la mise en œuvre du nouveau cahier des charges PAPI 3^{ème} génération.

Contribuer activement à la réflexion sur les évolutions législatives ou réglementaires, concernant la politique de gestion des risques d'inondation. Suivre les travaux du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) sur la prévision des inondations en participant au conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique (CODOST).

✓ Mobiliser sur les outils 2018 de la gestion des risques inondation

Aider à la compréhension des textes et des méthodes pour contribuer à une plus grande implication des collectivités territoriales dans l'ensemble des processus en cours, en particulier dans la mise en œuvre de la nouvelle compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI),

Veiller à ce que les collectivités soient associées, au premier rang des parties prenantes, à la mise en œuvre de tous les nouveaux outils concernant la gestion du risque inondation.

✓ **Apporter une expertise auprès de la Commission mixte inondation (CMI) et du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs (COPRNM)**

Apporter un appui aux représentants du CEPRI et, à leur demande, à ceux des autres associations nationales de collectivités, sur les dossiers de politique générale et sur la labellisation des projets au sein de la CMI et du COPRNM,

Innover en développant de nouveaux outils : s'adapter pour vivre en zone inondable le long des cours d'eau et des littoraux

✓ **Améliorer les connaissances**

Accompagner le déploiement de la méthodologie d'analyse multicritères (AMC).

Prendre part aux réflexions permettant une meilleure prise en compte du risque de ruissellement

Accompagner le déploiement du référentiel national de vulnérabilité

✓ **Sensibiliser les populations et participer à l'acquisition de comportement adapté des populations**

Proposer des recommandations sur l'évolution des outils et des stratégies de sensibilisation,

Structurer un panorama de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication en matière de sensibilisation au risque.

✓ **Planifier durablement tout en adaptant les territoires au changement climatique**

Travailler sur un retour d'expérience concernant la prise en compte des différents types de risques d'inondation dans les documents d'urbanisme, en lien avec les évolutions de l'outil PPR.

Accompagner les collectivités territoriales pour se saisir des opérations de renouvellement urbain afin de réduire la vulnérabilité des territoires.

Lancer une base de réflexion pour permettre le déploiement de solutions à bénéfices multiples dans le cadre de projets d'aménagement intégrant davantage l'eau et les risques d'inondation associés.

Participation à la réflexion sur l'élaboration d'un « DTU inondation ».

✓ **Gérer la crise / Anticiper le retour à la normale du territoire**

Accompagner des opérations pilotes de collectivités territoriales et de leurs services pour tester et conforter la méthode de plan de continuité d'activité (PCA), en tant que support nécessaire à la gestion de crise et élément facilitateur du retour à la normale.

Identifier les questions clés du retour à la normale et de la reconstruction post-catastrophe en intégrant notamment le concept de « build back better ».

Produire des documents de support à la gestion de crise, simples et opérationnels et facilement exploitables.

Expérimenter sur sites pilotes, le guide CEPRI sur la planification des évacuations massives.

✓ **Organiser la prise de compétence GEMAPI**

Accompagner les collectivités territoriales dans la prise de compétence GEMAPI par l'échange de bonnes pratiques, la rédaction de documents pédagogiques et la participation à des réunions et formations.

Soutenir les démarches d'amélioration des dispositions législatives et réglementaires.

Accompagner les collectivités dans leurs politiques locales

✓ **Appuyer les actions pilotes portées localement par des collectivités dans la perspective des stratégies locales de gestion des risques et des programmes d'action de prévention des inondations**

Accompagner la mise en œuvre des stratégies locales et des PAPI en tenant compte notamment des évolutions du dispositif PAPI liées au nouveau cahier des charges qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2018 (AMC, analyse environnementale...).

✓ **Favoriser les échanges d'expériences entre acteurs opérationnels**

Faire vivre des réseaux de capitalisation, de partage et de diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des inondations. Développer et élargir leur audience, avec une attention particulière vers :

- Les **collectivités et services de l'Etat porteurs des stratégies locales** de gestion des risques
- Les **porteurs de PAPI** en cours et à venir, et leurs partenaires contractuels,

✓ **Enrichir le centre de ressources au service des collectivités**

A travers le **site internet** du CEPRI, la rédaction et la diffusion de **notes** sur les documents importants (rapports, décrets, circulaires) ainsi que la production et la diffusion de **guides** pédagogiques et **rapports** appliqués aux problématiques rencontrées par les collectivités territoriales.

Structurer un réseau européen

✓ Organiser un réseau de bonnes pratiques entre acteurs européens

Entretenir et développer les collaborations initiées sur tous les thèmes de travail du CEPRI.

✓ Participer à des projets européens en cours

Intégrer des projets européens initiés dans le cadre de la période 2014-2020.

✓ Suivre les travaux des institutions européennes sur la directive inondation et sur les questions de sécurité civile

Participer au Working group F de la Commission européenne et au groupe de travail « Community of users ».

Suivre la mise en œuvre des projets européens en lien avec le risque inondation (H2020, Interreg...).

Proposer des formations adaptées aux besoins des collectivités territoriales

Permettre une meilleure appropriation des méthodologies exposées dans les guides du CEPRI et pour apporter aux représentants des collectivités territoriales des outils d'aide à la décision publique les plus adaptés à leur territoire.

E 04 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne (3CBO) : demande de subvention de la 3CBO - Canton de Courtenay - Environnement

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 165 181,11 € à la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne pour l'achat d'un camion-grue de 26 tonnes pour tri-sélectif et d'un camion pour biodéchets de 7,5 tonnes, inscrit dans le cadre du contrat départemental de soutien aux projets structurants de territoire de la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne et d'affecter l'opération correspondante 2018-02955 sur l'autorisation de programme 16-G0402101-APDPRPS du budget départemental.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager toutes les procédures et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre des présentes décisions.

E 05 - Le Département du Loiret s'engage dans la Politique Jeunesse 2018 : diagnostic jeunesse partagé avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Loiret, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la DRDJSCS Centre-Val de Loire

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé dans le cadre du Plan Jeunesse 2018 d'attribuer une subvention de 25 000 € à la CAF du Loiret.

Cette dépense d'un montant de 25 000 € sera imputée sur le chapitre 65, nature 6574, action C0201204 du budget départemental 2018.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention 2018 avec la CAF du Loiret ci-annexée et d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à la signer.



**Convention de partenariat
Diagnostic territorial jeunesse
CAF du Loiret – Conseil Départemental du Loiret**

ENTRE LES SOUSSIGNE(E)S :

Le Conseil Départemental du Loiret désigné « Département » représenté par **Monsieur Marc GAUDET**, Président du Conseil Départemental du Loiret, dont le siège est situé 15 rue Eugène Vignat 45945 Orléans Cedex

Et :

La caisse d'Allocations familiales du Loiret désignée « Caf du Loiret », représentée par **Monsieur Jean-Yves PREVOTAT**, Directeur, dont le siège est situé 2 place Saint-Charles 45946 Orléans Cedex 9

Préambule

Dans le cadre des politiques jeunesse respectives des deux organismes, la Caf du Loiret et le Département ont décidé de réaliser un diagnostic jeunesse porté conjointement.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des Parties pour mettre en œuvre un diagnostic jeunesse (jeunes de 6 à 30 ans) du département du Loiret.

Article 2 – Objectifs, contenu et livraison du Diagnostic Jeunesse

La Caf du Loiret et le Département souhaitent réaliser un diagnostic départemental sur la jeunesse (6/30 ans) pour :

- Mieux connaître les jeunes, les dispositifs, les politiques locales, le maillage territorial
- Recenser les besoins et attentes des jeunes le cas échéant, au regard des difficultés qu'ils peuvent rencontrer sur leur territoire,
- Recenser les actions existantes et les évaluer, par territoire,
- Etablir des préconisations pour définir une politique en faveur de la jeunesse,
- Formuler des pistes d'actions concrètes en vue de proposer une offre de service en adéquation avec les besoins réels du territoire,
- Formuler des préconisations afin de mieux articuler et optimiser les interventions,
- Identifier les besoins des acteurs et partenaires jeunesse (associations, établissements scolaires).

L'étude se déroulera dans le département du Loiret et portera a minima sur les domaines suivants : engagement et citoyenneté, mobilité, santé/prévention, communication et nouvelles technologies, culture/sports/loisirs, vacances, logement, éducation/formation, insertion/emploi, accompagnement de projets, illettrisme, décrochage scolaire, réussite scolaire et éducative (Cf Annexe 1).

Ce diagnostic partagé va faire l'objet d'un marché public afin de recruter un prestataire chargé de la réalisation d'un rapport. La Caf du Loiret aura la charge du lancement de ce marché public.

Le titulaire s'engage à fournir (ou organiser) dans les délais prévus dans son offre et retenus par la Caf du Loiret et le Département :

- un livrable écrit de l'étude générale permettant de dégager les grands axes de travail ainsi qu'une synthèse en format littéraire Word et en format de type Power Point,
- des préconisations et pistes d'actions,
- une restitution dans le cadre d'une réunion partenariale dont les modalités sont à définir avec un support adapté pré-validé en amont par la Caf du Loiret et le Département et une restitution publique sous un format à proposer.

Article 3 – Financement

Le présent article définit les conditions financières de la participation du Département et de la Caf du Loiret au recrutement d'un prestataire chargé de la réalisation du diagnostic jeunesse.

Le coût total de la réalisation du diagnostic a été estimé à 50 000 € HT.

Participeront au financement la Caf du Loiret, Le Département, la Mutualité Sociale Agricole Cœur de Loire (MSA) et la Direction Régionale et Départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Centre Val de Loire et du Loiret (DRDJSCS).

L'effort financier sera partagé à part égale par la Caf du Loiret et le Département déduction faite de la participation financière de la MSA et de la DRDJSCS.

Article 4 – Mise en place d'un comité de Pilotage

Un comité de pilotage va être mis en place afin de suivre toutes les étapes de la sélection du candidat à la réalisation du diagnostic et sa présentation finale. La Caf du Loiret, le Département, la MSA et la DRDJSCS seront représentés lors de ce comité de pilotage

Article 5 : Durée

Le résultat du diagnostic sera diffusé fin Octobre 2018. Les travaux complets (diagnostic, piste d'actions, restitution publique) seront finalisés pour le 30 avril 2019.

Article 6 : Protection des données à caractère personnel

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter le Règlement Général de Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « RGPD »).

Les traitements de données personnelles générés et/ou nécessaire à la réalisation de la présente convention seront assumés par les deux parties :

- La Caf du Loiret et le Département sont donc désignés co-responsables de traitement,
 - A ce titre les délégués des protections des données des deux parties veilleront à se coordonner afin d'assurer la bonne mise en œuvre de la convention dans le respect des dispositions du RGPD.

Article 7 : Information - Communication

La CAF du Loiret et le Département dans le cadre de leur action habituelle de communication s'engagent à informer le public et à promouvoir l'action des deux organismes dans tous les supports de communication utilisés ainsi qu'au travers de ses relations avec les médias.

Cette information peut se formaliser par la présence du logotype du Département et de la Caf du Loiret sur les supports d'édition, par la mise en place de banderoles, la mise à disposition d'un espace dans un programme, une annonce sonorisée ou tout moyen de communication adapté à la circonstance.

Fait en 3 exemplaires,

A Orléans, le 22 mai 2018

***Le Directeur de
la Caisse d'Allocations Familiales
Jean-Yves Prévotat***

***Le Président du
Conseil Départemental du Loiret
Marc Gaudet***

E 06 - Le Département du Loiret s'engage dans la politique Jeunesse 2018

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 24 voix pour et 3 voix contre.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer la subvention suivante, dans le cadre du Plan Jeunesse 2018, au bénéficiaire suivant :

- 700 € au mouvement Guides et Scouts d'Europe.

Cette dépense, d'un montant de 700 €, sera imputée sur le chapitre 65, nature 6574 et l'action C0201201 du budget départemental 2018.

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental – tel 02 38 25 43 25 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

Délibération multiple n°2

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les subventions suivantes, dans le cadre du Plan Jeunesse 2018, aux bénéficiaires suivants :

- 500 € au collège Jeanne d'Arc à Orléans ;
- 3 000 € à l'association Solidaribat.

Ces dépenses, d'un montant de 3 500 €, seront imputées sur le chapitre 65, nature 6574 et l'action C0201204 du budget départemental 2018.

- 1 300 € à l'école des Montoires à Gien ;
- 1 170 € à l'école Victor Hugo à Ingré.

Ces dépenses, d'un montant de 2 470 €, seront imputées sur le chapitre 65, nature 65734 et l'action C0201101 du budget départemental 2018.

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental – tel 02 38 25 43 25 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

E 07 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : bilan 2017 sur l'indemnisation versée aux collectivités et EPCI pour l'utilisation des équipements sportifs par les collèges

Article unique : Il est décidé de prendre acte du bilan 2017 sur l'indemnisation versée aux collectivités et EPCI pour l'utilisation des équipements sportifs par les collèges.

E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de dotations aux collèges pour les frais de transports vers les installations sportives

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer aux collèges listés en annexe à la présente délibération des dotations d'un montant total de 221 933,42 €.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense au budget départemental 2018 - chapitre 65 - nature 65511 - action F0102104.

Annexe : Subventions pour les transports vers les installations sportives - 2018

Etablissement	Commune	Dotations versées en 2017	Dépenses réelles 2017	Reliquats déclarés	Acompte de 50% à verser en janvier 2018	Besoins prévisionnels 2018	Solde à verser
Robert Schuman	AMILLY	20 864,00 €	30 012,50 €	- 6 362,58 €	10 432,00 €	30 100,00 €	19 668,00 €
Jean Moulin	ARTENAY	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Louis Joseph Soulas	BAZOUCHES LES GALLERANDES	750,00 €			375,00 €	- €	- €
Robert Goupil	BEAUGENCY	4 025,00 €	5 948,00 €	3 698,93 €	2 012,50 €	6 000,00 €	288,57 €
Frédéric Bazille	BEAUNE LA ROLANDE	9 245,00 €	9 791,00 €	- 111,00 €	4 622,50 €	12 543,00 €	8 031,50 €
Charles Desvergnès	BELLEGARDE	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Albert Camus	BRIARE	3 870,00 €	4 198,16 €	471,84 €	1 935,00 €	4 710,00 €	2 775,00 €
Pablo Picasso	CHALETTE SUR LOING	12 875,00 €	10 036,50 €	4 616,55 €	6 437,50 €	9 246,00 €	- €
Paul Eluard	CHALETTE SUR LOING	26 769,00 €	20 647,50 €	5 447,26 €	13 384,50 €	20 784,00 €	7 399,50 €
La vallée de l'Ouanne	CHÂTEAU RENARD	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Jean Joudiou	CHATEAUNEUF SUR LOIRE	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Pierre Dezarnaulds	CHATILLON SUR LOIRE	4 510,00 €	5 159,55 €	1 656,87 €	2 255,00 €	5 890,50 €	1 978,63 €
Pierre Mendès France	CHECY	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Jacques de Tristan	CLERY SAINT ANDRE	10 645,00 €	11 086,00 €	3,84 €	5 322,50 €	5 880,00 €	553,66 €
Aristide Bruant	COURTENAY	5 319,00 €	9 587,00 €	4 736,42 €	2 659,50 €	3 630,00 €	- €
Pierre Auguste Renoir	FERRIERES EN GATINAIS	360,00 €	945,00 €	- €	180,00 €	1 060,00 €	880,00 €
André Chêne	FLEURY LES AUBRAIS	3 480,00 €	1 445,00 €	5 269,00 €	1 740,00 €	8 175,00 €	1 166,00 €
Condorcet	FLEURY LES AUBRAIS	10 562,00 €	12 034,00 €	- €	5 281,00 €	18 340,00 €	13 059,00 €
Ernest Bildstein	GIEN	19 311,00 €	13 652,11 €	9 570,72 €	9 655,50 €	15 563,00 €	- €
Jean Mermoz	GIEN	4 689,00 €	4 016,65 €	1 525,75 €	2 344,50 €	5 000,00 €	1 129,75 €
Montabuzard	INGRE	9 080,00 €	7 873,00 €	3 522,63 €	4 540,00 €	14 430,00 €	6 367,37 €
Clos Ferbois	JARGEAU	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Louis Pasteur	LA CHAPELLE SAINT MESMIN	3 436,00 €	3 170,00 €	788,86 €	1 718,00 €	5 316,00 €	2 809,14 €
le Pré des Rois	LA FERTE SAINT AUBIN	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Geneviève De Gaulle - Anthonioz	LES BORDES	3 763,00 €	3 653,00 €	7 033,00 €	1 881,50 €	17 043,63 €	3 518,50 €
Guillaume de Lorris	LORRIS	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Gutenberg	MALESHERBES	2 345,00 €			1 172,50 €	- €	- €
Gaston Couté	MEUNG SUR LOIRE	4 000,00 €	2 327,60 €	7 438,00 €	2 000,00 €	3 604,20 €	- €
le Chinchon	MONTARGIS	5 215,00 €	11 984,00 €	612,46 €	2 607,50 €	14 142,00 €	10 922,04 €
le Grand Clos	MONTARGIS	<i>non concerné par des transports EPS</i>			- €		
Léon Delagrange	NEUVILLE AUX BOIS	2 090,00 €	2 460,00 €	- 370,00 €	1 045,00 €	2 616,00 €	1 571,00 €

Charles Rivière	OLIVET	6 531,00 €	5 405,00 €	2 817,45 €	3 265,50 €	5 000,00 €	- €
l'Orbellière	OLIVET	25 275,00 €	29 360,00 €	- 1 545,00 €	12 637,50 €	32 954,00 €	7 822,50 €
Jean Dunois	ORLEANS	3 329,00 €	7 862,00 €	1 327,00 €	1 664,50 €	40 177,00 €	37 185,50 €
Jean Pelletier	ORLEANS	38 251,00 €	33 476,32 €	3 959,70 €	19 125,50 €	51 000,00 €	15 165,80 €
Jean Rostand	ORLEANS	21 335,00 €	15 922,00 €	6 115,00 €	10 667,50 €	16 712,00 €	- €
Jeanne d'Arc	ORLEANS	20 500,00 €	15 148,00 €	9 847,00 €	10 250,00 €	20 000,00 €	- €
Etienne Dolet	ORLEANS	9 021,00 €	11 011,65 €	4 512,40 €	4 510,50 €	11 190,74 €	2 167,84 €
Alain Fournier	ORLEANS LA SOURCE	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Montesquieu	ORLEANS LA SOURCE	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Alfred de Musset	PATAY	3 400,00 €	18 665,29 €	- €	1 700,00 €	17 836,00 €	16 136,00 €
Denis Poisson	PITHIVIERS	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
les Clorisseaux	POILLY LEZ GIEN	4 930,00 €	8 378,15 €	1 199,25 €	2 465,00 €	6 760,00 €	3 095,75 €
Victor Hugo	PUISEAUX	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Nelson Mandela	SAINT-AY	26 009,00 €	22 651,29 €	- €	13 004,50 €	9 950,80 €	- €
Val de Loire	SAINT DENIS EN VAL	13 250,00 €	22 466,02 €	1 384,07 €	6 625,00 €	31 856,77 €	14 457,00 €
Pierre de Coubertin	SAINT JEAN DE BRAYE	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Saint Exupéry	SAINT JEAN DE BRAYE	- €	624,00 €	842,60 €	- €	7 202,00 €	6 359,40 €
André Malraux	SAINT JEAN DE LA RUELLE	26 073,00 €	26 566,87 €	1 861,47 €	13 036,50 €	28 600,00 €	13 702,03 €
Max Jacob	SAINT JEAN DE LA RUELLE	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Jacques Prévert	SAINT JEAN LE BLANC	4 700,00 €	2 204,00 €	7 617,00 €	2 350,00 €	3 360,00 €	- €
Henri Becquerel	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Montjoie	SARAN	<i>non concerné par des transports EPS</i>				- €	
Maximilien de Sully	SULLY SUR LOIRE	3 224,00 €	3 100,00 €	4 509,99 €	1 612,00 €	7 360,00 €	1 238,01 €
la Sologne	TIGY	22 031,00 €	18 600,00 €	5 091,00 €	11 015,50 €	21 150,00 €	5 043,50 €
la Forêt	TRAINOU	4 630,00 €	5 405,60 €	598,01 €	2 315,00 €	6 037,00 €	3 123,99 €
Lucie Aubrac	VILLEMANDEUR	8 889,00 €	24 035,00 €	2 185,56 €	4 444,50 €	20 948,50 €	14 318,44 €
TOTAL		408 581,00 €	440 907,76 €	101 871,05 €	204 290,50 €	542 168,14 €	221 933,42 €

E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de subventions pour le paiement des dépenses pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers aux collèges publics concernés

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de maintenir le pourcentage de participation du Conseil Départemental à 50 % des dépenses de collecte et de traitement des déchets lorsque le nombre de rationnaires est inférieur ou égal à 150 et à 25 % au-delà.

Article 3 : Il est décidé d'appliquer ce pourcentage à la totalité des factures et/ou titres de paiement des collèges pour les dépenses liées à la collecte et au traitement des déchets.

Article 4 : Il est décidé de participer à ces dépenses pour les collèges qui s'en acquittent, selon la répartition figurant sur le tableau tel qu'annexé à la présente délibération.

Annexe : Tableau récapitulatif des subventions demandées - dépenses réelles 2017 - dépenses prévisionnelles 2018 pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers dans les collèges

COLLEGES	montant prévisionnel des dépenses 2017	factures acquittées 2017	subventions versées au titre de 2017	montant prévisionnel des dépenses 2018	Prise en charge par le CD 25% ou 50 %	subventions 2018	régularisation 2017	subventions à verser en 2018
Amilly - Robert Schumann	5 000,00	6 466,14	1 250,00	6 500,00	25%	1 625,00	366,54	1 991,54
Beaugency		673,82		700,00	25%	175,00	168,46	343,46
Beaune la Rolande - Frédéric Bazille		4 314,17		4 314,17	25%	1 078,54	1 078,54	2 157,09
Bellegarde - Charles Desvergnès	3 647,28	3 647,28	911,82	3 647,28	25%	911,82	-	911,82
Bordes (Les) G. de Gaulle-Anthonioz	2 384,00	2 250,00	596,00	2 500,00	25%	625,00	- 33,50	591,50
Briare - Albert Camus	8 302,80	8 302,80	2 075,70	8 465,60	25%	2 116,40	-	2 116,40
Chalette sur loing - Pablo Picasso	3 129,40	3 678,24	782,35	3 678,24	25%	919,56	137,21	1 056,77
Chalette sur loing - Paul Eluard	3 600,00	3 579,60	900,00	3 300,00	25%	825,00	- 5,10	819,90
Chapelle St Mesmin (La) - L. Pasteur	3 789,08	4 565,10	947,27	4 706,08	25%	1 176,52	194,01	1 370,53
Chateauneuf sur Loire - Jean Joudiou	6 645,00	6 168,12	1 661,25	6 291,48	25%	1 572,87	- 119,22	1 453,65
Château Renard - La Vallée de l'Ouanne	2 156,00	1 890,87	539,00	2 000,00	25%	500,00	- 66,28	433,72
Châtillon-sur-Loire - P. Dezarmaulds	2 830,52	2 830,52	707,63	2 886,00	25%	721,50	-	721,50
Chécy - Pierre Mendès France	3 687,14	3 687,14	921,79	4 032,18	25%	1 008,05	-	1 008,05
Courtenay - Aristide Bruant	3 346,45	3 613,05	836,61	3 613,00	25%	903,25	66,65	969,90
Ferrières - Pierre-Auguste Renoir	5 780,00	6 589,64	1 445,00	6 589,00	25%	1 647,25	202,41	1 849,66
La Ferté Saint Aubin - Pré des rois	4 476,56	4 734,57	1 119,14	4 686,44	25%	1 171,61	64,50	1 236,11
Fleury les Aubrais - A. Chêne	5 000,00	4 111,18	1 250,00	5 000,00	25%	1 250,00	- 222,21	1 027,80
Fleury les Aubrais - Condorcet	7 658,00	6 818,17	1 914,50	6 818,17	25%	1 704,54	- 209,96	1 494,59
Gien - Ernest Bildstein	7 925,40	7 925,40	1 981,35	8 041,95	25%	2 010,49	-	2 010,49
Gien - Jean Mermoz	3 170,16	1 585,08	1 585,08	1 585,08	50%	792,54	- 792,54	-
Ingré - Montabuzard	6 832,00	4 717,70	1 708,00	4 742,40	25%	1 185,60	- 528,58	657,03
Jargeau - Le Clos Ferbois	5 780,00	6 332,82	1 445,00	7 000,00	25%	1 750,00	138,21	1 888,21
Lorris - Guillaume de Lorris	2 309,17	2 570,29	577,29	1 700,00	25%	425,00	65,28	490,28
Montargis - Le Chinchon	1 350,00	613,64	337,50	830,00	25%	207,50	- 184,09	23,41
Montargis - Le Grand clos	1 555,88	1 504,78	388,97	1 504,78	25%	376,20	- 12,78	363,42
Olivet - Charles Rivière	3 155,31	5 835,76	788,83	5 742,16	25%	1 435,54	670,11	2 105,65
Olivet - L'Orbellière	5 955,74	5 955,74	1 488,94	6 016,92	25%	1 504,23	-	1 504,23
Orléans - Alain Fournier	4 100,20	4 100,20	2 050,10	4 122,76	50%	2 061,38	-	2 061,38
Orléans - Jean Dunois	4 622,00	4 721,84	1 155,50	5 637,00	25%	1 409,25	24,96	1 434,21
Orléans - Etienne Dolet	4 250,93	4 214,04	1 062,73	4 262,51	25%	1 065,63	- 9,22	1 056,41
Orléans - Jean Pelletier	3 774,16	3 774,16	943,54	3 812,16	25%	953,04	-	953,04
Orléans - Jean Rostand	2 358,85	4 717,70	1 179,43	4 765,20	50%	2 382,60	1 179,43	3 562,03
Orléans - Jeanne d'Arc	5 661,24	2 973,60	1 415,31	4 000,00	25%	1 000,00	- 671,91	328,09
Orléans - Montesquieu	3 065,98	2 991,20	1 532,99	2 870,52	50%	1 435,26	- 37,39	1 397,87
Poilly lez Gien - Les Clorisseaux	4 151,40	4 151,40	1 037,85	4 232,80	25%	1 058,20	-	1 058,20
St Denis en Val - Val de Loire	4 641,08	3 774,16	1 160,27	3 812,16	25%	953,04	- 216,73	736,31
Sainte Genevieve des bois- Henri Becquerel	5 661,00	5 661,01	1 415,25	5 744,25	25%	1 436,06	0,00	1 436,07
Saint J. de Braye - P. de Coubertin	9 158,94	10 175,56	2 289,74	10 000,00	25%	2 500,00	254,16	2 754,16
Saint J. de Braye - Saint Exupéry	2 739,04	2 739,04	684,76	2 766,40	25%	691,60	-	691,60
St J. de la Ruelle - André Malraux	2 054,28	2 054,28	1 027,14	2 074,80	50%	1 037,40	-	1 037,40
St J. de la Ruelle - Max Jacob	2 830,62	2 830,62	707,66	2 859,12	25%	714,78	-	714,78
St J. Le Blanc - Jacques Prévert	2 054,28	4 108,56	513,57	4 149,60	25%	1 037,40	513,57	1 550,97
Saran - Montjoie	3 492,20	3 492,20	873,05	3 527,54	25%	881,89	-	881,89
Sully-sur-Loire - Maximilien de Sully	4 953,36	4 953,36	1 238,34	4 936,36	25%	1 234,09	-	1 234,09
Tigy - La Sologne	5 234,32	5 254,32	1 308,58	5 254,32	25%	1 313,58	5,00	1 318,58
Villemandeur - Lucie Aubrac	4 000,00	3 194,36	1 000,00	3 194,36	25%	798,59	- 201,41	597,18
Total	188 269,77		50 754,81					55 400,90

E 10 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret à la restauration dans les collèges privés

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 134 447 € aux organismes de gestion pour participer à l'aide à la restauration scolaire des collégiens dans les établissements d'enseignement privés du Loiret, pour la période de janvier à mars 2018 selon la répartition indiquée dans le tableau joint en annexe à la présente délibération.

Article 3 : La dépense d'un montant de 134 447 € sera imputée au chapitre 65 – nature 65512 sur l'action F0102106 du budget départemental 2018.

SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL -RESTAURATION SCOLAIRE

Janvier-Février-Mars 2018

Etablissement	Ville	Nbre de repas	Subv. C.G
OGEC Maitrise Notre Dame	BEAUGENCY	7 356	7 356,00 €
OGEC Maitrise Notre Dame	MEUNG-SUR-LOIRE	9 795	9 795,00 €
OGEC Saint François de Sales	GIEN	7 670	7 670,00 €
OGEC Saint Louis Saint Charles	MONTARGIS	8 059	8 059,00 €
OGEC La Providence	OLIVET	13 765	13 765,00 €
OGEC La Croix Saint Marceau	ORLEANS	9 889	9 889,00 €
OGEC Saint Charles ND de Recouvrance	ORLEANS	12 098	12 098,00 €
AGEA Saint Marc Saint Aignan	ORLEANS	9 899	9 899,00 €
OGEC Saint Paul Bourdon Blanc	ORLEANS	17 900	17 900,00 €
OGEC Sainte Croix Sainte Euverte	ORLEANS	22 448	22 448,00 €
OGEC Beauce Gatinais	PITHIVIER	8 000	8 000,00 €
OGEC Saint Joseph	SAINT BENOIT-SUR-LOIRE	7 568	7 568,00 €
		134 447	134 447,00 €

E 11 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation des Départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher au fonctionnement des collèges du Loiret

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes des conventions telles qu'annexées à la présente délibération à intervenir entre :

- le Département d'Eure-et-Loir et le Département du Loiret,
- le Département du Loir-et-Cher et le Département du Loiret.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions.

Article 4 : Il est pris acte de la participation des Départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher dont la recette totale de 72 415,77 € sera imputée sur le chapitre 74 – nature 7473 – action F0102101 du budget départemental 2018.

CONVENTION

PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DE PATAY pour l'année 2017

Entre

Le Département du Loiret, domicilié à l'Hôtel du Département – 45945 ORLEANS, représenté par le Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 2018, d'une part,

et

Le Département d'Eure-et-Loir, domicilié à l'Hôtel du département – 28026 CHARTRES cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer le montant de la participation financière du Département d'Eure-et-Loir aux dépenses de fonctionnement du collège Alfred de Musset de PATAY (45) au titre de l'exercice 2018.

Article 2 : MODALITES DE PARTICIPATION

Conformément à l'article L 213-8 du Code de l'Education susvisé, le département d'Eure-et-Loir participe aux dépenses de fonctionnement du collège de PATAY (45).

Cette participation est calculée au prorata du nombre d'élèves scolarisés dans cet établissement et domiciliés dans l'Eure-et-Loir, soit 165 élèves.

Ces jeunes sont domiciliés dans les communes suivantes :

- 9 élèves de CORMAINVILLE
- 5 élèves de COURBEHAYE
- 1 élève de DONNEMAIN-SAINT-MAMES
- 5 élèves de FONTENAY SUR CONIE
- 20 élèves de GUILLONVILLE
- 9 élèves de LOIGNY LA BATAILLE
- 2 élèves à LUMEAU
- 48 élèves d'ORGERES EN BEAUCE
- 1 élève de PERONVILLE
- 45 élèves de TERMINIERS
- 18 élèves de TILLAY-LE-PENEUX
- 2 élèves de VILLEMAURY

Article 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Conformément aux modalités de calcul jointes en annexe, la participation financière du **Département d'Eure-et-Loir** au titre de l'année 2018 s'élève à **25 649,34 €**, au titre de la subvention de fonctionnement général attribuée pour l'année 2018 au collège Alfred de Musset.

Le Département du Loiret a repris plusieurs compétences, via différents marchés et a diminué sa participation financière versée au collège.

La participation du Département d'Eure-et-Loir pour 2018 est calculée sur les dépenses 2017, soit 31 232,63 € pour l'électricité et 8 431,31 € pour les abonnements et maintenance des copieurs, de la téléphonie, d'internet...

Selon les modalités de calcul jointes en annexe, cette participation financière est de **14 383,63 € pour le Département d'Eure-et-Loir.**

A cette participation s'ajoute celle pour l'indemnisation des installations sportives et la dotation pour les transports vers les installations sportives, calculées à partir de l'année antérieure 2017, pour montant de dépenses totales de 16 360,41 €.

Selon les modalités de calcul jointes en annexe, cette participation financière est de **5 932,90 € pour le Département d'Eure-et-Loir.**

Le montant total de la participation du **Département d'Eure-et-Loir** sera donc pour l'année 2016 de **45 965,87 €** et celle du **Département du Loiret de 80 788,48 €.**

Article 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE PARTICIPATION

Le Département du Loiret procédera à l'émission du titre de recettes correspondant au montant susmentionné.

Le Département de l'Eure-et-Loir s'engage à honorer ce règlement dans les 30 jours qui suivent l'émission de ce titre de recettes.

Fait à Orléans, le
en deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil Départemental
d'Eure-et-Loir

Le Président du Conseil Départemental
du Loiret

Claude TEROUINARD

Marc GAUDET

CALCUL DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE L'ANNEE 2017

PARTICIPATION AU TITRE DE FONCTIONNEMENT 2018

- Total de la subvention de fonctionnement général attribuée au titre de l'année 2018 au collège Alfred de Musset de PATAY : **70 730 €**

EURE-ET-LOIR

$$70\,730\text{ €} \times \frac{165\text{ élèves}}{455} = 25\,649,34\text{ €}$$

LOIRET

$$70\,730\text{ €} \times \frac{290\text{ élèves}}{455} = 45\,080,66\text{ €}$$

- Marchés directement pris en charge par le Conseil départemental du Loiret (électricité, copieurs, téléphonie, abonnement internet...) en 2017 : **39 663,94 €**
Electricité : 31 232,63 €
Copieurs, téléphonie, abonnement internet : 8 431,31 €

EURE-ET-LOIR

$$39\,663,94\text{ €} \times \frac{165\text{ élèves}}{455} = 14\,383,63\text{ €}$$

LOIRET

$$39\,663,94\text{ €} \times \frac{290\text{ élèves}}{455} = 25\,280,31\text{ €}$$

- Subventions pour l'indemnisation des installations sportives (12 960,41 €) et pour le transport vers les installations sportives (3 400 €), calculées à partir de l'année antérieure 2017 dans l'impossibilité de connaître à ce jour le montant pour l'année 2018 : **16 360,41 €**

EURE-ET-LOIR

$$16\,360,41\text{ €} \times \frac{165\text{ élèves}}{455} = 5\,932,90\text{ €}$$

LOIRET

$$16\,360,41\text{ €} \times \frac{290\text{ élèves}}{455} = 10\,427,51\text{ €}$$

Le montant total de la participation du **Département d'Eure-et-Loir** sera donc pour l'année 2016 de **45 965,87 €** et celle du **Département du Loiret** de **80 788,48 €**.

CONVENTION

PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT DU LOIR-ET-CHER AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE LA MAITRISE NOTRE-DAME A BEAUGENCY pour l'année 2018

Entre les soussignés,

Le Département du Loiret, domicilié à l'Hôtel du département – 45945 ORLEANS, représenté par le Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 2018, d'une part,

et

Le Département du Loir-et-Cher, domicilié à l'Hôtel du département – 41020 BLOIS, représenté par le Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du..... d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer le montant de la participation financière du Département du Loir-et-Cher aux dépenses de fonctionnement du collège Maitrise Notre-Dame de Beaugency au titre de l'exercice 2018.

Article 2 : MODALITES DE PARTICIPATION

Conformément à l'article L. 213-8 du Code de l'éducation susvisé, le département participe aux dépenses de fonctionnement du collège de Notre-Dame de Beaugency.

Cette participation est calculée au prorata du nombre d'élèves scolarisés dans cet établissement et domiciliés dans le Loir-et-Cher, soit 51 élèves.

Ces jeunes sont domiciliés dans les communes suivantes :

- 3 élèves à AUTAINVILLE
- 1 élève à AVARAY
- 6 élèves à BINAS
- 1 élève à CONCRIERS
- 1 élève à DHUIZON
- 3 élèves à LA FERTE-SAINT-CYR
- 3 élèves à JOSNES
- 2 élèves à LESTIOU
- 1 élève à LA MAROLLE-EN-SOLOGNE
- 19 élèves à BEAUCE-LA-ROMAINE

- 1 élève à SAINT-LAURENT-DES-BOIS
- 5 élèves à SAINT-LAURENT-NOUAN
- 1 élève à SERIS
- 4 élèves à VILLERMAIN

Article 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Conformément aux modalités de calcul jointes en annexe, la participation financière du **Département du Loir-et-Cher** au titre de l'année 2018 s'élève à **26 449,90 €** et celle du **Département du Loiret** à **84 535,94 €**.

Article 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE CETTE PARTICIPATION

Le Département du Loiret procédera à l'émission du titre de recettes correspondant au montant susmentionné.

Le Département du Loir-et-Cher s'engage à honorer ce règlement dans les 30 jours qui suivent l'émission de ce titre de recettes.

Fait à Orléans,
en deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil Départemental
du Loir-et-Cher

Le Président du Conseil Départemental
du Loiret

Nicolas PERRUCHOT

Marc GAUDET

ANNEXE de la convention

CALCUL DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE L'ANNEE 2018

PARTICIPATION AU TITRE DU FONCTIONNEMENT 2018

Total de la subvention de fonctionnement – forfait externat - attribuée au titre de l'année 2018 au collège La Maîtrise Notre-Dame de BEAUGENCY : **110 985,84 €**

LOIR-ET-CHER
$110\,985,84 \text{ €} \times \frac{51 \text{ élèves}}{214} = 26\,449,90 \text{ €}$

LOIRET
$110\,985,84 \text{ €} \times \frac{163 \text{ élèves}}{214} = 84\,535,94 \text{ €}$

Le montant total de la participation du **Département du Loir-et-Cher** sera donc pour l'année 2018 de **26 449,90 €** et celle du **Département du Loiret** à **84 535,94 €**.

E 12 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret au fonctionnement des collèges des départements limitrophes (Départements du Loir-et-Cher et d'Eure-et-Loir) et attribution de subventions exceptionnelles aux collèges Le Clos Ferbois à Jargeau et Alain Fournier à Orléans

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention à intervenir entre le Département du Loiret et le Département d'Eure-et-Loir sont approuvés telle qu'annexée à la présente délibération et M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à la signer.

Article 3 : Les termes de l'annexe n°4 à la convention n°98 du 23 décembre 2015 à intervenir entre le Département du Loiret et le Département du Loir-et-Cher sont approuvés telle qu'annexée à la présente délibération et M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à la signer.

Article 4 : Il est décidé d'allouer au Département d'Eure-et-Loir, une participation de 19 652 €.

Article 5 : Il est décidé d'allouer au Département du Loir-et-Cher, une participation de 38 351 €.

Article 6 : Il est décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle au collège Alain Fournier à Orléans, pour l'acquisition d'équipements pour la salle de repos de la classe ULIS, d'un montant de 511,60 €.

Article 7 : Cette dépense de fonctionnement d'un montant de 58 514,60 € sera imputée au chapitre 65 – nature 65511 – action F0102101 du budget départemental 2018.

Article 8 : Il est décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle au collège Le Clos Ferbois, pour l'acquisition de 9 chaises hautes, d'un montant de 1 755 €.

Article 9 : Cette dépense d'un montant de 1 755 € sera imputée sur l'autorisation de programme AP 17-F0101204-APDPRAS du budget départemental 2018.



Direction de l'éducation,
de l'enseignement supérieur et du sport

CONVENTION

Participation du Département du LOIRET aux charges de
Fonctionnement du collège Notre Dame de JANVILLE
(EURE-ET-LOIR) pour l'année scolaire 2016-2017

VU les articles L213-8 et L 442-5 du Code de l'éducation ;

Le Département du LOIRET, représenté par Monsieur Marc GAUDET,
Président du Conseil départemental, agissant en vertu d'une délibération de la
commission permanente du

D'une part,

Et

Le Département d'EURE-ET-LOIR, représenté par
Monsieur Claude TEROUINARD, Président du Conseil départemental, agissant en
vertu d'une délibération de la commission permanente du

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Le nombre d'élèves résidant dans le département du Loiret et fréquentant
le collège Notre Dame de Janville, représente plus de dix pour cent de l'effectif global
de cet établissement pour l'année scolaire 2016-2017.

Article 2 : Le département du Loiret prend à sa charge, conformément aux
dispositions des textes susvisés, les frais correspondant aux 69 enfants domiciliés sur
son territoire et scolarisés au collège Notre Dame de Janville, dont l'effectif global est
de 301 élèves.

Article 3 : Le montant net des dépenses de fonctionnement à la charge du département d'Eure-et-Loir pour cet établissement s'élève à 79 663 € pour l'année scolaire 2016-2017.

Les participations financières des deux départements concernés au titre de cette même année sont calculées sur ce montant, au prorata du nombre d'élèves scolarisés.

Elles s'élèvent à :

$$\bullet \text{ LOIRET } \frac{69 \times 79\,663}{301} = 18\,262 \text{ €}$$

$$\bullet \text{ EURE-ET-LOIR } \frac{232 \times 79\,663}{301} = 61\,401 \text{ €}$$

Article 4 : Au titre de l'indemnisation des installations sportives pour l'année scolaire 2016-2017 une somme de 6 065 € a été consacrée au collège Notre Dame de Janville. La contribution du département du Loiret est calculée au prorata des élèves scolarisés durant cette année scolaire, soit :

$$\bullet \text{ LOIRET } \frac{69 \times 6\,065}{301} = 1\,390 \text{ €}$$

$$\bullet \text{ EURE-ET-LOIR } \frac{232 \times 6\,065}{301} = 4\,675 \text{ €}$$

Article 5 : Un montant de 19 652 € sera à régler en un versement unique au Payeur départemental d'Eure-et-Loir.

Fait à Chartres, le

Le Président du Conseil départemental
du LOIRET

Le Président du Conseil départemental
d'EURE-ET-LOIR

Marc GAUDET

Claude TEROUINARD

COLLEGE NOTRE DAME DE JANVILLE
ELEVES ORIGINAIRES DU LOIRET

Commune	Nombre
ARTENAY - 45410	13
ASCHERES LE MARCHE - 45170	10
BAZOUCHES LES GALLERANDES- 45480	5
NEUVILLE AUX BOIS - 45170	35
OISON - 45170	3
OUTARVILLE - 45480	1
TRINAY - 45410	2
TOTAL	69



Annexe n° 4 à la convention « Participation financière du Département du Loiret aux dépenses de fonctionnement du collège René Cassin de Beauce-la-Romaine

ANNEE 2018

Effectif total du collège : 367 élèves

Nombre d'élèves domiciliés dans le Loiret : élèves

- 30 élèves de Charsonville
- 2 élèves de Coulmiers
- 71 élèves d'Epleds en Beauce
- 1 élève de Meung-sur-Loire
- 1 élève de Saran

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE :

- Dotation de fonctionnement général Année 2018	84 585 €
- Dotation « Top Voyages Éducatifs » Année 2018	4 022 €
- Dotation « Petits Travaux » Année 2018	1 535 €
- Dépenses d'énergie – Année 2017/2018	9 663 €
- Dépenses au titre des équipements sportifs Année 2016/2017	34 240 €
TOTAL	134 045 €

PARTICIPATION DU LOIR-ET-CHER

$$\frac{134\,045\text{ €} \times 262\text{ élèves}}{367\text{ élèves}} = 95\,694\text{ €}$$

PARTICIPATION DU LOIRET

$$\frac{134\,045\text{ €} \times 105\text{ élèves}}{367\text{ élèves}} = 38\,351\text{ €}$$

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU LOIRET,**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE LOIR-ET-CHER,**

COMMISSION DES FINANCES, DES RESSOURCES HUMAINES ET DES SERVICES SUPPORTS

F 01 - Abrogation de la délibération D16 adoptée le 29 mars 2013

Article 1 : Le rapport est adopté avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de mettre un terme, pour l'avenir, à la protection fonctionnelle accordée à M. LIDOLFF et donc d'abroger la délibération D 16 adoptée par la Commission permanente le 29 mars 2013, qui décidait d'accorder à M. LIDOLFF, en sa qualité d'ancien directeur général des services départementaux la garantie juridique due au titre de l'article 11 de la loi n° 83-634 modifiée du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

F 02 - Partenariat entre le Département et Groupe France Agricole dans le cadre de l'évènement Innov-Agri 2018

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention de partenariat entre le Département de Loiret et le Groupe France Agricole dans le cadre de l'évènement Innov'Agri 2018 sont approuvés.

Article 3 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.



Innov-Agri Outarville 2018

Convention de partenariat

DÉPARTEMENT DU LOIRET

&

GROUPE FRANCE AGRICOLE

Entre les soussignés,

D'une part,

LE DÉPARTEMENT DU LOIRET – 45945 ORLEANS, représenté par Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, autorisé par délibération de la Commission permanente du, dont Monsieur le Préfet de la Région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret, a accusé réception le

Et d'autre part,

GROUPE FRANCE AGRICOLE, 8 Cité route Paradis 75493 PARIS Cedex 10 représentée par Monsieur, Directeur de l'entreprise, a accusé réception le

PRÉAMBULE

Le salon Innov-agri est organisé par l'entreprise Groupe France Agricole. Depuis 28 ans, Groupe France Agricole s'efforce de mettre en place un salon qui permet de rapprocher les exploitants et les fournisseurs de la filière agricole. Ce salon permet aux agriculteurs, éleveurs et entrepreneurs de venir découvrir, se former et s'informer gratuitement sur les nouvelles techniques utilisées et les nouveaux process disponibles.

Cet événement se tient les 4, 5 et 6 septembre 2018 à Outarville.

Dans le cadre de son salon, l'entreprise Groupe France Agricole propose 6,4 km d'exposition qui permettent aux exposants d'échanger avec les visiteurs. Des ateliers agro-écologiques, des conférences, des débats, des démonstrations et dispositifs pédagogiques seront organisés afin de rendre le salon plus attractif et dynamique. Les visiteurs seront amenés à découvrir des techniques qui permettent d'optimiser les exploitations et de s'informer sur les dernières réglementations en vigueur.

Pour sa 17^{ème} édition, sont attendus 80 000 visiteurs. Ce salon est le plus grand salon agricole d'Europe, qui a accueilli 300 exposants et 70 000 visiteurs en 2016.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de définir et préciser les engagements du Groupe France Agricole et du Département du Loiret à l'occasion du salon Innov-agri qui se tiendra du 4 au 6 septembre 2018 inclus.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DU LOIRET

Afin de soutenir le salon Innov-agri et en contrepartie des engagements décrits dans l'article 3, le partenaire s'engage à :

- Attribuer une subvention de 15 000 euros TTC,
- Faire du relais d'information web et réseaux sociaux en amont de la manifestation.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS GROUPE FRANCE AGRICOLE

Innov-agri s'engage à :

Fournir un stand de 75 m² comprenant :

- 1 stand de 5 m de façade x 15 m de profondeur,
- Une tente 4x4,
- Fournir 1 enseigne de stand afin d'optimiser la visibilité du Département du Loiret sur le salon.

S'ajoute à cela :

- Insérer 1 publi rédactionnel en format A5 pour mettre en avant le Département du Loiret dans le programme,
- Déployer 3 banderoles de dimensions 1,75 m de long x 0,70 m de large x 0,80 m de haut, réparties aux entrées du salon et dans le parking fournies par le Département du Loiret, dans le but de valoriser sa présence,
- Apposer le logo du Département du Loiret sur tous les supports de communication,
- Fournir des e-badges exposants, 500 e-invitations, ainsi qu'un guide technique,
- Médiatiser la présence du Président du Département du Loiret lors de l'inauguration.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

Le présent contrat est conclu à partir de sa notification et jusqu'au 20 septembre 2018 inclus. Ce partenariat ne peut, en aucun cas, être automatiquement reconduit.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1- Intégralité de la convention

Les parties reconnaissent que la présente convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

5.2- Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

5.3- Nullité

Si l'une des stipulations de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention, ni altérer la validité des autres dispositions.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues au présent contrat, et 30 jours après une mise en demeure restée sans réponse, le contrat sera résilié de plein droit à moins qu'il en soit précisé autrement dans la lettre.

En cas d'annulation, de report ou d'interdiction de l'opération ou de la promotion du parrain, par disposition légale, réglementaire ou décision de justice, les parties se rapprocheront afin de convenir de la nouvelle affectation à donner aux sommes prévues au contrat. Si les parties n'arrivaient pas à trouver de nouvelle affectation, le contrat serait résolu de plein droit sans que cela puisse donner lieu à indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents d'Orléans.

Fait en 2 exemplaires, le

Pour Innov-Agri,

Pour le Département du Loiret,
Pour le Président du Conseil Départemental du
Loiret et par délégation,

Le Président

Anne CHEVASSU
Directrice de la Communication
et de l'Information

Les actes administratifs publiés
dans ce recueil peuvent être consultés
à l'Hôtel du Département
15, rue Eugène Vignat – 45000 ORLEANS



Bulletin Officiel
Département du Loiret

Directeur de publication : M. Marc GAUDET

ISSN : 0294-1317

N°05 - Tome 1 - JUILLET 2018 - *Partie 2*

SOMMAIRE

COMMISSION PERMANENTE

Pages

- Séance du vendredi 13 juillet 2018 - *Partie 2*290 à 613

Commission Permanente du vendredi 13 juillet 2018

Etaient Présents : Mme MARTIN, M. MALBO, Mme LECLERC, M. TOUCHARD, Mme JEHANNET, M. NERAUD, M. BOURILLON, Mme GALZIN, M. GABELLE, Mme QUAIX, Vice-Présidents
Mme CHERADAME, M. GUERIN, Mme GABORIT, M. LECHAUVE, Mme CHAUVIERE, M. GUDIN, M. RIGLET, M. DUPATY Mme DUBOIS, M. SAURY, Mme LORME, M. BREFFY, Mme COURROY, M. SOLER , Membres.

Absents excusés : Mme BELLAIS, M. GRANDPIERRE, Mme KERRIEN, Mme CHANTEREAU.

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS 1

- A 01 - Politique des Infrastructures - Programme sécurité routière - Attribution des enveloppes cantonales 2018 portant le produit des amendes de police et la redevance des mines sur le pétrole, et validation des répartitions des cantons de Courtenay, Malesherbes, Meung-sur-Loire et Pithiviers 1
- A 02 - Politique des infrastructures - Programme Sécurité routière - Convention de maîtrise d'ouvrage unique d'aménagements routiers à proximité de la zone d'activités de Boisseaux en limite des départements de l'Eure-et-Loir et du Loiret et de financement à titre exceptionnel sous forme d'avances remboursables 8
- A 03 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" - Programme pluriannuel des aménagements de sécurité - Convention relative à l'aménagement d'une aire de contrôle des véhicules de transport terrestre sur la RD 2271 à Olivet et aux modalités d'utilisation et d'entretien ultérieures à intervenir avec l'État 17
- A 04 - Politique des infrastructures - Programme "Aménagement du réseau principal" - RD 2060 / RD 952 - Echangeur de Châteauneuf-sur-Loire - Convention relative à la propriété, la gestion et l'entretien des ouvrages - Demande de subvention au titre de la dotation de décroisement 23
- A 05 - Politique des Infrastructures - Programme Pluriannuel des Aménagements de Sécurité - RD 2020 - RD 954 - RD 5 - Aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune d'Artenay - Convention de partenariat relative au lancement d'une étude de trafic routier 31
- A 06 - Service public de distribution d'électricité - Conventions entre le Département et Enedis relatives aux échanges de données pour la représentation cartographique du patrimoine concédé..... 37
- A 07 - Politique des Infrastructures - Programme Entretien et Exploitation du réseau routier - Mise en place d'une servitude de passage sur une propriété privée pour l'évacuation des eaux pluviales de la RD 963 à Chevillon-sur-Huillard..... 92
- A 08 - Politique des infrastructures - Programme "Favoriser la qualité du patrimoine" - Classement de parcelles dans le domaine public routier départemental - Commune de Bonny-sur-Loire..... 100
- A 09 - Déviation de la RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel 103
- A 10 - Convention de conduite d'opération entre le Département du Loiret et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret 109
- A 11 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Beaugency - Vente de l'ancien centre d'exploitation, sis Clos de la Chapelle..... 128

A 12 - Cession de terrain à Ormes au lieu-dit Champs de Sary.....	128
A 13 - Saran - Portes du Loiret Sud - Cession de terrains	128
A 14 - Politique : adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine : Nogent-sur-Vernisson - Cession de délaissés routiers sur la RD 627	142
A 15 - Saint-Loup-de-Gonnois : cession de délaissé	142
A 16 - Acquisition de parcelles dans le cadre de l'alignement de la rue du Général de Gaulle (RD 14) à Olivet	142
A 17 - Déviation de Lorris RD 44 / 961 - Indemnisation dans le cadre de dommages-travaux	144
A 18 - LOURY - Giratoire RD 2152 - Indemnisation exploitant	144
A 19 - Canal d'Orléans : subvention d'investissement pour l'année 2018 du Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans	144
A 20 - Canal d'Orléans : opérations du curage ponctuelles au déversoir du Limetin (à Pannes) et à la confluence avec le Cens (à Fay-aux-Loges).....	145
A 21 - Développer les mobilités durables : Loire à Vélo - Procédure en cas d'incident à la centrale nucléaire de DAMPIERRE-EN-BURLY	145
A 22 - Développer les mobilités durables : Convention de partage des données de comptages localisés de vélos avec le Comité régional du Tourisme Centre-Val de Loire - Projet d'avenant	162
A 23 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : conventions portant désignation d'un maître d'ouvrage unique dans le cadre du projet de construction de deux collèges sur le secteur de Pithiviers.....	165
COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION.....	200
B 01 - Projet d'avenants aux conventions pour la gestion et le financement du F.U.L. et du F.A.J. avec la M.S.A et la Ville d'Orléans au titre de 2018.....	200
B 02 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires	205
COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP	206
C 01 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance	206
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	207
D 01 - Point d'avancement sur les opérations archéologiques du service départemental (avril 2018)	207
D 02 - Financements européens FEADER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit)	207
D 03 - Demande de subvention au titre du FEDER pour le projet LYSSEO (Réseau départemental à très haut débit).....	208
D 04 - Manifestations agricoles (Politique E01) : 40ème Foire aux Arbres à Sandillon	208
D 05 - Avenant n°1 à la convention "Immobilier d'entreprise - Société EPAC Systèmes"	208
D 06 - Politique de démographie médicale : aide à l'installation d'un médecin généraliste pour l'achat de matériel professionnel	213
D 07 - Appel à projets 2018 - Loiret Coopération - Examen de quatre dossiers présentés lors du jury du 25 avril 2018	219

D 08 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles	219
D 09 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Subventions aux arts plastiques.....	221
D 10 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Prix du Conseil Départemental pour le meilleur devoir sur la résistance	224
D 11 - Le Département, un acteur essentiel de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine - Aide aux musées.....	226
D 12 - Demande de subvention de la compagnie des Minuits pour la restauration du Château des Deux Tours à La Neuville-sur-Essonne, protégé au titre des monuments historiques	226
D 13 - Demande de prorogation d'une subvention départementale.....	226

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT227

E 01 - Demandes de subvention pour l'Office National des Forêts pour la gestion de l'Arboretum des Barres et l'association Jardin Arboretum d'Ilex pour la gestion de l'Arboretum des Ilex	227
E 02 - Le Département, partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide.....	232
E 03 - Le Département anticipe et fait face aux risques majeurs - Signature d'une convention de partenariat avec le CEPRI.....	245
E 04 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne (3CBO) : demande de subvention de la 3CBO - Canton de Courtenay - Environnement.....	259
E 05 - Le Département du Loiret s'engage dans la Politique Jeunesse 2018 : diagnostic jeunesse partagé avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Loiret, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la DRDJSCS Centre-Val de Loire	259
E 06 - Le Département du Loiret s'engage dans la politique Jeunesse 2018.....	264
E 07 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : bilan 2017 sur l'indemnisation versée aux collectivités et EPCI pour l'utilisation des équipements sportifs par les collèges.....	266
E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de dotations aux collèges pour les frais de transports vers les installations sportives	266
E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : attribution de subventions pour le paiement des dépenses pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers aux collèges publics concernés.....	269
E 10 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret à la restauration dans les collèges privés.....	271
E 11 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation des Départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher au fonctionnement des collèges du Loiret	273
E 12 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : participation du Département du Loiret au fonctionnement des collèges des départements limitrophes (Départements du Loir-et-Cher et d'Eure-et-Loir) et attribution de subventions exceptionnelles aux collèges Le Clos Ferbois à Jargeau et Alain Fournier à Orléans	280

COMMISSION DES FINANCES, DES RESSOURCES HUMAINES ET DES SERVICES SUPPORTS.....285

F 01 - Abrogation de la délibération D16 adoptée le 29 mars 2013	285
F 02 - Partenariat entre le Département et Groupe France Agricole dans le cadre de l'évènement Innov-Agri 2018.....	285
F 03 - Elections professionnelles 2018 à la Maison de l'Enfance - Comité technique d'établissement	290
F 04 - Garanties d'emprunt juillet 2018.....	340
F 05 - Réaménagement Vallogis Juillet 2018	572
F 06 - Fonds social européen : opérations cofinancables au titre de l'année 2018	578
F 07 - Demande de subvention 2018 au titre de Devoir de Mémoire et soutien aux Anciens Combattants.....	613

F 03 - Elections professionnelles 2018 à la Maison de l'Enfance - Comité technique d'établissement

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer le protocole d'accord pré-électoral figurant en annexe à la présente délibération, et dont les termes sont adoptés.

Article 3 : Il est décidé de recourir au vote électronique par internet, qui constituera la modalité exclusive d'expression des suffrages.

Article 4 : Le vote électronique est autorisé sur tout support informatique (ordinateur professionnel ou personnel, smartphone, tablette).

Article 5 : Les opérations de vote électronique par internet sont autorisées sur le lieu de travail pendant les heures de service. Les électeurs doivent pouvoir, dans le cas d'un vote sur le lieu de travail, disposer d'un poste ou d'un matériel dédié dans un espace aménagé à cet effet, situé dans ses services, accessible pendant les heures de service, du 29 novembre 2018 à compter de 10 heures au 6 décembre 2018 jusqu'à 17 heures.

Article 6 : Sont retenues comme modalités de fonctionnement du système de vote électronique par internet le dispositif de vote électronique « Jevoteenligne », proposé par « DOCAPOST », filiale de la Poste et décrit en annexe à la présente délibération.

Article 7 : Sont adoptés, le calendrier et le déroulé des opérations électorales tels qu'ils figurent dans le protocole pré-électoral.

Article 8 : Les jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin sont fixés comme suit : du 29 novembre 2018 à compter de 10 heures au 6 décembre 2018 jusqu'à 17 heures.

Article 9 : Est arrêtée l'organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique, telle qu'elle figure en annexe à la présente délibération.

Article 10 : Sont arrêtées les modalités de l'expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties et des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, telles qu'elles figurent en annexe à la présente délibération.

Article 11 : Est arrêtée la composition de la cellule d'assistance technique qui est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique comme suit :

- Des membres de la collectivité :
 - Pour la Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation : M. Benoit LARDEAU, Chef de projet informatique et M. Cyril VIGNON, Responsable du service usages et systèmes d'informations métiers,
 - Pour la Direction des Relations Humaines : Mme Odile PINET, Chargée de l'organisation du dialogue social et Mme Marie-José PORTO, Responsable de la coordination et de l'organisation du dialogue social,
 - Pour la Maison de l'Enfance : Mme Isabelle LOISEAU, Directrice adjointe de la Maison de l'Enfance et Mme Nadine VASSORT, Responsable Administratif.

- Des représentants de l'organisation syndicale ayant manifesté l'intention de participer aux élections professionnelles :
 - Pour SUD : Mme Stéphanie VELTER, Educateur de Jeunes Enfants et Mme Catherine THIBAUT, Educateur de Jeunes Enfants.
- Des représentants du prestataire « DOCAPOST » : M. Jean Yves KERNAUL, Directeur de l'activité.

Article 12 : Est arrêtée la liste du bureau de vote électronique et sa composition comme suit. Sera constitué un bureau de vote correspondant au scrutin du CTE. Il sera organisé au sein de la Maison de l'Enfance de 9 heures à 17 heures le 6 décembre 2018.

	Nom de la personne à désigner	Fonction
Un président <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Isabelle LOISEAU	Directrice adjointe de la Maison de l'Enfance
Un secrétaire <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Nadine VASSORT	Responsable administrative
Un secrétaire suppléant <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Sabrina RAVANEL	Assistante secrétaire
Les délégués de listes <i>Les syndicats désignent leurs délégués de listes 1 pour chaque liste syndicale ayant présenté une candidature</i> <i>(1 délégué suppléant peut être désigné pour remplacer le délégué qui aurait un empêchement).</i> <i>Dans le cas où une liste ne désigne pas de délégué pour un bureau, celui-ci est valablement composé sans ce délégué.</i>	Titulaire : Stéphanie VELTER Suppléante : Catherine THIBAUT	Educateur jeunes enfants Educateur jeunes enfants

Article 13 : Est arrêtée la répartition des clés de chiffrement permettant le codage et le décodage du système de vote électronique comme suit et conformément à la procédure décrite à l'article 14 du décret n° 2017-1560 du 14 novembre 2017 :

- Une clé pour le président,
- Une clé pour le secrétaire,
- Une clé pour le délégué de liste.

Article 14 : Sont adoptées les modalités de fonctionnement du centre d'appel mis en place par « DOCAPOST » afin de répondre aux électeurs pour les aider dans l'accomplissement des opérations électorales ; cette hotline gratuite sera ouverte du 29 novembre 2018 à compter de 8 heures au 6 décembre 2018 jusqu'à 18 heures, hors samedi et dimanche.

Article 15 : Il est décidé de fixer le nombre de liste électorale à un correspondant au scrutin du CTE.

La liste électorale sera consultable au sein de la Maison de l'Enfance ainsi que sur l'intranet.

Article 16 : Est autorisée la mise en ligne et la communication aux électeurs sur support électronique, au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin, des candidatures et des professions de foi.

Ces documents de propagande électorale seront également transmis sur support papier aux électeurs, qui disposeront également d'une information précisant les modalités d'accès à la propagande électorale par voie électronique. Ces documents de propagande seront aussi affichés au sein de la Maison de l'Enfance ainsi que sur l'intranet.

Article 17 : Sont définies les modalités suivantes de mise à disposition des candidatures et des professions de foi ainsi que des modalités d'accès à la liste électorale et les droits de rectification des données pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail :

- Ils pourront accéder à la propagande électorale via l'affichage et par l'envoi de desdits documents par voie postale au domicile,
- Ils pourront accéder à la liste électorale via l'affichage au sein de la Maison de l'Enfance,
- Ils pourront demander rectification des données présentes sur la liste électorale (inscriptions, omissions, radiations) via drh.elections@loiret.fr.

Article 18 : Les dépenses afférentes à l'achat de la solution DOCAPOST seront imputées sur le chapitre 011 - nature 611 – action G0504102.

Protocole pré-électoral
relatif à l'organisation matérielle et technique
par vote électronique des élections professionnelles
du 06 décembre 2018

Maison de l'Enfance

Comité Technique d'Etablissement

Fonction Publique Hospitalière

Préambule :

Les élections professionnelles dans la Fonction publique hospitalière pour le renouvellement des membres du Comité Technique d'Établissement (CTE) et celles relatives aux Commissions Administratives Paritaires Départementales (CAPD) sont organisées concomitamment.

Cette année, les personnels non médicaux contractuels votent pour désigner leurs représentants au sein d'une Commission Consultative Paritaire (CCP).

La date des élections est fixée au 6 décembre 2018.

Ce protocole est conclu pour organiser au sein de la Maison de l'Enfance, les élections des représentants du personnel en vue du renouvellement des membres du CTE.

S'agissant des CAPD et de la désignation des membres des CCP, l'organisation des opérations électorales relève du Centre Hospitalier Régional d'Orléans (CHRO) désigné établissement référent pour la gestion de ces instances par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'objet du présent protocole préélectoral est de proposer les modalités d'organisation des opérations électorales par vote électronique pour le CTE dans la perspective des élections fixées le 06 décembre 2018.

Chapitre 1 – Recours au vote électronique par internet

La possibilité de recourir au vote électronique par internet est désormais ouverte par le décret n° 2017-1560 du 14 novembre 2017 relatif aux conditions et modalités de mise en oeuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique hospitalière.

Le recours au vote électronique par internet demeure régi par les règles relatives à l'organisation des élections aux comités techniques d'établissement.

Cette modalité de vote doit être organisée dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Il s'agit notamment de la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection. L'organisation du vote électronique garantit que l'identité de l'électeur ne peut à aucun moment être mise en relation avec l'expression de son vote.

L'autorité organisatrice du scrutin peut, par décision prise après avis du CTE, décider de recourir au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel.

La décision indique si le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages ou en constitue l'une des modalités.

Elle indique également, notamment :

- les modalités de fonctionnement du système de vote électronique par internet retenu, le calendrier et le déroulement des opérations électorales ;
- les jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin ;
- l'organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique ainsi que les modalités de l'expertise ;
- la composition de la cellule d'assistance technique chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système et comprenant des représentants de l'administration et des organisations syndicales ayant présenté leur candidature pour le scrutin ainsi que, le cas échéant des préposés du prestataire ;
- la liste du bureau de vote électronique et sa composition ;
- la répartition des clés de chiffrement du système entre les membres du bureau de vote ;
- les modalités de fonctionnement du centre d'appel destiné à aider les électeurs pendant toute la période de vote ;
- la détermination du scrutin dans le cadre duquel la liste électorale ou, le cas échéant, l'extrait de la liste électorale est établi en vue de son affichage ainsi que les modalités de cet affichage ;
- les modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.

Les systèmes de vote électronique par internet comportent les mesures physiques et logistiques permettant d'assurer la confidentialité des données transmises, notamment la confidentialité des fichiers constitués pour établir les listes électorales, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes. Ces obligations de confidentialité et de sécurité s'imposent à l'ensemble des personnes intervenant sur le système.

Pour le CTE, l'élection des représentants du personnel se fera par le biais d'un système de vote électronique par Internet. Cette modalité est exclusive pour l'expression des suffrages. Aucune procuration n'est autorisée.

Le prestataire DOCAPOST (filiale de La Poste) aura en charge la conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique.

Avec l'aide du prestataire DOCAPOST, les services départementaux (La Direction des Systèmes d'Information et de l'Innovation, la Direction des Relations Humaines, la Direction Enfance – Famille, la Maison de l'Enfance) et les partenaires sociaux sont chargés de contrôler le bon fonctionnement du système de vote électronique.

Le vote électronique devra pouvoir se faire sur tout support informatique : ordinateurs professionnels et personnels, smartphone, tablette, etc.

Les opérations de vote électronique par internet peuvent être réalisées sur le lieu de travail pendant les heures de service.

La direction de la Maison de l'Enfance doit permettre aux électeurs d'exprimer leur vote par internet sur un poste dédié dans un espace aménagé à cet effet avec un téléphone afin de pouvoir joindre la hotline situé dans ses services et accessible pendant les heures de service.

La durée de mise à disposition des postes dédiés s'étend du 29 novembre 2018 à partir de 10 heures au 6 décembre 2018 à 17 heures (date de clôture du scrutin).

Tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance peut se faire assister prioritairement par la hotline ou par un électeur de son choix pour voter sur le poste dédié.

La direction de la Maison de l'Enfance doit s'assurer au plus tard au 1^{er} novembre 2018 que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées. Il faudra donc mettre à disposition des agents un ordinateur utilisé à cette seule fin pendant toute la durée du vote électronique, dans un lieu isolé.

Le système de vote électronique devra être accessible aux électeurs de manière sécurisée, 24 heures sur 24 durant toute la période des élections, via Internet.

Les modalités de l'expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties du vote électronique sont mentionnées en annexe 13.

Le rapport d'expertise devra être transmis par l'administration aux organisations syndicales ayant fait connaître leur candidature au scrutin.

Le prestataire DOCAPOST s'engage à mettre à disposition une plateforme interactive, intuitive et rapide dédiée aux élections professionnelles qui aura notamment pour fonctionnalités de lui permettre :

- d'administrer la gestion des listes électorales et des listes de candidats, ainsi que les professions de foi des organisations syndicales ;
- de procéder aux opérations de vote.

La plateforme sera ouverte aux électeurs et aux membres du bureau de vote.

Les identifiants confidentiels, une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales (élaborée par le prestataire), les listes des candidats et les professions de foi seront envoyées par voie postale au domicile de l'électeur au plus tard le 14 novembre 2018 (au moins 15 jours avant l'ouverture du scrutin).

Par ailleurs, l'identifiant et mot de passe devant être adressés à chaque électeur par 2 modes distincts, ils seront adressés par voie électronique (adresse professionnelle).

Chapitre 2 – Description générale des élections professionnelles

Article I - Période des élections

Les élections des représentants du personnel se dérouleront par vote électronique, du 29 novembre 2018 à partir de 10 heures au 6 décembre 2018 à 17 heures (date de clôture du scrutin).

Pendant cette période, une permanence administrative de 18 heures à 22 heures 30 sera effectuée pour l'ensemble des agents.

Article II - Corps électoral - Nombre et répartition des sièges à pourvoir

Articles R 315-27 du Code de l'action sociale et des familles : « Le comité technique d'établissement institué en application de l'article L. 315-13, dans les établissements mentionnés aux 3° à 6° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, comprend, outre le directeur de l'établissement ou son représentant, président, les représentants du personnel dont le nombre est fixé comme suit :

Effectifs	Nombre de représentants titulaires à élire	Nombre de représentants suppléants à élire	Nombre total de représentants à élire
- de 50	3	3	6
50 à 99	4	4	8
100 à 299	6	6	12
300 à 499	8	8	16
500 et plus	10	10	20

Les effectifs sont appréciés à la date du 01 janvier 2018 :

	Nombre d'Agents	Parts respectives Femmes Hommes
Féminin	59	71,08%
Masculin	24	28,92%
Total général	83	100,00%

Elections du Comité Technique d'Etablissement		
Nombre d'électeurs	Nombre de sièges à pourvoir	
	Titulaires	Suppléants
83	4	4

Le nombre de sièges à pourvoir est affiché sur le panneau d'affichage à l'Administration de la Maison de l'Enfance.

Le renouvellement des représentants des personnels au sein des CHSCT – comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail – intervient, dans un délai de trois mois à compter du renouvellement du comité technique d'établissement.

Article III - Liste électorale

L'article R 315-33 du Code de l'Action Sociale indique la liste des électeurs (cf annexe 2).

La qualité d'électeur d'un agent s'apprécie à la date du scrutin.

Les catégories de données à caractère personnel dont la confidentialité doit être assurée par l'administration et le cas échéant par DOCAPOST concernant la liste électorale sont les suivantes :

- matricule de l'électeur,
- civilité,
- noms et prénoms,
- corps et grade,
- établissement et service d'affectation.

La liste électorale établie par ordre alphabétique par la Direction des Relations Humaines en lien avec la directrice de la Maison de l'Enfance est affichée le 28 septembre 2018 au plus tard sur le panneau d'affichage à l'Administration de la Maison de l'Enfance ainsi que sur l'intranet. Elle doit être arrêtée au nombre total d'électeurs inscrits, datée et signée par l'autorité compétente.

La date d'affichage de ces listes fait courir le délai de contestation relatif aux inscriptions et radiations sur les listes électorales.

En cas de contestation ou d'omission, toute réclamation peut être présentée à la Direction des Relations Humaines jusqu'au 08 octobre 2018 inclus via drh.elections@loiret.fr

L'affichage des modifications doit être effectué le 10 octobre 2018 au plus tard. Les listes électorales seront closes le 16 octobre 2018.

Le prestataire DOCAPOST devra permettre ces modifications : supprimer les codes d'accès fournis aux électeurs invalidés et attribuer des codes aux électeurs rajoutés. Le nombre de modifications à réaliser ne peut être défini et peut être potentiellement important.

S'agissant des modalités d'affichage et de rectification : cf annexe 1 Calendrier électoral.

La liste électorale close (c'est-à-dire le 16 octobre 2018) est communiquée, **sur leur demande**, aux organisations syndicales remplissant, dans la Fonction Publique Hospitalière, les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.

Aucune révision de la liste électorale n'est admise après la date de clôture fixée à l'article R 315-35 du Code de l'Action Sociale (le 16 octobre 2018), sauf si une modification de la situation de l'agent, postérieure à cette clôture et prenant effet au plus tard la veille du scrutin, entraîne l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur.

Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée, au plus tard la veille du scrutin, par la directrice de la Maison de l'Enfance, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage. Toutefois, ces modifications restent sans effet sur le nombre de sièges à pourvoir.

A titre d'exemples :

1 - La radiation des listes électorales après clôture de la liste et avant le jour du scrutin peut intervenir dans les cas suivants : mise à la retraite, mise en disponibilité, changement d'établissement, démission, exclusion temporaire de fonctions à la veille du scrutin ou révocation.

2 - L'inscription sur les listes électorales après clôture de la liste et avant le jour du scrutin peut intervenir dans les cas suivants : réintégration à la suite d'une période de disponibilité, recrutement d'un agent titulaire ("mutation", détachement), titularisation d'un agent stagiaire.

Aucune modification de la liste électorale n'est admise le jour du scrutin.

Article IV - Dépôt des candidatures

Les candidatures sont présentées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique hospitalière, remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, qu'elles soient ou non constituées dans l'établissement.

Elles sont déposées accompagnées des déclarations individuelles originales de candidature auprès de la direction de la Maison de l'Enfance au plus tard le jeudi 18 octobre 2018.

Article R 315-36-1 du Code de l'Action Sociale : les représentants du personnel au CTE sont élus au scrutin de liste (établissement de plus de 50 agents).

Chaque candidature doit comporter le nom d'un délégué qui, en cas de scrutin de liste, peut être ou non candidat, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la candidature dans toutes opérations électorales. L'organisation syndicale peut désigner un délégué suppléant.

Si plusieurs organisations syndicales déposent des candidatures, le 19 octobre 2018, un tirage au sort sera opéré en présence des organisations syndicales afin de déterminer l'ordre d'affichage des listes de candidats et professions de foi. Cet ordre sera communiqué au prestataire DOCAPOST par la Direction des Relations Humaines.

La Direction de la Maison de l'Enfance s'assurera que la ou les listes des candidats soi(en)t affichée(s) dans l'établissement ainsi que sur l'Intranet au plus tard le 20 octobre 2018, dans l'ordre pré défini.

Les listes de candidatures et les professions de foi établies par les organisations syndicales seront communiquées à la Direction des Relations Humaines, dans un format numérique (PDF), au plus tard le 31 octobre 2018. Une seule profession de foi par scrutin.

Elles sont ensuite transmises au prestataire DOCAPOST au plus tard le 09 novembre 2018.

Pour ce faire, le prestataire pourra proposer au besoin un format de fichier numérique spécifique pour la constitution des listes de candidats, afin de faciliter les mises à jour du système de vote électronique.

Les listes de candidatures et les professions de foi seront accessibles directement sur la plateforme dédiée aux élections mise en place par le prestataire.

Le prestataire proposera une procédure de test afin de vérifier la conformité des listes des candidats et l'ordre de leur parution sur le site. Cette procédure de test devra être réalisée avant l'ouverture des élections (c'est à-dire le 29 novembre 2018) dans une période de temps suffisamment longue pour permettre à la fois une revue d'ensemble de toutes les listes et les modifications éventuelles.

La recevabilité des listes

L'administration doit se prononcer, sous le contrôle du juge administratif, sur la recevabilité des listes déposées. Elle doit remettre au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste au plus tard le jour ouvrable suivant la date limite de dépôt des candidatures (19 octobre 2018 au plus tard) lorsqu'elle constate qu'une ou plusieurs organisations syndicales ayant déposé cette liste ne remplissent pas les conditions d'accès aux élections professionnelles fixés au I de l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 (Cf Annexe 7 : Conditions d'accès aux élections et interdiction des candidatures concurrentes ; Annexe 6 : Déclaration d'irrecevabilité de listes de candidats ; Annexe 1 : Calendrier électoral).

Chaque organisation syndicale ne peut présenter qu'une liste de candidats pour un même scrutin.

Listes communes :

Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales : cf annexe 8 modalités des candidatures communes).

Interdiction de listes concurrentes appartenant à la même union : cf annexes 7 Conditions d'accès aux élections et 1 Calendrier électoral

Exemples de listes incomplètes (uniquement pour le CTE) : cf annexe 9.

La vérification des listes de candidats

Les listes de candidats sont déposées par les organisations syndicales remplissant, dans la fonction publique hospitalière, les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983, auprès de la direction de la Maison de l'Enfance (Cf Annexe 3 : Liste des candidats éligibles en CTE).

Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins **aux deux tiers et au plus égal** au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, elle doit comporter un nombre pair de noms au moment de leur dépôt.

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein du comité technique d'établissement. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Exemples d'application du dispositif de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les listes de candidats CTE : cf annexe 10.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Si une liste comporte, à la date limite de dépôt un nombre de candidats supérieur ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir, l'organisation syndicale qui a déposé cette liste est réputée n'avoir présenté aucun candidat.

Un même candidat ne peut être présenté par plusieurs listes au titre d'un même scrutin.

Le dépôt de chaque liste est accompagné d'une déclaration de candidature signée de chaque candidat et dont un modèle type figure en annexe 4.

L'administration doit délivrer sans délai aux organisations syndicales un récépissé du dépôt de candidature sur liste. L'administration délivre ce récépissé aux organisations syndicales par tout moyen : remise directe en cas de dépôt en main propre, courrier électronique en cas de dépôt par courriel, courrier par voie postale en cas d'envoi des candidatures par courrier, par exemple.

Délivrance d'un récépissé de dépôt de candidature sur liste établi selon un modèle type (cf. annexe 5).

Ces candidatures sont tenues à disposition des organisations syndicales et des électeurs dans un lieu déterminé par la directrice de la Maison de l'Enfance sur le panneau d'affichage de l'Administration à l'accueil.

Les organisations syndicales pourront ainsi signaler le cas échéant à l'administration dans les délais impartis pour la vérification des candidatures toute irrégularité qu'elles constateraient.

Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes. Elles doivent mentionner le nom d'un agent délégué de liste et celui d'un délégué suppléant candidats ou non, habilités à les représenter tout au long des opérations électorales.

Les données à caractère personnel dont la confidentialité doit être assurée concernant les listes de candidats sont les suivantes :

- l'instance représentative du personnel,
- le nom de l'organisation syndicale,
- civilité, nom et prénoms des candidats,
- le sexe des candidats titulaires et suppléants,
- le nombre de femmes et d'hommes,
- corps et grade d'appartenance des candidats composant la liste.

Chapitre 3 – Propagande électorale et tractage

Les modalités organisationnelles sont les suivantes :

- l'affichage de documents : l'organisation syndicale informera la Direction des Relations Humaines de son souhait de faire afficher tout document de propagande électorale via drh.elections@loiret.fr
- La Direction des Relations Humaines se chargera de saisir le service en charge de la gestion des sites pour les informer de cette sollicitation.
- L'organisation syndicale respectera les emplacements prévus à cet effet en lien avec le service en charge de la gestion des sites.
- L'organisation syndicale respectera les affichages déjà en place notamment ceux apposés dans le cadre de l'organisation des élections professionnelles.
- L'organisation syndicale pourra procéder à une diffusion de tracts hors des heures d'ouverture des services aux publics.

Les organisations syndicales pourront remettre à la Direction des Relations Humaines, leurs tracts électoraux consistant chacun à un feuillet 21x 29,7 au plus tard le 31 octobre 2018 pour qu'ils soient reprographiés par la collectivité au regard des quantités nécessaires au bon déroulement des élections.

La distribution de documents de propagande électorale ainsi que leur diffusion sont interdites le jour du scrutin.

Chapitre 4 - Institution du bureau de vote le 06 décembre 2018

Il y a un bureau de vote correspondant au scrutin CTE. Il est organisé au sein de la Maison de l'Enfance de 9 heures à 17 heures le 06 décembre 2018.

Le bureau de vote sera composé d'un président et d'un secrétaire désignés par l'organe délibérant de la collectivité. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Il comprend également un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Les membres du bureau de vote sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral. Ils peuvent consulter les éléments relatifs aux taux de participation et la liste des émargements des électeurs ayant voté à l'aide des identifiants électroniques qui leur sont communiqués.

Le Bureau de vote pour le CTE est composé de :

	Nom de la personne à désigner	Fonction
Un président <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Isabelle LOISEAU	Directrice adjointe de la Maison de l'Enfance
Un secrétaire <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Nadine VASSORT	Responsable administrative
Un secrétaire suppléant <i>Désigné par l'autorité organisatrice</i>	Sabrina RAVANEL	Assistante secrétaire
Les délégués de listes <i>Les syndicats désignent leurs délégués de listes¹ pour chaque liste syndicale ayant présenté une candidature (1 délégué suppléant peut être désigné pour remplacer le délégué qui aurait un empêchement)</i> <i>Dans le cas où une liste ne désigne pas de délégué pour un bureau, celui-ci est valablement composé sans ce délégué</i>	Titulaire : Stéphanie VELTER Suppléante : Catherine THIBault	Educateur jeunes enfants Educateur jeunes enfants

Avant le début du scrutin, le prestataire enverra aux membres du bureau de vote sous pli confidentiel les clés de chiffrement permettant le codage et le décodage du système de vote électronique.

Chaque clé sera attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

Les clés de chiffrement sont conservées sous la responsabilité de chacun des détenteurs.

Les clés de chiffrement seront attribuées aux membres du bureau de vote dans les conditions suivantes :

- Clé pour le président ;
- Clé pour le secrétaire ;
- Clé pour un délégué de liste, désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections.

Les personnels techniques chargés du déploiement et du bon fonctionnement du système de vote ne peuvent détenir les clés de chiffrement.

Chapitre 5 - Modalités d'assistance

Une cellule d'assistance technique est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Cette cellule comprend des membres de la Maison de l'Enfance, des représentants des organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin, ainsi que des préposés du prestataire.

Par ailleurs, un centre d'appel ou hotline mis en place par le prestataire répond aux électeurs afin de les aider dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote.

Cette hotline gratuite sera ouverte de 8 heures à 18 heures du 29 novembre 2018 au 06 décembre 2018 inclus, hors les samedi et dimanche. Compte-tenu de la volumétrie d'électeurs, cette hotline devra être en capacité d'assurer le traitement de très nombreux appels.

Formation des membres du bureau de vote

Les membres du bureau de vote bénéficieront d'une formation sur le système de vote électronique et auront accès à tous documents utiles à l'utilisation de ce système.

La formation sera dispensée par le prestataire au moins un mois avant l'ouverture du scrutin.

Chapitre 6 - Commissions électorales - élections CTE

Il est institué une commission électorale composée de représentants de l'administration et des organisations syndicales représentatives. Ces dernières pourront désigner leurs représentants soit au sein de l'établissement participant à ces élections, soit en désignant un-e salarié-e dûment mandaté-e par : leur union départementale – leur USD – leur organisation départementale, locale ou d'établissement (choisir une possibilité).

Ladite commission de la Maison de l'Enfance, a pour mission de suivre le déroulement des opérations électorales jusqu'au dépouillement afin de créer les conditions d'un contrôle permanent.

La commission électorale est composée comme suit :

- Madame Isabelle **LOISEAU**, Directrice adjointe de la Maison de l'Enfance,
- Madame Nadine **VASSORT**, Responsable administrative, Maison de l'Enfance,
- Madame Sabrina **RAVANEL**, Assistante secrétaire, Maison de l'Enfance,
- Madame Stéphanie **VELTER**, Secrétaire SUD, Maison de l'Enfance,
- Madame Catherine **THIBAULT**, Co-secrétaire SUD, Maison de l'Enfance,
- Madame Marie-José **PORTO**, Responsable de la coordination et organisation du Dialogue Social, Direction des Relations Humaines,
- Madame Odile **PINET**, Chargée de l'organisation du dialogue social, Direction des Relations Humaines.

SIGNATURES

Pour le Conseil départemental du Loiret,

Marc GAUDET
Président du Conseil départemental,

Pour l'Organisation Syndicale SUD,

Représentée par :

Madame Stéphanie VELTER, secrétaire et Madame Catherine THIBAULT, co-secrétaire

Fait à Orléans, le

En 3 exemplaires originaux :

1 ex : Maison de l'Enfance

1 ex : Direction des Relations Humaines du Conseil départemental du Loiret

1 ex : Organisation syndicale SUD

ANNEXES

Annexe 1 Calendrier des opérations électorales 2018

Dates	Actions
01.01.2018 Article R 315-27 Code de l'action sociale	Détermination des effectifs pour la composition du CTE
06.04.2018 Au plus tard 8 mois avant le jour du scrutin Article R 315-27 Code de l'action sociale	L'effectif retenu, comprenant les parts respectives de femmes et d'hommes, est apprécié au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. Il est déterminé au plus tard huit mois avant la date du scrutin.
06.06.2018 au plus tard Au plus tard 6 mois avant le jour du scrutin Article R 315-27 Code de l'action sociale	Affichage dans l'établissement, du nombre de sièges à pourvoir et indication du nombre de femmes_hommes devant figurer sur les listes des candidats Affichage de la date des élections
28.09.2018 60 j avant la date du scrutin Article R 315-34 Code de l'action sociale	Affichage de la liste électorale dressée par le directeur de l'établissement
08.10.2018 au plus tard 8 j suivant l'affichage Article R 315-35 Code de l'action sociale	Demande d'inscription ou de radiation des listes électorales auprès du directeur de l'établissement
10.10.2018 48 h après expiration du délai du 08.10.2018 Article R 315-35 Code de l'action sociale	Affichage des modifications à la liste électorale
Du 11 au 15.10.2018 Pdt 5 j Article R 315-35 Code de l'action sociale	Formulation de réclamations auprès du directeur de l'établissement contre les modifications prononcées de la liste électorale
16.10.2018 1 j ouvrable Article R 315-35 Code de l'action sociale	Le directeur statue sur les réclamations (décision motivée)
16.10.2018 16 j suivant l'affichage Article R 315-35 Code de l'action sociale	Clôture de la liste électorale Communication aux OS sur leur demande et sans délai
18.10.2018 au plus tard 42 j avant la date du scrutin Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Dépôt des listes de candidats
19.10.2018 au plus tard 1 j ouvrable Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Décision d'irrecevabilité de la liste de candidats
Immédiat Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Affichage des listes de candidats recevables
22.10.2018 Dans les 3 à/c de la date limite de dépôt de la liste de candidats Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Lorsque plusieurs os affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes, l'administration informe les délégués de chacune des listes concernées

Dates	Actions
26.10.2018 3 j à/c du 22.10.2018 Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Les délégués de chacune des listes concernées procèdent aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires
26.10.2018 8 j à/c de la date limite de dépôt Article R 315-38 Code de l'action sociale	Vérification par le directeur de l'établissement de la liste des candidats et porte sans délai, les irrégularités à la connaissance des délégués de listes
29.10.2018 3 j à/c du 26.10.2018 Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	Si pas de modifications ou de retraits au 26.10.2018, l'administration informe l'union des syndicats dont les listes se réclament
31.10.2018 5 j à/c du 26.10.2018 Article R 315-38 Code de l'action sociale	Les délégués de listes procèdent aux modifications. A expiration du délai de 5 j soit le 31.10.2018 === liste plus modifiable.
05.11.2018 5 j à/c du 31.10.2018 Article R 315-36-2 Code de l'action sociale	l'union des syndicats dont les listes se réclament, indique à l'administration par LRAR, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union.
14.11.2018	Envoi du matériel électoral par voie postale
28.11.2018 Au plus tard veille du scrutin Article R 315-35 Code de l'action sociale	Exception modification liste électorale : inscription ou radiation prononcée par le directeur de l'établissement et affichage dans l'établissement
29.11 au 06.12.2018	Période de vote électronique
06.12.2018	Jour de scrutin
Immédiat Article R 315-48 Code de l'action sociale	Le directeur de l'établissement publie par voie d'affichage les résultats du scrutin

Notions calendaires

Jours ouvrables

Tous les jours de la semaine à l'exception du jour de repos hebdomadaire (généralement le dimanche) et des jours fériés habituellement non travaillés.

Exemple :

Lundi au samedi inclus.

Jours ouvrés Les jours ouvrés sont les jours ouvrables effectivement travaillés.

Exemple :

Lundi au vendredi inclus pour tout service ne travaillant pas le samedi

Jours francs Délai dans le calcul duquel n'est compté ni le jour où est intervenu l'acte ayant fait courir le délai, ni le jour où s'achève le délai. Si le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'au 1er jour ouvrable suivant.

Exemple :

Date limite le mercredi

Décision ou contestation possible dans les 3 jours francs : jusqu'au lundi minuit.

Annexe 2 Liste des électeurs CTE

SONT PRIS EN COMPTE :	NE SONT PAS PRIS EN COMPTE :
<p><input type="checkbox"/> Les fonctionnaires et stagiaires en congé parental et en position d'activité (agents en fonction, en congé annuel ou bénéficiant d'une autorisation d'absence, en congé maladie, en congé de longue maladie, longue durée, en congé de longue maladie fractionné, maternité, d'adoption ou de paternité, en congé de formation professionnelle, pour une validation d'acquis d'expériences (VAE), pour bilan de compétences, de formation syndicale, en congé pour participer aux activités des organisations de jeunesse ou d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées destinées à favoriser la préparation et la formation ou le perfectionnement de cadres et d'animateurs, en congé de solidarité familiale, en congé pour siéger comme représentant d'une association-loi du 01/07/1901 ou loi du 19/04/1908, en congé de présence parentale, en période d'instruction militaire, en accident du travail ou en maladie professionnelle, suspendus à titre conservatoire, en position de congé parental</p> <p><input type="checkbox"/> Les agents mis à disposition pour une quotité inférieure au mi-temps ou détachés auprès d'un autre établissement ou d'une autre administration (et notamment GCS ou GCSMS de droit public érigés en EPS ou EPSMS, GCS de moyens de droit public) sont pris en compte dans les effectifs de leur établissement d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Les agents mis à disposition des organisations syndicales, des GIP</p> <p><input type="checkbox"/> Les fonctionnaires et stagiaires en position d'activité ou congé parental accueillis dans l'établissement par voie de détachement</p> <p><input type="checkbox"/> Les agents contractuels de droit public, de droit privé (contrats aidés, emplois d'avenir, CAE, CUI, apprentis) rémunérés y compris le médecin du travail et le médecin coordonnateur (agents contractuels)</p> <p><input type="checkbox"/> Les directeurs adjoints contractuels et les directeurs de soins contractuels</p>	<p><input type="checkbox"/> Les agents mis à disposition pour une quotité supérieure au mi-temps ou détachés auprès d'un autre établissement ou d'une autre administration (et notamment GCS ou GCSMS de droit public érigés en EPS ou EPSMS, GCS de moyens de droit public)</p> <p><input type="checkbox"/> Elèves des écoles et des centres de formation</p> <p><input type="checkbox"/> Agents en disponibilité</p> <p><input type="checkbox"/> Les directeurs d'hôpital, d'EPSMS, des soins titulaires, les directeurs d'établissement contractuels et les fonctionnaires détachés sur un emploi de directeur (car ils relèvent des CCN)</p> <p><input type="checkbox"/> agents en position hors cadres</p> <p><input type="checkbox"/> agents qui au jour du scrutin, font l'objet d'une exclusion temporaire de fonctions par mesure disciplinaire</p>

Les personnels contractuels de droit public, de droit privé (contrats aidés: emplois d'avenir,) et les apprentis :

□ Sont électeurs les agents :

- Exerçant leurs fonctions,
- En congés annuels,
- En congé de formation syndicale,
- En congé pour formation de cadre et d'animateur pour la jeunesse,
- En congé formation professionnelle,
- En congé de maladie ou de grave maladie,
- En accident de travail ou maladie professionnelle,
- En congé de maternité, de paternité, d'accueil d' un enfant ou d'adoption,
- En période de service et d'instruction militaire,
- En position de congé parental
- En congé de présence parentale.

En revanche, les agents contractuels n'ont pas la qualité d'électeurs dès lors qu'ils sont en congés :

- Pour élever un enfant de moins de 8 ans ou pour donner des soins à un enfant, un conjoint, un partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil, ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,
- Pour suivre un conjoint ou un partenaire astreint à établir sa résidence habituelle en raison de sa profession en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions de l'agent contractuel,
- De solidarité familiale, pour convenances personnelles, pour créer ou reprendre une entreprise,
- Pour se rendre dans les DOM, les collectivités d'Outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, ou à l'étranger en vue d'une adoption,
- Pour accompagner une personne en fin de vie
- Pour exercer des fonctions de membre du gouvernement ou un mandat parlementaire.

Annexe 3

Liste des candidats éligibles en CTE

Article R 315-36 du Code de l'action sociale et des familles

Sont éligibles les personnels inscrits sur la liste électorale et qui, à la date du scrutin, sont en fonction depuis au moins trois mois dans l'établissement.

Toutefois, ne peuvent être élus :

1° Les personnels en congé de longue maladie, en congé de longue durée ou de grave maladie ;

2° Les personnels qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de trois mois à deux ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou n'aient été relevés de leur sanction dans les conditions prévues à l'article 14 du décret n° 89-822 du 7 novembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires relevant de la fonction publique hospitalière ;

3° Les agents frappés d'une des incapacités énoncées par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral.

Article L5

*Modifié par Loi n°2007-308 du 5 mars 2007 - art. 12 JORF 7 mars 2007 en vigueur le 1er janvier 2009
Lorsqu'il ouvre ou renouvelle une mesure de tutelle, le juge statue sur le maintien ou la suppression du droit de vote de la personne protégée.*

Article L6

*Modifié par Loi n°92-1336 du 16 décembre 1992 - art. 160
Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale, pendant le délai fixé par le jugement, ceux auxquels les tribunaux ont interdit le droit de vote et d'élection, par application des lois qui autorisent cette interdiction.*

Les agents en congé de longue maladie fractionné sont éligibles.

**L'éligibilité doit être appréciée à la date limite de dépôt des candidatures sur liste.
Le candidat doit à cette date remplir effectivement les conditions énoncées.**

Annexe 4

Modèle de déclaration de candidature

Je soussigné(e)

M

Mme

Melle

NOM patronymique :

NOM marital :

Prénom :

Grade ou fonction* :

Déclare faire acte de candidature sur la liste présentée par le(s) syndicat(s) : aux élections organisées le 6 décembre 2018 pour la désignation des représentants du personnel

A le.....

Signature :

*Grade : pour les fonctionnaires (qui peuvent être éligibles au CTE / Fonction : pour les agents contractuels (qui peuvent être éligibles au CTE)

N.B. : Il est rappelé qu'aucun retrait de candidature ne peut être effectué et qu'aucune nouvelle candidature ne peut être déposée après la date limite de dépôt des candidatures (fixée au 25 octobre 2018 au plus tard)

Annexe 5

Modèle type de récépissé de candidature sur liste

La directrice de la Maison de l'Enfance ou son représentant....

Accuse réception de la candidature :

- sur liste

Déposée par la (ou les) organisation(s) syndicale(s) :

Pour la désignation des représentants du personnel

A le.....

Signature et tampon :

P/O

Annexe 6

**DEPARTEMENT DU LOIRET
Election des Représentants du personnel – Maison de l’Enfance**

<p>Comité Technique d’Etablissement</p> <p>Scrutin en date du 6 décembre 2018</p>

EXAMEN DE LA REPRESENTATIVITE DE LA LISTE

NOM DE LA LISTE : Date de dépôt :

Siège de l’organisation syndicale

.....

Nom du délégué de liste (titulaire) :

Grade.....

Nom de la collectivité employeur :

.....
Tél :

.....

le cas échéant :

Nom du délégué de liste (suppléant)

.....

Grade.....

Nom de la collectivité employeur :

.....
Tél :

Les listes de candidats ne peuvent être présentées que par des organisations syndicales répondant aux conditions fixées au I de l’article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée. Cet article a été modifié par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social.

Ainsi peuvent présenter des listes de candidats :

1° Les organisations syndicales de fonctionnaires qui, dans la fonction publique où est organisée l’élection, sont légalement constituées depuis au moins deux ans à compter de la date de dépôt légal des statuts et satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d’indépendance ; Les valeurs républicaines renvoient aux principes constitutionnels que sont le respect de la liberté d’opinion, politique, philosophique ou religieuse ainsi que le refus de toute discrimination, de tout intégrisme et de toute intolérance.

2° Les organisations syndicales de fonctionnaires affiliées à une union de syndicats de fonctionnaires (c'est-à-dire les unions dont les statuts déterminent le titre et prévoient l'existence d'organes dirigeants propres désignés directement ou indirectement par une instance délibérante et de moyens permanents constitués notamment par le versement de cotisations par les membres). Les unions de syndicats doivent être légalement constituées depuis au moins deux ans à compter de la date de dépôt légal des statuts et satisfaire aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance.

Toute organisation syndicale ou union de syndicats de fonctionnaires créée par fusion d'organisations syndicales ou d'unions de syndicats qui remplissent la condition d'ancienneté mentionnée au 1° est présumée remplir elle-même cette condition.

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent présenter des listes concurrentes à une même élection.

- Votre liste relève du cas 1° précédemment cité
- Votre liste relève du cas 2° précédemment cité

Au regard des éléments du dossier fourni par, je vous confirme que :

- Votre liste n'est pas recevable au titre du critère de représentativité au motif suivant¹ :
.....
.....

Fait à, le.....

Signature

¹ Les contestations sur la recevabilité des candidatures déposées sont portées devant le tribunal administratif compétent dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures. Le tribunal administratif statue dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif.

Annexe 7

Conditions d'accès aux élections et interdiction des candidatures concurrentes L'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 modifiée fixe les critères exigés des organisations syndicales pour pouvoir se présenter aux élections professionnelles

« Peuvent se présenter aux élections professionnelles :

1° Les organisations syndicales de fonctionnaires qui sont légalement constituées depuis au moins deux ans dans la fonction publique hospitalière à compter de la date de dépôt légal des statuts (**les statuts devront avoir été déposés le 6 décembre 2016 au plus tard**) et qui satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance. Les valeurs républicaines renvoient aux principes constitutionnels que sont le respect de la liberté d'opinion, politique, philosophique ou religieuse ainsi que le refus de toute discrimination, de tout intégrisme et de toute intolérance.

2° Les organisations syndicales de fonctionnaires affiliées à une union de syndicats de fonctionnaires remplissant ces conditions.

Pour l'application du 2°, ne sont prises en compte en qualité d'unions de syndicats de fonctionnaires que les unions de syndicats dont les statuts déterminent le titre et prévoient l'existence d'organes dirigeants propres désignés directement ou indirectement par une instance délibérante et de moyens permanents constitués notamment par le versement de cotisations par les membres.

Toute organisation syndicale ou union de syndicats de fonctionnaires créée par fusion d'organisations syndicales ou d'unions de syndicats satisfaisant à la règle définie au 1° est présumée remplir elle-même ces conditions.

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent présenter des listes concurrentes à une même élection

Les contestations sur la recevabilité des candidatures déposées sont portées devant le tribunal administratif compétent dans les trois jours qui suivent la date limite du dépôt des candidatures. Le tribunal administratif statue dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête. L'appel n'est pas suspensif.

Pour favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales, les listes de candidats aux élections professionnelles sont composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et d'hommes représentés au sein de l'instance concernée.

Annexe 8 **Les candidatures ⁽¹⁾ communes**

1. QU'EST-CE QU'UNE CANDIDATURE COMMUNE ?

Une candidature commune est une candidature présentée par au moins deux syndicats. Dans tous les cas, la candidature est clairement désignée sous les noms ou sigles de tous les syndicats composant la candidature commune (par exemple « candidature syndicat A/ syndicat B »). Toutefois, en cas de scrutin de liste, il peut être fait mention, en regard du nom de chaque candidat, du syndicat au titre duquel celui-ci se présente.

2. COMMENT CALCULER LA REPRESENTATIVITE DES SYNDICATS AYANT PARTICIPE A LA CANDIDATURE COMMUNE POUR REPARTIR ENTRE ELLES LES SIEGES AUX INSTANCES SUPERIEURES (CSFPH – CCFP), AU CHSCT, LES DROITS SYNDICAUX ?

Lorsqu'une candidature de liste ou de sigle commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur candidature. (Cette règle permet d'effectuer un décompte des suffrages selon le choix fait par les syndicats de la liste commune ; par exemple $2/3 - 1/3$) ⁽²⁾.

A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations concernées.

La répartition des suffrages ainsi effectuée sert au calcul de la représentativité au niveau national des syndicats mentionnés sur le bulletin de vote et ce sont ces suffrages qui devront être enregistrés sur la plate-forme de saisie automatisée des résultats par les présidents de bureaux de vote.

3. COMMENT ATTRIBUER LES SIEGES AU SEIN DE L'INSTANCE CONCERNEE : CAP LOCALE, DEPARTEMENTALE, CCP, CTE ?

La candidature commune est une candidature unique, soumise aux mêmes règles que la candidature individuelle. Ainsi, la candidature commune (de liste ou de sigle) obtient un ou plusieurs sièges en application de la règle de la proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne, en fonction du nombre de voix qu'elle a obtenues.

En cas de scrutin de liste : chaque candidat est nommé dans l'ordre de la liste et siègera, pendant toute la durée de son mandat au titre de la liste commune (syndicat A/syndicat B) quelle que soit sa propre appartenance syndicale. Les suffrages ont été remportés en effet au titre de la liste commune et non au titre de chacun des syndicats qui la composaient.

En cas de scrutin de sigle : les syndicats qui ont obtenu des sièges au titre de la candidature commune s'entendent pour désigner des agents qui siègeront au nom de la liste commune.

⁽¹⁾ Il s'agit ici des listes et des sigles qui peuvent être déposés par les organisations syndicales

⁽²⁾ Rappel de la règle des arrondis mathématiques : Pour choisir le chiffre qui sera le dernier à conserver. Augmenter ce chiffre d'une unité si le chiffre suivant vaut au moins 5 (arrondissement par excès) Le laisser identique si le chiffre suivant est strictement inférieur à 5 (arrondissement par défaut) Exemple : 1245,349 Arrondi à une décimale : Cela donne 1245,3 car la première décimale de 1245,349 est suivi d'un 4 Arrondi à deux décimales : Cela donne 1245,35 car la deuxième décimale est suivie d'un 9.

**Annexe 9 : Exemples de listes incomplètes
(Uniquement pour les élections au CTE)**

Les présents calculs tiennent compte de la règle des arrondis mathématiques ² conjuguée avec la règle du « nombre pair de noms » au moment du dépôt de la liste de candidats.

Ex n°1 : 3 sièges de titulaires et 3 sièges de suppléants : la liste complète est de 6 noms.

$2/3 \times 6 = 4$, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **4 noms**, soit

b) la **liste est complète** et doit comporter **6 noms**

Ex n°2 : 4 sièges de titulaires et 4 sièges de suppléants : la liste complète est de 8 noms.

$2/3 \times 8 = 5,33$ arrondis à 5, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **6 noms**, soit

b) la **liste est complète** et doit comporter **8 noms**

Ex n°3 : 6 sièges de titulaires et 6 sièges de suppléants : la liste complète est de 12 noms.

$2/3 \times 12 = 8$, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **8 ou 10 noms**, soit

b) la **liste est complète** et doit comporter **12 noms**

Ex n°4 : 8 sièges de titulaires et 8 sièges de suppléants : la liste complète est de 16 noms.

$2/3 \times 16 = 10,66$ arrondis à 11, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **12 ou 14 noms**, soit

b) la **liste est complète** et doit comporter **16 noms**

Ex n°5 : 10 sièges de titulaires et 10 sièges de suppléants : la liste complète est de 20 noms.

$2/3 \times 20 = 13,33$ arrondis à 13, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **14,16 ou 18 noms**, soit

b) la **liste est complète** et doit comporter **20 noms**

Ex n°6 : 12 sièges de titulaires et 12 sièges de suppléants : la liste complète est de 24 noms.

$2/3 \times 24 = 16$, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **16, 18, 20 ou 22 noms**

b) la **liste est complète** et doit comporter **24 noms**

Ex n°7 : 15 sièges de titulaires et 15 sièges de suppléants : la liste complète est de 30 noms.

$2/3 \times 30 = 20$, soit :

a) la **liste est incomplète** et doit comporter **20, 22, 24, 26, ou 28 noms**

b) la **liste est complète** et doit comporter **30 noms**

² Rappel de la règle des arrondis mathématiques : Pour choisir le chiffre qui sera le dernier à conserver. Augmenter ce chiffre d'une unité si le chiffre suivant vaut au moins 5 (arrondissement par excès) Le laisser identique si le chiffre suivant est strictement inférieur à 5 (arrondissement par défaut) Exemple : 1245,349 Arrondi à une décimale : Cela donne 1245,3 car la première décimale de 1245,349 est suivi d'un 4 Arrondi à deux décimales : Cela donne 1245,35 car la deuxième décimale est suivie d'un 9.

Annexe 10

Exemples d'application du dispositif de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les listes de candidats

Exemple n° 1

1. Fixation du nombre de représentants du personnel à élire et de la part de femmes et d'hommes	
<input type="checkbox"/> Nombre de représentants du personnel en fonction des effectifs	200 agents représentés == 12 représentants (6 titulaires et 6 suppléants à élire)
<input type="checkbox"/> Part de femmes et d'hommes	129F = 64,5 % 71 H = 35,5%
2. Au sein des listes de candidats, les parts de F et d'H sont calculées sur l'ensemble des candidats, titulaires et suppléants	
Hypothèse liste complète ³	12 x 64,5% = 7,74 12 x 35,5% = 4,26
3. L'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi inférieur ou supérieur. NB : les candidats (F ou H) qui composent la liste sont présentés par le syndicat dans l'ordre qu'il souhaite	
Le syndicat choisit :	Hypothèse : le syndicat présente 8 F et 4 H sur sa liste <i>(il aurait pu choisir aussi 7 F et 5 H)</i>
4. Un candidat inéligible est remplacé par un candidat de même sexe ou non, dès lors que les parts de F et d'H sur l'ensemble des candidats est respectée, dans la limite permise par le choix de l'arrondi. NB : à l'occasion de la désignation du nouveau candidat, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation des candidats sur la liste	
Cas d'inéligibilité de candidats figurant sur une liste	► Si 1 F est inéligible : elle peut être remplacée par une femme ou 1 homme (puisque la règle de la proportion permet d'avoir 7 F) ► Si 1 H est inéligible : il doit être remplacé par un H (<i>on aura toujours 8F et 4H</i>).
5. Si en revanche à l'issue du contrôle l'organisation syndicale se trouve dans l'incapacité de procéder au remplacement d'un ou plusieurs candidats inéligibles	
Un ou plusieurs candidats sont inéligibles	La liste devient incomplète, elle est recevable si elle respecte le minimum des 2/3 du nombre de titulaires et suppléants à élire. La proportion F/H s'apprécie alors sur le nouveau total de candidats (titulaires et suppléants, qui doit être supérieur ou égal à 8. Exemple : Le syndicat a présenté une liste de 4F et 8H. Si après contrôle 2F et 1H sont déclarés inéligibles et que le syndicat ne peut les remplacer, il reste 2F et 7H. La proportion F/H va devoir être appréciée sur l'ensemble de la nouvelle liste soit 9 candidats (remarque : la liste doit être paire au moment du dépôt, elle peut ne plus l'être après). 9 x 35,76 % = 3,21 F 9 x 64,23% = 5,78 H Soit, au choix du syndicat, 3F et 6H ou 4F et 5H ====Dans cette hypothèse, la liste est recevable.

³ En cas de liste incomplète, recevable dans les conditions fixées par les décrets relatifs aux instances, l'appréciation de la proportion H/H se fait de la même manière, sur l'ensemble des candidats présentés.

Exemple n° 2 :

1. Fixation du nombre de représentants du personnel à élire et de la part de femmes et d'hommes	
<input type="checkbox"/> Nombre de représentants du personnel en fonction des effectifs	800 agents représentés 20 représentants (10 titulaires et 10 suppléants à élire)
<input type="checkbox"/> Part de femmes et d'hommes	498 F = 62,25 % 302 H = 37,75 %
2. Au sein des listes de candidats, les parts de F et d'H sont calculées sur l'ensemble des candidats, titulaires et suppléants	
20 x 62,25 % = 12,45 20 x 37,75 % = 7,55	
3. L'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi inférieur ou supérieur. NB : les candidats (F ou H) qui composent la liste sont présentés par le syndicat dans l'ordre qu'il souhaite	
Hypothèse : le syndicat présente 12 F et 8 H	
4. Un candidat inéligible est remplacé par un candidat de même sexe ou non, dès lors que les parts de F et d'H sur l'ensemble des candidats est respectée, dans la limite permise par le choix de l'arrondi. NB : à l'occasion de la désignation du nouveau candidat, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation des candidats sur la liste	
▶ Si 1 F est inéligible, elle ne peut être remplacée que par 1 F puisque dans notre exemple on ne peut pas avoir moins de 12 F pour respecter la proportion. ▶ Si 1 H est inéligible, il peut être remplacé au choix du syndicat, soit par 1 F (on aura alors 13 F et 7 H, ce qu'autorise le choix de l'arrondi), soit par 1 H (on aura 12 F et 8 H).	
5. Si en revanche à l'issue du contrôle l'organisation syndicale se trouve dans l'incapacité de procéder au remplacement d'un ou plusieurs candidats inéligibles	
La liste devient incomplète, elle est recevable si elle respecte le minimum des 2/3 du nombre de titulaires et suppléants à élire. La proportion F/H s'apprécie alors sur le nouveau total de candidats (titulaires et suppléants) à présenter qui doit être supérieur ou égal à 13. Si après contrôle 3F et 1H sont déclarés inéligibles et que le syndicat ne peut les remplacer, il reste 9 F et 7H. La proportion F/H va devoir être appréciée sur l'ensemble de la nouvelle liste soit 16 candidats. 13 x 62,25 % = 8,09 F 13 x 37,75 % = 4,90 H Soit, au choix du syndicat, 8 F et 5 H ou 9 F et 4 H. === Dans cette hypothèse, la liste est recevable.	

ANNEXE TECHNIQUE

JEVOTEENLIGNE

Référence Docapost-BPO : [EVOTE_PRD_NOT_ANNEXE_TECHNIQUE_JEVOTEENLIGNE.DOCX](#)
Référence Client :
Date : 30/09/2015
Version : 1.5

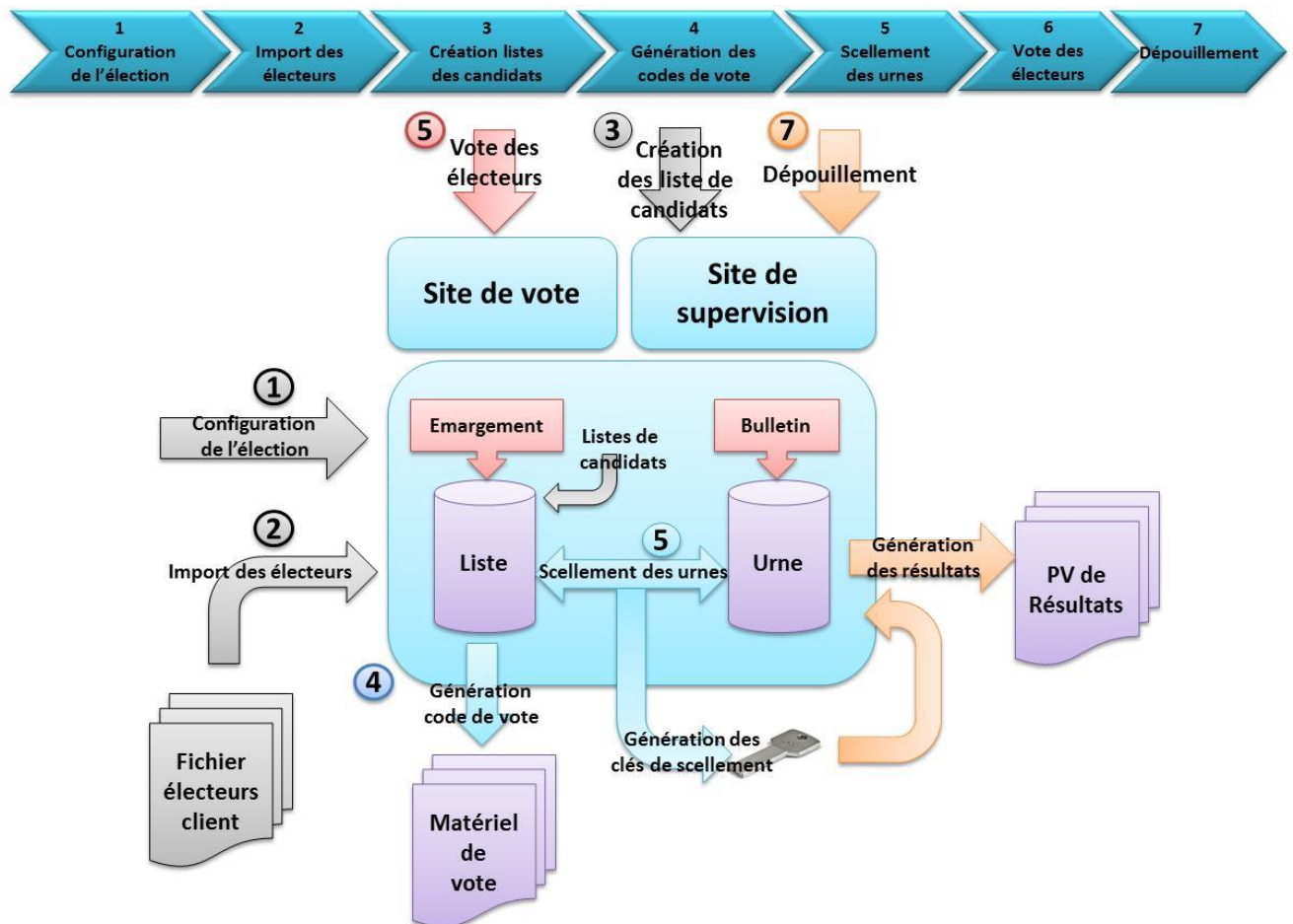
Table des matières

1	INTRODUCTION	3
2	DESCRIPTION DE LA SOLUTION	4
2.1	PROFILS UTILISATEUR	4
2.1.1	Profil « Comité de surveillance »	4
2.1.2	Profil « Bureau de vote »	4
2.1.3	Profil « Organisation syndicale »	5
2.2	LES GRANDES PHASES DU VOTE	5
2.2.1	Le paramétrage	5
2.2.2	La cérémonie de scellement	5
2.2.3	Le vote	6
2.2.4	La supervision	10
2.2.5	Le dépouillement	10
2.3	RECAPITULATIF DES DIFFERENTES ETAPES DU SYSTEME DE VOTE	12
3	PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SOLUTION DE VOTE PAR INTERNET	13
3.1	INTEGRITE	13
3.2	ANONYMAT ET CONFIDENTIALITE	13
3.3	AUTHENTIFICATION	13
3.4	CONSERVATION DES SUPPORTS	13
3.5	NON REPUDIATION ET PREUVE	14
3.6	SECURITE	14
3.7	DISPOSITIF DE SECOURS	15
3.8	CONFORMITE AUX RECOMMANDATIONS DE LA CNIL	15
4	ARCHITECTURE TECHNIQUE ET DISPOSITIF DE SECOURS	16
5	ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.1	RAPPEL DU DECRET N°2007-602 DU 25 AVRIL 2007	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.2	MATRICE DE CONFORMITE CNIL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.3	MATRICE DE CONFORMITE RGAA	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.4	RAPPORT DE CONFORMITE DE L'EXPERT INDEPENDANT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1 Introduction

Le système de vote présenté est une solution complète de vote électronique qui a été développée dans le cadre de plusieurs projets aussi bien dans un contexte national qu'international.

Il se compose de différents modules fonctionnels s'enchainant suivant les différentes étapes du scrutin :



2 Description de la solution

2.1 Profils utilisateur

Le système de vote met à disposition des différents utilisateurs les outils de gestion nécessaires au suivi du processus électoral, de l'organisation et la mise en place des élections jusqu'à la clôture des opérations électorales.

Il s'adresse à tous les acteurs concernés par l'élection et gère les droits d'accès et d'utilisation individuels de chaque utilisateur. Cet accès sécurisé se fait à partir d'un identifiant (adresse email) et d'un mot de passe temporaire (qui doit être changé à la première connexion). Chaque utilisateur, qu'il s'agisse du « Gestionnaire de l'élection », d'un « Correspondant élection », d'un « Membre du bureau de Vote », ou encore d'un « Représentant des organisations syndicales », pourra accéder aux différentes fonctions qui seront définies lors de l'organisation de l'élection. Ces dites fonctions sont regroupées suivants les trois profils décrits ci-après.

2.1.1 Profil « Comité de surveillance »

Ce profil est chargé de superviser la bonne mise en œuvre des procédures électorales.

Dans ce cadre, il administre, contrôle et surveille, au sein du système de vote, les éléments suivants :

- Les paramètres décrivant le scrutin : type de vote, établissements concernés (découpage électoral), collèges, nombre de sièges à pourvoir, calendrier de l'élection
- Les listes électorales
- Les listes de candidats (avec leurs logos et professions de foi)

En outre, les membres du « Comité de Surveillance » se chargent, en présence des membres du bureau de vote et des représentants de liste, d'effectuer les actions suivantes :

- Contrôler et valider les données importées (scrutins, électeurs, candidats)
- Détenir les clés de déchiffrement des urnes (matérialisées par des clés USB)
- Effectuer un (des) vote(s) à blanc pour valider le système de vote
- Sceller le système de vote
- Superviser le bon déroulement du scrutin
- Déverrouiller les urnes à l'aide des clés de déchiffrement, afin de permettre au bureau de vote de procéder aux opérations de dépouillement.

2.1.2 Profil « Bureau de vote »

Le bureau de vote se compose au minimum de trois personnes (un président et deux assesseurs).

Pendant toute la durée du scrutin, les membres du bureau de vote ont un accès consultatif aux données du scrutin, aux listes d'émargement (à des fins de contrôle), ainsi qu'à son suivi et sa surveillance (en coordination avec le Comité de Surveillance).

En outre, les membres du bureau de vote se chargent d'effectuer les actions suivantes :

- Constater dans le Procès-Verbal l'heure d'ouverture et de clôture du scrutin, ainsi que les incidents éventuels.
- Veiller au bon déroulement du vote
- Procéder aux opérations de dépouillement.

2.1.3 Profil « Organisation syndicale »

Le représentant d'une organisation syndicale peut posséder un accès consultatif au système de vote sur les informations accessibles définies par le comité de surveillance (taux de participation, résultats...).

De plus, il peut être invité à participer à la cérémonie de scellement, notamment pour le contrôle des données importées et paramétrées, le vote à blanc et le scellement définitif du système de vote, ainsi qu'à la cérémonie de dépouillement du vote et proclamation des résultats organisée par le Comité de surveillance de l'élection.

2.2 Les grandes phases du vote

2.2.1 Le paramétrage

Cette phase permet de configurer le système au contexte particulier du scrutin.

Le **système d'import des listes électorales**, qui permet d'importer une liste d'électeurs et de vérifier sa cohérence via une interface Web.

Le **système de gestion des paramètres de l'élection**, qui permet de configurer les paramètres d'une élection (création des listes et des candidats, import du découpage électoral, définition des sièges à pourvoir, des dates et heures de début et fin de scrutin).

2.2.2 La cérémonie de scellement

Elle est l'étape incontournable permettant de valider la mise en place et le lancement du vote. Elle est composée d'une succession de « sous-étapes » :

- Le **système de génération des clefs de scellement et dépouillement**, qui permet de générer les clefs électroniques qui permettront à leurs détenteurs de procéder au dépouillement. Une des particularités du système de vote électronique est de permettre de « découper » le secret en plusieurs parties plus ou moins redondantes, le système permet de générer n clés parmi lesquelles m seulement (m étant inférieur à n) sont suffisantes pour déchiffrer le résultat de l'élection.
- Le **système de vote à blanc**, qui permet de procéder à un vote « public » durant la cérémonie puis à le dépouiller afin de pouvoir constater que les résultats obtenus sont conformes au(x) vote(s) réalisé(s) publiquement. Cette étape est indispensable pour pouvoir effectuer le scellement définitif du Système de vote électronique
- Le **scellement**, qui permet de garantir l'intégrité du système de vote par une prise d'empreinte numérique. Le scellement fonctionnel permet d'activer la surveillance des données sensibles (électeurs, candidats, détenteurs de clés, urnes, émargements...) alors que le scellement logiciel (TripWire) permet d'activer la surveillance de différents composants du système (code source, fichiers système...). Dès son scellement, l'application de vote est protégée et supervisée, plus aucune modification n'est alors possible sans qu'une alerte ne soit déclenchée.

- Le **système de génération des identifiants**, qui permet de générer de façon totalement aléatoire les moyens d'authentification (identifiant/mot de passe) de chaque électeur. A noter que le mot de passe permettant à l'électeur de valider son vote n'est pas stocké en clair dans le système (crypté avec une clé répondant au référentiel général de sécurité).
- L'**envoi du matériel de vote électronique**, en complément du couple « identifiant/mot de passe » envoyé à l'électeur, pour pouvoir s'authentifier sur le site internet de vote, il est nécessaire de disposer d'une information non transmise à l'électeur. Cet élément, communément nommé « code challenge ou question défi » sera déterminé conjointement avec le Comité de surveillance, en tenant compte des préconisations en matière de vote électronique d'une part et de la nécessité de conserver un système de vote simple et pratique d'autre part.

La cérémonie de scellement sert également à former et sensibiliser les différents intervenants (membres du bureau de vote, représentants des organisations syndicales...) au système de vote électronique.

2.2.3 Le vote

2.2.3.1 Le matériel de vote (courrier et/ou mail)

- Matériel de vote « Courrier »

Chaque électeur reçoit, un matériel de vote contenant :

- Une notice explicative « Comment voter ? »
- L'adresse internet du Site de vote
- Son identifiant de vote personnel
- Son code confidentiel personnel

Paris, le vendredi 1er juin 2012

DOCAPOST BPO - EQUIPE
EVOTE LES VAISSEAUX
ROUTES DES DOLINES BP49
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Madame, Monsieur,

Vous êtes invité(e) à élire vos Représentants au sein du Comité de sous-groupe

Pour voter par voie électronique, il conviendra de vous connecter à l'adresse indiquée ci-dessous et de vous munir de votre identifiant de vote et de votre code confidentiel, à usage unique, également indiqués ci-dessous

Les bureaux de vote électronique seront ouverts à compter du lundi 25 juin 2012 à 09:00 jusqu'au jeudi 28 juin 2012 à 16:00

Comment voter par internet ?

- 1 Connectez-vous sur le site www.evoteenligne.com/csqih (sans passer par Google ou un autre moteur de recherche)
- 2 Saisissez votre **identifiant de vote** (voir ci-dessous), renseignez votre date de naissance et cliquez sur « CONTINUER ».
- 3 Choisissez le vote à réaliser en cliquant sur « CONTINUER ».
- 4 Exprimez votre choix de vote en cochant la liste de votre choix et cliquez sur « CONTINUER ».
- 5 Saisissez votre **code confidentiel** (voir ci-dessous) et cliquez sur « VOTER ».
- 6 Renouvelez les étapes 3 à 5 tant qu'il vous reste des votes à réaliser.

Vous pouvez sauvegarder et/ou imprimer votre accusé de réception.

Une cellule d'assistance est mise à votre disposition, pour cela vous pouvez contacter le 0820 20 13 06 (du lundi au vendredi de 9h à 18h).

Nous souhaitons que ces élections par vote électronique soient un réel succès.

Comptant sur votre participation, nous vous prions, d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos considérations distinguées.

La Direction des Ressources Humaines

Votre identifiant de vote :

XXXXXXXXXX

Votre code confidentiel :

1234 5678

Les données vous concernant ont fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. Conformément aux articles 38 et suivants de la loi du 6 août 2004 relative au traitement de données à caractère personnel, vous pouvez à tout moment exercer votre droit d'accès et de rectification des informations auprès de la Direction des Ressources Humaines.
Votre vote est garanti totalement anonyme et confidentiel par la société ENTELLA.

▪ Matériel de vote « Mail »



Processus de récupération du matériel de vote

Le processus de récupération du matériel de vote par « Mail » avec sécurisation par SMS se déroule de la manière suivante :

1. L'électeur est notifié par mail de la présence de son matériel de vote sur un espace sécurisé dédié
2. L'électeur doit cliquer sur le lien hypertexte présent dans son mail de notification et est redirigé vers l'interface sécurisée
3. L'électeur doit répondre correctement à la question challenge (ex. Date de naissance) qui lui est posée
4. Il doit ensuite saisir son numéro de portable afin de recevoir son code secret (code défi OTP : One Time Password)
5. Enfin il saisit son code secret reçu par SMS et accède ainsi à ses informations de vote :
 - Son identifiant de vote personnel
 - Son code confidentiel personnel
 - L'adresse internet du Site de vote
 - Une notice explicative « Comment voter ? »

2.2.3.2 Adresse de connexion

L'accès au Site de vote s'effectue par un lien direct communiqué aux électeurs via le matériel de vote. Ce lien doit être saisi directement dans l'adresse du navigateur internet (sans passer par un moteur de recherche).

Il est construit de la manière suivante : www.jevoteenligne.com/xxxx où « xxxx » est défini par le comité de surveillance lors de l'organisation de l'élection

Cette adresse internet devra être placée en liste blanche afin de permettre son accès au sein d'une entreprise utilisant un proxy filtrant les connexions internet sortantes

2.2.3.3 Pré requis techniques

Le Système de vote est accessible depuis n'importe quel ordinateur équipé d'un navigateur internet et connecté à internet.

Il est compatible avec les principaux navigateurs existants : Internet Explorer, Firefox, Safari, Chrome...

Une définition minimale d'écran de 1024 x 768 pixels est requise pour garantir le confort visuel de l'utilisateur.

Une connexion à haut-débit minimise les temps de réponse lors de l'utilisation du Système de vote. Toutefois le Système de vote est conçu pour permettre une utilisation confortable avec une connexion classique de 56 Kbits/s lors des opérations de vote.

2.2.3.4 L'identifiant de vote et le code confidentiel

L'authentification au site de vote par l'électeur se fait par la saisie d'un identifiant de vote personnel (présent sur son matériel de vote) et d'un éventuel code challenge (non présent sur son matériel de vote).

La validation du vote n'est réalisée qu'après la saisie du code confidentiel personnel (présent sur son matériel de vote).

2.2.3.5 Accessibilité aux personnes handicapées

Le site de vote a été conçu pour répondre aux contraintes du référentiel général d'accessibilité et ainsi permettre aux personnes handicapées de pouvoir voter.

La taille des caractères affichés à l'écran, ainsi que les couleurs utilisées, sont étudiées pour maintenir un confort visuel et éviter toute ambiguïté dans l'utilisation du Site de vote.

Quoi qu'il en soit, en cas de difficulté, les personnes handicapées peuvent avoir besoin de se faire assister physiquement afin d'accomplir leur devoir électoral. C'est pourquoi, le code électoral permet qu'elles se fassent accompagner par un électeur de leur choix.

2.2.3.6 Disponibilité du Système de vote

Le Système de vote électronique est accessible 24h/24, depuis la date et l'heure d'ouverture des scrutins jusqu'à la date et l'heure de fermeture.

2.2.3.7 L'acte de vote

Cette phase consiste en l'identification de l'électeur, la prise en compte de son vote et la mise à jour de la liste d'émargement. Les électeurs se connectent de manière sécurisée au serveur de vote via une connexion SSL. Le bulletin est chiffré sur le poste de l'utilisateur.

Le **système de gestion de l'acte de vote**, qui permet à un électeur de voter dans le bureau qui lui correspond. Le système de vote est basé sur des technologies de cryptage avancées parmi lesquels on peut citer l'utilisation de l'algorithme « El Gamal » homomorphique. Ces technologies garantissent l'anonymat des électeurs, la séparation des listes d'émargement et des urnes virtuelles. L'acte de vote est constitué des quatre étapes suivantes :

- Ecran d'accueil et d'authentification : présentation des étapes de vote, des horaires d'ouverture, des informations règlementaires. L'électeur est invité à saisir l'identifiant personnel qui lui a été attribué auquel s'ajoute éventuellement le code challenge (par exemple sur la date de naissance, ou toute autre information propre à l'électeur). Au bout de 5 tentatives infructueuses, l'identifiant de vote est par mesure de sécurité désactivé (ce dispositif permet de contrer les tentatives de saturation du service de vote et les mécanismes de fraude automatisée).
- Ecran de choix de vote: en cas d'authentification réussie l'électeur est automatiquement reconnu et associé au bureau auquel il est rattaché. Il sélectionne l'élection à laquelle il est amené à participer et se prononce (choix d'une des listes présentées ou vote blanc), il peut également consulter les éventuelles professions de foi présentées par chaque liste.
- Ecran de confirmation : une fois son choix de vote sélectionné, un récapitulatif est présenté à l'électeur, qui doit alors confirmer son vote en entrant le code confidentiel personnel qui lui a été communiqué. La saisie du code confidentiel déclenche alors le chiffrement du bulletin de vote. L'applet de vote crypte le bulletin (avec la clef publique) et l'envoie sur le serveur. Ce procédé de demande de confirmation du vote par la saisie de la seconde partie des informations reçues (code confidentiel), permet de sécuriser davantage la procédure de vote.

- Ecran d'accusé de réception : L'accusé de réception (horodatage du vote, empreinte numérique d'émargement...) est affiché à l'écran avec la possibilité de l'imprimer, le sauvegarder ou encore se l'envoyer à l'adresse électronique de son choix. Il restera accessible à l'électeur, en s'authentifiant directement sur le site de vote, pendant toute la durée de scrutin.

Une aide contextuelle est également accessible à tout moment et permet d'avoir un ensemble d'informations sur les actions à réaliser tout au long du processus.

2.2.4 La supervision

Le Site de supervision permet aux utilisateurs désignés d'accéder à différentes fonctionnalités (définies en fonction des profils) et non accessibles par les électeurs.

- *Le **système de visualisation de la liste des électeurs**, qui permet à l'utilisateur désigné de visualiser et contrôler la liste des électeurs inscrits (nom, prénom, adresse, bureau de vote de rattachement, types de votes disponibles...)*
- *Le **système de visualisation de la liste des candidats**, qui permet à l'utilisateur désigné de créer, visualiser et contrôler les listes inscrites et les candidats rattachés par bureau de vote.*
- Le **système de supervision**, qui affiche des informations relatives à l'état de l'élection (intégrité des données, nombre de bulletins validés...).
- La **suspension du vote**, qui permet aux utilisateurs désignés de pouvoir suspendre le vote à tout moment (recommandation CNIL) pendant la durée du scrutin (possibilité de choisir le message qui sera diffusé sur le site de vote à l'attention des électeurs).
- La **version du produit**, qui affiche la version applicative du Système de vote qui a été scellé afin de permettre aux utilisateurs désignés de pouvoir certifier qu'elle n'est pas altérée pendant toute la durée du scrutin.
- Le **système de visualisation de la participation**, qui permet de consulter le taux de participation en cours de scrutin (taux par bureau de vote, nombre de votants par jour...).
- Le **journal des évènements**, qui affiche toutes les actions réalisées sur le Système de vote électronique par les utilisateurs désignés (validation des données, génération des clés de chiffrement des urnes, scellement du système, ...).

2.2.5 Le dépouillement

Cette phase correspond au décompte des différents votes et à la production des résultats de l'élection.

- Le **système de dédoublement** du vote papier qui permet de vérifier qu'un électeur ayant voté par voie électronique ne vote pas aussi par correspondance ou à l'urne (en cas de vote mixte).

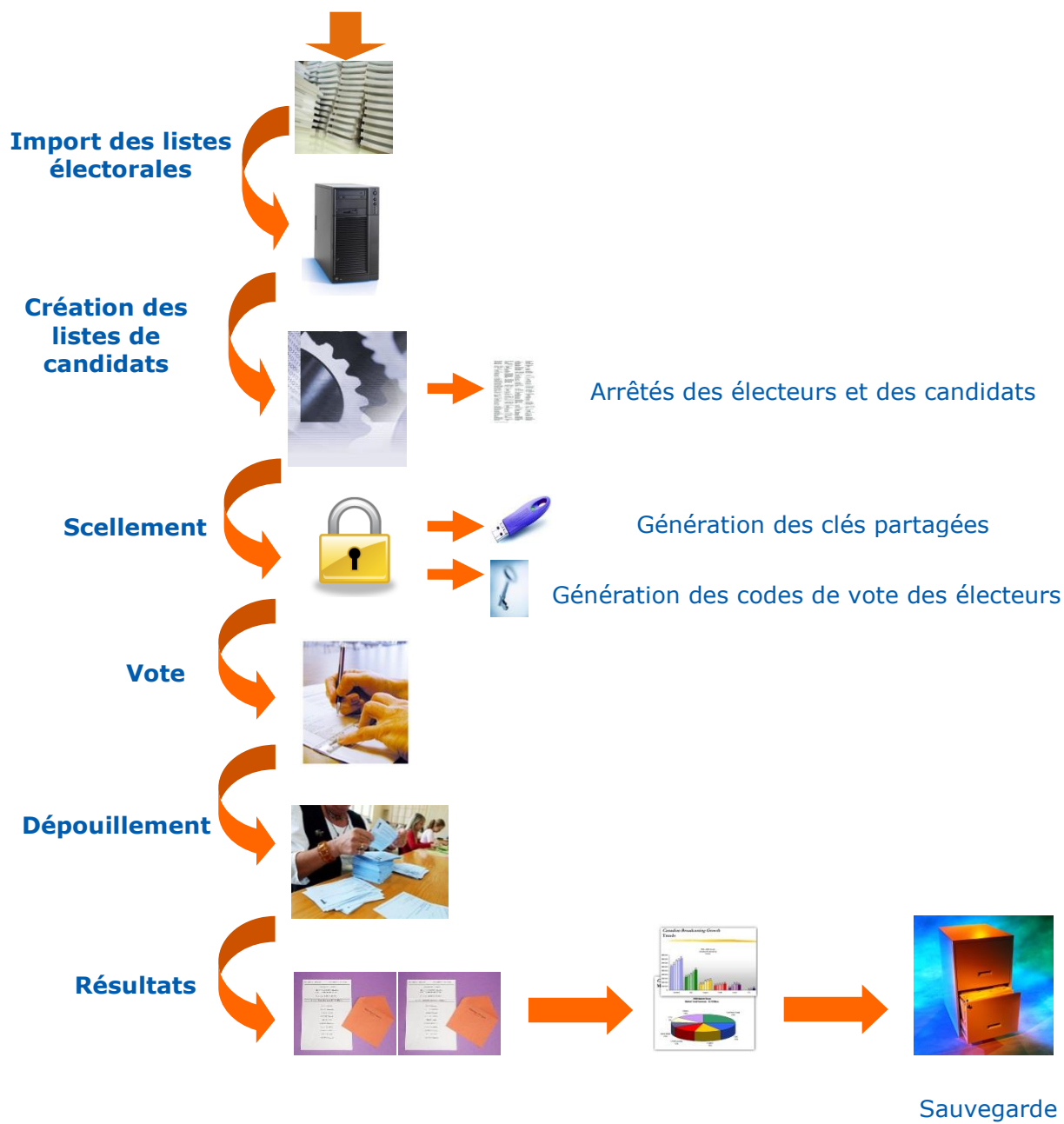
- Le **système de dépouillement du vote**, qui permet aux personnes habilitées de déverrouiller les urnes puis de procéder au dépouillement du scrutin.

- Le **système de visualisation des résultats**, qui permet de visualiser sous forme de tableaux, de graphes, de données brutes ou analysées le résultat d'un scrutin à l'issue de son dépouillement.

Le système actuel permet d'ajouter les résultats des votes par correspondance aux résultats du vote électronique avant publication (en cas de vote mixte).

- Le **système d'impression des résultats**, qui permet l'impression des résultats et des listes d'émargement. Le format des impressions n'est pas figé, il peut par exemple être utile de générer les résultats directement sous la forme des procès-verbaux attendus (PV CERFA).

2.3 Récapitulatif des différentes étapes du système de vote



3 Principes fondamentaux de la solution de vote par internet

3.1 Intégrité

Par intégrité, il faut entendre : « S'assurer que l'intention de vote soit fidèlement retranscrite lors du dépouillement final ».

De plus le système en lui-même doit être intègre, à savoir :

- une tierce personne, non inscrite, ne doit pas pouvoir voter,
- une fois qu'un votant a exprimé son choix pour une élection donnée, il ne doit pas pouvoir voter à nouveau pour la même élection,
- une fois qu'un bulletin de vote a été reçu, il ne doit pas pouvoir être modifié ou supprimé,
- une personne inscrite doit pouvoir voter pour les élections auxquelles il est inscrit et à aucune autre élection

3.2 Anonymat et confidentialité

La notion de secret du vote comprend deux notions indépendantes l'une de l'autre :

- L'anonymat consiste à protéger la liberté individuelle de l'électeur, à savoir empêcher quiconque de connaître le contenu de son suffrage. Cette protection doit exister même après la clôture du scrutin.
- La confidentialité consiste à protéger le contenu du suffrage et de l'émargement durant la durée du scrutin et à éviter une connaissance anticipée, même partielle, soit des résultats soit des personnes n'ayant pas encore voté et pouvant être influencées. Cette connaissance pouvant entraîner des éventuelles pressions pour tenter de modifier le résultat définitif.

3.3 Authentification

Par authentification, il faut entendre : « S'assurer que la personne qui vote est bien la personne qu'elle prétend être »

Cela recoupe l'exigence d'intégrité qui précise que seules les personnes habilitées ont le droit de voter.

3.4 Conservation des supports

A l'issue d'une opération électorale, les données nominatives et confidentielles doivent être conservées jusqu'à l'issue du délai de recours puis détruites.

3.5 Non répudiation et preuve

Dans le respect de l'anonymat du vote, les opérations de vote doivent être traçables (savoir QUI a voté et QUAND) et être opposables (en cas de litige, être capable d'apporter la preuve des résultats produits).

3.6 Sécurité

Sécurité logicielle

- Algorithmes de cryptage élaborés par EADS dans le cadre d'un programme de recherche européen
- Processus validé par la DCSSI (Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information, dépendant du Premier Ministre)

Sécurité organisationnelle

- Il est strictement impossible aux équipes de l'opérateur de connaître les éléments d'authentification des électeurs
- Le processus électoral peut être suivi par huissier
- Le matériel de vote de substitution est anonymisé et répond à un processus sécurisé

Sécurité physique

- En matière de sécurité de l'information, la politique de Docapost est basée sur la certification ISO 17799
- Docapost héberge les serveurs de vote dans des bâtiments sécurisés gérant les données stratégiques de ses clients banques, régulièrement audités par le GIE Cartes Bancaires
- Politique globale de sécurité physique – GISP – Chap. 4
- Redondance systématique de l'ensemble des matériels sur site et hors site

3.7 Dispositif de secours

L'une des recommandations CNIL mentionne la nécessité de disposer d'une solution de secours : « Tout système de vote électronique devrait comporter un dispositif de secours susceptible de prendre le relais en cas de panne du système principal et offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques ».

L'importante expérience et le savoir-faire, acquis par Docapost en hébergement et exploitation de systèmes critiques, nous a conduit au fil des années à concevoir et mettre en place des moyens d'infrastructures techniques, des ressources et des procédures organisationnelles et opérationnelles permettant de répondre à un haut niveau de disponibilité et de continuité des services.

La solution de vote mise en place par Docaposts 'inscrit dans le cadre des recommandations CNIL et de la définition de la politique interne de sécurisation de la production informatique, selon les points suivants :

- Mise en œuvre des ressources en redondance sur les deux datacenters d'Aix en Provence et Marseille,
- Architecture système des deux Tiers (application et données), en redondance symétrique entre les deux datacenters d'Aix en Provence et Marseille,
- Le Tiers « application » redondé localement selon des modalités de gestion dynamique ("cluster grappe" de deux noeuds)

Toutes les modalités opérationnelles de production informatique, lorsqu'elles s'appliquent au site nominal de production, s'appliquent le cas échéant à l'identique au site secours.

3.8 Conformité aux recommandations de la CNIL

La mise en œuvre des évolutions de la solution logicielle de base ainsi que l'exécution des processus organisationnels et techniques de l'opération sont systématiquement validées en fonction des dispositions et recommandations de la CNIL et des textes juridiques en vigueur.

Voir matrice de conformité CNIL en annexe.

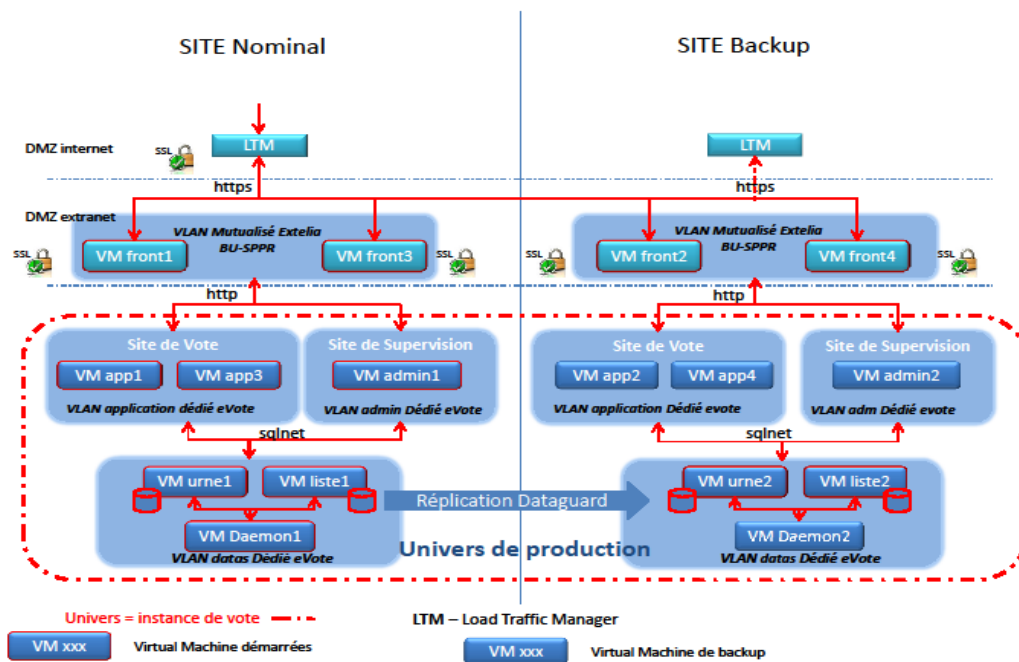
4 Architecture technique et dispositif de secours

L'architecture technique du système de vote est basée sur la configuration d'un « univers » dédié à un site de vote conformément aux recommandations de la CNIL.

Cet univers constitué d'un ensemble de machines virtuelles (VM) et de configurations réseaux, est basé sur un socle technique commun, mais configuré afin de garantir « **le cloisonnement** » de chaque site de vote. La configuration des VM (convention nommage, droit d'accès, réseaux et base données) garanti le cloisonnement de l'univers de production dédié à un client. Cf la définition de l'univers = instance de vote dans le schéma ci-dessous.

Toutes les VM sont dupliquées sur le site de secours.

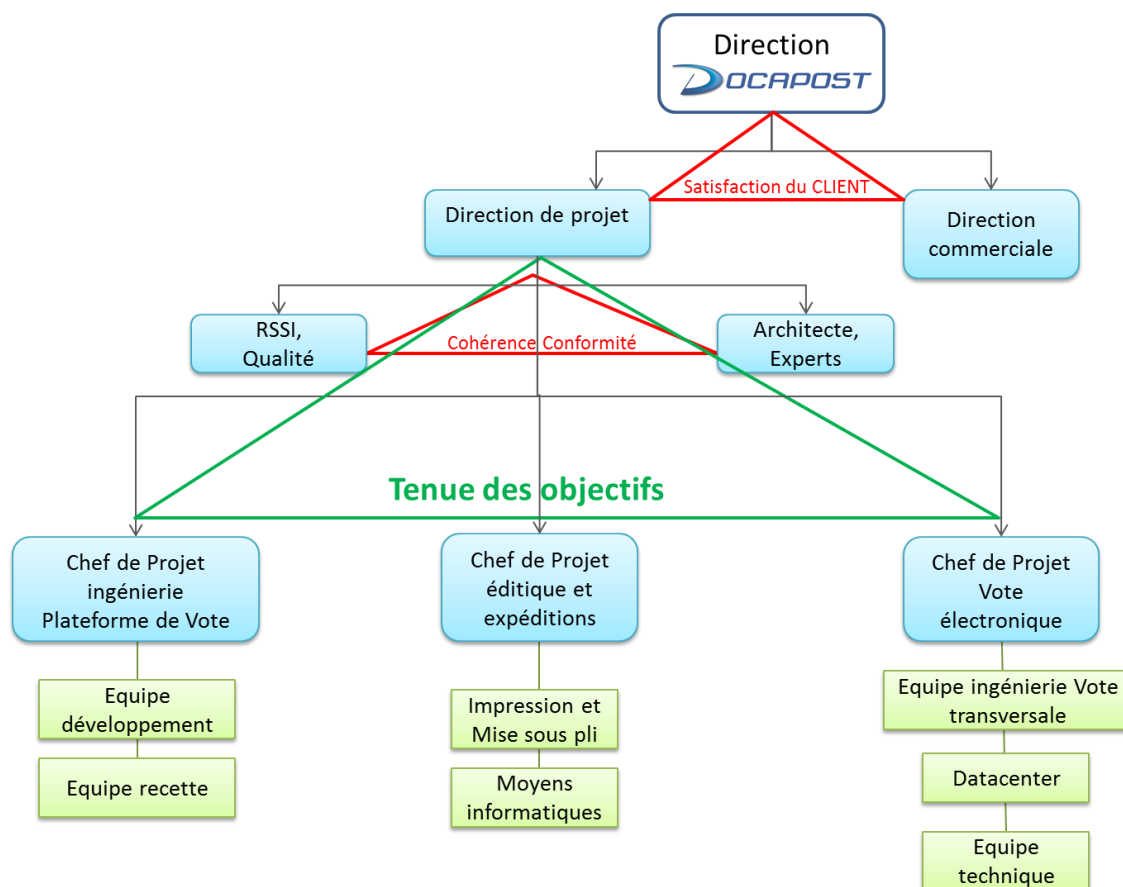
- Les frontaux de communication, VM « Front », gèrent la redirection des requêtes pour le site de vote et de supervision.
- Le site de vote est une application Web, déployé sur un serveur Tomcat, déployé sur deux VM « app », permettant de répartir la charge.
- Le site de supervision est une application Web, déployé sur un serveur Tomcat et déployé sur la VM « admin ».
- La base de données « Urne » est hébergée par la VM « urne » alors que la base de données « liste » est hébergée par la VM « liste », elles sont sauvegardées (Dataguard) pendant toute la durée du processus de vote.
- Les traitements batch sont hébergés et gérés par la VM « daemon ».
- Le « Local Traffic Manager » (LTM), qui embarque les fonctions de « **reverse proxy** » et de « **load balancer** » dirige les flux entrants.



En cas de panne (matériel ou réseau), les VM de secours des sites de vote et de supervision seront démarrées. Ensuite, le LTM redirigera les flux entrants sur les frontaux de secours qui seront alors configurés pour accéder aux sites de vote et de supervision de secours. Les VM « urne » et « liste » étant répliquées en permanence, elles sont à tous instants opérationnels.

Les bases de données sont sauvegardées tous les jours : une sauvegarde incrémentale en semaine et une sauvegarde complète le dimanche.

A l'issue du vote, l'univers de vote est conservé dans son ensemble (toutes les VM et leur données) et peut-être remise en ligne sur demande jusqu'à la fin de la durée légale de conservation.



Direction générale:

Olivier VALLET, Président

Direction Commerciale:

Xavier MONMARCHE, Directeur Commercial

Direction de projet :

Martin IMBERT : Directeur BU Ressources Humaines

Jean Yves KERNAUL, Directeur des opérations

RSSI, Qualité Architecture:

Nicolas ESTIENNE, Responsable Ingénierie eVote / Responsable Gestion de Service DASRH

Chef de projet ingénierie:

Benjamin ALEZRA, Directeur de projet Ingénierie

CERTIFICAT D'EXPERTISE

Le système de vote électronique par Internet « jevoteenligne.com » réalisé et mis en oeuvre par Docapost, dans ses versions 7.3.1 et exploité conformément aux documents de référence de la version audité, a été expertisé au regard de :

- Sa conformité au décret n°2007-602 du 25 avril 2007 relatif aux conditions et aux modalités de vote par voie électronique pour l'élection des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise.
- Sa conformité à l'arrêté du 25 avril 2007 pris en application du décret n°2007(602 du 25 avril 2007 relatif aux conditions et aux modalités de vote par voie électronique pour l'élection des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise.
- Sa conformité au décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat.
- au décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale.
- au décret n° 2016-453 du 12 avril 2016 relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel.
- au décret n° 2017-1560 du 14 novembre 2017 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique hospitalière.
- Sa conformité aux lois et décrets en vigueur et aux recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés délibération n°2010-371 du 21 octobre 2010 relative à la sécurité des systèmes de vote électronique).

Nous affirmons en tant qu'expert en systèmes d'information qu'à notre connaissance, en fonction des éléments qui nous ont été transmis et communiqués (sous réserve que ces éléments soient sincères et véritables) et de l'expertise effectuée que le système de vote électronique prévu par la société Docapost dans ses versions 7.3.1 du 30 janvier 2018 :

- Est conforme aux dispositions légales et réglementaires pré-cités.
- Répond raisonnablement aux critères minimaux de sécurité que l'on peut attendre d'une telle application.

Ce rapport ne préjuge pas de la conformité de l'organisation mise en place et de l'utilisation effective de la solution lors d'un scrutin.

Pour faire et valoir ce que de droit

Fait à Paris, le 6 février 2018

Christian MEHL
Expert indépendant



F 04 - GARANTIES D'EMPRUNT JUILLET 2018

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 36 000 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 72 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°76406.

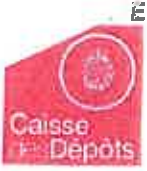
Ce prêt est destiné au financement d'un prêt complémentaire ayant permis l'acquisition en VEFA de 24 logements Résidence Jules César à Gien en 2009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.



Exemplaire à conserver

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 76406

Entre

SA HLM VALLOGIS (45) - n° 000262892

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

REFERENCE A RAPPELER
A CHAQUE ENVOI:

N° file dossier : 01 052455

(indiqué dans le courrier d'envoi du contrat)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

1/21

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM VALLOGIS (45), SIREN n°: 086180387, sis(e) 24 RUE DU POT DE FER BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SA HLM VALLOGIS (45) » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAY - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

2/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 648 - GIEN Résidence J. César, Parc social public, Acquisition en VEFA de 24 logements situés rue Jules César 45500 GIEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de soixante-douze mille euros (72 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de soixante-douze mille euros (72 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél. 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

4/21



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés]; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Handwritten initials: RW and SN

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 52 47 62
centro-val-de-loire@caissedesdepots.fr 6/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **27/06/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie conforme et exécutoire de la Commune de Gien
 - Garantie conforme et exécutoire du Conseil départemental du Loiret

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
 - soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
 - soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prêts.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45055 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 3/21

PROCEC PRÉCISÉ V1 0.2, page 02/1
 Contrat en prêt n° 70425, Emprunteur n° CA12/2008



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11. CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

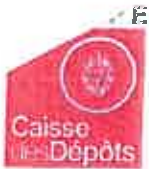
Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 12/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des révisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

14/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE GIEN (45)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00

Les Garantis du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

17/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Échéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévotion du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - o dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - o la(les) Garantie(e) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des Dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
contre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

18/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

19/21



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45050 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

20/21

GR O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 11 avril 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Homme
Nom / Prénom : VAREILLES Philippe
Qualité : Directeur général,
Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 04 AVR. 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Sylvie Mosnier
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Vallogis
Valloire Habitat
Groupe Actiortogement
24 rue du Pot de Fer - BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1
SA au capital de 20 951 613 € - 058 180 487 RCS ORLEANS

Vallogis
Valloire Habitat
Groupe Actiortogement


Pour VALLOGIS
Le Directeur Général
Philippe VAREILLES

Cachet et Signature :

 **Sylvie Mosnier**
Directrice territoriale

PR0000-EP0000-V2.5.2 page 21/21
Centre de prêt n° 76400 Emprunteur n° 000262832

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/21

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 27/03/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 76406 / N° de la Ligne du Prêt : 5221244
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLUS

Capital prêté : 72 000 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéances (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	27/03/2019	1,35	3 262,42	2 290,42	972,00	0,00	69 709,58	0,00
2	27/03/2020	1,35	3 197,17	2 256,09	941,08	0,00	67 453,49	0,00
3	27/03/2021	1,35	3 133,23	2 222,61	910,62	0,00	65 230,88	0,00
4	27/03/2022	1,35	3 070,56	2 189,94	880,62	0,00	63 040,94	0,00
5	27/03/2023	1,35	3 009,15	2 158,10	851,05	0,00	60 882,84	0,00
6	27/03/2024	1,35	2 948,97	2 127,05	821,92	0,00	58 755,79	0,00
7	27/03/2025	1,35	2 889,99	2 096,79	793,20	0,00	56 659,00	0,00
8	27/03/2026	1,35	2 832,19	2 067,29	764,90	0,00	54 591,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 27/03/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	27/03/2027	1,35	2 775,54	2 038,55	736,99	0,00	52 553,16	0,00
10	27/03/2028	1,35	2 720,03	2 010,56	709,47	0,00	50 542,60	0,00
11	27/03/2029	1,35	2 665,63	1 983,30	682,33	0,00	48 559,30	0,00
12	27/03/2030	1,35	2 612,32	1 956,77	655,55	0,00	46 602,53	0,00
13	27/03/2031	1,35	2 560,07	1 930,94	629,13	0,00	44 671,59	0,00
14	27/03/2032	1,35	2 508,87	1 905,80	603,07	0,00	42 765,79	0,00
15	27/03/2033	1,35	2 458,70	1 881,36	577,34	0,00	40 884,43	0,00
16	27/03/2034	1,35	2 409,52	1 857,58	551,94	0,00	39 026,85	0,00
17	27/03/2035	1,35	2 361,33	1 834,47	526,86	0,00	37 192,38	0,00
18	27/03/2036	1,35	2 314,10	1 812,00	502,10	0,00	35 380,38	0,00
19	27/03/2037	1,35	2 267,82	1 790,18	477,64	0,00	33 590,20	0,00
20	27/03/2038	1,35	2 222,47	1 769,00	453,47	0,00	31 821,20	0,00
21	27/03/2039	1,35	2 176,02	1 748,43	429,59	0,00	30 072,77	0,00
22	27/03/2040	1,35	2 130,46	1 728,48	405,98	0,00	28 344,29	0,00
23	27/03/2041	1,35	2 084,77	1 709,12	382,65	0,00	26 635,17	0,00
24	27/03/2042	1,35	2 049,93	1 690,36	359,57	0,00	24 944,81	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 27/03/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	27/03/2043	1,35	2 008,93	1 672,18	336,75	0,00	23 272,63	0,00
26	27/03/2044	1,35	1 968,75	1 654,57	314,18	0,00	21 618,06	0,00
27	27/03/2045	1,35	1 929,38	1 637,54	291,84	0,00	19 980,52	0,00
28	27/03/2046	1,35	1 890,79	1 621,05	269,74	0,00	18 359,47	0,00
29	27/03/2047	1,35	1 852,98	1 605,13	247,85	0,00	16 754,34	0,00
30	27/03/2048	1,35	1 815,92	1 589,74	226,18	0,00	15 164,60	0,00
31	27/03/2049	1,35	1 779,60	1 574,88	204,72	0,00	13 589,72	0,00
32	27/03/2050	1,35	1 744,01	1 560,55	183,46	0,00	12 029,17	0,00
33	27/03/2051	1,35	1 709,13	1 546,74	162,39	0,00	10 482,43	0,00
34	27/03/2052	1,35	1 674,94	1 533,43	141,51	0,00	8 949,00	0,00
35	27/03/2053	1,35	1 641,44	1 520,63	120,81	0,00	7 428,37	0,00
36	27/03/2054	1,35	1 608,62	1 508,34	100,28	0,00	5 920,03	0,00
37	27/03/2055	1,35	1 576,44	1 496,52	79,92	0,00	4 423,51	0,00
38	27/03/2056	1,35	1 544,91	1 485,19	59,72	0,00	2 938,32	0,00
39	27/03/2057	1,35	1 514,02	1 474,35	39,67	0,00	1 463,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 27/03/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital à après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	27/03/2058	1,35	1 483,73	1 463,97	18,76	0,00	0,00	0,00
Total			50 417,85	72 000,00	18 417,85	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Délibération multiple n°2

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 1 209 000 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 418 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°77111.

Ce prêt est destiné à la construction de 21 logements situés « Zac des Arpents » à Venneçy.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

GR O U P E



Exemplaire à retourner

www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 77111

Entre

SA HLM VALLOGIS (45) - n° 000262892

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

REFERENCE A RAPPELER
A CHAQUE ENVOI:

N° de dossier : *U.065419*

(indique dans le courrier d'envoi du contrat)

Paraphes

[Signature] *[Signature]*

GRUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM VALLOGIS (45), SIREN n°: 086180387, sis(e) 24 RUE DU POT DE FER BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SA HLM VALLOGIS (45)** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RÉTARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 3597 VENNECY - les cinqs Arpents, Parc social public, Acquisition en VEFA de 21 logements situés Rue de Chantenon 45760 VENNECY.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-dix-huit mille euros (2 418 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-trente-sept mille euros (237 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille euros (94 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-soixante-quinze mille euros (1 575 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-douze mille euros (512 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes




ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/07/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie de la commune de Vennecy à 50 %
 - Garantie du Conseil Départemental du Loiret pour 50 %

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5238025	5238022	5238023	5238024
Montant de la Ligne du Prêt	237 000 €	94 000 €	1 575 000 €	512 000 €
Commission d'Instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	- 2 %	- 2 %	- 2 %	- 2 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

• Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

12/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE VENNECY (45)	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

16/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél. 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

18/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

20/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

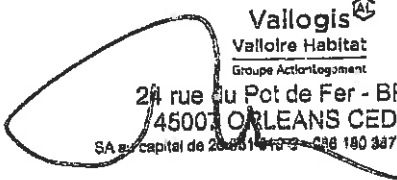
ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 avril 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : Philippe VAREILLES
Qualité : Directeur général
Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 24 AVR. 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Sylvie Mosnier
Qualité : Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

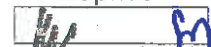
Cachet et Signature :


Vallogis^{AL}
Valloire Habitat
Groupe ActionLogement
24 rue du Pot de Fer - BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1
SA au capital de 20 000 000 € - 436 180 337 RCS ORLEANS
Vallogis^{AL}
Valloire Habitat
Groupe ActionLogement
Pour VALLOGIS
Le Directeur Général
Philippe VAREILLES

Cachet et Signature :


Sylvie Mosnier
Directrice territoriale

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

22/22

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
N° du Contrat de Prêt : 77111 / N° de la Ligne du Prêt : 5238023
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 575 000 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/04/2019	1,35	21 262,50	0,00	21 262,50	0,00	1 575 000,00	0,00
2	18/04/2020	1,35	21 262,50	0,00	21 262,50	0,00	1 575 000,00	0,00
3	18/04/2021	1,35	73 159,02	51 896,52	21 262,50	0,00	1 523 103,48	0,00
4	18/04/2022	1,35	71 695,84	51 133,94	20 561,90	0,00	1 471 969,54	0,00
5	18/04/2023	1,35	70 261,93	50 390,34	19 871,59	0,00	1 421 579,20	0,00
6	18/04/2024	1,35	68 856,69	49 665,37	19 191,32	0,00	1 371 913,83	0,00
7	18/04/2025	1,35	67 479,55	48 956,71	18 520,84	0,00	1 322 955,12	0,00
8	18/04/2026	1,35	66 129,96	48 270,07	17 859,89	0,00	1 274 685,05	0,00
9	18/04/2027	1,35	64 807,36	47 599,11	17 208,25	0,00	1 227 085,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/04/2028	1,35	63 511,22	46 945,56	16 565,66	0,00	1 180 140,38	0,00
11	18/04/2029	1,35	62 240,99	46 309,09	15 931,90	0,00	1 133 831,29	0,00
12	18/04/2030	1,35	60 996,17	45 689,45	15 306,72	0,00	1 088 141,84	0,00
13	18/04/2031	1,35	59 776,25	45 086,34	14 689,91	0,00	1 043 055,50	0,00
14	18/04/2032	1,35	58 580,72	44 499,47	14 081,25	0,00	998 556,03	0,00
15	18/04/2033	1,35	57 409,11	43 928,60	13 480,51	0,00	954 627,43	0,00
16	18/04/2034	1,35	56 260,93	43 373,46	12 887,47	0,00	911 253,97	0,00
17	18/04/2035	1,35	55 135,71	42 833,78	12 301,93	0,00	868 420,19	0,00
18	18/04/2036	1,35	54 032,99	42 309,32	11 723,67	0,00	826 110,87	0,00
19	18/04/2037	1,35	52 952,33	41 799,83	11 152,50	0,00	784 311,04	0,00
20	18/04/2038	1,35	51 893,29	41 305,09	10 588,20	0,00	743 005,95	0,00
21	18/04/2039	1,35	50 855,42	40 824,84	10 030,58	0,00	702 181,11	0,00
22	18/04/2040	1,35	49 838,31	40 358,87	9 479,44	0,00	661 822,24	0,00
23	18/04/2041	1,35	48 841,55	39 906,95	8 934,60	0,00	621 915,29	0,00
24	18/04/2042	1,35	47 864,72	39 468,86	8 395,86	0,00	582 446,43	0,00
25	18/04/2043	1,35	46 907,42	39 044,39	7 863,03	0,00	543 402,04	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital d0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/04/2044	1,35	45 969,27	38 633,34	7 335,93	0,00	504 768,70	0,00
27	18/04/2045	1,35	45 049,89	38 235,51	6 814,38	0,00	466 533,19	0,00
28	18/04/2046	1,35	44 148,89	37 850,69	6 298,20	0,00	428 682,50	0,00
29	18/04/2047	1,35	43 265,91	37 478,70	5 787,21	0,00	391 203,80	0,00
30	18/04/2048	1,35	42 400,59	37 119,34	5 281,25	0,00	354 084,46	0,00
31	18/04/2049	1,35	41 552,58	36 772,44	4 780,14	0,00	317 312,02	0,00
32	18/04/2050	1,35	40 721,53	36 437,82	4 283,71	0,00	280 874,20	0,00
33	18/04/2051	1,35	39 907,10	36 115,30	3 791,80	0,00	244 758,90	0,00
34	18/04/2052	1,35	39 108,96	35 804,71	3 304,25	0,00	208 954,19	0,00
35	18/04/2053	1,35	38 326,78	35 505,90	2 820,88	0,00	173 448,29	0,00
36	18/04/2054	1,35	37 560,24	35 218,69	2 341,55	0,00	138 229,60	0,00
37	18/04/2055	1,35	36 809,04	34 942,94	1 866,10	0,00	103 286,66	0,00
38	18/04/2056	1,35	36 072,86	34 678,49	1 394,37	0,00	68 608,17	0,00
39	18/04/2057	1,35	35 351,40	34 425,19	926,21	0,00	34 182,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/04/2058	1,35	34 644,45	34 182,98	461,47	0,00	0,00	0,00
Total			2 002 901,97	1 575 000,00	427 901,97	0,00	0,00	0,00

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	18/04/2060	0,55	1 538,48	1 469,99	68,49	0,00	10 983,35	0,00
43	18/04/2061	0,55	1 507,71	1 447,30	60,41	0,00	9 536,05	0,00
44	18/04/2062	0,55	1 477,56	1 425,11	52,45	0,00	8 110,94	0,00
45	18/04/2063	0,55	1 448,01	1 403,40	44,61	0,00	6 707,54	0,00
46	18/04/2064	0,55	1 419,05	1 382,16	36,89	0,00	5 325,38	0,00
47	18/04/2065	0,55	1 390,67	1 361,38	29,29	0,00	3 964,00	0,00
48	18/04/2066	0,55	1 362,85	1 341,05	21,80	0,00	2 622,95	0,00
49	18/04/2067	0,55	1 335,60	1 321,17	14,43	0,00	1 301,78	0,00
50	18/04/2068	0,55	1 308,94	1 301,78	7,16	0,00	0,00	0,00
Total				106 038,55	94 000,00	12 038,55		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/04/2044	0,55	2 125,57	1 908,32	217,25	0,00	37 590,79	0,00
27	18/04/2045	0,55	2 083,06	1 876,31	206,75	0,00	35 714,48	0,00
28	18/04/2046	0,55	2 041,40	1 844,97	196,43	0,00	33 869,51	0,00
29	18/04/2047	0,55	2 000,57	1 814,29	186,28	0,00	32 055,22	0,00
30	18/04/2048	0,55	1 960,56	1 784,26	176,30	0,00	30 270,96	0,00
31	18/04/2049	0,55	1 921,35	1 754,86	166,49	0,00	28 516,10	0,00
32	18/04/2050	0,55	1 882,92	1 726,08	156,84	0,00	26 790,02	0,00
33	18/04/2051	0,55	1 845,26	1 697,91	147,35	0,00	25 092,11	0,00
34	18/04/2052	0,55	1 808,36	1 670,35	138,01	0,00	23 421,76	0,00
35	18/04/2053	0,55	1 772,19	1 643,37	128,82	0,00	21 778,39	0,00
36	18/04/2054	0,55	1 736,75	1 616,97	119,78	0,00	20 161,42	0,00
37	18/04/2055	0,55	1 702,01	1 591,12	110,89	0,00	18 570,30	0,00
38	18/04/2056	0,55	1 667,97	1 565,83	102,14	0,00	17 004,47	0,00
39	18/04/2057	0,55	1 634,61	1 541,09	93,52	0,00	15 463,38	0,00
40	18/04/2058	0,55	1 601,92	1 516,87	85,05	0,00	13 946,51	0,00
41	18/04/2059	0,55	1 569,88	1 493,17	76,71	0,00	12 453,34	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/04/2028	0,55	2 936,69	2 524,23	412,46	0,00	72 468,31	0,00
11	18/04/2029	0,55	2 877,96	2 479,38	398,58	0,00	69 988,93	0,00
12	18/04/2030	0,55	2 820,40	2 436,46	384,94	0,00	67 553,47	0,00
13	18/04/2031	0,55	2 763,99	2 392,45	371,54	0,00	65 161,02	0,00
14	18/04/2032	0,55	2 708,71	2 350,32	358,39	0,00	62 810,70	0,00
15	18/04/2033	0,55	2 654,54	2 309,08	345,46	0,00	60 501,62	0,00
16	18/04/2034	0,55	2 601,45	2 268,69	332,76	0,00	58 232,93	0,00
17	18/04/2035	0,55	2 549,42	2 229,14	320,28	0,00	56 003,79	0,00
18	18/04/2036	0,55	2 498,43	2 190,41	308,02	0,00	53 813,38	0,00
19	18/04/2037	0,55	2 448,46	2 152,49	295,97	0,00	51 660,89	0,00
20	18/04/2038	0,55	2 399,49	2 115,36	284,13	0,00	49 545,53	0,00
21	18/04/2039	0,55	2 351,50	2 079,00	272,50	0,00	47 466,53	0,00
22	18/04/2040	0,55	2 304,47	2 043,40	261,07	0,00	45 423,13	0,00
23	18/04/2041	0,55	2 258,38	2 008,55	249,83	0,00	43 414,58	0,00
24	18/04/2042	0,55	2 213,22	1 974,44	238,78	0,00	41 440,14	0,00
25	18/04/2043	0,55	2 168,95	1 941,03	227,92	0,00	39 499,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
N° du Contrat de Prêt : 77111 / N° de la Ligne du Prêt : 5238022
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 94 000 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/04/2019	0,55	517,00	0,00	517,00	0,00	94 000,00	0,00
2	18/04/2020	0,55	517,00	0,00	517,00	0,00	94 000,00	0,00
3	18/04/2021	0,55	3 382,80	2 865,80	517,00	0,00	91 134,20	0,00
4	18/04/2022	0,55	3 315,14	2 813,90	501,24	0,00	88 320,30	0,00
5	18/04/2023	0,55	3 248,84	2 763,08	485,76	0,00	85 557,22	0,00
6	18/04/2024	0,55	3 183,86	2 713,30	470,56	0,00	82 843,92	0,00
7	18/04/2025	0,55	3 120,19	2 664,55	455,64	0,00	80 179,37	0,00
8	18/04/2026	0,55	3 057,78	2 616,79	440,99	0,00	77 562,58	0,00
9	18/04/2027	0,55	2 996,63	2 570,04	426,59	0,00	74 992,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/04/2058	0,55	4 592,02	4 566,90	25,12	0,00	0,00	0,00
Total			262 448,97	237 000,00	25 448,97	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/04/2043	0,55	6 217,43	5 765,49	451,94	0,00	76 405,72	0,00
26	18/04/2044	0,55	6 093,09	5 672,86	420,23	0,00	70 732,86	0,00
27	18/04/2045	0,55	5 971,22	5 582,19	389,03	0,00	65 150,67	0,00
28	18/04/2046	0,55	5 851,80	5 493,47	358,33	0,00	59 657,20	0,00
29	18/04/2047	0,55	5 734,76	5 406,65	328,11	0,00	54 250,55	0,00
30	18/04/2048	0,55	5 620,07	5 321,69	298,38	0,00	48 928,86	0,00
31	18/04/2049	0,55	5 507,67	5 238,56	269,11	0,00	43 690,30	0,00
32	18/04/2050	0,55	5 397,51	5 157,21	240,30	0,00	38 533,09	0,00
33	18/04/2051	0,55	5 289,56	5 077,63	211,93	0,00	33 455,46	0,00
34	18/04/2052	0,55	5 183,77	4 999,76	184,01	0,00	28 455,70	0,00
35	18/04/2053	0,55	5 080,10	4 923,59	156,51	0,00	23 532,11	0,00
36	18/04/2054	0,55	4 978,50	4 849,07	129,43	0,00	18 683,04	0,00
37	18/04/2055	0,55	4 878,93	4 776,17	102,76	0,00	13 906,87	0,00
38	18/04/2056	0,55	4 781,35	4 704,86	76,49	0,00	9 202,01	0,00
39	18/04/2057	0,55	4 685,72	4 635,11	50,61	0,00	4 566,90	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/04/2027	0,55	8 590,02	7 551,65	1 038,37	0,00	181 243,56	0,00
10	18/04/2028	0,55	8 418,22	7 421,38	996,84	0,00	173 822,18	0,00
11	18/04/2029	0,55	8 249,85	7 293,83	956,02	0,00	166 528,35	0,00
12	18/04/2030	0,55	8 084,86	7 168,95	915,91	0,00	159 359,40	0,00
13	18/04/2031	0,55	7 923,16	7 046,68	876,48	0,00	152 312,72	0,00
14	18/04/2032	0,55	7 764,70	6 926,98	837,72	0,00	145 385,74	0,00
15	18/04/2033	0,55	7 609,40	6 809,78	799,62	0,00	138 575,96	0,00
16	18/04/2034	0,55	7 457,21	6 695,04	762,17	0,00	131 880,92	0,00
17	18/04/2035	0,55	7 308,07	6 582,72	725,35	0,00	125 298,20	0,00
18	18/04/2036	0,55	7 161,91	6 472,77	689,14	0,00	118 825,43	0,00
19	18/04/2037	0,55	7 018,67	6 365,13	653,54	0,00	112 460,30	0,00
20	18/04/2038	0,55	6 878,30	6 259,77	618,53	0,00	106 200,53	0,00
21	18/04/2039	0,55	6 740,73	6 156,63	584,10	0,00	100 043,90	0,00
22	18/04/2040	0,55	6 605,92	6 055,68	550,24	0,00	93 988,22	0,00
23	18/04/2041	0,55	6 473,80	5 956,86	516,94	0,00	88 031,36	0,00
24	18/04/2042	0,55	6 344,32	5 860,15	484,17	0,00	82 171,21	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77111 / N° de la Ligne du Prêt : 5238025
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLA

Capital prêté : 237 000 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Échéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/04/2019	0,55	1 303,50	0,00	1 303,50	0,00	237 000,00	0,00
2	18/04/2020	0,55	1 303,50	0,00	1 303,50	0,00	237 000,00	0,00
3	18/04/2021	0,55	9 697,00	8 393,50	1 303,50	0,00	228 606,50	0,00
4	18/04/2022	0,55	9 503,06	8 245,72	1 257,34	0,00	220 360,78	0,00
5	18/04/2023	0,55	9 313,00	8 101,02	1 211,98	0,00	212 259,76	0,00
6	18/04/2024	0,55	9 126,74	7 959,31	1 167,43	0,00	204 300,45	0,00
7	18/04/2025	0,55	8 944,21	7 820,56	1 123,65	0,00	196 479,89	0,00
8	18/04/2026	0,55	8 765,32	7 684,68	1 080,64	0,00	188 795,21	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	18/04/2060	1,35	9 741,22	8 716,49	1 024,73	0,00	67 189,39	0,00
43	18/04/2061	1,35	9 546,39	8 639,33	907,06	0,00	58 550,06	0,00
44	18/04/2062	1,35	9 355,46	8 565,03	790,43	0,00	49 985,03	0,00
45	18/04/2063	1,35	9 168,35	8 493,55	674,80	0,00	41 491,48	0,00
46	18/04/2064	1,35	8 984,99	8 424,86	560,13	0,00	33 066,62	0,00
47	18/04/2065	1,35	8 805,29	8 358,89	446,40	0,00	24 707,73	0,00
48	18/04/2066	1,35	8 629,18	8 295,63	333,55	0,00	16 412,10	0,00
49	18/04/2067	1,35	8 456,60	8 235,04	221,56	0,00	8 177,06	0,00
50	18/04/2068	1,35	8 287,45	8 177,06	110,39	0,00	0,00	0,00
Total				678 680,82	512 000,00	166 680,82		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/04/2044	1,35	13 458,48	10 375,60	3 082,88	0,00	217 985,93	0,00
27	18/04/2045	1,35	13 189,31	10 246,50	2 942,81	0,00	207 739,43	0,00
28	18/04/2046	1,35	12 925,52	10 121,04	2 804,48	0,00	197 618,39	0,00
29	18/04/2047	1,35	12 667,01	9 999,16	2 667,85	0,00	187 619,23	0,00
30	18/04/2048	1,35	12 413,67	9 880,81	2 532,86	0,00	177 738,42	0,00
31	18/04/2049	1,35	12 165,40	9 765,93	2 399,47	0,00	167 972,49	0,00
32	18/04/2050	1,35	11 922,09	9 654,46	2 267,63	0,00	158 318,03	0,00
33	18/04/2051	1,35	11 683,65	9 546,36	2 137,29	0,00	148 771,67	0,00
34	18/04/2052	1,35	11 449,98	9 441,56	2 008,42	0,00	139 330,11	0,00
35	18/04/2053	1,35	11 220,98	9 340,02	1 880,96	0,00	129 990,09	0,00
36	18/04/2054	1,35	10 996,56	9 241,69	1 754,87	0,00	120 748,40	0,00
37	18/04/2055	1,35	10 776,63	9 146,53	1 630,10	0,00	111 601,87	0,00
38	18/04/2056	1,35	10 561,09	9 054,46	1 506,63	0,00	102 547,41	0,00
39	18/04/2057	1,35	10 349,87	8 965,48	1 384,39	0,00	93 581,93	0,00
40	18/04/2058	1,35	10 142,87	8 879,51	1 263,36	0,00	84 702,42	0,00
41	18/04/2059	1,35	9 940,02	8 796,54	1 143,48	0,00	75 905,88	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/04/2028	1,35	18 594,25	12 989,74	5 604,51	0,00	402 158,90	0,00
11	18/04/2029	1,35	18 222,37	12 793,22	5 429,15	0,00	389 365,68	0,00
12	18/04/2030	1,35	17 857,92	12 601,48	5 256,44	0,00	376 764,20	0,00
13	18/04/2031	1,35	17 500,76	12 414,44	5 086,32	0,00	364 349,76	0,00
14	18/04/2032	1,35	17 150,75	12 232,03	4 918,72	0,00	352 117,73	0,00
15	18/04/2033	1,35	16 807,73	12 054,14	4 753,59	0,00	340 063,59	0,00
16	18/04/2034	1,35	16 471,58	11 880,72	4 590,86	0,00	328 182,87	0,00
17	18/04/2035	1,35	16 142,15	11 711,68	4 430,47	0,00	316 471,19	0,00
18	18/04/2036	1,35	15 819,30	11 546,94	4 272,36	0,00	304 924,25	0,00
19	18/04/2037	1,35	15 502,92	11 386,44	4 116,48	0,00	293 537,81	0,00
20	18/04/2038	1,35	15 192,86	11 230,10	3 962,76	0,00	282 307,71	0,00
21	18/04/2039	1,35	14 889,00	11 077,85	3 811,15	0,00	271 229,86	0,00
22	18/04/2040	1,35	14 591,22	10 929,62	3 661,60	0,00	260 300,24	0,00
23	18/04/2041	1,35	14 299,40	10 785,35	3 514,05	0,00	249 514,89	0,00
24	18/04/2042	1,35	14 013,41	10 644,96	3 368,45	0,00	238 869,93	0,00
25	18/04/2043	1,35	13 733,14	10 508,40	3 224,74	0,00	228 361,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 18/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
N° du Contrat de Prêt : 77111 / N° de la Ligne du Prêt : 5238024
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 512 000 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/04/2019	1,35	6 912,00	0,00	6 912,00	0,00	512 000,00	0,00
2	18/04/2020	1,35	6 912,00	0,00	6 912,00	0,00	512 000,00	0,00
3	18/04/2021	1,35	21 418,85	14 506,85	6 912,00	0,00	497 493,15	0,00
4	18/04/2022	1,35	20 990,48	14 274,32	6 716,16	0,00	483 218,83	0,00
5	18/04/2023	1,35	20 570,67	14 047,22	6 523,45	0,00	469 171,61	0,00
6	18/04/2024	1,35	20 159,25	13 825,43	6 333,82	0,00	455 346,18	0,00
7	18/04/2025	1,35	19 756,07	13 608,90	6 147,17	0,00	441 737,28	0,00
8	18/04/2026	1,35	19 360,95	13 397,50	5 963,45	0,00	428 339,78	0,00
9	18/04/2027	1,35	18 973,73	13 191,14	5 782,59	0,00	415 148,64	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Délibération multiple n°3

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 284 500 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 569 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°77132.

Ce prêt est destiné à la construction de 4 logements situés « Le clos du champs de Valogne » rue des chasseurs à Cepoy.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Exemplaire à conserver

www.grouppcaissedesdepots.fr

GRUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 77132

Entre

SA HLM VALLOGIS (45) - n° 000262892

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

REFEREANCE A RAPPELER
A CHAQUE ENVOI

N° de dossier: 14065251

(indiqué dans le courrier d'envoi du contrat)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél: 02 38 79 18 00 - Télécopie: 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

1/22

GRUPE



www.grupocaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM VALLOGIS (45), SIREN n°: 086180387, sis(e) 24 RUE DU POT DE FER BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SA HLM VALLOGIS (45) » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

2/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

3/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 3629 - CEPOY "Le Clos du Champ de Valogne", Parc social public, Construction de 4 logements situés rue des Chasseurs 45120 CEPOY.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-soixante-neuf mille euros (569 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-trois mille euros (103 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-vingt-cinq mille euros (325 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-six mille euros (106 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.


ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 82
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 4/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 16 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

6/22

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

7/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 18/07/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie de l'Agglomération Montargoise pour 50 %
 - Garantie du Conseil Départemental du Loiret pour 50 %

Paraphes

W M

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

8/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

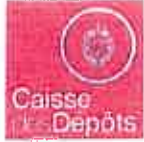
Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

9/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLA	PLA foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5237618	5237615	5237616	5237617
Montant de la Ligne du Prêt	103 000 €	35 000 €	325 000 €	106 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TÉC de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	- 2 %	- 2 %	- 2 %	- 2 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Les taux indiqués ci-dessus ne sont pas susceptibles de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRODUIT FINANCIER N° 02, page 10/22
 Contrat de prêt n° 77152, structurel n° 07166292

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 82 47 82
 centra-val-de-loire@caissedesdepots.fr 10/22



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLÉANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

11/22



**ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

• Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + i)^{\text{base de calcul}} - 1]$$

Le base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

13/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

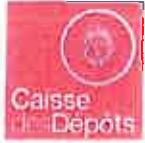
- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

14/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE AGGLOMERATION MONTARGOISE RIVES DU LOING (45)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 16/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 82 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

17/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

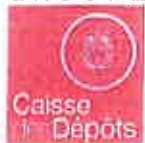
- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

18/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :


- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes





ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 13 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

20/22

GR O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes



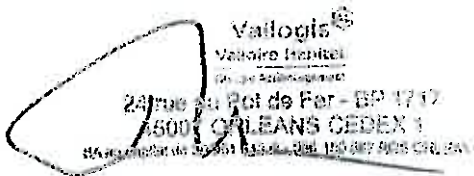
ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 avril 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Homme
Nom / Prénom : Philippe VAREILLES
Qualité : Directeur général
Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 24 AVR. 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom :
Qualité : Sylvie Mosnier
Directrice territoriale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Vallogis
Valloire Habitat
Service Habitaement
24 rue du Roi de Fer - BP 1717
45001 ORLEANS CEDEX 1
N° de registre de commerce 320 150 817 808 ORL (FR)

Pour VALLOGIS
Le Directeur Général
Philippe VAREILLES

Cachet et Signature :



**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77132 / N° de la Ligne du Prêt : 5237618
 Opération : Construction
 Produit : PLAI

Capital prêté : 103 000 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	0,55	566,50	0,00	566,50	0,00	103 000,00	0,00
2	19/04/2020	0,55	566,50	0,00	566,50	0,00	103 000,00	0,00
3	19/04/2021	0,55	4 214,31	3 647,81	566,50	0,00	99 352,19	0,00
4	19/04/2022	0,55	4 130,02	3 583,68	546,44	0,00	95 768,61	0,00
5	19/04/2023	0,55	4 047,42	3 520,69	526,73	0,00	92 247,92	0,00
6	19/04/2024	0,55	3 966,47	3 459,11	507,36	0,00	88 788,81	0,00
7	19/04/2025	0,55	3 887,15	3 398,81	488,34	0,00	85 390,00	0,00
8	19/04/2026	0,55	3 809,40	3 339,76	469,64	0,00	82 050,24	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Montants (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/04/2027	0,55	3 733,21	3 281,93	451,28	0,00	78 768,31	0,00
10	19/04/2028	0,55	3 658,55	3 225,32	433,23	0,00	75 542,99	0,00
11	19/04/2029	0,55	3 585,38	3 169,89	415,49	0,00	72 373,10	0,00
12	19/04/2030	0,55	3 513,67	3 115,62	398,05	0,00	69 257,48	0,00
13	19/04/2031	0,55	3 443,40	3 062,48	380,92	0,00	66 195,00	0,00
14	19/04/2032	0,55	3 374,53	3 010,46	364,07	0,00	63 184,54	0,00
15	19/04/2033	0,55	3 307,04	2 959,53	347,51	0,00	60 225,01	0,00
16	19/04/2034	0,55	3 240,90	2 909,66	331,24	0,00	57 315,35	0,00
17	19/04/2035	0,55	3 176,08	2 860,85	315,23	0,00	54 454,50	0,00
18	19/04/2036	0,55	3 112,56	2 813,06	299,50	0,00	51 641,44	0,00
19	19/04/2037	0,55	3 050,31	2 766,28	284,03	0,00	48 875,16	0,00
20	19/04/2038	0,55	2 989,30	2 720,49	268,81	0,00	46 154,67	0,00
21	19/04/2039	0,55	2 929,52	2 675,67	253,85	0,00	43 479,00	0,00
22	19/04/2040	0,55	2 870,93	2 631,80	239,13	0,00	40 847,20	0,00
23	19/04/2041	0,55	2 813,51	2 588,85	224,66	0,00	38 258,35	0,00
24	19/04/2042	0,55	2 757,24	2 546,82	210,42	0,00	35 711,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates provisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital c0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/04/2043	0,55	2 702,09	2 505,68	196,41	0,00	33 205,85	0,00
26	19/04/2044	0,55	2 648,05	2 465,42	182,63	0,00	30 740,43	0,00
27	19/04/2045	0,55	2 595,09	2 426,02	169,07	0,00	28 314,41	0,00
28	19/04/2046	0,55	2 543,19	2 387,46	155,73	0,00	25 926,95	0,00
29	19/04/2047	0,55	2 492,32	2 349,72	142,60	0,00	23 577,23	0,00
30	19/04/2048	0,55	2 442,48	2 312,81	129,67	0,00	21 264,42	0,00
31	19/04/2049	0,55	2 393,63	2 276,68	116,95	0,00	18 987,74	0,00
32	19/04/2050	0,55	2 345,76	2 241,33	104,43	0,00	16 746,41	0,00
33	19/04/2051	0,55	2 298,84	2 206,73	92,11	0,00	14 539,68	0,00
34	19/04/2052	0,55	2 252,86	2 172,89	79,97	0,00	12 366,79	0,00
35	19/04/2053	0,55	2 207,81	2 139,79	68,02	0,00	10 227,00	0,00
36	19/04/2054	0,55	2 163,65	2 107,40	56,25	0,00	8 119,60	0,00
37	19/04/2055	0,55	2 120,38	2 075,72	44,66	0,00	6 043,88	0,00
38	19/04/2056	0,55	2 077,97	2 044,73	33,24	0,00	3 999,15	0,00
39	19/04/2057	0,55	2 036,41	2 014,41	22,00	0,00	1 984,74	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77132 / N° de la Ligne du Prêt : 5237615
 Opération : Construction
 Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 35 000 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	0,55	192,50	0,00	192,50	0,00	35 000,00	0,00
2	19/04/2020	0,55	192,50	0,00	192,50	0,00	35 000,00	0,00
3	19/04/2021	0,55	1 259,55	1 067,05	192,50	0,00	33 932,95	0,00
4	19/04/2022	0,55	1 234,36	1 047,73	186,63	0,00	32 885,22	0,00
5	19/04/2023	0,55	1 209,67	1 028,80	180,87	0,00	31 856,42	0,00
6	19/04/2024	0,55	1 185,48	1 010,27	175,21	0,00	30 846,15	0,00
7	19/04/2025	0,55	1 161,77	992,12	169,65	0,00	29 854,03	0,00
8	19/04/2026	0,55	1 138,54	974,34	164,20	0,00	28 879,69	0,00
9	19/04/2027	0,55	1 115,77	956,93	158,84	0,00	27 922,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	0,55	1 093,45	939,87	153,58	0,00	26 982,89	0,00
11	19/04/2029	0,55	1 071,58	923,17	148,41	0,00	26 059,72	0,00
12	19/04/2030	0,55	1 050,15	906,82	143,33	0,00	25 152,90	0,00
13	19/04/2031	0,55	1 029,15	890,81	138,34	0,00	24 262,09	0,00
14	19/04/2032	0,55	1 008,56	875,12	133,44	0,00	23 386,97	0,00
15	19/04/2033	0,55	988,39	859,76	128,63	0,00	22 527,21	0,00
16	19/04/2034	0,55	968,62	844,72	123,90	0,00	21 682,49	0,00
17	19/04/2035	0,55	949,25	830,00	119,25	0,00	20 852,49	0,00
18	19/04/2036	0,55	930,27	815,58	114,69	0,00	20 036,91	0,00
19	19/04/2037	0,55	911,66	801,46	110,20	0,00	19 235,45	0,00
20	19/04/2038	0,55	893,43	787,64	105,79	0,00	18 447,81	0,00
21	19/04/2039	0,55	875,56	774,10	101,46	0,00	17 673,71	0,00
22	19/04/2040	0,55	858,05	760,84	97,21	0,00	16 912,87	0,00
23	19/04/2041	0,55	840,89	747,87	93,02	0,00	16 165,00	0,00
24	19/04/2042	0,55	824,07	735,16	88,91	0,00	15 429,84	0,00
25	19/04/2043	0,55	807,59	722,73	84,86	0,00	14 707,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	0,55	791,44	710,55	80,99	0,00	13 996,56	0,00
27	19/04/2045	0,55	775,61	698,63	76,98	0,00	13 297,93	0,00
28	19/04/2046	0,55	760,10	686,96	73,14	0,00	12 610,97	0,00
29	19/04/2047	0,55	744,89	675,63	69,36	0,00	11 935,44	0,00
30	19/04/2048	0,55	730,00	664,36	65,64	0,00	11 271,08	0,00
31	19/04/2049	0,55	715,40	653,41	61,99	0,00	10 617,67	0,00
32	19/04/2050	0,55	701,09	642,69	58,40	0,00	9 974,98	0,00
33	19/04/2051	0,55	687,07	632,21	54,86	0,00	9 342,77	0,00
34	19/04/2052	0,55	673,32	621,93	51,39	0,00	8 720,94	0,00
35	19/04/2053	0,55	659,86	611,90	47,96	0,00	8 108,94	0,00
36	19/04/2054	0,55	646,66	602,06	44,60	0,00	7 506,88	0,00
37	19/04/2055	0,55	633,73	592,44	41,29	0,00	6 914,44	0,00
38	19/04/2056	0,55	621,05	583,02	38,03	0,00	6 331,42	0,00
39	19/04/2057	0,55	608,63	573,81	34,82	0,00	5 757,61	0,00
40	19/04/2058	0,55	596,46	564,79	31,67	0,00	5 182,82	0,00
41	19/04/2059	0,55	584,53	555,97	28,56	0,00	4 636,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 36 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/04/2060	0,55	572,84	547,34	25,50	0,00	4 089,51	0,00
43	19/04/2061	0,55	561,38	538,89	22,49	0,00	3 550,62	0,00
44	19/04/2062	0,55	550,16	530,63	19,53	0,00	3 019,99	0,00
45	19/04/2063	0,55	539,15	522,54	16,61	0,00	2 497,45	0,00
46	19/04/2064	0,55	528,37	514,63	13,74	0,00	1 982,82	0,00
47	19/04/2065	0,55	517,80	506,89	10,91	0,00	1 475,93	0,00
48	19/04/2066	0,55	507,45	499,33	8,12	0,00	976,60	0,00
49	19/04/2067	0,55	497,30	491,93	5,37	0,00	484,67	0,00
50	19/04/2068	0,55	487,34	484,67	2,67	0,00	0,00	0,00
Total			39 482,44	35 000,00	4 482,44	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
N° du Contrat de Prêt : 77132 / N° de la Ligne du Prêt : 5237616
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 325 000 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	1,35	4 387,50	0,00	4 387,50	0,00	325 000,00	0,00
2	19/04/2020	1,35	4 387,50	0,00	4 387,50	0,00	325 000,00	0,00
3	19/04/2021	1,35	15 096,31	10 708,81	4 387,50	0,00	314 291,19	0,00
4	19/04/2022	1,35	14 794,38	10 551,45	4 242,93	0,00	303 739,74	0,00
5	19/04/2023	1,35	14 498,49	10 398,00	4 100,49	0,00	293 341,74	0,00
6	19/04/2024	1,35	14 208,52	10 248,41	3 960,11	0,00	283 093,33	0,00
7	19/04/2025	1,35	13 924,35	10 102,59	3 821,76	0,00	272 990,74	0,00
8	19/04/2026	1,35	13 645,87	9 960,50	3 685,37	0,00	263 030,24	0,00
9	19/04/2027	1,35	13 372,95	9 822,04	3 550,91	0,00	253 208,20	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	1,35	13 105,49	9 687,18	3 418,31	0,00	243 521,02	0,00
11	19/04/2029	1,35	12 843,38	9 555,85	3 287,53	0,00	233 955,17	0,00
12	19/04/2030	1,35	12 586,51	9 427,98	3 158,53	0,00	224 537,19	0,00
13	19/04/2031	1,35	12 334,78	9 303,53	3 031,25	0,00	215 233,66	0,00
14	19/04/2032	1,35	12 088,09	9 182,44	2 905,65	0,00	206 051,22	0,00
15	19/04/2033	1,35	11 846,32	9 064,63	2 781,69	0,00	196 986,59	0,00
16	19/04/2034	1,35	11 609,40	8 950,08	2 659,32	0,00	188 036,51	0,00
17	19/04/2035	1,35	11 377,21	8 838,72	2 538,49	0,00	179 197,79	0,00
18	19/04/2036	1,35	11 149,67	8 730,50	2 419,17	0,00	170 467,29	0,00
19	19/04/2037	1,35	10 926,67	8 625,36	2 301,31	0,00	161 841,93	0,00
20	19/04/2038	1,35	10 708,14	8 523,27	2 184,87	0,00	153 318,66	0,00
21	19/04/2039	1,35	10 493,98	8 424,18	2 069,80	0,00	144 894,48	0,00
22	19/04/2040	1,35	10 284,10	8 328,02	1 956,08	0,00	136 566,46	0,00
23	19/04/2041	1,35	10 078,41	8 234,76	1 843,65	0,00	128 331,70	0,00
24	19/04/2042	1,35	9 876,85	8 144,37	1 732,48	0,00	120 187,33	0,00
25	19/04/2043	1,35	9 679,31	8 056,78	1 622,53	0,00	112 130,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45066 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	1,35	9 485,72	7 971,96	1 513,76	0,00	104 158,59	0,00
27	19/04/2045	1,35	9 296,01	7 889,87	1 406,14	0,00	96 268,72	0,00
28	19/04/2046	1,35	9 110,09	7 810,46	1 299,63	0,00	88 458,26	0,00
29	19/04/2047	1,35	8 927,89	7 733,70	1 194,19	0,00	80 724,56	0,00
30	19/04/2048	1,35	8 749,33	7 659,56	1 089,78	0,00	73 065,01	0,00
31	19/04/2049	1,35	8 574,34	7 587,96	986,38	0,00	65 477,05	0,00
32	19/04/2050	1,35	8 402,86	7 518,92	883,94	0,00	57 958,13	0,00
33	19/04/2051	1,35	8 234,80	7 452,37	782,43	0,00	50 505,76	0,00
34	19/04/2052	1,35	8 070,10	7 388,27	681,83	0,00	43 117,49	0,00
35	19/04/2053	1,35	7 908,70	7 326,61	582,09	0,00	35 790,88	0,00
36	19/04/2054	1,35	7 750,53	7 267,35	483,18	0,00	28 523,63	0,00
37	19/04/2055	1,35	7 595,52	7 210,45	385,07	0,00	21 313,08	0,00
38	19/04/2056	1,35	7 443,61	7 155,88	287,73	0,00	14 157,20	0,00
39	19/04/2057	1,35	7 294,73	7 103,61	191,12	0,00	7 063,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/04/2058	1,35	7 142,81	7 053,59	95,22	0,00	0,00	0,00
Total			413 297,22	325 000,00	88 297,22	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77132 / N° de la Ligne du Prêt : 5237617
 Opération : Construction
 Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 106 000 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	1,35	1 431,00	0,00	1 431,00	0,00	106 000,00	0,00
2	19/04/2020	1,35	1 431,00	0,00	1 431,00	0,00	106 000,00	0,00
3	19/04/2021	1,35	4 434,37	3 003,37	1 431,00	0,00	102 996,63	0,00
4	19/04/2022	1,35	4 345,68	2 955,23	1 390,45	0,00	100 041,40	0,00
5	19/04/2023	1,35	4 258,77	2 908,21	1 350,56	0,00	97 133,19	0,00
6	19/04/2024	1,35	4 173,60	2 862,30	1 311,30	0,00	94 270,89	0,00
7	19/04/2025	1,35	4 090,12	2 817,46	1 272,66	0,00	91 453,43	0,00
8	19/04/2026	1,35	4 008,52	2 773,70	1 234,62	0,00	88 679,73	0,00
9	19/04/2027	1,35	3 928,15	2 730,97	1 197,18	0,00	85 948,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Édité le : 19/04/2018

ETABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	1,35	3 849,59	2 689,28	1 160,31	0,00	83 259,48	0,00
11	19/04/2029	1,35	3 772,60	2 648,60	1 124,00	0,00	80 610,88	0,00
12	19/04/2030	1,35	3 697,15	2 608,90	1 088,25	0,00	78 001,98	0,00
13	19/04/2031	1,35	3 623,20	2 570,17	1 053,03	0,00	75 431,81	0,00
14	19/04/2032	1,35	3 550,74	2 532,41	1 018,33	0,00	72 899,40	0,00
15	19/04/2033	1,35	3 479,73	2 495,59	984,14	0,00	70 403,81	0,00
16	19/04/2034	1,35	3 410,13	2 459,68	950,45	0,00	67 944,13	0,00
17	19/04/2035	1,35	3 341,93	2 424,68	917,25	0,00	65 519,45	0,00
18	19/04/2036	1,35	3 275,09	2 390,58	884,51	0,00	63 128,87	0,00
19	19/04/2037	1,35	3 209,59	2 357,35	852,24	0,00	60 771,52	0,00
20	19/04/2038	1,35	3 145,40	2 324,98	820,42	0,00	58 446,54	0,00
21	19/04/2039	1,35	3 082,48	2 293,46	789,03	0,00	56 153,08	0,00
22	19/04/2040	1,35	3 020,84	2 262,77	758,07	0,00	53 890,31	0,00
23	19/04/2041	1,35	2 960,42	2 232,90	727,52	0,00	51 657,41	0,00
24	19/04/2042	1,35	2 901,21	2 203,83	697,38	0,00	49 453,58	0,00
25	19/04/2043	1,35	2 843,19	2 175,57	667,62	0,00	47 278,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	1,35	2 786,33	2 148,08	638,25	0,00	45 129,93	0,00
27	19/04/2045	1,35	2 730,60	2 121,35	609,25	0,00	43 008,58	0,00
28	19/04/2046	1,35	2 675,99	2 095,37	580,62	0,00	40 913,21	0,00
29	19/04/2047	1,35	2 622,47	2 070,14	552,33	0,00	38 843,07	0,00
30	19/04/2048	1,35	2 570,02	2 045,64	524,38	0,00	36 797,43	0,00
31	19/04/2049	1,35	2 518,62	2 021,85	496,77	0,00	34 775,58	0,00
32	19/04/2050	1,35	2 468,25	1 998,78	469,47	0,00	32 776,80	0,00
33	19/04/2051	1,35	2 418,88	1 976,39	442,49	0,00	30 800,41	0,00
34	19/04/2052	1,35	2 370,50	1 954,69	415,81	0,00	28 845,72	0,00
35	19/04/2053	1,35	2 323,09	1 933,67	389,42	0,00	26 912,05	0,00
36	19/04/2054	1,35	2 276,63	1 913,32	363,31	0,00	24 998,73	0,00
37	19/04/2055	1,35	2 231,10	1 893,62	337,48	0,00	23 105,11	0,00
38	19/04/2056	1,35	2 186,48	1 874,56	311,92	0,00	21 230,55	0,00
39	19/04/2057	1,35	2 142,75	1 856,14	286,61	0,00	19 374,41	0,00
40	19/04/2058	1,35	2 099,89	1 838,34	261,56	0,00	17 536,07	0,00
41	19/04/2059	1,35	2 057,89	1 821,15	236,74	0,00	15 714,92	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/04/2060	1,35	2 016,74	1 804,59	212,15	0,00	13 910,33	0,00
43	19/04/2061	1,35	1 976,40	1 788,61	187,79	0,00	12 121,72	0,00
44	19/04/2062	1,35	1 936,87	1 773,23	163,64	0,00	10 348,49	0,00
45	19/04/2063	1,35	1 898,14	1 758,44	139,70	0,00	8 590,05	0,00
46	19/04/2064	1,35	1 860,17	1 744,20	115,97	0,00	6 845,85	0,00
47	19/04/2065	1,35	1 822,97	1 730,55	92,42	0,00	5 115,30	0,00
48	19/04/2066	1,35	1 786,51	1 717,45	69,06	0,00	3 397,85	0,00
49	19/04/2067	1,35	1 750,78	1 704,91	45,87	0,00	1 692,94	0,00
50	19/04/2068	1,35	1 715,79	1 692,94	22,85	0,00	0,00	0,00
Total			140 508,17	106 000,00	34 508,17	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Délibération multiple n°4

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 711 000 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 422 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°77168.

Ce prêt est destiné à la construction de 11 logements situés rue Octave Piédon à Jargeau.

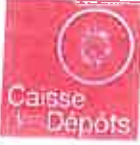
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

GRUPE



Exemplaire à conserver www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 77168

Entre

SA HLM VALLOGIS (45) - n° 000262892

Et



LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

REFERENCE A RAPPELER
A CHAQUE ENVOI

N° de dossier: 6065202

(indique dans le courrier d'envoi du contrat)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

1/22

GRUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM VALLOGIS (45), SIREN n°: 086180387, sis(e) 24 RUE DU POT DE FER BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « SA HLM VALLOGIS (45) » ou « l'Emprunteur ».

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél: 02 38 79 18 00 - Télécopie: 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 2/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	P.20

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROTOCOLE V2.6.2 page 3/22
 Contrat de prêt n° 77168 Emprunteur n° 00022832

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 3887 JARGEAU - le clos de l'Amarante, Parc social public, Construction de 11 logements situés Rue Octave Plédon 45150 JARGEAU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-cent-vingt-deux mille euros (1 422 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-soixante-et-un mille euros (261 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-vingt-six mille euros (126 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-quatre-vingt-dix-sept mille euros (697 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-trente-huit mille euros (338 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 4/22

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <RSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

5/22

GRUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Régulation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Échéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45066 ORLEANS CEDEX 3 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissesdesdepots.fr 6/22

Document communiqué en vertu de l'article 10 de la loi n° 77-1051 du 13 octobre 1977 relative à l'accès des citoyens aux documents administratifs.



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Paraphes

aw *sn*

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

7122

GRUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prats.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 19/07/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie de la Communauté de communes des Loges pour 50 %
 - Garantie du Conseil Départemental du Loiret pour 50 %

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 8/22

Prêt n° 17155 Emprunteur n° 023062992



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

9/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5237444	5237441	5237442	5237443
Montant de la Ligne du Prêt	261 000 €	126 000 €	697 000 €	338 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	- 2 %	- 2 %	- 2 %	- 2 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCEDE PRUD'HO 10/02 2010
 Centre de prêt n° 7165 Epargne n° 600202020

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMA^T - 45068 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 10/22



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

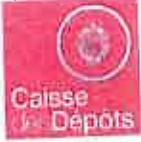
Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

« Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{base de calcul}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél. 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

12/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

13/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'échéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

15/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

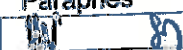
ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LOGES A JARGEAU (45)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes


Caisse des Dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45006 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 82
centre-val-de-loire@caissesdesdepots.fr

16/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissadesdepots.fr

17/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

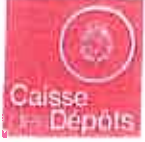
Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

19/22

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

GRUPE

www.groupecaissedesdepots.fr



ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDOS D'EPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires.

Le 25 avril 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : Philippe VAREILLES

Qualité : Directeur général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Vallogis
Valloire Habitat
Groupe ActonLogicaort

Pour VALLOGIS
Le Directeur Général
Philippe VAREILLES

24 AVR. 2018

Le,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom :

Sylvie Mosnier

Directrice territoriale

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Sylvie Mosnier
Directrice territoriale

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 22/22

PRELÈVEMENTS VPA n° 6, pages 2/22
Centre de prêt n° 77 Les Emprunteur n° 20225540

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77168 / N° de la Ligne du Prêt : 5237444
 Opération : Construction
 Produit : PLAI

Capital prêté : 261 000 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	0,55	1 435,50	0,00	1 435,50	0,00	261 000,00	0,00
2	19/04/2020	0,55	1 435,50	0,00	1 435,50	0,00	261 000,00	0,00
3	19/04/2021	0,55	10 678,98	9 243,48	1 435,50	0,00	251 756,52	0,00
4	19/04/2022	0,55	10 465,40	9 080,74	1 384,66	0,00	242 675,78	0,00
5	19/04/2023	0,55	10 256,09	8 921,37	1 334,72	0,00	233 754,41	0,00
6	19/04/2024	0,55	10 050,97	8 765,32	1 285,65	0,00	224 989,09	0,00
7	19/04/2025	0,55	9 849,95	8 612,51	1 237,44	0,00	216 376,58	0,00
8	19/04/2026	0,55	9 652,95	8 462,88	1 190,07	0,00	207 913,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/04/2027	0,55	9 459,89	8 316,36	1 143,53	0,00	199 597,34	0,00
10	19/04/2028	0,55	9 270,69	8 172,90	1 097,79	0,00	191 424,44	0,00
11	19/04/2029	0,55	9 085,28	8 032,45	1 052,83	0,00	183 391,99	0,00
12	19/04/2030	0,55	8 903,58	7 894,92	1 008,66	0,00	175 497,07	0,00
13	19/04/2031	0,55	8 725,50	7 760,27	965,23	0,00	167 736,90	0,00
14	19/04/2032	0,55	8 550,99	7 628,44	922,55	0,00	160 108,36	0,00
15	19/04/2033	0,55	8 379,97	7 499,37	880,60	0,00	152 608,99	0,00
16	19/04/2034	0,55	8 212,37	7 373,02	839,35	0,00	145 235,97	0,00
17	19/04/2035	0,55	8 048,13	7 249,33	798,80	0,00	137 986,64	0,00
18	19/04/2036	0,55	7 887,16	7 128,23	758,93	0,00	130 858,41	0,00
19	19/04/2037	0,55	7 729,42	7 009,70	719,72	0,00	123 848,71	0,00
20	19/04/2038	0,55	7 574,83	6 893,66	681,17	0,00	116 955,05	0,00
21	19/04/2039	0,55	7 423,34	6 780,09	643,25	0,00	110 174,96	0,00
22	19/04/2040	0,55	7 274,87	6 668,91	605,96	0,00	103 506,05	0,00
23	19/04/2041	0,55	7 129,37	6 560,09	569,28	0,00	96 945,96	0,00
24	19/04/2042	0,55	6 986,78	6 453,58	533,20	0,00	90 492,38	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - I.E. PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/04/2043	0,55	6 847,05	6 349,34	497,71	0,00	84 143,04	0,00
26	19/04/2044	0,55	6 710,11	6 247,32	462,79	0,00	77 895,72	0,00
27	19/04/2045	0,55	6 575,91	6 147,48	428,43	0,00	71 748,24	0,00
28	19/04/2046	0,55	6 444,39	6 049,77	394,62	0,00	65 698,47	0,00
29	19/04/2047	0,55	6 315,50	5 954,16	361,34	0,00	59 744,31	0,00
30	19/04/2048	0,55	6 189,19	5 860,60	328,59	0,00	53 883,71	0,00
31	19/04/2049	0,55	6 065,41	5 769,05	296,36	0,00	48 114,66	0,00
32	19/04/2050	0,55	5 944,10	5 679,47	264,63	0,00	42 435,19	0,00
33	19/04/2051	0,55	5 825,22	5 591,83	233,39	0,00	36 843,36	0,00
34	19/04/2052	0,55	5 708,71	5 506,07	202,64	0,00	31 337,29	0,00
35	19/04/2053	0,55	5 594,54	5 422,18	172,36	0,00	25 915,11	0,00
36	19/04/2054	0,55	5 482,65	5 340,12	142,53	0,00	20 574,99	0,00
37	19/04/2055	0,55	5 372,99	5 259,83	113,16	0,00	15 315,16	0,00
38	19/04/2056	0,55	5 265,53	5 181,30	84,23	0,00	10 133,86	0,00
39	19/04/2057	0,55	5 160,22	5 104,48	55,74	0,00	5 029,38	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDIS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/04/2058	0,56	5 057,04	5 029,38	27,66	0,00	0,00	0,00
Total			299 026,07	261 000,00	28 025,07	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77168 / N° de la Ligne du Prêt : 5237441
 Opération : Construction
 Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 126 000 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéances (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	0,55	693,00	0,00	693,00	0,00	126 000,00	0,00
2	19/04/2020	0,55	693,00	0,00	693,00	0,00	126 000,00	0,00
3	19/04/2021	0,55	4 534,39	3 841,39	693,00	0,00	122 158,61	0,00
4	19/04/2022	0,55	4 443,70	3 771,83	671,87	0,00	118 386,78	0,00
5	19/04/2023	0,55	4 354,83	3 703,70	651,13	0,00	114 683,08	0,00
6	19/04/2024	0,55	4 267,73	3 636,97	630,76	0,00	111 046,11	0,00
7	19/04/2025	0,55	4 182,38	3 571,63	610,75	0,00	107 474,48	0,00
8	19/04/2026	0,55	4 098,73	3 507,62	591,11	0,00	103 966,86	0,00
9	19/04/2027	0,55	4 016,75	3 444,93	571,82	0,00	100 521,93	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'EPARGNE
DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	0,55	3 936,42	3 383,55	552,87	0,00	97 138,38	0,00
11	19/04/2029	0,55	3 857,69	3 323,43	534,26	0,00	93 814,95	0,00
12	19/04/2030	0,55	3 780,54	3 264,56	515,98	0,00	90 550,39	0,00
13	19/04/2031	0,55	3 704,93	3 206,90	498,03	0,00	87 343,49	0,00
14	19/04/2032	0,55	3 630,83	3 150,44	480,39	0,00	84 193,05	0,00
15	19/04/2033	0,55	3 558,21	3 095,15	463,06	0,00	81 097,90	0,00
16	19/04/2034	0,55	3 487,05	3 041,01	446,04	0,00	78 056,89	0,00
17	19/04/2035	0,55	3 417,31	2 988,00	429,31	0,00	75 068,89	0,00
18	19/04/2036	0,55	3 348,96	2 936,08	412,88	0,00	72 132,81	0,00
19	19/04/2037	0,55	3 281,98	2 885,25	396,73	0,00	69 247,56	0,00
20	19/04/2038	0,55	3 216,34	2 835,48	380,86	0,00	66 412,08	0,00
21	19/04/2039	0,55	3 152,01	2 786,74	365,27	0,00	63 625,34	0,00
22	19/04/2040	0,55	3 088,97	2 739,03	349,94	0,00	60 886,31	0,00
23	19/04/2041	0,55	3 027,19	2 692,32	334,87	0,00	58 193,99	0,00
24	19/04/2042	0,55	2 966,65	2 646,58	320,07	0,00	55 547,41	0,00
25	19/04/2043	0,55	2 907,32	2 601,81	305,51	0,00	52 945,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	0,55	2 849,17	2 557,97	291,20	0,00	50 387,63	0,00
27	19/04/2045	0,55	2 792,19	2 515,08	277,13	0,00	47 872,57	0,00
28	19/04/2046	0,55	2 736,34	2 473,04	263,30	0,00	45 399,53	0,00
29	19/04/2047	0,55	2 681,62	2 431,92	249,70	0,00	42 967,61	0,00
30	19/04/2048	0,55	2 627,98	2 391,66	236,32	0,00	40 575,95	0,00
31	19/04/2049	0,55	2 575,43	2 352,26	223,17	0,00	38 223,69	0,00
32	19/04/2050	0,55	2 523,92	2 313,69	210,23	0,00	35 910,00	0,00
33	19/04/2051	0,55	2 473,44	2 275,94	197,50	0,00	33 634,06	0,00
34	19/04/2052	0,55	2 423,97	2 238,98	184,99	0,00	31 395,08	0,00
35	19/04/2053	0,55	2 375,49	2 202,82	172,67	0,00	29 192,26	0,00
36	19/04/2054	0,55	2 327,98	2 167,42	160,56	0,00	27 024,84	0,00
37	19/04/2055	0,55	2 281,42	2 132,78	148,64	0,00	24 892,06	0,00
38	19/04/2056	0,55	2 235,79	2 098,88	136,91	0,00	22 793,18	0,00
39	19/04/2057	0,55	2 191,08	2 065,72	125,36	0,00	20 727,46	0,00
40	19/04/2058	0,55	2 147,26	2 033,26	114,00	0,00	18 694,20	0,00
41	19/04/2059	0,55	2 104,31	2 001,49	102,82	0,00	16 692,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissesdesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/04/2060	0,55	2 062,22	1 970,41	91,81	0,00	14 722,30	0,00
43	19/04/2061	0,55	2 020,98	1 940,01	80,97	0,00	12 782,29	0,00
44	19/04/2062	0,55	1 980,56	1 910,26	70,30	0,00	10 872,03	0,00
45	19/04/2063	0,55	1 940,95	1 881,15	59,80	0,00	8 990,88	0,00
46	19/04/2064	0,55	1 902,13	1 852,68	49,45	0,00	7 138,20	0,00
47	19/04/2065	0,55	1 864,09	1 824,83	39,26	0,00	5 313,37	0,00
48	19/04/2066	0,55	1 826,81	1 797,59	29,22	0,00	3 515,78	0,00
49	19/04/2067	0,55	1 790,27	1 770,93	19,34	0,00	1 744,85	0,00
50	19/04/2068	0,55	1 754,45	1 744,85	9,60	0,00	0,00	0,00
Total				142 136,76	126 000,00	16 136,76		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77168 / N° de la Ligne du Prêt : 5237442
 Opération : Construction
 Produit : PLUS

Capital prêté : 697 000 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	1,35	9 409,50	0,00	9 409,50	0,00	697 000,00	0,00
2	19/04/2020	1,35	9 409,50	0,00	9 409,50	0,00	697 000,00	0,00
3	19/04/2021	1,35	32 375,77	22 968,27	9 409,50	0,00	674 033,73	0,00
4	19/04/2022	1,35	31 728,26	22 628,80	9 089,46	0,00	651 404,93	0,00
5	19/04/2023	1,35	31 093,69	22 299,72	8 793,97	0,00	629 105,21	0,00
6	19/04/2024	1,35	30 471,82	21 978,90	8 492,92	0,00	607 126,31	0,00
7	19/04/2025	1,35	29 862,38	21 666,17	8 196,21	0,00	585 460,14	0,00
8	19/04/2026	1,35	29 265,13	21 361,42	7 903,71	0,00	564 098,72	0,00
9	19/04/2027	1,35	28 679,83	21 064,50	7 615,33	0,00	543 034,22	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

 ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	1,35	28 106,23	20 775,27	7 330,96	0,00	522 258,95	0,00
11	19/04/2029	1,35	27 544,11	20 483,61	7 050,50	0,00	501 755,34	0,00
12	19/04/2030	1,35	26 993,23	20 219,40	6 773,83	0,00	481 545,94	0,00
13	19/04/2031	1,35	26 453,36	19 952,49	6 500,87	0,00	461 593,45	0,00
14	19/04/2032	1,35	25 924,30	19 692,79	6 231,51	0,00	441 900,66	0,00
15	19/04/2033	1,35	25 405,81	19 440,15	5 965,66	0,00	422 460,51	0,00
16	19/04/2034	1,35	24 897,69	19 194,47	5 703,22	0,00	403 266,04	0,00
17	19/04/2035	1,35	24 399,74	18 955,05	5 444,09	0,00	384 310,39	0,00
18	19/04/2036	1,35	23 911,74	18 723,55	5 188,19	0,00	365 586,04	0,00
19	19/04/2037	1,35	23 433,51	18 498,09	4 935,42	0,00	347 088,75	0,00
20	19/04/2038	1,35	22 964,84	18 279,14	4 685,70	0,00	328 809,61	0,00
21	19/04/2039	1,35	22 505,54	18 066,61	4 438,93	0,00	310 743,00	0,00
22	19/04/2040	1,35	22 055,43	17 860,40	4 195,03	0,00	292 882,60	0,00
23	19/04/2041	1,35	21 614,32	17 660,40	3 953,92	0,00	275 222,20	0,00
24	19/04/2042	1,35	21 182,04	17 466,54	3 715,50	0,00	257 755,66	0,00
25	19/04/2043	1,35	20 758,40	17 278,70	3 479,70	0,00	240 476,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	1,35	20 343,23	17 096,79	3 246,44	0,00	223 380,17	0,00
27	19/04/2045	1,35	19 936,36	16 920,73	3 015,63	0,00	206 458,44	0,00
28	19/04/2046	1,35	19 537,84	16 750,44	2 787,20	0,00	189 709,00	0,00
29	19/04/2047	1,35	19 146,88	16 585,81	2 561,07	0,00	173 123,19	0,00
30	19/04/2048	1,35	18 763,95	16 426,79	2 337,16	0,00	156 686,40	0,00
31	19/04/2049	1,35	18 388,67	16 273,27	2 115,40	0,00	140 423,13	0,00
32	19/04/2050	1,35	18 020,89	16 125,18	1 895,71	0,00	124 297,95	0,00
33	19/04/2051	1,35	17 660,48	15 982,46	1 678,02	0,00	108 315,49	0,00
34	19/04/2052	1,35	17 307,27	15 845,01	1 462,26	0,00	92 470,48	0,00
35	19/04/2053	1,35	16 961,12	15 712,77	1 248,35	0,00	76 757,71	0,00
36	19/04/2054	1,35	16 621,90	15 585,67	1 036,23	0,00	61 172,04	0,00
37	19/04/2055	1,35	16 289,46	15 463,64	825,82	0,00	45 708,40	0,00
38	19/04/2056	1,35	15 963,67	15 346,61	617,06	0,00	30 361,79	0,00
39	19/04/2057	1,35	15 644,40	15 234,52	409,88	0,00	15 127,27	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
 N° du Contrat de Prêt : 77168 / N° de la Ligne du Prêt : 5237443
 Opération : Construction
 Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 338 000 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/04/2019	1,35	4 563,00	0,00	4 563,00	0,00	338 000,00	0,00
2	19/04/2020	1,35	4 563,00	0,00	4 563,00	0,00	338 000,00	0,00
3	19/04/2021	1,35	14 139,79	9 576,79	4 563,00	0,00	328 423,21	0,00
4	19/04/2022	1,35	13 856,99	9 423,28	4 433,71	0,00	318 999,93	0,00
5	19/04/2023	1,35	13 579,85	9 273,35	4 306,50	0,00	309 726,58	0,00
6	19/04/2024	1,35	13 308,26	9 126,95	4 181,31	0,00	300 599,63	0,00
7	19/04/2025	1,35	13 042,09	8 983,99	4 058,10	0,00	291 615,64	0,00
8	19/04/2026	1,35	12 781,25	8 844,44	3 936,81	0,00	282 771,20	0,00
9	19/04/2027	1,35	12 525,63	8 708,22	3 817,41	0,00	274 062,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr



Edité le : 19/04/2018

Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/04/2028	1,35	12 275,11	8 575,26	3 699,85	0,00	265 487,72	0,00
11	19/04/2029	1,35	12 029,61	8 445,53	3 584,08	0,00	257 042,19	0,00
12	19/04/2030	1,35	11 789,02	8 318,95	3 470,07	0,00	248 723,24	0,00
13	19/04/2031	1,35	11 553,24	8 195,48	3 357,76	0,00	240 527,76	0,00
14	19/04/2032	1,35	11 322,17	8 075,05	3 247,12	0,00	232 452,71	0,00
15	19/04/2033	1,35	11 095,73	7 957,62	3 138,11	0,00	224 495,09	0,00
16	19/04/2034	1,35	10 873,81	7 843,13	3 030,68	0,00	216 651,96	0,00
17	19/04/2035	1,35	10 656,34	7 731,54	2 924,80	0,00	208 920,42	0,00
18	19/04/2036	1,35	10 443,21	7 622,78	2 820,43	0,00	201 297,64	0,00
19	19/04/2037	1,35	10 234,35	7 516,83	2 717,52	0,00	193 780,81	0,00
20	19/04/2038	1,35	10 029,66	7 413,62	2 616,04	0,00	186 367,19	0,00
21	19/04/2039	1,35	9 829,07	7 313,11	2 515,96	0,00	179 054,06	0,00
22	19/04/2040	1,35	9 632,49	7 215,26	2 417,23	0,00	171 838,82	0,00
23	19/04/2041	1,35	9 439,84	7 120,02	2 319,82	0,00	164 718,80	0,00
24	19/04/2042	1,35	9 251,04	7 027,34	2 223,70	0,00	157 691,46	0,00
25	19/04/2043	1,35	9 066,02	6 937,19	2 128,83	0,00	150 754,27	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRINAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissesdesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 19/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/04/2044	1,35	8 884,70	6 849,52	2 035,18	0,00	143 904,75	0,00
27	19/04/2045	1,35	8 707,00	6 784,29	1 942,71	0,00	137 140,46	0,00
28	19/04/2046	1,35	8 532,86	6 681,46	1 851,40	0,00	130 459,00	0,00
29	19/04/2047	1,35	8 362,21	6 601,01	1 761,20	0,00	123 857,99	0,00
30	19/04/2048	1,35	8 194,96	6 522,88	1 672,08	0,00	117 335,11	0,00
31	19/04/2049	1,35	8 031,06	6 447,04	1 584,02	0,00	110 888,07	0,00
32	19/04/2050	1,35	7 870,44	6 373,45	1 496,99	0,00	104 514,62	0,00
33	19/04/2051	1,35	7 713,03	6 302,08	1 410,95	0,00	98 212,54	0,00
34	19/04/2052	1,35	7 558,77	6 232,90	1 325,87	0,00	91 979,64	0,00
35	19/04/2053	1,35	7 407,60	6 165,87	1 241,73	0,00	85 813,77	0,00
36	19/04/2054	1,35	7 259,45	6 100,96	1 158,49	0,00	79 712,81	0,00
37	19/04/2055	1,35	7 114,26	6 038,14	1 076,12	0,00	73 674,67	0,00
38	19/04/2056	1,35	6 971,97	5 977,36	994,61	0,00	67 697,31	0,00
39	19/04/2057	1,35	6 832,53	5 918,62	913,91	0,00	61 778,69	0,00
40	19/04/2058	1,35	6 695,88	5 861,87	834,01	0,00	55 916,82	0,00
41	19/04/2059	1,35	6 561,96	5 807,08	754,88	0,00	50 109,74	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/04/2060	1,35	6 430,72	5 754,24	676,48	0,00	44 355,50	0,00
43	19/04/2061	1,35	6 302,11	5 703,31	598,80	0,00	38 652,19	0,00
44	19/04/2062	1,35	6 176,07	5 654,27	521,80	0,00	32 997,92	0,00
45	19/04/2063	1,35	6 052,55	5 607,08	445,47	0,00	27 390,84	0,00
46	19/04/2064	1,35	5 931,50	5 561,72	369,78	0,00	21 829,12	0,00
47	19/04/2065	1,35	5 812,87	5 518,18	294,69	0,00	16 310,94	0,00
48	19/04/2066	1,35	5 696,61	5 476,41	220,20	0,00	10 834,53	0,00
49	19/04/2067	1,35	5 582,68	5 436,41	146,27	0,00	5 398,12	0,00
50	19/04/2068	1,35	5 470,99	5 398,12	72,87	0,00	0,00	0,00
Tota :				448 035,35	338 000,00	110 035,35	0,00	0,00

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2, AVENUE DE PARIS - LE PRIMATE - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 36 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Délibération multiple n°5

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 273 000 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 546 000 € souscrit auprès d'Arkéa Banque, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°DD12130174.

Ce prêt est destiné à la construction de 4 logements situés « Les Bleuets » rue Octave Piédon à Jargeau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande d'Arkéa Banque adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

CONTRAT DE PRÊT ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS
« SLA1 - PRET SOCIAL LOCATION-ACCESSION 2016 »
avec phase de mobilisation

ENTRE LES SOUSSIGNES

VALLOGIS, SA A CONSEIL ADMINISTRATION, SA HLM, sise au 24 RUE DU POT DE FER BP 1717 45007 ORLEANS CEDEX 1

Représenté(e) par dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci après "L'EMPRUNTEUR",

DE PREMIERE PART,

ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 830 000 000 euros, dont le Siège Social est sis(e) au RELECQ KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911, et le siège administratif est sis au 255 route de Saint Malo CS 21135, 35011 RENNES CEDEX

Représentée par RONAN GUICHON dûment habilité(e) à cet effet, dénommée ci-après "Le PRETEUR" ou "La BANQUE" ou "ARKEA BANQUE E&I",

DE SECONDE PART,

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LOGES, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRAT, COMMUNAUTE DE COMMUNES, sise au 5 RUE DU 8 MAI 1945 BP 28 45150 JARGEAU

Représenté(e) par dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci-après « LA CAUTION »,

DE TROISIÈME PART,

DEPARTEMENT DU LOIRET, COLLECTIVITE TERRITORIALE, DEPARTEMENT, sise au 15 RUE EUGENE VIGNAT 45000 ORLEANS

Représenté(e) par dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci-après « LA CAUTION »,

DE QUATRIÈME PART,

IL A ETE EXPOSE, CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

L'EMPRUNTEUR reconnaît que le PRETEUR lui accorde un prêt « **SLA1 - PRET SOCIAL LOCATION-ACCESSION 2016** » aux conditions particulières suivantes :

ARTICLE A : CARACTERISTIQUES GENERALES DU PRET

Objet : Financement en PSLA 2016 de 4 logements ordinaires individuels de l'opération "JARGEAU" située rue Octave Piedon à Jargeau (45150)

Paraphes :

RG

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

Conformément aux dispositions prévues par la loi 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location accession à la propriété, les articles R 331-76-1 à R 331-76-5-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que le décret n° 2004-286 du 26 mars 2004, l'arrêté d'application du 26 mars 2004, la circulaire n° 2004-11 du 26 mai 2004 et la loi n° 2004-804 du 9 août 2004, les PSLA financent les opérations ci-dessous : construction ou acquisition de logements neufs faisant l'objet d'un contrat de location accession régi par les textes ci-dessus et destinés à être occupés à titre de résidence principale par des personnes dont les revenus, à la date de signature du contrat préliminaire ou à défaut du contrat de location-accession, sont inférieurs aux plafonds de ressources mentionnés à l'article R-331-66 du code de la construction et de l'habitation.

- Montant** : 546000,00 € (cinq cent quarante six mille euros et zéro centime)
- Durée** :
- phase de mobilisation : du 07/05/2018 au 30/12/2018 inclus
 - phase d'amortissement : 360 mois

- Taux d'intérêt nominal et modalités de révision :**

Taux d'intérêt annuel

1,7500 % révisable indexé sur le taux du Livret A pour un livret A de 0.7500 %.

Le taux d'intérêt applicable à l'échéance tient compte de chaque variation du Livret A au cours de l'échéance, prorata temporis et, est calculé en méthode équivalente.

Indexation du taux

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est établi sur la base du taux de rémunération du livret A en vigueur à la date d'émission du contrat. Ce taux est révisable en fonction de la variation du taux du livret A selon les modalités indiquées ci-dessous :

L'indice I est le taux de l'intérêt servi aux titulaires de comptes sur Livret A

La variation de l'indice I sera appliquée au taux du prêt à chaque variation, suivant la formule mathématique suivante :

$T = T_0 + (I - I_0)$ dans laquelle :

- T représente le taux annuel du prêt résultant de l'application de l'indexation,
- T_0 , le taux annuel de base à la date de l'émission du contrat de prêt ou à la date de la dernière variation effective du taux résultant de la variation de l'indice,
- I, la valeur de l'indice en vigueur à la date de la mise en œuvre de l'indexation,
- I_0 , la valeur de l'indice à la date de l'émission du contrat de prêt ou à la date de la précédente mise en œuvre de l'indexation.

La variation du taux du prêt intervient dès la date de variation de l'indice, selon la formule mathématique ci-dessus. Toute variation de taux d'intérêt entraîne une modification du montant des échéances.

Base de calcul des intérêts :

Base forfaitaire de 30 jours / 360 jours, sauf en cas d'intérêts intercalaires qui sont calculés en nombre de jours exacts / 365 jours.

- Échéances et périodicité :**

La périodicité des échéances de la phase de mobilisation et de la phase d'amortissement est annuelle. Les échéances sont payées à terme échu. Les échéances se situent au 30 du mois à intervalles de 12 mois. Pour le mois de février, l'échéance est située le dernier jour du mois.

Paraphes :

RL

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

Commission d'engagement :

L'EMPRUNTEUR paiera au PRETEUR une commission d'engagement d'un montant de 546,00 € (cinq cent quarante six Euros et zéro centime). Cette somme est due à la date de signature du contrat de prêt et restera définitivement acquise au PRETEUR.

Taux effectif global (TEG):

D'après les caractéristiques du contrat de prêt, le TEG ne peut être donné qu'à titre indicatif selon l'hypothèse suivante : le TEG est calculé sur la base d'une utilisation totale du prêt à la date de début de la phase d'amortissement. En date des présentes, le TEG ressort à 1.7572 % l'an, soit un taux de période de 1.7572 %, pour un taux PSLA annuel de 1,7500 % sur la base d'un Livret A fixé à 0.7500 %.

La réalisation de prêts PSLA est subordonnée :

- à la production de la décision favorable datant de moins de 12 mois et prise dans les conditions prévues aux articles R 331-76-5-3 du CCH,
- à la passation par le demandeur d'une convention prévue au II de l'article R-331-76 .
- au respect des dispositions prévues par la loi N° 2004-804 du 9 août 2004, permettant de bénéficier de la TVA à 5.50 % et de l'exonération de la TFPB pendant 15 ans maximum.

Engagements particuliers :

Caution solidaire : garanties

- A la sûreté et garantie du parfait et complet paiement de toutes sommes dues au titre du prêt objet des présentes, il est conféré au PRÊTEUR caution solidaire de la Communauté de Communes des Loges à hauteur de 50 % du montant financé, soit la somme de 273 000 Euros (deux cent soixante-treize mille euros) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt, jusqu'à parfait et complet remboursement du Prêt par l'EMPRUNTEUR.

- A la sûreté et garantie du parfait et complet paiement de toutes sommes dues au titre du prêt objet des présentes, il est conféré au PRÊTEUR caution solidaire du département du Loiret à hauteur de 50 % du montant financé, soit la somme de 273 000 Euros (deux cent soixante-treize mille euros) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt, jusqu'à parfait et complet remboursement du Prêt par l'EMPRUNTEUR.

Autre Engagement

Clause d'exigibilité anticipée

La non production au PRÊTEUR dans les 9 mois suivant la mobilisation des fonds, de la formalisation de la garantie de la Communauté de Communes des Loges à hauteur de 50% du prêt, soit 273 000 Euros (deux cent soixante-treize mille euros) et de la garantie du département du Loiret à hauteur de 50% du prêt, soit 273 000 Euros (deux cent soixante-treize mille euros) constitue un cas d'exigibilité de remboursement anticipé dont les modalités sont visées à l'article 8 des Conditions Générales.

L'EMPRUNTEUR s'engage à produire dans ce délai:

- du contrat paraphé et signé par le représentant dûment habilité des GARANTS
- de la délibération de l'organe compétent pour décider de garantir le présent contrat, exécutoire à la date de signature du contrat par le représentant dûment habilité des GARANTS.

Prélèvement des sommes dues :

Sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de sa délégation de PARIS, ce que ce dernier accepte expressément.

IBAN

FR76 1882 9754 1601 6274 6594 048

Paraphes :

RL

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ARTICLE D : CONDITIONS GENERALES

Les Conditions Générales s'appliquant au présent prêt sont précisées ci-après, sous la référence PPI.PSLA.03.2015.CPVEE. L'EMPRUNTEUR et les CAUTIONS déclarent les accepter sans réserve, après en avoir pris connaissance et reçu chacun un exemplaire.

ARTICLE E : ANNEXES

Les présentes Conditions Particulières sont complétées par les Conditions Générales visées en Article D ci-avant, ainsi que par les diverses Annexes.

Fait en cinq exemplaires, dont un destiné au PRETEUR, un pour le GARANT et un pour l'EMPRUNTEUR.

PARIS, le 07/05/2018
Pour le PRETEUR :
RONAN GUICHON



L'EMPRUNTEUR :
représenté par M
en qualité de
A Le / /
Cachet, signature, précédée de « Lu et Approuvé » :

Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire :

LA CAUTION : COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LOGES
représenté par
en qualité de
A Le / /
Cachet, signature, précédée de la mention « Lu et approuvé , bon pour caution solidaire à hauteur de 50,00 % du montant financé, soit la somme de 273000,00 € (deux cent soixante treize mille Euros et zéro Centime) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt. » :

Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire :

ARKEA Banque
Entreprises & Institutionnels
Siège social : allée Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon
Adresse postale : 29808 Brest Cedex 9
Siren B 378 398 911 - RCS Brest

Paraphes :



N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

LA CAUTION : DEPARTEMENT DU LOIRET

représenté par

en qualité de

A Le / /

Cachet, signature, précédée de la mention « Lu et approuvé , bon pour caution solidaire à hauteur de 50,00 % du montant financé, soit la somme de 273000,00 € (deux cent soixante treize mille Euros et zéro Centime) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt. » :

Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire :

D
M
C
I
N
1
2
0
1
8
5
A
O
P
R
5
C
A
I
S
S
E
N
°
0
4
1
6
0
0
1
6
2
7
4
6
5
9
C
O
N
T
R
A
T
D
E
P
R
Ê
T
A
R
K
E
A
B
S
A
N
Q
U
E
E
N
T
R
E
P
R
I
S
E
S
E
C
I
N
S
T
I
T
U
T
I
O
N
N
A
L
E
S
3
2
T
L

Paraphes :

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

CONDITIONS GENERALES du PRET CITE GESTION PSLA
Réf. PPI.PSLA.03.2015.CPVEE

Les présentes Conditions Générales s'appliqueront dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux Conditions Particulières.

Glossaire des termes techniques :

- Jour ouvré : un jour ouvré est un jour ouvré cumulativement dans le calendrier de la République française et dans le calendrier TARGET et du Trésor Public.
- Taux Effectif Global (TEG) : conformément aux dispositions légales et notamment des articles R 313-1 du Code de la Consommation et L 313-4 et suivants du Code Monétaire et Financier, le TEG comprend, outre les intérêts, frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, y compris ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt, même si ces frais, commissions ou rémunérations correspondent à des débours réels. Toutefois, les charges liées aux garanties dont le présent Prêt est éventuellement assorti, ne sont intégrées dans le calcul du TEG que si leur montant est connu avec précision à la date de signature du contrat. Le TEG est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.
- Livret A = désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivant du Code monétaire et financier.

ARTICLE 1 : CONTRAT DE PRÊT

La présente offre de prêt accordée par le PRETEUR à l'EMPRUNTEUR est consentie aux conditions prévues aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales. Elle deviendra parfaite et constituera le contrat de prêt à la condition que l'EMPRUNTEUR retourne, dans un délai d'un mois à compter de la signature des présentes par le PRETEUR, l'original dûment régularisé et, si nécessaire, accompagné, le cas échéant, de la délibération exécutoire aux termes de laquelle l'EMPRUNTEUR est autorisé à contracter le prêt, objet des présentes. Passé ce délai et sauf délai supplémentaire accordé par le PRETEUR, la présente offre se trouvera résiliée de plein droit et sans mise en demeure préalable du PRETEUR.

L'EMPRUNTEUR s'engage, en son nom et celui de ses éventuels ayants-causes, à soumettre les opérations financées au contrôle de la Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social (MILOS).

Paraphes :



N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DES FONDS / CALCUL DES INTERÊTS

Sauf disposition spéciale prévue aux Conditions Particulières, l'EMPRUNTEUR aura la faculté de retirer les fonds, en une ou plusieurs fois (minimum : 100.000 euros), dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du contrat de prêt par le PRÊTEUR et sous réserve de la levée de toute condition suspensive. Passé ce délai, le PRÊTEUR pourra réduire le montant du prêt à la somme effectivement utilisée.

Suite au déblocage total des fonds, un tableau d'amortissement sera fourni à l'EMPRUNTEUR.

Les fonds seront versés par virement V.S.O.T (virement parvenant à J sur le « compte destinataire », la demande devant parvenir au PRÊTEUR pour 10 H 00 au plus tard). Le « compte destinataire » sera le compte ouvert auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS ou celui précisé aux Conditions Particulières.

L'EMPRUNTEUR sera tenu de justifier auprès du PRÊTEUR, sur demande de celui-ci, de l'utilisation des fonds prêtés. Le PRÊTEUR ne pourra encourir aucune responsabilité relative à l'emploi des fonds.

Les intérêts commenceront à courir à compter du jour du virement.

Le calcul des intérêts se fait en méthode équivalente. Si le taux pris en référence pour l'indexation devient inférieur à zéro, le taux de référence retenu sera réputé être égal à zéro.

Les intérêts intercalaires sont calculés, sur la partie réalisée, en fonction du nombre de jours exacts écoulés rapportés à une année de 365 jours.

La date de départ théorique du prêt s'entend de la date de première échéance moins une période (intervalle séparant deux échéances) :

- Si le jour de déblocage est antérieur ou égal à la date de départ théorique du prêt, des intérêts intercalaires, calculés de la même manière jusqu'à la date de départ théorique du prêt incluse, seront dus et exigibles à la date de première échéance du prêt.
- Si le jour de déblocage est postérieur à la date de départ théorique du prêt, les intérêts de la première échéance seront dus et calculés selon le même mode de calcul que les intérêts intercalaires, c'est-à-dire prorata temporis sur la base du nombre de jours exacts rapportés à une année de 365 jours jusqu'à la date de la première échéance incluse.
- Les intérêts d'une échéance entière seront dus et calculés sur le capital restant dû, en base forfaitaire, c'est-à-dire sur la base d'un nombre de 30 jours rapporté à une année de 360 jours.

ARTICLE 3 : DISPARITION OU MODIFICATION DES INDICES

Si un taux pris en référence pour l'indexation vient pour une raison quelconque à ne plus être calculé ou publié, ou encore si leurs modalités de calcul viennent à être modifiées, le taux qui lui serait substitué s'appliquera et servira de référence pour la variation du taux.

A défaut de taux substitutif, les parties s'engagent à appliquer, parmi les références disponibles, celle qui paraîtra le mieux respecter l'équilibre financier initialement convenu. A défaut d'accord au moins tacite sur ce point, le choix sera confié à un expert désigné soit par les parties soit, si elles ne peuvent s'entendre sur sa désignation, par le Président du Tribunal du siège social du PRÊTEUR statuant en référé. Les frais d'expertise seront dans ce cas partagés par moitié entre le PRÊTEUR et l'EMPRUNTEUR.

Paraphes :



N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT DES SOMMES DUES

L'EMPRUNTEUR s'oblige à rembourser la totalité du présent prêt aux échéances convenues à compter du jour de la mise à disposition des premiers fonds. L'Echéance se définit comme la somme de la part du capital amorti, des intérêts payés au titre de la périodicité sur le capital restant dû, de tout ou partie des intérêts différés non payés et du coût des éventuelles assurances facultatives souscrites par l'Emprunteur.

Le paiement des échéances du prêt devra être effectué aux dates fixées au tableau d'amortissement qui sera adressé à l'EMPRUNTEUR après la mise à disposition des fonds.

L'EMPRUNTEUR remboursera le prêt aux dates d'échéances prévues, sauf prorogation accordée par le PRETEUR, étant précisé que ces éventuelles prorogations n'entraîneront pas novation.

L'EMPRUNTEUR s'interdit expressément d'opérer compensation entre une somme quelconque due par lui au titre du présent contrat et toute créance qu'il pourrait détenir par ailleurs à l'encontre du PRETEUR (que ce soit à titre principal, à titre d'accessoire ou à titre de dommages intérêts, et que l'origine de cette créance soit contractuelle, extra contractuelle ou judiciaire).

L'EMPRUNTEUR s'interdit également d'effectuer un paiement en le soumettant à une quelconque condition ou réserve ou de faire valoir toute exception ou demande reconventionnelle. Le paiement des sommes dues s'effectuera au plus tard le jour de l'échéance fixé.

L'EMPRUNTEUR autorise le PRETEUR à ce que le règlement des sommes dues s'effectue par prélèvement sur son compte courant ouvert au sein d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.

L'EMPRUNTEUR autorise le PRÊTEUR à compenser de plein droit, et sans son intervention, toutes sommes qui seront échues en capital, intérêts, éventuelles cotisations d'assurances, commissions, frais et accessoires dues au titre du Prêt avec celles que le PRÊTEUR pourrait éventuellement lui devoir à un titre quelconque.

Les dates d'échéances sont fixées au trentième jour d'un mois (le dernier jour du mois pour le mois de février). Sauf disposition spéciale prévue aux Conditions Particulières, la date théorique de première échéance est fixée respectivement le trentième jour du deuxième ou onzième mois suivant le mois du premier déblocage selon si la périodicité de l'index est trimestrielle ou annuelle.

ARTICLE 5 : CLAUSE RELATIVE A LA CAPITALISATION DES INTERÊTS

En cas de remboursement d'une échéance dont le montant serait inférieur au montant des intérêts échus, le montant des intérêts non remboursés sera intégré au capital dans les conditions prévues à l'article 1154 du code civil. Ainsi, toute somme due au titre des intérêts échus des sommes prêtées produira des intérêts au taux ci-avant mentionné aux conditions particulières dès lors qu'il s'agit d'intérêts dus au moins pour une année entière.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT ANTICIPE

Les remboursements anticipés volontaires ne sont pas autorisés. Toutefois, les remboursements anticipés partiels ou totaux seront possibles à date d'échéance, sans indemnité en cas de levée de l'option d'achat et sous réserve que le PRETEUR en soit avisé par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois à l'avance.

Le remboursement anticipé est obligatoire dans le cas où le locataire-accédant exerce son option d'achat sans bénéficier d'un transfert de prêt, ce remboursement intervenant au moment de la vente effective du logement.

En cas de remboursement partiel, le PRETEUR remettra à l'EMPRUNTEUR un nouveau tableau d'amortissement sans qu'il soit besoin d'établir un avenant au contrat ni que cela entraîne novation.

ARTICLE 7 : DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR

En cas de défaillance de l'EMPRUNTEUR, pour quelque raison que ce soit, et lorsque le PRÊTEUR n'exige pas le remboursement immédiat du capital restant dû, toute somme en capital, non payée à l'échéance, produit de plein droit sans mise en demeure, des intérêts au taux du PRÊT majoré de six (6) points à compter de cette échéance.

Si le retard excède une année, les intérêts se capitaliseront dans les formes prévues à l'article 1154 du code civil.

Ces dispositions s'appliquent également lorsque le PRÊTEUR est obligé de poursuivre judiciairement le recouvrement de sa créance ou de produire à un ordre de distribution. L'EMPRUNTEUR est tenu de rembourser l'ensemble des frais et des honoraires divers exposés par le PRÊTEUR du fait de la défaillance de l'EMPRUNTEUR.

Paraphes :

RL

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ARTICLE 8 : EXIGIBILITEE ANTICIPEE

Toutes les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles si bon semble au PRETEUR, en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité, par la seule survenance de l'un quelconque des événements ci-après :

- déclarations ou pièces émanant de l'EMPRUNTEUR, fausses ou inexactes
- non affectation des fonds prêtés à l'objet convenu
- inexécution de l'une quelconque des clauses prévues aux présentes Conditions Générales, aux Conditions Particulières et/ou aux Conditions Générales des garanties, ainsi qu'aux actes constatant la prise de garanties et, notamment, en cas de non paiement à son échéance de toute somme due au titre du prêt
- diminution ou disparition d'une des garanties prévues, notamment si les biens donnés en garantie ont été aliénés en totalité ou en partie ou ont subi une importante dépréciation. Toutefois, en cas d'aliénation, l'acquéreur pourra être admis, avec l'accord du PRÊTEUR, à continuer le Prêt au lieu et place de l'EMPRUNTEUR si la nature de la vente n'a pas eu pour effet de purger l'hypothèque ou le nantissement, ni de démembrer ou diviser le droit de propriété afférent au(x) bien(s) donné(s) en garantie.
- toute modification du statut juridique de l'EMPRUNTEUR ou tout retrait d'agrément nécessaire à son activité
- cession totale ou partielle des parts, si l'EMPRUNTEUR est une société de personnes, ou modification dans la répartition majoritaire du capital social de l'EMPRUNTEUR si celui-ci est une Société de capitaux.
- vente de l'immeuble acquis au moyen du prêt
- si les polices d'assurance (contre l'incendie ou autres risques) n'ont pas été maintenues ou renouvelées, si les primes ont cessé d'être régulièrement payées.
- non-respect d'une disposition légale ou réglementaire régissant le Prêt, son objet ou l'activité financée, l'EMPRUNTEUR déclarant être parfaitement informé à ce sujet.
- diminution de la solvabilité de l'EMPRUNTEUR qui serait révélée de quelque manière que ce soit, ou encore en cas de cessation de son activité professionnelle ou de modification de son objet social.
- si l'EMPRUNTEUR venait à faire l'objet d'une procédure de saisie mobilière de nature à compromettre son activité, ou d'une saisie immobilière.
- interdiction bancaire ou judiciaire prononcée contre l'EMPRUNTEUR.
- liquidation amiable ou judiciaire de l'EMPRUNTEUR, ou dissolution, fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine.

Lors de la survenance de l'un des cas de déchéance du terme ci-dessus prévus, le PRÊTEUR pourra exiger le remboursement total de sa créance par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'EMPRUNTEUR, ou par exploit d'huissier.

Lorsque le PRETEUR est amené à se prévaloir de la résolution ou résiliation du contrat et à exiger le remboursement immédiat du capital restant dû ainsi que le paiement des intérêts et accessoires échus, les sommes restant dues produisent des intérêts de retard à un taux égal à celui du prêt majoré de 6 points jusqu'à la date du règlement effectif. En outre, l'EMPRUNTEUR paiera au PRETEUR une indemnité égale à 7% du capital restant dû. Huit (8) jours après cette mise en demeure, l'indemnité prévue ci-dessus s'appliquera de plein droit à la totalité de la créance.

Cette pénalité égale à 7% du montant total des sommes exigibles par anticipation sera également due par l'EMPRUNTEUR, dans les cas de remboursements anticipés obligatoires consécutifs au non-respect des dispositions réglementaires applicables aux opérations de location-accession, telles que définies par les articles R 331-76-1 à R 331-76-5-4 du code de la construction et de l'habitation.

Paraphes :

RLG

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ARTICLE 9 : GARANTIES

Les garanties demandées par le PRETEUR pour le présent crédit sont mentionnées aux Conditions Particulières. Elles conditionnent l'octroi et le maintien du crédit.

ARTICLE 9-A°) En cas de cautionnement : la (les) caution(s) s'engage(nt), en signant les présentes, à verser les sommes dues par l'EMPRUNTEUR en capital, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, dans le cas où celui-ci ne s'acquitterait pas, quelle qu'en soit la raison, de ses obligations. Ces versements seront effectués sur simple demande du PRETEUR, sans pouvoir lui opposer l'absence de ressources ni exiger que celui-ci ne discute au préalable l'EMPRUNTEUR défaillant. La(les) caution(s) renonce(nt) aussi au bénéfice de division. Les dispositions non contraires du Code Civil s'appliqueront pour le reste au présent cautionnement à titre supplétif.

ARTICLE 9 -B°) Assurance des biens : Jusqu'au remboursement intégral du prêt, les biens donnés en garantie devront être assurés contre l'incendie ou tout autre risque selon la nature du (des) bien(s), pour un capital jugé suffisant par le PRÊTEUR et auprès d'une compagnie agréée par lui.

L'EMPRUNTEUR devra remettre au PRÊTEUR un exemplaire de la police en cours et justifier à toute réquisition de cette assurance et du paiement des primes. À défaut, le PRÊTEUR pourra lui-même payer toutes primes et contracter toutes assurances, les sommes avancées par lui à ce titre étant immédiatement exigibles.

En cas de sinistre et malgré toute contestation, l'indemnité due par l'assureur sera versée directement au PRÊTEUR jusqu'à concurrence de la créance résultant des présentes, d'après les comptes présentés par lui et hors la présence de l'EMPRUNTEUR.

Toutes les notifications jugées nécessaires seront faites aux compagnies d'assurances, aux frais de l'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 10 : FRAIS IMPÔTS ET TAXES

L'EMPRUNTEUR s'engage à prendre à sa charge tous les émoluments, taxes et impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du prêt (et notamment les frais de timbre, d'enregistrement, de constitution, de renouvellement ou de mainlevée des garanties), sous quelque forme que ce soit, le PRETEUR devant, de convention expresse, recevoir les amortissements du prêt nets de tous impôts, taxes, droits, charges et retenues quelconques présents et futurs.

ARTICLE 11 : REFINANCEMENT, TITRISATION ET CESSION

Le PRETEUR se réserve expressément la possibilité de titriser ou céder toute ou partie de ses créances résultant du présent contrat, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 12 : DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'EMPRUNTEUR déclare que :

- la souscription du prêt est effectuée en conformité avec les décisions d'ordre financier et budgétaire, notamment en matière d'investissement, adoptées par son organe délibérant conformément aux lois et règlements qui lui sont propres,
- la souscription, la signature et l'exécution du prêt ont été dûment autorisées par son organe compétent,
- toutes les autres autorisations nécessaires à la mise en place du financement objet du prêt ont été préalablement obtenues,
- le financement, objet du prêt, et l'opération dans laquelle s'inscrit ledit financement n'ont donné lieu à aucune contestation ou recours quelconque,
- ni la créance du PRETEUR ni son paiement ne sont remis en cause par une action judiciaire ou administrative ou par une mesure administrative ou judiciaire prononcée à son encontre par le Préfet ou toute autre autorité supérieure au motif de son insolvabilité réelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou de tout autre manquement à une obligation financière.

Jusqu'à complet remboursement de toute somme due au titre du contrat de prêt, l'EMPRUNTEUR s'engage à :

- communiquer chaque année, sur demande du PRÊTEUR, ses différents comptes et budgets certifiés ainsi que tout document utile à l'étude de la situation financière de l'EMPRUNTEUR
- informer le PRÊTEUR, sans délai, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toute modification de

Paraphes :

RL

N° Projet : DD12130173 - N° prêt : DD12130174 - Date d'émission : 07/05/2018

ses statuts et des événements susceptibles d'affecter substantiellement son patrimoine, ses engagements ou son activité (par exemple : recours contre le budget ou le contrat même dans le cas où ce recours serait exercé par une autorité autre que de tutelle ou par une tierce personne)

- notifier immédiatement au PRÊTEUR tout événement susceptible d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt
- domicilier chez le PRÊTEUR, son chiffre d'affaires et ses opérations bancaires, au minimum au prorata de la part du financement assuré par le PRÊTEUR dans l'encours global de l'endettement de l'EMPRUNTEUR, sauf dérogation préalable et expresse notifiée par le PRÊTEUR.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Sauf élection de domicile particulière contraire, prévue à l'occasion de prise de garantie(s), et dont l'effet sera limité à chaque garantie, pour l'exécution des présentes et de leurs suites, pour la correspondance et l'envoi des pièces, domicile est élu par les parties en leurs sièges sociaux respectifs.

ARTICLE 14 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE, LOI APPLICABLE

Pour tout litige relatif au présent prêt, les parties déclarent accepter la compétence des tribunaux du siège du PRÊTEUR. Le présent contrat est soumis au droit français.

ARTICLE 15 : INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies dans le présent contrat ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure aux sociétés membres ou filiales du Groupe auquel appartient le PRÊTEUR, que pour les seules nécessités de la gestion ou satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à exercice de droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par loi 78-17 du 06/01/1978.

D
H
C
I
N
1
2
3
5
M
C
I
N
:
C
o
n
t
r
a
t
d
e
p
r
ê
t
A
K
K
E
A
B
a
n
q
u
e
E
n
t
r
e
p
r
i
s
e
e
t
I
N
S
t
i
t
u
t
i
o
n
n
e
1
5
3
. 2
T
L

Paraphes :





19-2018 5AOCT2

Caisse n° 041600
16274659

doc 2 . page 1

SIMULATION TABLEAU D'AMORTISSEMENT EN EUROS

EMPRUNTEUR : VALLOGIS **PROJET N°** : DD12130173
TYPE DE PRÊT : SLA1 - PRET SOCIAL **RÉFÉRENCE PRÊT** : DD12130174
LOCATION-ACCESSION
MONTANT : 546 000,00 € **TAUX DE BASE** : 1,7500 % Révisable
DURÉE : 360 mois **TAUX EFFECTIF GLOBAL** : 1.7572 % l'an
TOTAL INTERÊTS : 160465.41 **PÉRIODICITÉ** : annuel

N° projet : DD12130173		N° prêt : DD12130174				
Rang des échéances	Total à payer	Amortiss. capital	Intérêts Normaux	Intérêts Différés	Assurances	Montant Restant Dû après règlement de l'échéance
1	23 548,85	13 993,85	9 555,00	0,00	0,00	532 006,15
2	23 548,85	14 238,74	9 310,11	0,00	0,00	517 767,41
3	23 548,85	14 487,92	9 060,93	0,00	0,00	503 279,49
4	23 548,84	14 741,45	8 807,39	0,00	0,00	488 538,04
5	23 548,85	14 999,43	8 549,42	0,00	0,00	473 538,61
6	23 548,85	15 261,92	8 286,93	0,00	0,00	458 276,69
7	23 548,84	15 529,00	8 019,84	0,00	0,00	442 747,69
8	23 548,84	15 800,76	7 748,08	0,00	0,00	426 946,93
9	23 548,84	16 077,27	7 471,57	0,00	0,00	410 869,66
10	23 548,85	16 358,63	7 190,22	0,00	0,00	394 511,03
11	23 548,84	16 644,90	6 903,94	0,00	0,00	377 866,13
12	23 548,85	16 936,19	6 612,66	0,00	0,00	360 929,94
13	23 548,84	17 232,57	6 316,27	0,00	0,00	343 697,37
14	23 548,84	17 534,14	6 014,70	0,00	0,00	326 163,23
15	23 548,85	17 840,99	5 707,86	0,00	0,00	308 322,24
16	23 548,85	18 153,21	5 395,64	0,00	0,00	290 169,03
17	23 548,85	18 470,89	5 077,96	0,00	0,00	271 698,14
18	23 548,85	18 794,13	4 754,72	0,00	0,00	252 904,01
19	23 548,85	19 123,03	4 425,82	0,00	0,00	233 780,98
20	23 548,85	19 457,68	4 091,17	0,00	0,00	214 323,30
21	23 548,85	19 798,19	3 750,66	0,00	0,00	194 525,11
22	23 548,85	20 144,66	3 404,19	0,00	0,00	174 380,45
23	23 548,85	20 497,19	3 051,66	0,00	0,00	153 883,26
24	23 548,85	20 855,89	2 692,96	0,00	0,00	133 027,37
25	23 548,85	21 220,87	2 327,98	0,00	0,00	111 806,50
26	23 548,84	21 592,23	1 956,61	0,00	0,00	90 214,27
27	23 548,85	21 970,10	1 578,75	0,00	0,00	68 244,17

Paraphes :

28	23 548,84	22 354,57	1 194,27	0,00	0,00	45 889,60
29	23 548,85	22 745,78	803,07	0,00	0,00	23 143,82
30	23 548,85	23 143,82	405,03	0,00	0,00	0,00

* Intérêts calculés stockés et prélevés ultérieurement

Signature(s) emprunteur(s)

Le :

Signature(s) cautions(s)

Le :

D
C
R
E
D
I
T
J
O
R
N
A
L
N
O
U
V
E
L
L
E
S

Paraphes :

Rb

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

Les présentes conditions générales trouveront à s'appliquer dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux Conditions Particulières".

Pour les besoins des présentes :

« **Concours** » désigne le(s) prêt(s) et/ou crédit(s) garanti(s), accordé(s) par ailleurs à l'Emprunteur par le Prêteur, et dont les caractéristiques sont reprises aux Conditions Particulières.

« **Conditions Générales** » désigne les présentes conditions générales de garanties convenues pour chaque garantie, et tous ses actes subséquents.

« **Conditions Particulières** » désigne les conditions particulières convenues pour chaque garantie, et tous ses actes subséquents.

« **Caution** » désigne toute personne physique ou morale se portant caution des Obligations Garanties au sens des articles 2288 et suivants du Code civil et

« **Cautionnement** » désigne l'acte formalisant l'engagement de la Caution.

« **Constituant** » désigne la personne physique ou morale ayant consenti et constitué chaque garantie, tel que désignée aux Conditions Particulières, en ce compris toute Caution et Tiers Garant.

« **Emprunteur** » désigne l'emprunteur, tel que défini aux Conditions Particulières.

« **Garantie** » désigne la sureté ou garantie constituée au profit du Prêteur, en vertu des Conditions Particulières.

"**Obligations Garanties**" désigne l'ensemble des obligations de paiement et de remboursement dues à tout moment par l'Emprunteur au Prêteur résultant du Concours, tant en principal, qu'en intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais, charges, taxes, dommages et intérêts, accessoires, éventuelles primes d'assurances, et toutes autres sommes de quelque nature que ce soit, que ces sommes soient exigibles ou à terme, certaines ou éventuelles et telles qu'éventuellement modifiées, augmentées ou prorogées.

« **Parties** » désigne ensemble le Prêteur et le Constituant (et « **Partie** » désigne l'un d'entre eux).

« **Prêteur** » désigne le prêteur bénéficiaire de la Garantie tel qu'il est désigné aux Conditions Particulières, ainsi que tout établissement de crédit venant aux droits et actions du Prêteur.

« **Tiers Garant** » désigne la personne physique ou morale, autre que l'Emprunteur, ayant consenti et constitué une sureté réelle et/ou un droit exclusif sur un actif lui appartenant, tel que désignée aux Conditions Particulières.

ARTICLE 1. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES

1.1 **Sommes garanties** : toute Garantie, que son montant soit plafonné ou non, est consentie pour sûreté du complet paiement et remboursement des Obligations Garanties.

1.2 **Solidarité** : toute Garantie, réelle ou personnelle, à l'exclusion du cautionnement simple, est donnée conjointement et solidairement, sans bénéfice de discussion ni de division, au profit du Prêteur.

1.3 **Indivisibilité** : la créance du Prêteur est indivisible. Notamment, en cas de décès du Constituant, il y aura solidarité et indivisibilité entre ses héritiers qui seront tenus de se faire représenter par un mandataire unique.

1.4 **Cumul des garanties** : si plusieurs garanties sont consenties au Prêteur, celles-ci se cumulent, qu'elles soient données par une même personne ou non et qu'elles couvrent ou non un même Concours.

1.5 **Frais-impôts** : les frais et impôts quelconques auxquels donneront lieu les garanties ou leurs suites, seront à la charge de l'Emprunteur.

1.6 **Déclarations** : le Constituant déclare et reconnaît :

1.6.1 Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des actes de garantie par suite de sauvegarde, sauvegarde financière accélérée, sauvegarde accélérée, redressement ou liquidation judiciaire, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de ses biens, placement sous sauvegarde, tutelle ou curatelle ou tout autre motif similaire ;

1.6.2 Que les informations fournies au Prêteur sur sa situation patrimoniale, son état-civil, domicile et régime matrimonial sont sincères et exactes et pouvoir en justifier à première demande du Prêteur ;

1.6.3 Qu'aucun obstacle ne s'oppose à la prise des garanties de sorte que ces garanties viennent bien au rang exigé pour l'octroi du(des) Concours ;

1.6.4 Etre pleinement et suffisamment informé(e) sur la situation financière exacte de l'Emprunteur et se maintenir informé(e) par ses propres moyens;

1.6.5 Avoir entière connaissance des caractéristiques du(des) Concours qu'il (elle) garantit et avoir reçu un exemplaire du (des) contrat(s) y afférent. Si il (elle) est assuré(e) sur sa personne, accepter les conditions de cette (ces) assurance(s) prévue(s) au(x) contrat(s) (ou sur le(s) certificat(s) d'assurance) ;

1.6.6 Lorsque le Concours stipule l'intervention d'un organisme de Caution mutuelle ou d'un autre organisme financier :

. Renoncer à l'égard de ce dernier au bénéfice de l'article 2310 du Code Civil et à tout recours contre lui après paiement.

. Etre informé et accepter que les sommes avancées par cet organisme ne puissent jamais venir en diminution du montant des Obligations Garanties;

1.6.7 Etre informé, dans le cas où le Constituant garantit un Concours stipulé modulable, que la durée et le montant des échéances de ce(s) Concours peuvent varier conformément aux stipulations du Concours ;

1.6.8 **Accepter expressément, en cas de prorogation, renouvellement ou reconduction tacite ou expresse du Concours, y compris en cas d'escompte de billets financiers, de rester tenu par ses engagements résultant de la Garantie dont le Prêteur continuera à bénéficier, dans les termes et conditions prévus à l'(aux) acte(s) de garantie(s) qui continueront à s'appliquer (sauf indication contraire), sans qu'il soit besoin pour le Prêteur d'accomplir la moindre formalité ou de solliciter de nouveau son consentement.** Le Constituant s'engage, en tant que de besoin, à réitérer sa Garantie ou régulariser tout acte et/ou document qui serait éventuellement requis par le Prêteur à sa première demande.

1.6.9 S'engager à ne rien faire qui puisse remettre en cause ou affecter l'étendue et/ou le rang de la Garantie jusqu'au complet remboursement du(des) Concours, en ce compris les Concours de trésorerie, de stockage ou de campagne matérialisés par billets financiers escomptés par le Prêteur.

1.7 **Durée** : sauf convention expresse contraire, toute Garantie est donnée jusqu'au complet paiement et remboursement des Obligations Garanties, le Prêteur pouvant procéder à tous renouvellements d'inscriptions tant que le(s) Concours n'aura(ont) pas été intégralement remboursés. Pour les Cautionnements souscrits par des personnes physiques, leur durée est rappelée dans la mention manuscrite des Conditions Particulières, prévue à l'article L.331-2 du Code de la consommation.

1.8 **Respect des clauses de garanties** : faute pour le Constituant de respecter les engagements prévus aux Conditions Générales et aux Conditions Particulières, le Prêteur pourra si bon lui semble, exiger le remboursement intégral et immédiat du Concours et mettre en jeu ses garanties.

1.9 **Election de domicile** : sauf élection(s) de domicile(s) particulière(s) contraire(s) dont l'effet sera limité à chaque garantie concernée, les Parties font pour l'exécution des garanties ou de leurs suites, élection de domicile en leur siège social (ou à leur adresse principale d'exploitation) respectifs.

1.10 **Attribution de compétence** : sous réserve des articles 44 et 48 du Code de Procédure Civile, le Tribunal du Siège Social du Prêteur est seul compétent en cas de litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution des Garanties.

1.11 **Pouvoirs** : tous pouvoirs sont donnés au Prêteur, avec faculté de substituer, pour l'accomplissement de toutes formalités nécessaires (significations, publicités, prorogations, mainlevées,...).

1.12 **Dispositions applicables** : outre les dispositions des présents articles 1.1 à 1.12, toute Garantie est consentie conformément aux clauses et articles ci-après ainsi qu'aux dispositions légales ou réglementaires non contraires qui trouveront à s'appliquer à titre supplétif.

1.13 Durant toute la durée du(des) Concours, le Prêteur est autorisé à vérifier lui-même ou à faire vérifier par tout mandataire de son choix et ce, à tout moment, l'existence et l'état du ou des bien(s) donné(s) en garantie. De même, il peut faire procéder à toute expertise de la valeur de ce(s) bien(s) par tout expert de son choix, aux frais de l'Emprunteur. Pour ce faire, le Constituant s'oblige à présenter le(s) bien(s) donné(s) en garantie au Prêteur ou à ses mandataires ou experts, à première demande de sa part. Le refus opposé par le Constituant de se soumettre à toute demande en ce sens qui serait présentée par le Prêteur, de même que toute absence de réponse durant quinze (15) jours, pourra constituer, si le Prêteur le décide, un cas d'exigibilité anticipée du(des) Concours s'ajoutant aux autres cas d'exigibilité anticipée du Concours.

ARTICLE 2. GARANTIES SUR PRODUITS BANCAIRES, COMPTE-TITRES FINANCIERS, PARTS SOCIALES, CONTRAT D'ASSURANCE OU DE CAPITALISATION

2.1 **Garanties sur compte de titres financiers** : les garanties sur compte de titres financiers sont régies par l'article L.211-20 du Code Monétaire et Financier.

2.2 **Garanties sur parts sociales** : les parts sociales sont affectées en nantissement pour leur entière valeur actuelle et future. Tous titres ou sommes venant en leur substitution ou complément, par suite d'échange, regroupement, division, attribution gratuite, conversion, souscription en numéraire, ou autrement, sont compris dans l'assiette du nantissement. Le nantissement s'étend aux revenus et aux produits de la vente, du rachat ou du remboursement des titres nantis, ainsi qu'à tous titres acquis en remploi de ces produits ou revenus (de plein droit et sans qu'il soit besoin de mentionner expressément ce remploi, ni novation). A cet effet, les produits et revenus seront portés sur un compte spécifique ouvert au nom du Constituant, et spécialement affectés à la garantie du parfait paiement et remboursement des Obligations Garanties au titre du(des) Concours. Le Constituant autorise, dès à présent, le Prêteur à

compenser les sommes qui figureront au crédit de ce compte spécifique avec toutes sommes exigibles et non réglées.

2.3 Nantissement de bons au porteur : le nantissement porte sur la valeur nominale des bons nantis et s'étend aux intérêts échus et à échoir.

2.4 Nantissement de dépôts à terme : le nantissement porte sur toutes sommes en capital et intérêts inscrites ou à inscrire au crédit du compte de dépôt ouvert au nom du Constituant.

2.5 Nantissement de contrat d'assurance-vie, de capitalisation : le nantissement porte sur la valeur capitalisée du contrat nanti augmentée de tous versements ultérieurs (si le contrat prévoit la possibilité d'effectuer de tels versements) ainsi que sur la revalorisation (intérêt minimum garanti, participation aux bénéfices financiers). Les supports financiers figurant au contrat nanti, ceux qui leurs sont substitués ou les complètent, de quelque manière que ce soit, ainsi que leurs fruits, revenus et produits en toute monnaie, sont compris dans l'assiette du nantissement.

Le Constituant déclare toute désignation de bénéficiaire(s), en cas de décès, qu'elle résulte du contrat d'origine ou d'avenants, irrévocablement suspendue jusqu'au complet remboursement des Obligations Garanties. Il déclare en outre que le contrat nanti n'a pas été accepté tacitement ou expressément par le(s) bénéficiaire(s). Le Constituant renonce, sauf désintéressement ou accord préalable du Prêteur, à la conversion en rente du capital acquis au terme du contrat nanti. Le Prêteur bénéficiera d'un gage-espèces sur toutes sommes qui seraient restituées au Constituant si ce dernier exerçait sa faculté de renonciation prévue à l'article L. 132-5-1 du Code des assurances. Le Prêteur pourra, en conséquence, retenir ces sommes et les compenser avec toute somme exigible au titre du(des) Concours.

2.6 Dispositions communes à toutes les garanties visées aux Articles 2.1 à 2.5 : le Constituant s'engage (ou accepte que) :

2.6.1 Lorsque le montant de la Garantie est plafonné, à ce que la valeur vénale des biens ou droits gagés ou nantis atteigne le montant de la Garantie indiqué aux Conditions Particulières de l'acte de gage ou de nantissement. A défaut, le Prêteur pourra demander un complément de gage ou de nantissement selon le cas, pour que ce montant soit atteint.

2.6.2 Lorsque le montant de la Garantie n'est pas plafonné, si pour quelque motif que ce soit la valeur vénale des biens ou droits gagés ou nantis venait à diminuer, à fournir au Prêteur un complément de gage ou de nantissement pour porter cette valeur vénale à un montant au moins équivalent à celui existant au jour de la signature de(s) l'acte(s) de Garantie.

2.6.3 A renouveler les placements (ou contrats) nantis à leurs échéances, aux conditions alors en vigueur. Ces placements (ou contrats) renouvelés seront, de plein droit et par subrogation réelle, grevés par la Garantie, ou à fournir au Prêteur tout autre gage, nantissement, privilège (ou droits similaires) dans des conditions jugées suffisantes par le Prêteur. Les substitutions ou renouvellements ici prévus s'effectueront sans novation.

2.6.4 Le Prêteur pourra, à titre de gage-espèces, retenir toutes sommes perçues aux échéances des placements (ou contrats) et ce tant que les Obligations Garanties n'auront pas été intégralement payées et remboursées. Il en sera de même en cas de rachat (ou remboursement anticipé) y compris s'il intervient à l'initiative du Prêteur et en cas de dénouement du contrat, et ce qu'elle qu'en soit l'origine.

Le Prêteur aura la faculté de compenser et de prélever sur toutes sommes dues au titre des placements (ou contrats) nantis, soit à leur échéance, soit antérieurement en cas d'exigibilité du(des) Concours, les sommes exigibles en vertu du(des) Concours et non réglées. A cet effet, le Constituant donne irrévocablement mandat au Prêteur de demander le remboursement ou rachat anticipé des placements (ou contrats) nantis, qui devra être réalisé à première demande du Prêteur ainsi que le mandat de percevoir toutes sommes dues au titre de ces placements (ou contrats) à leur échéance ou lors du rachat (ou remboursement) anticipé. Le Constituant supportera seul les conséquences fiscales du remboursement ou rachat anticipé des placements (ou contrats) dont il reconnaît avoir entière connaissance.

2.6.5 A remettre au Prêteur, sur simple demande et sans délai, un exemplaire des actes, documents ou bons, matérialisant ses droits de propriété sur les biens remis en garantie, et dont le Constituant se dessaisit (ou dessaisira) au profit du Prêteur. Le Prêteur remettra ces pièces en dépôt auprès de la Société identifiée aux Conditions Particulières, aux clauses et conditions ordinaires de dépôt de titres de celle-ci.

ARTICLE 3. NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE

Le nantissement porte sur la clientèle et l'achalandage, l'enseigne et le nom commercial ou professionnel, le droit au bail des lieux où l'activité commerciale ou artisanale est exercée, le matériel et l'outillage, les véhicules automobiles, le mobilier commercial, industriel ou professionnel garnissant et servant à l'exploitation du fonds, la licence de débit de boissons, les brevets d'invention et licences d'exploitation, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles et généralement tous les droits de propriété, commerciale, industrielle, littéraire ou artistique qui sont attachés au fonds. Le nantissement portera aussi bien sur le bail que sur tous les renouvellements et prorogations dudit bail, comme aussi en cas de déplacement du fonds sur tous baux (ou locations verbales) afférents aux locaux où le fonds serait transporté. Il s'étend à toutes additions, augmentations, améliorations qui pourraient être faites par la suite sur les éléments du fonds. Le nantissement porte également sur toutes les indemnités d'assurances, d'expropriation, d'éviction ou toutes autres

indemnités représentatives de tout ou partie des éléments du fonds, ainsi que sur toutes indemnités représentatives des embellissements, améliorations et installations faits par le Constituant à ses frais ou par tout occupant des locaux loués à bail par le Constituant. A défaut par le propriétaire de l'immeuble, de renouveler le bail des lieux où s'exerce l'activité commerciale, le Prêteur exercera son privilège sur l'indemnité d'éviction et toutes les autres indemnités qui seraient mises à la charge dudit propriétaire en vertu de la législation sur les baux. Dans le cas où le Constituant est propriétaire des locaux où est exercée l'activité, il s'engage, dès à présent, en cas de défaillance de l'Emprunteur à consentir un bail à l'acquéreur du fonds.

ARTICLE 4. WARRANT AGRICOLE

Le Constituant conservera, dans les bâtiments et sur les terres de la ferme exploitée par lui, la garde des produits et objets warrantés. Le porteur du warrant pourra, chaque fois que bon lui semblera, constater l'état et l'existence des produits warrantés et, en cas de besoin, il fera nommer un séquestre par le Juge d'Instance, les frais du séquestre devant être payés par privilège sur le prix de la vente. Le warrant, constitué uniquement à titre de garantie réelle, ne sera pas susceptible d'être endossé mais seulement transmis selon les formes du droit civil. Le Constituant aura le droit de vendre à l'amiable les animaux et les objets warrantés, avant le paiement de la créance, même sans le concours du Prêteur, mais il s'engage à ne les remettre à l'acquéreur que lorsque le Prêteur aura été désintéressé, à moins de remplacer l'objet vendu par un autre de même valeur, étant entendu que le Prêteur devra être avisé, au préalable, de toutes les substitutions faites. Le gage s'étendra aux animaux ou biens venant en remplacement de ceux warrantés, même au cas où ce remplacement se serait opéré à l'insu et au mépris des droits du Prêteur.

Le Constituant déclare qu'il n'existe sur les immeubles par nature ou par destination aucune action révocatoire, résolutoire ou rescisoire, aucune hypothèque conventionnelle, légale ou judiciaire, ni aucun droit de nature à porter atteinte au warrant agricole.

ARTICLE 5. HYPOTHEQUES

Les hypothèques immobilières, fluviales, maritimes ou sur aéronefs portent sur l'intégralité des biens décrits aux Conditions Particulières des actes de Garanties correspondant ainsi que sur tous accessoires, agrandissements, constructions, immeubles par destination, améliorations, indemnités d'assurances, machines, agrès, appareils, pièces de rechange, ou encore toutes pièces et tous équipements destinés de façon continue au service du bien hypothéqué (qu'elles fassent corps avec lui ou non).

ARTICLE 6. ASSURANCE DES BIENS REMIS EN GARANTIE

Le Constituant accepte sans réserve que les dispositions opposables à l'Emprunteur relatives à ces assurances et prévues aux conditions générales du Concours lui soient applicables de plein droit.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES GARANTIES

7.1 Outre les dispositions prévues aux articles ci-avant, les clauses suivantes trouveront à s'appliquer à toutes les Garanties, solidaires ou simples, personnelles ou réelles. Elles s'appliqueront aux Cautionnements accordés par des personnes physiques en faveur du Prêteur, sous réserve de ne pas contrevenir aux dispositions des articles L. 331-1 et suivants du Code de la consommation lorsque ces dernières seront applicables.

7.2 De convention expresse, à défaut de règlement à bonne date par l'Emprunteur de tout ou partie des Obligations Garanties, l'ensemble des conditions qui lui sont applicables au titre des intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires resteront en vigueur jusqu'à parfait paiement et seront applicables de plein droit au Constituant.

7.3 La déchéance du terme qui entraîne l'exigibilité anticipée des Obligations Garanties à l'égard de l'Emprunteur sera opposable de plein droit au Constituant, sans qu'il soit besoin d'un quelconque avis ou formalité. En particulier, les sommes dues en vertu du Cautionnement seront immédiatement exigibles en cas de déchéance du terme des Obligations Garanties.

7.4 Le Prêteur pourra, de son propre chef, sans en référer au Constituant, accorder toute prorogation d'échéances, sans perdre pour autant le bénéfice des Garanties, la prorogation n'entraînant pas novation.

7.5 De convention expresse, le Constituant s'interdit de se prévaloir de toutes subrogations, d'exercer toutes actions personnelles et de façon générale, d'élever toutes prétentions ou réclamations qui auraient pour résultat de le faire venir en concurrence avec le Prêteur, tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des Obligations Garanties.

7.6 Lorsque les Obligations Garanties résultent de mises à dispositions en compte courant (découvert en compte, ouverture de crédit, escompte de billets, etc.), le Constituant consent à ce que la Garantie soit expressément maintenue et réservée en se reportant de plein droit sans faire novation, sur le solde débiteur du compte-courant existant à la date de la clôture du compte ou sur le solde provisoire du compte-courant existant à la date d'exigibilité, normale ou anticipée, des Obligations Garanties.

Il est expressément convenu que le Constituant restera tenu de garantir le parfait paiement et remboursement des Obligations Garanties (exigibles ou non) dont

l'origine sera antérieure à la clôture du compte ou à la date d'exigibilité susvisés. En ces cas, le solde débiteur existant au jour de la clôture du compte ou de l'exigibilité des Obligations Garanties sera alors établi en fonction des opérations en cours à cette date, et le Constituant sera tenu de régler au Prêteur le solde débiteur en résultant dans la double limite des Obligations Garanties et du montant de sa Garantie, sans que les remises postérieures ne puissent venir en diminuer le montant, ni que les avances postérieures ne puissent venir l'augmenter.

7.7 Dans toute la mesure permise par la loi, outre les effets habituels du cautionnement ou du gage (ou nantissement) consenti par un Constituant, en cas de sauvegarde, sauvegarde accélérée, sauvegarde financière accélérée, redressement ou liquidation judiciaire de l'Emprunteur, le Constituant reconnaît que :

- le non-paiement d'une échéance par l'Emprunteur quel qu'en soit le motif entraînera automatiquement et sans formalités, déchéance du terme et exigibilité totale de la créance à l'égard de l'Emprunteur et du Constituant. Il en sera de même en cas de non continuation du(des) Concours dans le cadre de l'article L 622-13 du Code du Commerce.

7.8 En cas de pluralité de Garantie (y compris Cautionnements) garantissant les mêmes Obligations Garanties, ces garanties s'additionneront et se cumuleront sans pouvoir affecter la nature ou l'étendue de tout engagement ou Garantie réel(le) ou personnel(le) qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis par toute personne en garantie du Concours.

7.9 Réserve des Garanties

En tant que de besoin, en application de l'article 1334 du Code civil, le Prêteur déclare réserver, ce que le Constituant accepte expressément, l'ensemble des Garanties conférées en garantie du(des) Concours, dans les mêmes termes et conditions que la Garantie, dont le Prêteur continuera en conséquence à bénéficier en garantie de toutes sommes dues en cas de renouvellement ou reconduction tacite du(des) Concours et plus généralement en cas de novation de tout ou partie du(des) Concours pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES CAUTIONNEMENTS

Sous réserve de stipulations contraires dans les Conditions Particulières :

9.1 Tout Cautionnement à durée indéterminée pourra être dénoncé par la Caution sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois.

Il est expressément convenu que la Caution restera tenue de garantir le parfait paiement et remboursement des Obligations Garantie (exigibles ou non) dont l'origine sera antérieure à l'expiration du délai de préavis qui lui est applicable. Pour être recevable, la dénonciation par la Caution devra être notifiée au Prêteur par lettre recommandée avec accusé de réception et il est expressément convenu que cette dénonciation entraînera de plein droit et sans formalités, si bon semble au Prêteur, l'exigibilité de toutes sommes pouvant être dues au titre du(des) Concours.

9.2 Pour les Concours inscrits en compte courant, si le Prêteur ne prononce pas leur exigibilité anticipée ou la clôture des comptes du fait de la dénonciation de son Cautionnement, la Caution restera tenue de garantir au titre de l'obligation de couverture, le(s) Concours lorsqu'il deviendra exigible, dans la limite d'un montant équivalent au montant du(des) solde(s) débiteur(s) existant(s) à l'expiration du délai de préavis de dénonciation applicable à la Caution et sans déduction des sommes créditrices postérieures.

9.3 En complément et sans préjudice des stipulations de l'article 7.8, en cas de pluralité de Cautions garantissant les mêmes Obligations Garanties, ces Cautions s'additionneront et se cumuleront. En conséquence un paiement partiel fait par l'une des Cautions ne libérera pas les autres, tant que le Prêteur n'aura pas été intégralement désintéressé de toutes sommes dues au titre desdites Obligations Garanties. Il est expressément convenu que l'existence de plusieurs éventuelles autres Cautions ne constitue pas un élément déterminant de l'engagement de chaque Caution, le Prêteur pouvant valablement décharger de ses obligations l'une ou l'autre des Cautions, en tout ou en partie, sans avoir à en référer au préalable aux autres Cautions et sans perdre le cas échéant, le bénéfice du(des) autres Cautionnement(s) qu'il n'a point entendu décharger et qui demeureront en vigueur. La Caution restera également tenue si, qu'elle qu'en soit la raison, le Prêteur ne pouvait obtenir la régularisation de toutes les autres Cautions prévues lors de l'octroi du(des) Concours concerné(s).

ARTICLE 9. AUTRES DISPOSITIONS COMMUNES

9.1 Caducité – Imprévision

Si, à tout moment, les Conditions Générales et/ou Conditions Particulières deviennent caduques en application notamment de l'article 1186 du Code civil, cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif.

Le Prêteur conservera l'intégralité des sommes perçues au titre de la (des) Garantie(s) et de tout document y relatif (en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais, coûts et tous autres accessoires) et ne sera en conséquence tenue d'aucune obligation de restitution envers le Constituant. Le Constituant reconnaît et accepte expressément que dans une telle hypothèse de caducité, toutes les clauses qui par nature sont destinées à survivre à la fin de la (des) Garantie(s), pour

quelque cause que ce soit, continueront à produire leurs effets.

Sans préjudice des autres stipulations des présentes, le Constituant convient expressément par les présentes d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre de la (des) Garantie(s) et reconnaît qu'il n'entend pas se prévaloir desdites dispositions dont il déclare avoir parfaitement connaissance.

Par conséquent, le Constituant accepte expressément d'assumer le risque de tout changement de circonstances imprévisible à la date de signature des présentes et de l'ensemble de ses actes ultérieurs subséquents, qui serait de nature à rendre l'exécution de ses obligations excessivement onéreuse pour elle.

9.2 Représentation – Agent des Sûretés

Dans l'hypothèse où le Constituant et/ou le Prêteur représenterait plusieurs parties dans le cadre de la régularisation de la (des) Garanties, chacune des parties représentée a autorisé en tant que de besoin le représentant commun à agir en son nom et pour son compte et à intervenir pour le compte d'une ou des autres parties à ladite (auxdites) Garantie(s), dans les limites des pouvoirs qui lui ont été conférés par la ou les autres parties concernées, conformément aux dispositions de l'article 1161 alinéa 2 du Code civil.

9.3 Cession

Le Constituant ne pourra en aucun cas céder tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de sa Garantie, sauf accord préalable écrit du Prêteur. Par ailleurs, le Prêteur pourra librement céder tout ou partie de ses droits ou droits et obligations résultant du Concours, ce dont le Constituant prend acte d'ores et déjà par la signature des Conditions Particulières, étant précisé que toute cession s'étend de plein droit aux accessoires de la créance cédée et aux accessoires des droits et obligations cédés par le Prêteur, dont notamment les Garanties.

Pour le cas où le Prêteur serait libéré pour l'avenir de ses droits ou de ses droits et obligations envers l'Emprunteur, au titre du(des) Concours, le Constituant consent expressément à maintenir sa(ses) Garantie(s) à la sûreté des Obligations Garanties. Ainsi, en cas de cession de tout ou partie de la créance ou des droits et obligations du Prêteur au titre des Obligations Garanties, ou en cas de subrogation de toute personne dans lesdits droits, le bénéficiaire de la cession ou de la subrogation bénéficiera des droits découlant de toute Garantie consentie par tout Constituant à la sûreté du(des) Concours, qui demeurent attachés par accessoire aux droits transférés. En tant que de besoin, le Constituant reconnaît et accepte que toute référence au bénéficiaire et/ou au Prêteur inclut tout bénéficiaire d'une cession ou subrogation, et que la (les) Garantie(s) qu'il a consenti au profit du Prêteur en garantie des Obligations Garanties seront maintenues et bénéficieront de plein droit à tout bénéficiaire d'une telle cession ou subrogation, dans la mesure des droits transférés.

En cas de cession de droits ou de droits et d'obligations, le Constituant reconnaît et accepte que la cession produise effet à son égard, en vertu de la règle de l'accessoire, au jour où la cession sera notifiée à l'Emprunteur à la diligence et aux frais du cessionnaire ou lorsque l'Emprunteur en prendra acte par tout moyen, conformément aux dispositions légales. A défaut de notification ou de prise d'acte exprès par l'Emprunteur, le Constituant accepte et reconnaît que tout paiement qui serait effectué par l'Emprunteur directement entre les mains du bénéficiaire au titre du(des) Concours garantis emporte prise d'acte par l'Emprunteur de la cession, au plus tard à la date du premier paiement correspondant.

Aux effets ci-dessus, le Constituant s'engage expressément à signer tous actes, et accomplir toutes formalités qui seraient le cas échéant requis par le Prêteur ou le bénéficiaire, aux fins de parfaire la cession par le Prêteur de ses droits et obligations au titre du Contrat et des Garanties y afférentes, les frais d'actes et formalités étant alors supportés par le bénéficiaire.

9.4. Maintien du bénéfice des Garanties en cas de fusion, scission et opérations assimilées

9.4.1. Fusion du Prêteur :

Dans l'hypothèse où le Prêteur ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouveau Prêteur »), le Constituant accepte expressément que sa Garantie (en ce compris tout Cautionnement) soit de plein droit maintenue et transmise au profit du Nouveau Prêteur et s'engage expressément à garantir le remboursement de toutes sommes dues par l'Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).

9.4.2. Fusion de l'Emprunteur :

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouvel Emprunteur »), le Constituant accepte expressément que sa Garantie (en ce compris tout Cautionnement) soit de plein droit maintenue au profit du Prêteur et s'engage expressément à garantir le remboursement de toutes

sommes dues par le Nouvel Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).

9.4.2. Fusion du Constituant :

Dans l'hypothèse où le Constituant ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouveau Constituant »), les droits et obligations du Constituant résultant de toute Garantie délivrée par celui-ci (en ce compris tout Cautionnement) seront de plein droit transmis au Nouveau Constituant. De convention expresse, lesdites Garanties sont maintenues au profit du Prêteur, le Nouveau Constituant garantissant ainsi expressément le remboursement de toutes sommes dues par l'Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).

9.4.3. Stipulations communes

Dans chacun des cas visés aux articles ci-avant, le (Nouveau) Constituant restera tenu dans les termes et conditions de chaque acte de garantie y afférent :

- (i) de l'ensemble des créances nées antérieurement à l'opération de fusion (ou assimilées) et
- (ii) ce nonobstant toute modification de la forme juridique du Prêteur, de l'Emprunteur ou du Constituant, quand bien même cette fusion (ou assimilées) entraînerait la création d'une personne morale nouvelle.

Sans préjudice de ce qui précède, si le Prêteur décide d'accomplir quelque diligence que ce soit en vue de confirmer le plein effet de la Garantie, le (Nouveau) Constituant s'engage à accomplir toutes diligences à cet effet, çà première demande du Prêteur.

ARTICLE 10. DONNEES PERSONNELLES - INFORMATIQUE ET LIBERTES

ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels est responsable du traitement de vos données personnelles. Ces informations recueillies dans le présent document ont un caractère obligatoire dans le cadre de la conclusion du contrat. A défaut, l'adhésion ne pourra être réalisée.

Les informations personnelles collectées seront principalement utilisées par la Banque pour, s'il y a lieu, des finalités d'octroi de crédit, d'évaluation du risque, de sécurisation, de gestion du crédit, de recouvrement, de prévention de la fraude, de gestion de la relation bancaire, d'animation commerciale et pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires (notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent). Ces informations pourront en outre être utilisées dans certains cas en vue de la souscription de contrats d'assurance.

La Banque est tenue au secret professionnel à l'égard des informations personnelles recueillies. Toutefois, la Banque est autorisée par les personnes dont les données sont recueillies à partager le secret bancaire en vue des finalités ci-avant indiquées au profit des sociétés de son Groupe, de l'assureur en cas de souscription d'un contrat d'assurance, des partenaires de la Banque susceptibles d'intervenir dans le cadre de leurs relations ainsi que des autorités judiciaires et administratives habilitées. Certaines données relatives au présent contrat peuvent être réutilisées dans le cadre de l'instruction de futurs contrats.

Sur ces informations collectées, le Client dispose notamment d'un droit d'accès et de rectification. En outre, ce dernier peut se prévaloir d'un droit d'opposition en particulier pour l'utilisation desdites informations à des fins de prospection commerciale.

Pour exercer l'un des droits dont il dispose, le Client peut écrire au service Relations Clientèle- ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Immeuble Le Sextant, 255 rue de Saint Malo CS 21135 35011 Rennes cedex ou lui adresser un e-mail: contactarkeabanqueei@arkea.com. A compter du 1er octobre 2018, le Tiers Garant peut écrire au service Relations Clientèle- ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Immeuble Altaïr, 3 avenue d'Alphasis CS 96856 - 35760 Saint-Grégoire cedex.

Si le client souhaite des informations complémentaires sur l'ensemble de ses droits et plus largement sur la gestion de ses informations personnelles, il peut se reporter aux Conditions de fonctionnement de comptes en vigueur disponibles auprès des centres d'affaire et sur le site internet de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels : arkea-banque-ei.com.

Délibération multiple n°6

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à Vallogis à hauteur de 102 000 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 204 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°77052.

Ce prêt est destiné à la réhabilitation de 16 logements situés « La Régence 2 » à Coullons.

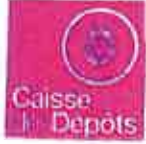
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où Vallogis, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

GROUPE



Exemplaire à conserver

www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 77052

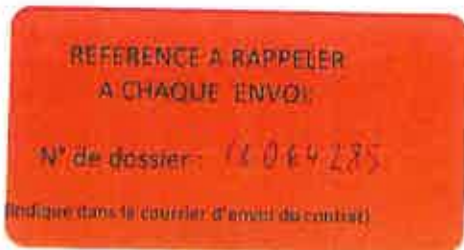
Entre

SA HLM VALLOGIS (45) - n° 000262892

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Procès-verbal 12.82 page 1/24
Contrat de prêt n° 77052 Emprunteur n° 000262892



Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

1/24

GROUPE



www.groupecaissesdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM VALLOGIS (45), SIREN n°: 086180387, sis(e) 24 RUE DU POT DE FER BP 1717
45007 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SA HLM VALLOGIS (45)** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

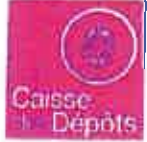
DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Prêt de Prêtés V2.6.2 page 2/24
Contrat de prêt n° 7052 Emprunteur n° 00022892

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 2/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

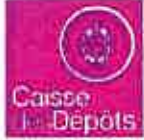
ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

3/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 1056 - COULLONS - La Régence 2, Parc social public, Réhabilitation de 16 logements situés Multi-adresses 45720 COULLONS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quatre mille euros (204 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de deux-cent-quatre mille euros (204 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

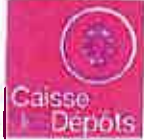
La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

4/24



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

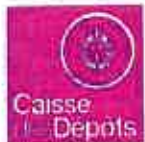
La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

5/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 8/24



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe In fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

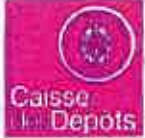
Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

7124



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/07/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

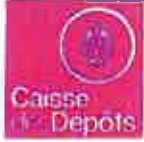
- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie du Conseil Départemental du Loiret pour 50 %
 - Garantie de la commune de Coullons à 50 %

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45055 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

8/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 9/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5234537		
Montant de la Ligne du Prêt	204 000 €		
Commission d'Instruction	0 €		
Durée de la période	Annuelle		
Taux de période	0 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0 %		
Phase de préfinancement			
Durée du préfinancement	9 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Phase d'amortissement			
Durée	15 ans		
Index	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,75 %		
Taux d'intérêt¹	0 %		
Périodicité	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR		
Taux de progressivité des échéances	- 1 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCE-PROCES V2.6.2 page 10/24
 Contrat de prêt n° 77657 Emprunteur n° 037026352

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

10/24



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 82
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

11/24

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC****DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**PHASE DE PRÉFINANCEMENT**

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

12/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

▪ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

13/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagé.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@cuisssedesdepots.fr 14/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

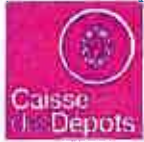
- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

lw *sn*

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45058 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@calssedesdepots.fr

15/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLMI au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) Immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;
- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la fiche « Interventions à caractère thermique » ou lorsque la méthode TH-C-E ex est utilisée, les travaux préconisés par l'audit énergétique avec pour objectif de dégager le gain énergétique convenu dans la fiche de synthèse standard « Engagement de performance globale » remise lors de l'instruction du PAM Eco-Prêt. Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- renseigner, sur le site de la DHUP puis communiquer au Prêteur, à l'achèvement des travaux situés en métropole, la grille normalisée à des fins statistiques, rendant compte du contenu et de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;
- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées conformément au document précité « Engagement de performance globale » dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;
- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

17/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE COULLONS (45)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

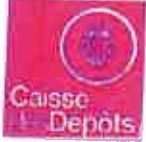
17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

18/24



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

19/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

20/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance globale », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

22/24

GROUPE



www.groupecaisseedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Procédure n° 00005 VZ42, page 23/24
Contrat de prêt n° 77052 Emprunteur n° 000026892

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

23/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 03/05/2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Vallogis
Valloire Habitat
Groupe Action Logement

Pour VALLOGIS
Le Directeur Général
Philippe VAREILLES

Le, 18 AVR. 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom : Sylvie Mosnier
Directrice territoriale

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Sylvie Mosnier
Directrice territoriale

PROCES PROVIS 02 07 1026 2424
Contrat de prêt n° 71052 Emprunteur n° 650292832

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Paraphes

24/24



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 17/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0262892 - SA HLM VALLOGIS
N° du Contrat de Prêt : 77052 / N° de la Ligne du Prêt : 5234537
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM - Eco-prêt

Capital prêté : 204 000 €
Taux actuariel théorique : 0,00 %
Taux effectif global : 0,00 %
Intérêts de Préfinancement : 0 €
Taux de Préfinancement : 0,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	17/01/2020	0,00	14 577,50	14 577,50	0,00	0,00	189 422,50	0,00
2	17/01/2021	0,00	14 431,73	14 431,73	0,00	0,00	174 990,77	0,00
3	17/01/2022	0,00	14 287,41	14 287,41	0,00	0,00	160 703,36	0,00
4	17/01/2023	0,00	14 144,54	14 144,54	0,00	0,00	146 558,82	0,00
5	17/01/2024	0,00	14 003,09	14 003,09	0,00	0,00	132 555,73	0,00
6	17/01/2025	0,00	13 863,06	13 863,06	0,00	0,00	118 692,67	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 17/04/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	17/01/2026	0,00	13 724,43	13 724,43	0,00	0,00	104 968,24	0,00
8	17/01/2027	0,00	13 587,19	13 587,19	0,00	0,00	91 381,05	0,00
9	17/01/2028	0,00	13 451,32	13 451,32	0,00	0,00	77 929,73	0,00
10	17/01/2029	0,00	13 316,80	13 316,80	0,00	0,00	64 612,93	0,00
11	17/01/2030	0,00	13 183,63	13 183,63	0,00	0,00	51 429,30	0,00
12	17/01/2031	0,00	13 051,80	13 051,80	0,00	0,00	38 377,50	0,00
13	17/01/2032	0,00	12 921,28	12 921,28	0,00	0,00	25 456,22	0,00
14	17/01/2033	0,00	12 792,07	12 792,07	0,00	0,00	12 664,15	0,00
15	17/01/2034	0,00	12 664,15	12 664,15	0,00	0,00	0,00	0,00
Total			204 000,00	204 000,00	0,00	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.


Vallogis 
 Valloire Habitat
 Groupe ActionLogement
 Pour VALLOGIS
 Le Directeur Général
 Philippe VAREILLES

Caisse des dépôts et consignations
 2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
 centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Délibération multiple n°7

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret accorde sa garantie à France Loire à hauteur de 435 851,50 € représentant 50 % du remboursement d'un prêt d'un montant total de 871 703 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°77851.

Ce prêt est destiné à la construction de 7 logements 55 route de Jargeau à Darvoy.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Au cas où France Loire, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, le Département du Loiret s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Département du Loiret s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 77851

Entre

SOCIETE ANONYME D'HLM FRANCE LOIRE - n° 000210093

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

1/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM FRANCE LOIRE, SIREN n°: 673720744, sis(e) 33 R FAUBOURG DE BOURGOGNE BP 51557 45005 ORLEANS CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM FRANCE LOIRE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXÉ EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

4

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

3/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Le Clos de Chamont, Parc social public, Acquisition en VEFA de 7 logements situés 55 route de Jargeau 45150 DARVOY.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit-cent-soixante-et-onze mille sept-cent-trois euros (871 703,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-quatre-vingts mille cent-quatre-vingt-quinze euros (180 195,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de soixante-six mille deux-cent-douze euros (66 212,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-cinquante-neuf mille sept-cent-soixante-sept euros (459 767,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-cinq mille cinq-cent-vingt-neuf euros (165 529,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

4/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

5/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L' « **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

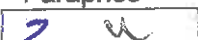
Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 6/24

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

7/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/08/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 8/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

- Garantie de la Communauté de Communes des Loges à 50 %
- Garantie du département du Loiret à 50 %
- Justificatif de subvention Région de 20 000 €

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

9/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agrèer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PH0080-PR0088 V2.7.3 page 10/24
Contrat de prêt n° 77651 Emprunteur n° 000210088

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 10/24

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5242318	5242317	5242316	5242315
Montant de la Ligne du Prêt	180 195 €	66 212 €	459 767 €	165 529 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des Intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des Intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des Intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

11/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

12/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

13/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 14/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

4

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

15/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr 16/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU LOIRET	50,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LOGES A JARGEAU (45)	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

18/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

19/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - o dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - o la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62

centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

20/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

22/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

⚡ u

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

23/24



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 22 Mai 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : Basile Laurent
Qualité : Directeur Général.
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

SA HLM FRANCE LOIRE
23, rue de France - BP 61637
45005 ORLEANS Cédex 1

Le, 16 Mai 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom : Christian Baudot
Qualité : Directeur régional adjoint
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Paraphes

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE



Emprunteur : 0210093 - SA H L M FRANCE LOIRE
 N° du Contrat de Prêt : 77851 / N° de la Ligne du Prêt : 5242318
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLAI

Capital prêté : 180 195 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %
 Intérêts de Préfinancement : 1 987,6 €
 Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2021	0,55	5 030,89	4 039,82	991,07	0,00	176 155,18	0,00
2	16/05/2022	0,55	5 030,89	4 062,04	968,85	0,00	172 093,14	0,00
3	16/05/2023	0,55	5 030,89	4 084,38	846,51	0,00	168 008,76	0,00
4	16/05/2024	0,55	5 030,89	4 106,84	924,05	0,00	163 901,92	0,00
5	16/05/2025	0,55	5 030,89	4 129,43	901,46	0,00	159 772,49	0,00
6	16/05/2026	0,55	5 030,89	4 152,14	878,75	0,00	155 620,35	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	16/05/2027	0,55	5 030,89	4 174,98	855,91	0,00	151 445,37	0,00
8	16/05/2028	0,55	5 030,89	4 197,94	832,95	0,00	147 247,43	0,00
9	16/05/2029	0,55	5 030,89	4 221,03	809,86	0,00	143 026,40	0,00
10	16/05/2030	0,55	5 030,89	4 244,24	786,65	0,00	138 782,16	0,00
11	16/05/2031	0,55	5 030,89	4 267,59	763,30	0,00	134 514,57	0,00
12	16/05/2032	0,55	5 030,89	4 291,06	739,83	0,00	130 223,51	0,00
13	16/05/2033	0,55	5 030,89	4 314,66	716,23	0,00	125 908,85	0,00
14	16/05/2034	0,55	5 030,89	4 338,39	692,50	0,00	121 570,46	0,00
15	16/05/2035	0,55	5 030,89	4 362,25	668,64	0,00	117 208,21	0,00
16	16/05/2036	0,55	5 030,89	4 386,24	644,65	0,00	112 821,97	0,00
17	16/05/2037	0,55	5 030,89	4 410,37	620,52	0,00	108 411,60	0,00
18	16/05/2038	0,55	5 030,89	4 434,63	596,26	0,00	103 976,97	0,00
19	16/05/2039	0,55	5 030,89	4 459,02	571,87	0,00	99 517,95	0,00
20	16/05/2040	0,55	5 030,89	4 483,54	547,35	0,00	95 034,41	0,00
21	16/05/2041	0,55	5 030,89	4 508,20	522,69	0,00	90 526,21	0,00
22	16/05/2042	0,55	5 030,89	4 533,00	497,89	0,00	85 993,21	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	16/05/2043	0,55	5 030,89	4 557,93	472,96	0,00	81 435,28	0,00
24	16/05/2044	0,55	5 030,89	4 583,00	447,89	0,00	76 852,28	0,00
25	16/05/2045	0,55	5 030,89	4 608,20	422,69	0,00	72 244,08	0,00
26	16/05/2046	0,55	5 030,89	4 633,55	397,34	0,00	67 610,53	0,00
27	16/05/2047	0,55	5 030,89	4 659,03	371,86	0,00	62 951,50	0,00
28	16/05/2048	0,55	5 030,89	4 684,66	346,23	0,00	58 266,84	0,00
29	16/05/2049	0,55	5 030,89	4 710,42	320,47	0,00	53 556,42	0,00
30	16/05/2050	0,55	5 030,89	4 736,33	294,56	0,00	48 820,09	0,00
31	16/05/2051	0,55	5 030,89	4 762,38	268,51	0,00	44 057,71	0,00
32	16/05/2052	0,55	5 030,89	4 788,57	242,32	0,00	39 269,14	0,00
33	16/05/2053	0,55	5 030,89	4 814,91	215,98	0,00	34 454,23	0,00
34	16/05/2054	0,55	5 030,89	4 841,39	189,50	0,00	29 612,84	0,00
35	16/05/2055	0,55	5 030,89	4 868,02	162,87	0,00	24 744,82	0,00
36	16/05/2056	0,55	5 030,89	4 894,79	136,10	0,00	19 850,03	0,00
37	16/05/2057	0,55	5 030,89	4 921,71	109,18	0,00	14 928,32	0,00
38	16/05/2058	0,55	5 030,89	4 948,76	82,11	0,00	9 979,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	16/05/2059	0,55	5 030,89	4 976,00	54,89	0,00	5 003,54	0,00
40	16/05/2060	0,55	5 031,06	5 003,54	27,52	0,00	0,00	0,00
Total			201 235,77	180 195,00	21 040,77	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0210093 - SA H L M FRANCE LOIRE
 N° du Contrat de Prêt : 77851 / N° de la Ligne du Prêt : 5242317
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 66 212 €
 Taux actuariel théorique : 0,55 %
 Taux effectif global : 0,55 %
 Intérêts de Préfinancement : 730,33 €
 Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2021	0,55	1 518,27	1 154,10	364,17	0,00	65 057,90	0,00
2	16/05/2022	0,55	1 518,27	1 160,45	357,82	0,00	63 897,45	0,00
3	16/05/2023	0,55	1 518,27	1 166,83	351,44	0,00	62 730,62	0,00
4	16/05/2024	0,55	1 518,27	1 173,25	345,02	0,00	61 557,37	0,00
5	16/05/2025	0,55	1 518,27	1 179,70	338,57	0,00	60 377,67	0,00
6	16/05/2026	0,55	1 518,27	1 186,19	332,08	0,00	59 191,48	0,00
7	16/05/2027	0,55	1 518,27	1 192,72	325,55	0,00	57 998,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



**Tableau d'Amortissement
En Euros**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	16/05/2028	0,55	1 518,27	1 199,28	318,99	0,00	56 799,48	0,00
9	16/05/2029	0,55	1 518,27	1 205,87	312,40	0,00	55 593,61	0,00
10	16/05/2030	0,55	1 518,27	1 212,51	305,76	0,00	54 381,10	0,00
11	16/05/2031	0,55	1 518,27	1 219,17	299,10	0,00	53 161,93	0,00
12	16/05/2032	0,55	1 518,27	1 225,88	292,39	0,00	51 936,05	0,00
13	16/05/2033	0,55	1 518,27	1 232,62	285,65	0,00	50 703,43	0,00
14	16/05/2034	0,55	1 518,27	1 239,40	278,87	0,00	49 464,03	0,00
15	16/05/2035	0,55	1 518,27	1 246,22	272,05	0,00	48 217,81	0,00
16	16/05/2036	0,55	1 518,27	1 253,07	265,20	0,00	46 964,74	0,00
17	16/05/2037	0,55	1 518,27	1 259,96	258,31	0,00	45 704,78	0,00
18	16/05/2038	0,55	1 518,27	1 266,89	251,38	0,00	44 437,89	0,00
19	16/05/2039	0,55	1 518,27	1 273,86	244,41	0,00	43 164,03	0,00
20	16/05/2040	0,55	1 518,27	1 280,87	237,40	0,00	41 883,16	0,00
21	16/05/2041	0,55	1 518,27	1 287,91	230,36	0,00	40 595,25	0,00
22	16/05/2042	0,55	1 518,27	1 295,00	223,27	0,00	39 300,25	0,00
23	16/05/2043	0,55	1 518,27	1 302,12	216,15	0,00	37 998,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 .. Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital d0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	16/05/2044	0,55	1 518,27	1 309,28	208,99	0,00	36 688,85	0,00
25	16/05/2045	0,55	1 518,27	1 316,48	201,79	0,00	35 372,37	0,00
26	16/05/2046	0,55	1 518,27	1 323,72	194,55	0,00	34 048,65	0,00
27	16/05/2047	0,55	1 518,27	1 331,00	187,27	0,00	32 717,65	0,00
28	16/05/2048	0,55	1 518,27	1 338,32	179,95	0,00	31 379,33	0,00
29	16/05/2049	0,55	1 518,27	1 345,68	172,59	0,00	30 033,65	0,00
30	16/05/2050	0,55	1 518,27	1 353,08	165,19	0,00	28 680,57	0,00
31	16/05/2051	0,55	1 518,27	1 360,53	157,74	0,00	27 320,04	0,00
32	16/05/2052	0,55	1 518,27	1 368,01	150,26	0,00	25 952,03	0,00
33	16/05/2053	0,55	1 518,27	1 375,53	142,74	0,00	24 576,50	0,00
34	16/05/2054	0,55	1 518,27	1 383,10	135,17	0,00	23 193,40	0,00
35	16/05/2055	0,55	1 518,27	1 390,71	127,56	0,00	21 802,69	0,00
36	16/05/2056	0,55	1 518,27	1 398,36	119,91	0,00	20 404,33	0,00
37	16/05/2057	0,55	1 518,27	1 406,05	112,22	0,00	18 998,28	0,00
38	16/05/2058	0,55	1 518,27	1 413,78	104,49	0,00	17 584,50	0,00
39	16/05/2059	0,55	1 518,27	1 421,56	96,71	0,00	16 162,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement
En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	16/05/2060	0,55	1 518,27	1 429,37	88,90	0,00	14 733,57	0,00
41	16/05/2061	0,55	1 518,27	1 437,24	81,03	0,00	13 296,33	0,00
42	16/05/2062	0,55	1 518,27	1 445,14	73,13	0,00	11 851,19	0,00
43	16/05/2063	0,55	1 518,27	1 453,09	65,18	0,00	10 398,10	0,00
44	16/05/2064	0,55	1 518,27	1 461,08	57,19	0,00	8 937,02	0,00
45	16/05/2065	0,55	1 518,27	1 469,12	49,15	0,00	7 467,90	0,00
46	16/05/2066	0,55	1 518,27	1 477,20	41,07	0,00	5 990,70	0,00
47	16/05/2067	0,55	1 518,27	1 485,32	32,95	0,00	4 505,38	0,00
48	16/05/2068	0,55	1 518,27	1 493,49	24,78	0,00	3 011,89	0,00
49	16/05/2069	0,55	1 518,27	1 501,70	16,57	0,00	1 510,19	0,00
50	16/05/2070	0,55	1 518,50	1 510,19	8,31	0,00	0,00	0,00
Total			75 913,73	66 212,00	9 701,73	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0210093 - SA H L M FRANCE LOIRE
 N° du Contrat de Prêt : 77851 / N° de la Ligne du Prêt : 5242316
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLUS

Capital prêté : 459 767 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %
 Intérêts de Préfinancement : 12 497,5 €
 Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2021	1,35	14 951,13	8 744,28	6 206,85	0,00	451 022,72	0,00
2	16/05/2022	1,35	14 951,13	8 862,32	6 088,81	0,00	442 160,40	0,00
3	16/05/2023	1,35	14 951,13	8 981,96	5 969,17	0,00	433 178,44	0,00
4	16/05/2024	1,35	14 951,13	9 103,22	5 847,91	0,00	424 075,22	0,00
5	16/05/2025	1,35	14 951,13	9 226,11	5 725,02	0,00	414 849,11	0,00
6	16/05/2026	1,35	14 951,13	9 350,67	5 600,46	0,00	405 498,44	0,00
7	16/05/2027	1,35	14 951,13	9 476,90	5 474,23	0,00	396 021,54	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	16/05/2028	1,35	14 951,13	9 604,84	5 346,29	0,00	386 416,70	0,00
9	16/05/2029	1,35	14 951,13	9 734,50	5 216,63	0,00	376 682,20	0,00
10	16/05/2030	1,35	14 951,13	9 865,92	5 085,21	0,00	366 816,28	0,00
11	16/05/2031	1,35	14 951,13	9 999,11	4 952,02	0,00	356 817,17	0,00
12	16/05/2032	1,35	14 951,13	10 134,10	4 817,03	0,00	346 683,07	0,00
13	16/05/2033	1,35	14 951,13	10 270,91	4 680,22	0,00	336 412,16	0,00
14	16/05/2034	1,35	14 951,13	10 409,57	4 541,56	0,00	326 002,59	0,00
15	16/05/2035	1,35	14 951,13	10 550,10	4 401,03	0,00	315 452,49	0,00
16	16/05/2036	1,35	14 951,13	10 692,52	4 258,61	0,00	304 759,97	0,00
17	16/05/2037	1,35	14 951,13	10 836,87	4 114,26	0,00	293 923,10	0,00
18	16/05/2038	1,35	14 951,13	10 983,17	3 967,96	0,00	282 939,93	0,00
19	16/05/2039	1,35	14 951,13	11 131,44	3 819,69	0,00	271 808,49	0,00
20	16/05/2040	1,35	14 951,13	11 281,72	3 669,41	0,00	260 526,77	0,00
21	16/05/2041	1,35	14 951,13	11 434,02	3 517,11	0,00	249 092,75	0,00
22	16/05/2042	1,35	14 951,13	11 588,38	3 362,75	0,00	237 504,37	0,00
23	16/05/2043	1,35	14 951,13	11 744,82	3 206,31	0,00	225 759,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital d0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	16/05/2044	1,35	14 951,13	11 903,38	3 047,75	0,00	213 856,17	0,00
25	16/05/2045	1,35	14 951,13	12 064,07	2 887,06	0,00	201 792,10	0,00
26	16/05/2046	1,35	14 951,13	12 226,94	2 724,19	0,00	189 565,16	0,00
27	16/05/2047	1,35	14 951,13	12 392,00	2 559,13	0,00	177 173,16	0,00
28	16/05/2048	1,35	14 951,13	12 559,29	2 391,84	0,00	164 613,87	0,00
29	16/05/2049	1,35	14 951,13	12 728,84	2 222,29	0,00	151 885,03	0,00
30	16/05/2050	1,35	14 951,13	12 900,68	2 050,45	0,00	138 984,35	0,00
31	16/05/2051	1,35	14 951,13	13 074,84	1 876,29	0,00	125 909,51	0,00
32	16/05/2052	1,35	14 951,13	13 251,35	1 699,78	0,00	112 658,16	0,00
33	16/05/2053	1,35	14 951,13	13 430,24	1 520,89	0,00	99 227,92	0,00
34	16/05/2054	1,35	14 951,13	13 611,55	1 339,58	0,00	85 616,37	0,00
35	16/05/2055	1,35	14 951,13	13 795,31	1 155,82	0,00	71 821,06	0,00
36	16/05/2056	1,35	14 951,13	13 981,55	969,58	0,00	57 839,51	0,00
37	16/05/2057	1,35	14 951,13	14 170,30	780,83	0,00	43 669,21	0,00
38	16/05/2058	1,35	14 951,13	14 361,60	589,53	0,00	29 307,61	0,00
39	16/05/2059	1,35	14 951,13	14 555,48	395,65	0,00	14 752,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Échéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	16/05/2060	1,35	14 951,28	14 752,13	199,15	0,00	0,00	0,00
Total			598 045,35	459 767,00	138 278,35	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

Emprunteur : 0210093 - SA H L M FRANCE LOIRE
 N° du Contrat de Prêt : 77851 / N° de la Ligne du Prêt : 5242315
 Opération : Acquisition en VEFA
 Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 165 529 €
 Taux actuariel théorique : 1,35 %
 Taux effectif global : 1,35 %
 Intérêts de Préfinancement : 4 499,45 €
 Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/05/2021	1,35	4 574,13	2 339,49	2 234,64	0,00	163 189,51	0,00
2	16/05/2022	1,35	4 574,13	2 371,07	2 203,06	0,00	160 818,44	0,00
3	16/05/2023	1,35	4 574,13	2 403,08	2 171,05	0,00	158 415,36	0,00
4	16/05/2024	1,35	4 574,13	2 435,52	2 138,61	0,00	155 979,84	0,00
5	16/05/2025	1,35	4 574,13	2 468,40	2 105,73	0,00	153 511,44	0,00
6	16/05/2026	1,35	4 574,13	2 501,73	2 072,40	0,00	151 009,71	0,00
7	16/05/2027	1,35	4 574,13	2 535,50	2 038,63	0,00	148 474,21	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	16/05/2028	1,35	4 574,13	2 569,73	2 004,40	0,00	145 904,48	0,00
9	16/05/2029	1,35	4 574,13	2 604,42	1 969,71	0,00	143 300,06	0,00
10	16/05/2030	1,35	4 574,13	2 639,58	1 934,55	0,00	140 660,48	0,00
11	16/05/2031	1,35	4 574,13	2 675,21	1 898,92	0,00	137 985,27	0,00
12	16/05/2032	1,35	4 574,13	2 711,33	1 862,80	0,00	135 273,94	0,00
13	16/05/2033	1,35	4 574,13	2 747,93	1 826,20	0,00	132 526,01	0,00
14	16/05/2034	1,35	4 574,13	2 785,03	1 789,10	0,00	129 740,98	0,00
15	16/05/2035	1,35	4 574,13	2 822,63	1 751,50	0,00	126 918,35	0,00
16	16/05/2036	1,35	4 574,13	2 860,73	1 713,40	0,00	124 057,62	0,00
17	16/05/2037	1,35	4 574,13	2 899,35	1 674,78	0,00	121 158,27	0,00
18	16/05/2038	1,35	4 574,13	2 938,49	1 635,64	0,00	118 219,78	0,00
19	16/05/2039	1,35	4 574,13	2 978,16	1 595,97	0,00	115 241,62	0,00
20	16/05/2040	1,35	4 574,13	3 018,37	1 555,76	0,00	112 223,25	0,00
21	16/05/2041	1,35	4 574,13	3 059,12	1 515,01	0,00	109 164,13	0,00
22	16/05/2042	1,35	4 574,13	3 100,41	1 473,72	0,00	106 063,72	0,00
23	16/05/2043	1,35	4 574,13	3 142,27	1 431,86	0,00	102 921,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
 DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	16/05/2044	1,35	4 574,13	3 184,69	1 389,44	0,00	99 736,76	0,00
25	16/05/2045	1,35	4 574,13	3 227,68	1 346,45	0,00	96 509,08	0,00
26	16/05/2046	1,35	4 574,13	3 271,26	1 302,87	0,00	93 237,82	0,00
27	16/05/2047	1,35	4 574,13	3 315,42	1 258,71	0,00	89 922,40	0,00
28	16/05/2048	1,35	4 574,13	3 360,18	1 213,95	0,00	86 562,22	0,00
29	16/05/2049	1,35	4 574,13	3 405,54	1 168,59	0,00	83 156,68	0,00
30	16/05/2050	1,35	4 574,13	3 451,51	1 122,62	0,00	79 705,17	0,00
31	16/05/2051	1,35	4 574,13	3 498,11	1 076,02	0,00	76 207,06	0,00
32	16/05/2052	1,35	4 574,13	3 545,33	1 028,80	0,00	72 661,73	0,00
33	16/05/2053	1,35	4 574,13	3 593,20	980,93	0,00	69 068,53	0,00
34	16/05/2054	1,35	4 574,13	3 641,70	932,43	0,00	65 426,83	0,00
35	16/05/2055	1,35	4 574,13	3 690,87	883,26	0,00	61 735,96	0,00
36	16/05/2056	1,35	4 574,13	3 740,69	833,44	0,00	57 995,27	0,00
37	16/05/2057	1,35	4 574,13	3 791,19	782,94	0,00	54 204,08	0,00
38	16/05/2058	1,35	4 574,13	3 842,37	731,76	0,00	50 361,71	0,00
39	16/05/2059	1,35	4 574,13	3 894,25	679,88	0,00	46 467,46	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
 En Euros**

Edité le : 16/05/2018

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	16/05/2060	1,35	4 574,13	3 946,82	627,31	0,00	42 520,64	0,00
41	16/05/2061	1,35	4 574,13	4 000,10	574,03	0,00	38 520,54	0,00
42	16/05/2062	1,35	4 574,13	4 054,10	520,03	0,00	34 466,44	0,00
43	16/05/2063	1,35	4 574,13	4 108,83	465,30	0,00	30 357,61	0,00
44	16/05/2064	1,35	4 574,13	4 164,30	409,83	0,00	26 193,31	0,00
45	16/05/2065	1,35	4 574,13	4 220,52	353,61	0,00	21 972,79	0,00
46	16/05/2066	1,35	4 574,13	4 277,50	296,63	0,00	17 695,29	0,00
47	16/05/2067	1,35	4 574,13	4 335,24	238,89	0,00	13 360,05	0,00
48	16/05/2068	1,35	4 574,13	4 393,77	180,36	0,00	8 966,28	0,00
49	16/05/2069	1,35	4 574,13	4 453,09	121,04	0,00	4 513,19	0,00
50	16/05/2070	1,35	4 574,12	4 513,19	60,93	0,00	0,00	0,00
Total			228 706,49	165 529,00	63 177,49	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

F 05 - Réaménagement Vallogis Juillet 2018

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Le Département du Loiret réitère sa garantie à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe de la présente délibération intitulée « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées », pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée contractée par Vallogis auprès de la Caisse des dépôts et consignations, et dont les caractéristiques financières figurent à l'annexe précitée.

Article 3 : Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes des Prêts réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Concernant chaque Ligne du Prêt réaménagée à taux révisables indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux Lignes du Prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 25/05/2018 est de 0,75 %.

Article 4 : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement de celle-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : Le Département du Loiret s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DEPARTEMENT DU LOIRET

Annexe à la délibération du conseil Général en date du/...../.....

Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées

Emprunteur : 000262892 - SA HLM VALLOGIS (45)

N° Contrat initial (5)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur Index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	75985	1244719	618 182,16	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	35,50	01/08/2018	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1244715	1 175 638,39	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	34,00	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75990	1292989	1 536 879,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1293003	1 246 300,80	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75983	0919910	251 972,64	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	18,00	01/03/2019	T	LA+1,470	Livret A	1,470	DL	0,000	-0,250	0,000
-	75992	1243962	140 086,21	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	18,00	01/03/2019	T	LA+1,470	Livret A	1,470	DL	0,000	-0,250	0,000
-	75992	1243958	225 689,94	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	17,00	01/03/2019	T	LA+1,470	Livret A	1,470	DL	0,000	-0,250	0,000
-	75986	1277507	4 004 070,61	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	16,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75983	1195398	141 346,37	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	15,25	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75985	1292991	275 878,74	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	23,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75990	1280278	606 229,30	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	28,00	15/06/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75990	1292986	51 231,49	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244658	101 584,92	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	31,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244657	104 687,80	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	31,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75986	1304263	1 389 841,77	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	21,00	15/04/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
 DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000262892 - SA HLM VALLOGIS (45)

N° Contrat Initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Réimburse (1)	Intérêt compensateur ou différé maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	75991	1244624	2 160 921,26	0,00	0,00	50,00	0,00	23,00	15/09/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244620	1 079 690,64	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	15/09/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1244692	1 429 940,60	0,00	0,00	50,00	0,00	23,00	05/05/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75985	1244691	1 392 990,70	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	05/09/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75984	1192667	274 779,00	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	15/09/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75983	1144015	390 266,90	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	05/05/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75990	1139774	1 123 936,86	0,00	0,00	50,00	0,00	25,00	15/04/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75982	1304193	500 521,53	0,00	0,00	80,00	0,00	21,00	01/01/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75986	1277506	248 466,32	0,00	0,00	100,00	0,00	19,00	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75986	1304266	3 751 788,90	0,00	0,00	100,00	0,00	15,50	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75991	1244636	328 137,68	0,00	0,00	50,00	0,00	25,00	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75985	1244700	675 276,76	0,00	0,00	50,00	0,00	27,50	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244645	367 182,53	0,00	0,00	50,00	0,00	14,75	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75983	1132737	1 748 133,24	0,00	0,00	50,00	0,00	36,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75977	1244480	314 262,37	0,00	0,00	50,00	0,00	36,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75985	1244509	304 839,96	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1244505	216 812,47	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244493	757 242,80	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1244491	570 310,06	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1244490	1 353 224,04	0,00	0,00	50,00	0,00	38,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75991	1244487	1 027 311,43	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000262892 - SA HLM VALLOGIS (45)

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Remittance (1)	Intérêt compensateur ou différé maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalités de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	75992	1244349	305 133,82	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75993	1179142	577 850,06	0,00	0,00	50,00	0,00	38,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75992	1244347	248 778,95	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75990	1165047	984 046,09	0,00	0,00	50,00	0,00	38,00	01/01/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75993	1280262	381 989,24	0,00	0,00	50,00	0,00	30,00	01/03/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75981	1280257	219 588,14	0,00	0,00	50,00	0,00	27,00	01/10/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75985	1280298	90 909,72	0,00	0,00	50,00	0,00	28,00	01/01/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75979	1280297	212 988,46	0,00	0,00	50,00	0,00	28,00	01/01/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75977	1244234	107 455,41	0,00	0,00	50,00	0,00	30,00	01/03/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75981	0479673	52 580,89	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	01/01/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000
43861	75988	5116782	870 060,92	0,00	0,00	50,00	24,00	28,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
43860	75988	5116781	796 993,66	0,00	0,00	50,00	24,00	28,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
43855	75988	5116780	957 942,17	0,00	0,00	50,00	24,00	28,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
43574	75988	5115603	309 954,64	0,00	0,00	50,00	24,00	28,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
6635	75988	5037085	136 577,38	0,00	0,00	50,00	24,00	22,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
2467	75981	5009728	239 456,35	0,00	0,00	50,00	24,00	28,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
2512	75981	5009691	508 457,48	0,00	0,00	50,00	24,00	26,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75977	1227272	149 802,56	0,00	0,00	50,00	24,00	25,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75988	1226145	2 706 251,08	0,00	0,00	50,00	24,00	30,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75988	1214910	955 597,68	0,00	0,00	50,00	24,00	29,00	01/04/2019	A	LA+0,600	Livret A	0,600	DL	0,000	-0,500	0,000
-	75984	1280275	486 146,96	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	25/02/2019	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	0,000

Caisse des dépôts et consignations
2 AVENUE DE PARIS - LE PRIMAT - 45056 ORLEANS CEDEX 1 - Tél : 02 38 79 18 00 - Télécopie : 02 38 62 47 62
centre-val-de-loire@caissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000262892 - SA HLM VALLOGIS (45)

N° Contrat Initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différée d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou Index	Marge fixe sur Index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog annuel plancher des échéances (3)
-	75981	1280274	184 463,87	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	05/09/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75977	1280318	793 896,79	0,00	0,00	50,00	0,00	31,00	05/07/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75983	1280289	214 867,28	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	15/12/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75991	1304270	142 105,59	0,00	0,00	50,00	0,00	21,00	15/08/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75979	1244686	133 833,42	0,00	0,00	50,00	0,00	22,00	05/08/2018	A	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75990	1139780	148 368,54	0,00	0,00	50,00	0,00	37,00	01/01/2019	A	LA+0,530	Livret A	0,530	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75983	1206124	224 484,24	0,00	0,00	50,00	0,00	24,25	01/02/2019	T	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
2479	75981	1293005	198 961,12	0,00	0,00	50,00	0,00	27,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75985	1293002	738 338,59	0,00	0,00	50,00	0,00	23,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75985	1293001	170 863,92	0,00	0,00	50,00	0,00	23,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75985	1292989	344 700,23	0,00	0,00	50,00	0,00	20,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75985	1292998	315 657,44	0,00	0,00	50,00	0,00	20,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75991	1292997	206 515,98	0,00	0,00	50,00	0,00	23,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
-	75991	1292996	228 077,57	0,00	0,00	50,00	0,00	20,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000262892 - SA HLM VALLOGIS (45)

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différée d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog annuel plancher des échéances (3)
-	75985	1292995	167 150,12	0,00	0,00	50,00	0,00	20,50	01/02/2019	S	LA+0,900	Livret A	0,900	DL	0,000	-0,500	---	0,000
Total			47 393 502,61	0,00	0,00													

Ce tableau comporte 72 Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : 47 393 502,61€
Montants exprimés en euros

Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)

(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours

(2) Concernant les prêts à taux révisibles, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date d'établissement du présent document et la date de valeur du réaménagement

(3) - : Si sans objet

SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index

DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index

DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau

Date d'établissement du présent document : 14/03/2018

Date de valeur du réaménagement : 01/04/2018

F 06 - Fonds social européen : opérations cofinancées au titre de l'année 2018

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour.

Article 2 : Les subventions FSE pour 2018 sont accordées aux associations suivantes :

- 118 805,70 € au Tremplin au titre de l'action « Consolider et valoriser les compétences et la confiance des salariés pour l'accès à l'emploi »,
- 18 021,02 € au Centre Initiatives Locales Sologne Emploi (CILS) au titre de l'action « Suivi insertion et emploi tout public ».

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention 2018 type avec les structures (et ses annexes) présentés en annexe à la présente délibération.

Article 4 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer et exécuter l'ensemble des documents afférents.



Programmation 2014-2020

Convention

N° Ma démarche
FSE

Année(s)

Nom du
bénéficiaire

relative à l'octroi d'une subvention du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et leurs règlements d'exécutions pris pour leur application

Vu le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union

Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil

Vu la Décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics

Vu la Décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »

Vu le Code des Marchés publics

Vu l'Ordonnance n°2005/649 du 6 juin 2005 relatives aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés public

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

Vu la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu le Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017

Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention FSE en date du
Vu l'avis du Comité de programmation, réuni le et la notification de l'attribution de l'aide en date du
Vu la convention de subvention globale signée le 18 décembre 2015
Vu l'avis favorable de la DIRECCTE Centre - Val de Loire à la programmation de l'opération en date du
Vu la délibération n° F05 de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 24/06/2016, relative à la mobilisation des fonds européens

Identification des parties

Entre

D'une part, l'organisme intermédiaire

Raison sociale

Sigle

Numéro SIRET

Statut Juridique

Adresse

Code postal - Commune

Représenté(e) par

Ci-après dénommé "le service gestionnaire".

Et d'autre part,

Raison sociale

Sigle (le cas échéant)

N° SIRET

Statut juridique

Adresse

Code postal - Commune

Représenté(e) par

Conseil départemental du Loiret
Direction des ressources déléguées
22450001700864
Collectivité territoriale
15 rue Eugène Vignat
45000 - ORLEANS

Ci-après dénommé "le bénéficiaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée ci-après désignée « l'opération ».

Il bénéficie pour cela d'une subvention du Fonds social européen (FSE) dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre de :

Axe :	3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion
Objectif thématique :	3.9 - Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination
Priorité d'investissement :	3.9.1 - L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi
Objectif spécifique :	3.9.1.1 - Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
Dispositif :	3.9.1.1.107 - Programme départemental d'insertion

Le contenu de l'opération et ses modalités de mise en œuvre sont décrits dans les annexes I et II à la présente convention.

Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention

Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération

La période de réalisation est comprise entre le et le

Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

La prestation éventuelle d'un commissaire aux comptes pour attester l'acquittement des dépenses déclarées au titre de l'opération peut intervenir postérieurement à la période de réalisation jusqu'à la date finale d'acquittement des dépenses fixée à l'article 2.2.

Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Les dépenses relatives aux prestations des commissaires aux comptes pour attester de l'acquittement des dépenses de l'opération doivent être payées par le bénéficiaire pendant cette période.

Article 2.3 : Entrée en vigueur et modification de la convention

La convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire. Tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être signé au plus tard 9 mois après la fin de réalisation de l'opération et selon les dispositions prévues à l'article 9.

Article 3 : Coût et financement de l'opération

Article 3.1 : Plan de financement de l'opération

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de :

Le budget prévisionnel de l'opération est décrit dans l'annexe II de la présente convention.

La subvention FSE attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de du coût total éligible de l'opération.

Dans le plan de financement, il est fait application d'un taux forfaitaire de sur le poste « dépenses directes de personnel » pour calculer les dépenses indirectes éligibles de l'opération.

Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- couvrir des actions réalisées à partir du 1er janvier 2014 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le plan de financement annexé ;
- être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence ;
- ne pas être déclarées dans le cadre d'une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union européenne ;
- être effectivement acquittées par le bénéficiaire, à l'exception des contributions en nature, des dépenses exposées par des tiers et des dépenses forfaitisées.

Article 4 : Imputation comptable de la subvention du FSE

Le versement de l'aide du FSE est effectué à partir du compte 300100615C454000000051.
Le comptable assignataire est le payeur départemental.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention FSE conventionnée.
Les crédits FSE sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Article 5 : Modalités de versement de la subvention FSE

La subvention FSE peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demandes de paiement(s) intermédiaire(s) ou finale.

Le total des versements, avance comprise, effectués avant la production du bilan d'exécution final ne peut excéder 80 % du montant FSE prévisionnel.

L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

Article 5.1 : Versement d'une avance

Aucune avance n'est versée au bénéficiaire au titre de la présente convention.

Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final

La subvention FSE est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire
du compte :

Établissement bancaire :

N°IBAN :

Code BIC :

Article 6 : Obligations comptables

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération. A cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération.

A défaut, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre par une codification adéquate une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire

Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Pour les opérations dont la durée de réalisation est supérieure à 12 mois et inférieure ou égale à 24 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production des bilans intermédiaires exigibles et/ou du bilan final d'exécution dans ces délais, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention.

En complément des dispositions précédentes, après accord du service gestionnaire, le bénéficiaire peut établir un bilan intermédiaire supplémentaire dès lors que ce dernier présente un montant de dépenses éligibles supérieur ou égal à 30% du coût total éligible conventionné.

Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Pour être recevable, tout bilan d'exécution produit par le bénéficiaire au service gestionnaire à l'appui d'une demande de paiement doit être transmis par voie électronique via l'appliquet « Ma-démarche-FSE ».

Tout bilan d'exécution doit comprendre également les éléments suivants :

- les attestations des cofinancements ou les conventions correspondant a minima à la période sur laquelle porte le bilan d'exécution et mentionnant l'absence de cofinancement par l'Union européenne de ces subventions ;
- pour les bilans intermédiaires, les ressources effectivement encaissées et les attestations de paiement afférentes ;
- pour le bilan final, les ressources définitivement encaissées sur l'opération et les attestations de paiement afférentes accompagnées le cas échéant d'une attestation du cofinancier indiquant le montant définitivement attribué à l'opération si celui-ci est inférieur au montant figurant dans le budget prévisionnel de l'opération ;
- un état des réalisations et des modalités de mise en œuvre de l'opération ainsi que les justifications en cas de sur ou sous-réalisation ;
- la liste des pièces justifiant les actions réalisées dont :
 - la fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission pour le personnel affecté à 100% de leur temps de travail sur la durée de réalisation de l'opération ou à 100% de leur temps de travail pour une période fixée préalablement à leur affectation à l'opération ;
 - les fiches de suivi des temps détaillées par jour ou par demi-journée datées et signées de façon hebdomadaire ou a minima mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique ou des extraits des logiciels de suivi des temps pour le personnel affecté partiellement à la réalisation de l'opération.
- la liste des pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE;
- la liste des pièces comptables justifiant les dépenses déclarées au réel dans le bilan, présentée sous la forme d'un tableur détaillant chaque dépense et permettant de reconstituer le montant total des dépenses déclarées ;
- la liste des pièces permettant d'attester du respect des dispositions relatives à la mise en concurrence pour les dépenses non forfaitisées entrant dans le champ d'application de l'article 15 de la présente convention ;
- la justification des valeurs retenues pour les taux d'affectation utilisés au titre des dépenses directes et pour la clé de répartition éventuellement appliquée au titre des coûts indirects non forfaitisés ;
- le montant des recettes effectivement générées par l'opération et encaissées par le bénéficiaire à la date du bilan ;
- La liste des participants à l'opération

Article 8 : Détermination de la subvention FSE due

Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait

Le service gestionnaire procède à un contrôle de service fait de l'ensemble des bilans d'exécution produits, tels que définis à l'article 7.2, en vue de déterminer le montant de la subvention FSE due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- la conformité de l'exécution de l'opération, au regard des stipulations de l'annexe technique et financière de la présente convention ;
- l'équilibre du plan de financement ;
- le montant des recettes générées par l'opération ;
- le montant des subventions nationales versées au bénéficiaire en lien avec l'opération cofinancée ;
- le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- le respect des obligations de la publicité liées au cofinancement de l'opération par le FSE/IEJ ;
- l'absence de surfinancement de l'opération ;
- les attestations des cofinancements correspondant aux ressources déclarées dans le bilan.

Pour les dépenses non forfaitisées, déclarées au réel :

- l'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- l'acquittement effectif des dépenses ;
- le cas échéant, le montant valorisé au titre des contributions en nature (y compris les dépenses de tiers) ;
- le respect des obligations de mise en concurrence.

Le contrôle de service fait sur un bilan final est conditionné à la production de l'ensemble des justificatifs de l'encaissement définitif des ressources afférentes à l'opération,

Les vérifications du service gestionnaire reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19, ainsi que sur le résultat de visites sur place effectuées, le cas échéant, en cours d'exécution de l'opération.

En cas de contrôle réalisé sur un échantillon de dépenses ou de participants et aboutissant au constat d'un écart entre les éléments déclarés par le bénéficiaire et les éléments retenus par le service gestionnaire, une correction extrapolée sera appliquée conformément aux modalités définies dans l'annexe V de la présente convention.

Article 8.2 : Notification du contrôle de service fait et recours

Les résultats du contrôle de service fait réalisé par le service gestionnaire pour valider une demande de paiement émanant du bénéficiaire sont notifiés avec l'indication du délai dont il dispose pour présenter des observations écrites et des pièces complémentaires. Ce délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires à compter de la notification, est suspensif du délai mentionné à l'article 132-1 du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.

La notification des résultats du contrôle de service fait par le service gestionnaire précise le motif et le montant de toute correction ainsi que, le cas échéant, le périmètre de dépenses auquel un taux extrapolé a été appliqué pour que le bénéficiaire soit en mesure de contester le montant de la correction.

A l'issue de la période contradictoire mentionnée supra les résultats définitifs du contrôle de service fait sont notifiés au bénéficiaire.

Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

Article 8.3 : Détermination des ressources de l'opération

L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus.

Si une subvention n'est pas affectée en totalité à l'opération cofinancée et que l'acte attributif de ladite subvention ne précise pas la part du financement allouée à l'opération ainsi que le mode de calcul de cette part le bénéficiaire est tenu de justifier la part d'affectation de cette subvention à l'opération conventionnée.

Le service gestionnaire apprécie le bien fondé de la justification apportée.

A défaut de justification ou si le service gestionnaire considère la justification insuffisante, la subvention est rapportée en totalité aux ressources affectées à l'opération conventionnée.

Article 8.4 : Modalités de calcul de la subvention FSE

Modalités de détermination du FSE dû au titre d'un bilan intermédiaire

Pour chaque demande de paiement présentée par le bénéficiaire dans le cadre d'un bilan intermédiaire, le montant de l'acompte FSE est calculé par différence entre le montant des dépenses éligibles déclarées (nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) et des ressources effectivement encaissées par le bénéficiaire. Si les ressources encaissées sont supérieures aux dépenses déclarées, il n'est procédé à aucun paiement FSE à titre d'acompte par le service gestionnaire.

Si les dépenses sont supérieures aux ressources, le montant FSE de l'acompte est limité au montant des dépenses déclarées et justifiées auquel est appliqué le taux de cofinancement FSE conventionné.

Modalités de détermination du FSE dû au titre du bilan final

Le montant FSE dû est calculé par différence entre le montant cumulé des dépenses déclarées et justifiées (nettes des recettes générées par l'opération et encaissées à la date du bilan) diminué du montant définitif des ressources encaissées au titre de l'opération dans la limite du montant et du taux de cofinancement FSE conventionnés et des versements déjà opérés au titre de la présente convention.

Si la totalité des financements publics de l'opération (montant FSE dû + total des financements publics nationaux) conduit le bénéficiaire à dépasser les plafonds d'aide autorisés par les règles d'encadrement des aides d'État, la participation européenne est réduite à due concurrence.

Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à informer le service gestionnaire de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause¹ :

- l'objet et la finalité de l'opération
- le taux de forfaitisation des dépenses directes et indirectes.
- le mode de calcul de l'ensemble des dépenses conventionnées par le changement de l'option de coûts simplifiés utilisée pour le calcul des dépenses²
- le recours à une option de coûts simplifiés pour les opérations dont le montant de soutien public conventionné est inférieur à 50 000 €³.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du service gestionnaire ou sur demande formelle du bénéficiaire.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il remplit les conditions ci-après :

- il donne lieu à une délibération du Comité de programmation ;
- il prend la forme d'un accord écrit et doit être signé des deux parties avant la date fixée à l'article 2.3 de la présente convention.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- l'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- l'introduction de nouveaux postes de dépenses⁴ ;
- l'introduction de ressources non conventionnées ;
- l'augmentation du montant FSE total ou du taux de cofinancement FSE prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- l'augmentation du coût total éligible de l'opération constatée sur un bilan intermédiaire ;
- la prolongation de la période de réalisation de l'opération⁵ ;
- la modification de la nature de la clé de répartition physique pour les dépenses indirectes prévue à l'article 7.2, hors application du régime de forfaitisation ;
- le changement du mode de calcul de postes de dépenses conventionnés non couverts par un taux forfaitaire au sens de l'article 67.1 d) du règlement (UE) n°1303/2013 ;
- la modification des modalités de versement de la subvention FSE fixées à l'article 5. La modification des coordonnées bancaires fait l'objet d'une information écrite du bénéficiaire au service gestionnaire sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Peut également donner lieu à la conclusion d'un avenant une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de plus de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné.

Une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de moins de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

¹ Si le bénéficiaire souhaite introduire des modifications ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération, une nouvelle demande de subvention FSE devra être déposée. La convention ne peut donc pas dans ce cas être modifiée par voie d'avenant.

² Est considéré ici comme changement de l'option de coûts simplifiés le recours à un barème de coûts standards unitaires ou à un montant forfaitaire pour couvrir l'ensemble des coûts de l'opération.

³ Le soutien public comprend les subventions publiques nationales et le montant de l'aide FSE. Conformément à l'article 14.4 du règlement UE n°1304/2013, le recours à une option de coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 €.

⁴ Il n'est pas nécessaire d'établir un avenant dans le cas où des dépenses relevant d'un poste non conventionné ont été substituées aux dépenses relevant d'un poste conventionné si cette substitution intervient en cas de force majeure, au sens de l'article 10.

⁵ La période de réalisation de l'opération ne peut excéder 36 mois, dans la limite du 31 décembre 2022.

Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure

Le bénéficiaire ou le service gestionnaire peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le service gestionnaire.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2022, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation FSE préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le service gestionnaire.

La participation européenne n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

Article 11 : Résiliation de la convention

Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 11.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le service gestionnaire constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits FSE dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation FSE correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service gestionnaire procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

Article 11.4 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée. Dans ce cas, le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives au(x) bilan(s) d'exécution déjà transmis.

Article 12 : Reversement de la subvention

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas :

- de résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- de non respect des dispositions prévues à l'article 19 ;
- de montant FSE retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits FSE versés au titre des acomptes sur bilans intermédiaires ou de l'avance le cas échéant.
- de décisions prises suite à un contrôle ou à un audit mené par les autorités habilitées conduisant à une remise en cause des montants retenus par le service gestionnaire après contrôle de service fait.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux participants et aux entités

Article 13.1 : Obligations relatives aux entités

Le bénéficiaire a l'obligation de renseigner au fil de l'eau et au plus tard au bilan final, dans le système d'information Ma Démarche FSE, les indicateurs relatifs aux entités au démarrage et à la fin de la période de réalisation de l'opération conventionnée.

La liste des indicateurs relatifs aux entités, à renseigner, figure en annexe IV de la présente convention.

Article 13.2 : Obligations relatives aux participants

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données telles que détaillées à l'annexe IV de la présente convention. A cette fin, il s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des saisies des données dans le système d'information.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants.

Conformément à ladite loi, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer auprès de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse postale suivante : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, DGEFP Sous-direction Fonds social européen, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP ou à l'adresse électronique suivante : dgefp.sdfse@emploi.gouv.fr.

Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

Article 13.3 : Barèmes de corrections applicables en cas de non-renseignement des données obligatoires

Le non-renseignement des données obligatoires mentionnées à l'article 13.2 de la présente convention entraîne l'application d'une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération.

Le barème des corrections applicables est celui prévu pour les Etats membres par la section 1 du chapitre II du règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014 :

- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 65% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 60%, un taux forfaitaire de 5% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 60% des participants de l'opération mais supérieur ou égal à 50%, un taux forfaitaire de 10% s'applique ;
- Lorsque le niveau de renseignement des données obligatoires est inférieur à 50% des participants de l'opération, un taux forfaitaire de 25% s'applique ;

Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides

Compte tenu du caractère non économique de l'activité conventionnée, la réglementation relative aux aides d'Etat ne s'applique pas au titre de la présente convention.

Article 15 : Procédures d'achat de biens, fournitures et services

Article 15.1 : Obligation de publicité et de mise en concurrence

Pour les achats de biens, fournitures et services figurant en dépenses directes non forfaitisées dans le plan de financement, le bénéficiaire respecte selon qu'il leur soit soumis :

- Les dispositions du code des marchés publics ;
- Les dispositions de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ;

Les bénéficiaires auxquels aucun de ces textes n'est applicable, remplissent l'obligation de mise en concurrence en justifiant qu'au moins trois devis ont été demandés.

L'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande, de son montant peu élevé ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

Dans tous les cas, le bénéficiaire doit mettre en œuvre une procédure garantissant la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse et le service gestionnaire s'assure qu'il a été fait bon usage des deniers européens.

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services sont déterminées selon les barèmes fixés dans la décision du 19 décembre 2013 (note COCOF 13/9527-FR) visée dans la présente convention.

Article 15.2 : Conflit d'intérêts

L'article 57.2 du règlement n°966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union définit ainsi le conflit d'intérêt : *« Il y a conflit d'intérêt lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne participant à l'exécution et à la gestion du budget, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire »*

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du service gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du bénéficiaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

Article 16 : Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement du Fonds social européen à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le service gestionnaire ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

Article 17 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Fonds social européen fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales conformément à l'annexe III de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du FSE aux cofinanceurs nationaux de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le FSE ;
- Le montant FSE octroyé et le taux de cofinancement FSE.

Article 18 : Évaluation de l'opération

Les données relatives aux indicateurs seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service gestionnaire, ou tout autre organisme externe mandaté par le service gestionnaire, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes prévues à l'article 7.2 pendant une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

Le montant de l'aide FSE peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service gestionnaire à exiger du bénéficiaire le reversement des sommes indûment perçues.

Article 20 : Propriété et utilisation des résultats

Le service gestionnaire reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au service gestionnaire et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire cède sur les documents transmis au service gestionnaire, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont cédés sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

Article 21 : Confidentialité

Le service gestionnaire et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

Article 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du service gestionnaire prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

Article 23 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble des annexes suivantes :

- **annexe I** description de l'opération ;
- **annexe II** budget prévisionnel de l'opération ;
- **annexe III** relative aux obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement FSE ;
- **annexe IV** relative au suivi des participants et des entités;
- **annexe V** relative à l'échantillonnage et à l'extrapolation;

Date :

Le bénéficiaire,
représenté par

Notifiée et rendue exécutoire le :

Annexe I - Description de l'opération

Contexte global

Intitulé du projet
Période prévisionnelle de réalisation du projet
Coût total prévisionnel éligible
Aide FSE sollicitée
Région Administrative
Référence de l'appel à projet
Axe prioritaire
Objectif thématique/priorité d'investissement/objectif spécifique/dispositif

Localisation

Lieu de réalisation du projet

Lieu de réalisation du projet

Commune, département, région, ...

Une partie des actions sera-t-elle réalisée en dehors du territoire français mais au sein de l'Union européenne ?

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Diagnostic de départ, analyse des besoins / problèmes

Faites une description synthétique de votre projet

Si l'opération se décompose en actions distinctes, citez leur intitulé et expliquez l'articulation entre ces actions pour la mise en œuvre de votre projet (le contenu des actions fera l'objet d'une fiche par action)

Présentez les finalités de votre projet

Calendrier de réalisation de votre projet

Décrivez le rythme de réalisation et l'enchaînement temporel éventuel des différentes actions. Si votre opération a déjà commencé, précisez son état d'avancement au moment du dépôt de votre demande de financement.

Le projet déposé fait-il partie d'une opération plus large ?

Le projet proposé est-il la reconduction d'une opération co-financée par le FSE ?

Principes horizontaux

Egalité entre les femmes et les hommes

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet

Si oui, justifiez de quelle manière

Egalité de traitement entre les femmes et les hommes

Non prise en compte dans le projet

Egalité des chances et non-discrimination

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet

Si oui, justifiez de quelle manière

Non prise en compte dans le projet

Développement durable (uniquement le volet environnemental)

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet

Non prise en compte dans le projet

Justifiez la non prise en compte du principe de développement durable

Modalités de suivi

Sur la base de quelle(s) unité(s) de mesure, allez-vous mesurer la réalisation du projet ?

Ex. : L'accompagnement d'une personne est justifié si X entretiens individuels ont été réalisés.

Fiche Action

Intitulé de l'action

Période de réalisation de l'action : Du : Au :

Objectifs de l'action

Contenu de l'action

Méthodes et outils utilisés, matériels mobilisés et partenariats envisagés pour la mise en oeuvre de l'action. Si votre action met en oeuvre l'égalité entre les femmes et les hommes, décrivez les modalités concrètes de prise en compte de ce principe (idem Egalité des chances / lutte contre les discriminations et Développement durable)

Moyens humains consacrés à la mise en oeuvre opérationnelle de l'action

Prévoyez-vous d'avoir recours à des achats de fournitures et/ou de services ?

Présentez le public visé par cette action

	Femmes	Hommes	Total
Nombre prévisionnel de participants			

Caractéristiques du public ciblé, modalités de sélection...

Ces informations devront être cohérentes avec les données renseignées dans l'onglet « suivi des participants ».

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Ex : Attestation d'inscription à Pôle emploi si le public visé comprend des demandeurs d'emploi...

En quoi les éventuelles dépenses liées aux participants sont-elles liées et nécessaires à la réalisation de l'action ?

Réalisations et résultats attendus

Quantifier les réalisations attendues et leurs résultats. Ex : Pour une formation : 50 stagiaires avec 70% de qualifiés

Pour les formations, précisez le mode de validation des acquis

Attestation de formation, diplôme ou titre, ... Si diplôme, titre ou autre visés, précisez le ou lesquels

Pour la formation d'actifs : les compétences acquises à l'issue de la formation sont-elles transférables sur d'autres postes de travail présents ou à venir ?

Poste de dépense	Année 1		Année 2		Total	
Dépenses directes (1+2+3+4)		%		%	€	%
1. Personnel		%		%	€	%
2. Fonctionnement						
3. Prestations externes						
4. Liées aux participants						
Dépenses indirectes		%		%	€	%
Dépenses de tiers						
Dépenses en nature						
Dépenses totales	€	100,00 %	€	100,00 %	€	100,00 %

Ces dépenses prévisionnelles sont-elles présentées hors taxes ?

Votre projet génère-t-il des recettes ?

Plan de financement

Ressources prévisionnelles

Tableau des ressources prévisionnelles

Financement	Année 1-2011		Année 2-2012		Total	
1 Fonds européens		%		%	€	%
FSE	€	1 %	€	%	€	1 %
2. Financements publics nationaux	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
Sous-total montant du soutien public (1+2)	€	%	€	%	€	%
3. Financements privés nationaux	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
4 Autofinancement	€	%	€	%	€	%
5. Contributions de tiers	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
6. Contributions en nature	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %

Les autres financements externes sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?

Synthèse

Tableau récapitulatif général

	Année 1	Année 2	Total
Total des dépenses	€	€	€
Total des ressources	€	€	€

Annexe III

Obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement FSE

**Bénéficiaires des programmes opérationnels nationaux
« Emploi et Inclusion » et « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »**

I. Généralités

Le logo « l'Europe s'engage en France » reste d'application pour le programme opérationnel national FSE pour « l'Emploi et l'Inclusion » 2014-2020.

En conséquence, les bénéficiaires de ce programme doivent apposer ce logo sur leur documentation, outils, sites et pages internet.



Concernant le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes », les bénéficiaires doivent utiliser le logo spécial « IEJ » disponible en 4 couleurs différentes.

Les bénéficiaires doivent apposer le logo de la couleur de leur choix sur leur documentation, outils, page internet à l'exclusion du logo « l'Europe s'engage en France » réservé au seul programme PON « Emploi et Inclusion ».



Dans les 2 cas, les logos sont déclinés régionalement.

Il existe également une charte graphique¹ propre aux FSEI.

En tant que porteur de projet du PO « Emploi et Inclusion », vous êtes libre de télécharger cette « charte graphique » complète pour « habiller » vos productions FSE mais ce n'est pas obligatoire. Seule l'apposition du logo en signature l'est.

La charte graphique est téléchargeable sur le site fse.gouv.fr et reste utilisable pour la période 2014-2020.

¹ Une « charte graphique » sert dans le champ de la communication, à « habiller » des documents, des sites internet, des éléments de scénographie pour une institution ou une entreprise. Elle repose sur des règles en termes de couleur, de police de caractères, de taille, d'emplacement des éléments etc.... qui sont réunis dans un document appelé « charte » et qu'utilisent les communicants et graphistes pour élaborer leur documentation, leur site internet, l'habillage d'un événement.

II. Rappel des responsabilités des bénéficiaires en termes de publicité (référence : annexe XII du règlement n°1303/2013 du 17 décembre 2013)

1/ Apposer le drapeau européen et la mention « UNION EUROPEENNE » dans le cadre de toute action d'information et de communication parmi les logos de signature.

Pour cela, vous devez a minima apposer systématiquement l'emblème de l'Union (c'est-à-dire le drapeau européen) avec la mention « UNION EUROPEENNE » en toutes lettres sur tous les documents importants de votre projet : courrier, attestation de stage, signature internet d'email, brochures de présentation du projet, dossier de formation, formulaire d'inscription etc....

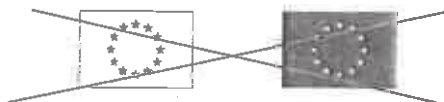


UNION EUROPEENNE

Version

L'emblème de l'Union doit être en couleurs chaque fois que possible et obligatoirement sur les sites Internet du porteur de projet.

La version monochrome (noir et blanc) est donc à proscrire ainsi que la version du drapeau en une seule couleur.



2/ Faire mention du soutien du Fonds social européen en complément des logos de signature.

Le règlement prévoit également que tout document/site etc., relatif à la mise en œuvre de l'opération comprenne une mention indiquant que le programme opérationnel concerné est soutenu par le Fonds social européen.

Au regard de ces éléments, nous recommandons la phrase suivante à côté des logos de signature de vos documents, pages internet, et outils de communication :

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le PON « Emploi et Inclusion »

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

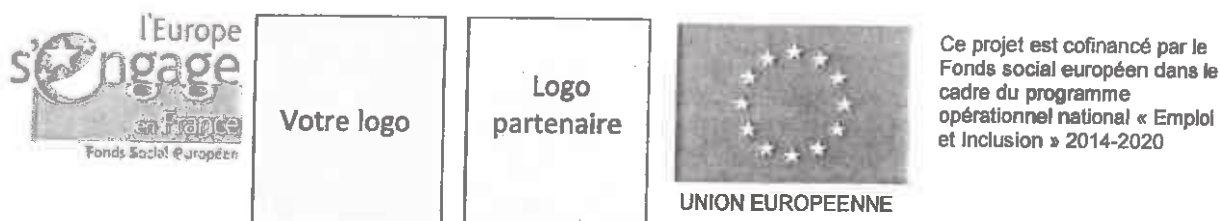
Pour le PO « l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

Vous pouvez remplacer le terme « projet » par le terme approprié à votre projet : formation, stage, séminaire, brochure, document etc.

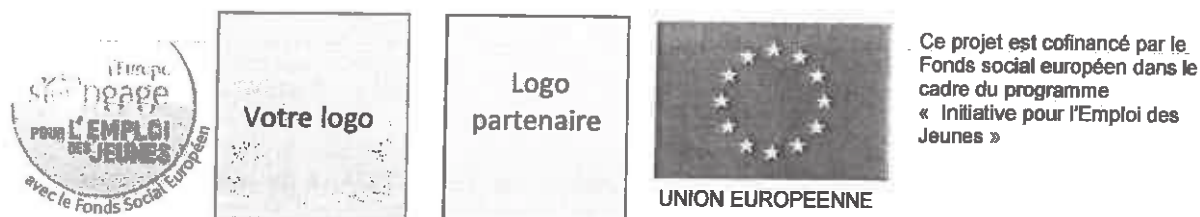
Remarque : Pour écrire « Union européenne » et la phrase-mention au cofinancement, les seules polices de caractères autorisées sont : Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana et Ubuntu. Les autres polices sont interdites par le règlement.

Recommandation pour « signer » vos documents en bas de page, en bandeau « 4ème de couverture » de vos brochures, vos pages internet ou sites dédiés au projet, etc. :

→ Pour le Programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » :



→ Pour le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes » :



L'emblème (drapeau) et la mention UNION EUROPEENNE doivent toujours être visibles et placés bien en évidence. Leur emplacement et taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé (même taille réservée à chaque logo).

3/ Si vous avez un site internet.

Vous avez l'obligation réglementaire de décrire dans un article, une page ou une rubrique, votre projet en mettant en lumière le soutien de l'Union européenne.

Plus le montant de votre projet est financièrement important pour votre structure (proportionnalité du montant de l'aide par rapport à votre budget annuel), plus vous êtes tenu d'apporter une description complète mettant en évidence l'apport européen dans son montage et sa réalisation. L'article, la page ou la rubrique doit être accessible facilement pour les internautes et visible tout au long de la vie du projet. Il convient donc d'éviter un article actualité et de privilégier une fenêtre accessible dès la page d'accueil.

→ L'emblème et la mention doivent être visibles dès l'arrivée sur le site à la page d'accueil (si le site est dédié au projet) ou à la page de présentation sans avoir besoin de faire défiler la page pour pouvoir voir le logo. Par conséquent, le bénéficiaire devra s'en assurer.

Cette obligation est une nouveauté 2014-2020 et nous vous invitons à actualiser régulièrement la page ou la rubrique de votre site internet dédiée à votre projet FSE.

4/ Mettre au minimum une affiche A3 présentant des informations sur le projet et son cofinancement FSE à l'entrée de votre bâtiment.

Vous devez apposer au moins une affiche présentant des informations sur le projet dont le soutien financier de l'Union en un lieu aisément visible par le public tel que l'entrée de votre bâtiment.

La dimension minimale de cette affiche doit être A3. Elle doit évidemment respecter les règles vues aux points 1 et 2 (emplacement des logos et mention du cofinancement FSE). Vous pouvez compléter ce premier affichage par des affiches supplémentaires dans les bureaux des personnes travaillant sur

le projet, dans les salles de réunions, les salles d'attente etc. mais a minima une affiche doit figurer, visible, à l'entrée de votre bâtiment.

III. Les obligations d'information

Les règles présentées ci-avant constituent le minimum requis des responsabilités des bénéficiaires en termes d'information et de communication.

Apposer des logos et une affiche, créer une page internet doivent être considérés comme le socle à mettre en place en tant que porteur de projet. Vous devez compléter ces 3 actions par des actions d'information régulières auprès de votre public et de vos partenaires.

Vous organisez des formations ? Vous pouvez rappeler en début de stage que la formation est cofinancée par l'Europe. Vous pouvez rappeler le lien internet permettant d'accéder à la page présentant le projet dans le cahier de formation, distribuer un dépliant...

Vous réunissez vos partenaires pour un comité de suivi, une assemblée générale, un séminaire ? Vous pouvez faire rappeler dans le discours de votre porte-parole (directeur/trice, président/e) qu'un des projets de votre structure est soutenu par l'Europe, distribuer un dépliant, présenter l'avancée du projet...

Vous faites un événement grand public (journée porte/ouverte) ? Vous pouvez saisir cette occasion pour présenter le projet FSE parmi les projets de votre structure.

En résumé, votre obligation de publicité et d'information doit rester active pendant toute la durée de votre projet : assurez une veille en continu sur la bonne application des logos dans le temps ; actualisez la page internet ou la rubrique dédiée au projet de manière à mettre en lumière ses résultats ; veillez à ce que les affiches restent en place ; saisissez certaines des opportunités qui apparaissent dans votre structure (séminaire, inauguration, journée porte ouverte, AG exceptionnel) pour intégrer la présentation du projet FSE à l'ordre du jour.

IV. Les outils à votre disposition

De nombreux produits vous permettant d'afficher le soutien financier de l'Union européenne seront mis à votre disposition progressivement sur le site www.fse.gouv.fr.

1/ Kit de publicité

Un kit de publicité est en cours d'élaboration sous l'autorité du CGET en charge de la coordination des autorités de gestion des FESI pour la période 2014-2020.

2/ Logos

Les logos de la charte « l'Europe s'engage en France » et les logos « Initiative pour l'Emploi de Jeunes » sont téléchargeables sur le site fse.gouv.fr à la rubrique « communication » sous-rubrique « respecter son obligation de publicité ».

3/ Affiches

Il appartient à chaque bénéficiaire de produire l'affiche obligatoire prévue. Néanmoins une série d'affiches sera proposée en téléchargement sur le site précité à partir du premier semestre 2015. Il restera à la charge du bénéficiaire d'en faire imprimer des exemplaires couleurs pour sa structure.

4/ Dépliant sur le FSE

Un recto-verso A5 sur l'Europe et le Fonds social européen sera également mis à disposition sur le site à partir de mai 2015. Il pourra être diffusé par le bénéficiaire aux participants de son projet.

Annexe IV suivi des entités et des participants

1. Liste des indicateurs entités devant être renseignés (art. 13.1 de la convention)

PO IEJ et PON FSE :

Axe, priorité d'investissement et objectif spécifique de rattachement de l'opération	Intitulé de l'indicateur
Tous	Projets partiellement ou intégralement mis en œuvre par des partenaires sociaux ou des organisations non gouvernementales
	Projets consacrés à la participation durable et à la progression des femmes dans l'emploi
	Projets ciblés sur les administrations ou les services publics au niveau national, régional ou local
	Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien
	Opération relevant de la politique de la ville
	Opération à destination des populations vivant dans des campements illicites
	Opération à destination des gens du voyage et des communautés marginalisées (dont Roms), hors campements illicites

PON FSE :

Axe & PI	Libellé objectif spécifique	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultats
Axe 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs et soutenir les mobilités professionnelles			
PI 8.7 : Moderniser les institutions du marché du travail	OS 1 : Expérimenter de nouveaux types de services à destination des D.E et des entreprises	Nombre de projets de nouveaux services pour les entreprises Nombre de projets de nouveaux services pour les demandeurs d'emploi	Nombre d'entreprises qui bénéficient de nouveaux services Nombre de demandeurs d'emploi qui bénéficient de nouveaux services
	OS 2 : Augmenter le nombre des conseillers formés à de nouveaux services et aux nouvelles modalités pour améliorer leur expertise du fonctionnement du marché du travail	Nombre de conseillers qui reçoivent une formation à de nouveaux services ou nouvelles modalités d'accompagnement (ML/PE)	Nombre de conseillers qui ont achevé une formation de développement de leurs compétences

Priorité 8.3 : L'activité indépendante l'entrepreneuriat et la création d'entreprise, y compris les PME	OS 2 : Mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour améliorer la qualité		Nombre d'actions de mutualisation réalisées
PI 10.1 : Abandon scolaire précoce et promotion égalité accès à l'enseignement	OS1 : Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire		Nombre de jeunes inscrits dans des classes relais
Axe 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels			
PI 8.5 : Adaptation au changement des travailleurs des entreprises et des entrepreneurs	OS 1 : Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences, en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations	Nombre de projets qui visent à anticiper les mutations	Nombre d'opérations collectives mises en œuvre qui ont permis d'anticiper les mutations
	OS 2 : Mobiliser les entreprises, notamment les PME et les branches pour développer l'égalité salariale et professionnelle	Nombre de projets consacrés au développement de l'égalité professionnelle, notamment dans les PME	Nombre d'accords relatifs à l'égalité professionnelle dont la signature a été facilitée
	OS 5 : Développer l'emploi, via la gestion des compétences, dans les bassins d'emploi touchés par les restructurations, pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	Nombre de projets de gestion des compétences dans les bassins d'emploi touchés par les restructurations, pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	
PI 8.6 : Vieillesse active et en bonne santé	OS 1 : Mettre en place des actions de gestion des âges en entreprise et visant, notamment, à améliorer les conditions de travail des seniors	Nombre de projets visant la gestion des âges en entreprises et, notamment, à améliorer les conditions de travail des seniors	Nombre de participants de plus de 54 ans dont les conditions de travail se sont améliorées
Axe 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion			
PI 9.1 : Inclusion active	OS 2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion	Nombre de projets visant à mobiliser les employeurs des secteurs marchand et non marchand	Nombre de structures d'utilité sociale et d'employeurs accompagnés
	OS 3 : Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et/ou de l'économie sociale et solidaire (ESS)	Nombre de projets visant à coordonner et animer l'offre d'insertion	Nombre d'actions de coordination et d'animation mises en œuvre

2. Liste des informations relatives aux participants devant être renseignés (art. 13.2 de la convention)

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE au fil de l'eau et pour chaque participant les informations suivantes :

- **données d'identification du participant** (nom, prénom, date de naissance, sexe, coordonnées) ;
- **les données relatives à l'entrée du participant dans l'opération** (date d'entrée, situation sur le marché du travail à l'entrée, niveau d'éducation atteint, situation du ménage (membre en emploi, présence d'enfant(s) à charge, famille monoparentale) ;
- **les données relatives à la sortie immédiate du participant de l'opération** (date de sortie, situation sur le marché du travail à la sortie,], résultats de l'opération (obtention d'une qualification,

Pour les opérations relevant du PO IEJ les informations à collecter sont complétées des éléments suivants :

- achèvement de l'opération ;
- proposition d'emploi, de formation, apprentissage, stage.

Annexe V

Règles d'échantillonnage et d'extrapolation

Le principe général du contrôle de service fait est celui d'un contrôle exhaustif des pièces justificatives comptables et non comptables listées dans le bilan d'exécution.

Cependant, le gestionnaire peut recourir à l'échantillonnage tant pour l'analyse des dépenses déclarées que pour le contrôle de l'éligibilité des participants.

Le gestionnaire doit alors être en mesure de justifier le recours à l'échantillonnage par le nombre élevé de pièces justificatives à contrôler.

En cas de recours à l'échantillonnage, les suites données au contrôle de l'échantillon dépendent des conclusions du gestionnaire.

Ainsi, en l'absence de constat d'irrégularité dans l'échantillon contrôlé (défini selon les modalités fixées dans la présente fiche technique), le gestionnaire valide les dépenses ou les participants déclarés à partir de ce seul échantillon.

A *contrario*, si le gestionnaire identifie une ou plusieurs irrégularité(s) à partir de l'échantillon contrôlé, le gestionnaire extrapole le taux d'irrégularité constaté conformément aux dispositions de l'article 8.1 de la convention attributive de subvention FSE.

Même en cas d'extrapolation du taux d'irrégularité constaté, le bénéficiaire conserve la possibilité de justifier pendant la période contradictoire du contrôle de service fait que le taux d'irrégularité réel des dépenses ou des participants échantillonnés est inférieur au taux d'irrégularité extrapolé.

Les méthodes exposées dans la présente fiche technique constituent le droit commun. Tout gestionnaire souhaitant utiliser d'autres méthodes doit au préalable obtenir l'approbation de l'autorité de gestion du programme.

1 - Echantillonnage pour l'analyse des dépenses

a) Modalités de constitution de l'échantillon

L'échantillonnage est réalisé au niveau d'un poste de dépenses pour garantir l'homogénéité de la population statistique qui fera l'objet d'une extrapolation.

En règle générale, l'unité de sélection au sein d'un poste de dépenses est la pièce comptable.

Cependant, le gestionnaire a la possibilité de prendre en compte une autre unité de sélection (action, salarié, pièce comptable...), si l'unité retenue est plus pertinente au regard de la nature de l'opération ou du poste de dépenses examiné.

Si l'unité de sélection retenue pour un poste de dépenses est la pièce comptable (facture, bulletin de salaire...), le gestionnaire examine l'ensemble des pièces non comptables (devis, feuilles d'émargement...) et des justificatifs d'acquiescement (facture acquittée, visa du comptable public...) correspondant à chaque pièce comptable échantillonnée.

Pour toute autre unité de sélection, le gestionnaire examine l'ensemble des pièces comptables, des pièces non comptables et des justificatifs d'acquiescement correspondants à chaque unité sélectionnée.

Exemples :

Poste de dépenses contrôlé	Unité sélectionnée	Pièces comptables examinées	Pièces non comptables examinées	Justificatifs de l'acquiescement des dépenses
Dépenses directes de prestations de services	Pièce comptable (facture)		- Demande de devis correspondant à la facture pour vérification de la mise en	Visa du bilan d'exécution par le commissaire aux comptes

			concurrence ; - Compte-rendu d'exécution de la prestation de service	
Dépenses directes de personnel	Salarié	Bulletins de salaire du salarié	Feuilles d'émargement signées par le salarié	Relevés de compte bancaire pour le salaire net, attestations de l'URSSAF, des services fiscaux et de toute autre caisse concernée pour les charges sociales

N.B. Pour les dépenses calculées en appliquant un régime de forfaitisation, le gestionnaire n'a pas à contrôler de pièces comptables et de preuves d'acquiescement pour justifier le forfait. En revanche, pour les dépenses déclarées dans le cadre d'un régime de coûts standards unitaires ou d'un régime de coûts forfaitaires, le contrôle de service fait donne lieu à une vérification de tout ou partie des pièces non comptables justifiant ces dépenses. Les pièces justificatives non comptables peuvent alors être échantillonnées selon les modalités fixées dans la présente fiche technique.¹

Un échantillon doit être constitué aléatoirement, par exemple à partir de la fonction alea d'Excel².

Puisqu'un échantillon est réalisé aléatoirement, au sein d'un poste de dépenses, l'échantillon ne couvre pas nécessairement l'ensemble des catégories de dépenses de ce poste.

La taille de l'échantillon dépend du nombre total d'unités du poste de dépenses contrôlé :

- Si le poste de dépenses comprend moins de 500 unités, le contrôle porte sur 1/7^{ème} des unités du poste et au minimum 30 unités³;
- Si le poste de dépenses comprend 500 unités ou plus, la taille de l'échantillon est calculée en utilisant l'outil statistique ci-dessous.

Effectif de la population (double cliquer sur la cellule bleue et renseigner la	<input type="text" value="500"/>
Niveau de confiance (non modifiable)	<input type="text" value="80,0%"/>
Taux d'irrégularité attendu (non modifiable)	<input type="text" value="2,0%"/>
Marge de précision (non modifiable)	<input type="text" value="2,0%"/>
Intervalle de confiance (non modifiable)	<input type="text" value="1,28"/>
Taille de l'échantillon	<input type="text" value="69"/>

b) Règles d'extrapolation

Les règles d'extrapolation diffèrent selon la méthode applicable pour le calcul de la taille de l'échantillon. Ainsi, en cas d'application de la première méthode (sélection d'1/7^{ème} du nombre total

¹ Les dépenses indirectes forfaitisées ne donnent pas lieu à un contrôle de pièces justificatives non comptables par le gestionnaire.

² Voir méthode de sélection aléatoire présentée en annexe

³ Dans le cas où le poste de dépenses comprend de une à trente unités, le contrôle est exhaustif.

d'unités et d'au moins 30 unités), le gestionnaire extrapole le taux d'irrégularité constaté à l'ensemble des dépenses du poste considéré.

En cas d'application de la seconde méthode (utilisation de l'outil statistique), le taux d'irrégularité constaté à partir de l'échantillon contrôlé doit être appliqué à l'ensemble des dépenses du poste. La correction extrapolée finale est égale à la somme du montant ainsi calculé et de la marge de précision (cf tableau).

Exemples :

Nombre d'unités échantillonnées	Méthode de calcul de la taille de l'échantillon	Taille de l'échantillon	Calcul du taux extrapolé	Calcul de la correction
100	1/7 ^{ème} minimum 30	30	Taux d'irrégularité des dépenses de l'échantillon : 5,0%	Dépenses totales du poste (10 000 euros) x taux extrapolé (5,0%) = 500 euros
300	1/7 ^{ème} minimum 30	43 (arrondi à l'unité)	Taux d'irrégularité des dépenses de l'échantillon : 6,0%	Dépenses totales du poste (80 000 euros) x taux extrapolé (6,0%) = 4 800 euros
1 000	Outil statistique	74	Taux d'irrégularité des dépenses de l'échantillon (8,0%) = 8,0%	<p>A = Dépenses totales retenues après CSF (500 000 euros) x taux extrapolé (8,0%) = 40 000 euros</p> <p>B = A x marge de précision (2,0%) = 800 euros</p> <p>Correction = A+B = 40 800 euros</p>

2 - Echantillonnage lors du contrôle de l'éligibilité des participants

a) Modalités d'échantillonnage et d'extrapolation

Les règles d'échantillonnage pour le contrôle de l'éligibilité des participants sont identiques aux règles d'échantillonnage pour le contrôle des dépenses.

Ainsi, un échantillon de participants doit être constitué aléatoirement, par exemple à partir de la fonction alea d'Excel.

Pour tout participant sélectionné, le gestionnaire vérifie l'ensemble des informations figurant dans la liste des participants établie dans le bilan d'exécution et toute pièce complémentaire nécessaire au contrôle de l'éligibilité du public pour le dispositif considéré (fiche de prescription, agrément, etc.).

La taille de l'échantillon dépend du nombre total de participants figurant dans le bilan d'exécution. Ainsi, si le nombre total de participants est inférieur à 500, le contrôleur de service fait contrôle 1/7^{ème} du nombre total de participants et au minimum 30 participants. Si le nombre total de participants est supérieur ou égal à 500, la taille de l'échantillon est calculée en utilisant l'outil statistique.

Le taux d'inéligibilité des participants constaté à partir de l'échantillon contrôlé est ensuite appliqué à l'ensemble des postes de dépenses retenues à l'issue du CSF automatiquement dans MDFSE.

b) Suites données au contrôle de l'éligibilité des participants

Si le gestionnaire constate l'inéligibilité de tout ou partie des participants à partir du bilan d'exécution, un taux d'inéligibilité est calculé :

Taux d'inéligibilité = Nbre de participants inéligibles / nbre total de participants

Exemple : 5 inéligibles / 57 participants = 8,77 % de taux d'inéligibilité

Le gestionnaire doit écarter les participants inéligibles.

Le taux d'inéligibilité est extrapolé à l'ensemble des postes de dépenses au terme du contrôle de service fait.

En outre, le gestionnaire applique le taux d'inéligibilité des participants aux ressources retenues au terme du contrôle de service fait si la subvention du cofinanceur n'est pas exclusivement dédiée au public de l'opération et que son montant a été déterminé en fonction du public éligible.

En revanche, le gestionnaire ne doit pas appliquer le taux d'inéligibilité des participants aux ressources retenues si la subvention du cofinanceur est exclusivement affectée au public de l'opération et si aucune preuve de recouvrement par le cofinanceur du montant indû correspondant au public inéligible n'est produite. Dans ce cas, l'intégralité du montant du cofinancement versé est retenue.

Exemples :

Nombre de participants échantillonnés	Méthode de calcul de la taille de l'échantillon	Taille de l'échantillon	Taux extrapolé	Calcul de la correction
400 participants	1/7 ^{ème} minimum 30	57 participants	Taux d'inéligibilité des participants de l'échantillon : 8,77%	Le taux d'inéligibilité des participants est appliqué automatiquement à chacun des postes de dépenses et le cas échéant aux ressources de l'opération dans MDFSE
3 000 participants	Outil statistique	78 participants	Taux d'inéligibilité des participants de l'échantillon (4,0%)	Le taux d'inéligibilité des participants est appliqué automatiquement à chacun des postes de dépenses et le cas échéant aux ressources de l'opération dans MDFSE.

3 - Formalisation dans le rapport de contrôle de service fait de la méthode d'échantillonnage et d'extrapolation

Comme demandé dans le module CSF de MDFSE le gestionnaire aura soin d'explicitier dans le rapport de contrôle de service fait la méthode d'échantillonnage et d'extrapolation appliquée :

- pour la vérification de l'éligibilité des dépenses ;
- pour la vérification de l'éligibilité des participants.

L'ensemble des pièces justificatives examinées dans le cadre du contrôle de service fait doivent être conservées par le gestionnaire dans le dossier de l'opération cofinancée sous forme dématérialisée dans MDFSE.

a) Vérification de l'éligibilité des dépenses

Le gestionnaire apporte, pour chaque poste de dépenses échantillonné, tout renseignement utile sur les points suivants :

- intitulé du poste de dépenses échantillonné ;
- unité de sélection retenue (pièce comptable, action, salarié...) ;
- méthode d'échantillonnage appliquée au regard de la taille de la population contrôlée ;
- méthode de sélection aléatoire ;
- liste des unités échantillonnées ;
- constats d'irrégularité éventuels ;
- en cas de constats d'irrégularité, méthode de calcul du taux extrapolé.

b) Vérification de l'éligibilité des participants

Le gestionnaire apporte tout renseignement utile sur les points suivants :

- méthode d'échantillonnage appliquée au regard de la taille de la population contrôlée ;
- méthode de sélection aléatoire ;
- liste des unités échantillonnées ;
- constats d'irrégularité éventuels ;
- en cas de constats d'irrégularité, méthode de calcul du taux extrapolé.

F 07 - Demande de subvention 2018 au titre de Devoir de Mémoire et soutien aux Anciens Combattants

Article 1 : Le rapport est adopté avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer la subvention à l'association suivante, au titre du Devoir de Mémoire et du soutien aux Anciens Combattants :

- Société des Membres de la Légion d'Honneur du Loiret : 850 € pour l'organisation de séances d'information et d'éducation civique sur la Légion d'Honneur auprès de collégiens du département en 2018.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense d'un montant total de 850 € sur le chapitre 65, la nature 6574, l'action C0103305 du budget départemental 2018.

Les actes administratifs publiés
dans ce recueil peuvent être consultés
à l'Hôtel du Département
15, rue Eugène Vignat – 45000 ORLEANS